

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°366

SEPTEMBRE 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : VERS DES ÉLECTIONS SOUS HAUTE TENSION**
- **KURDISTAN : GUERRE SANS RÉPIT CONTRE DAECH**
- **ERBIL : LES DISSENSIONS POLITIQUES INTERNES PERSISTENT**
- **SYRIE : LA QUESTION DES RÉFUGIÉS PRÉOCCUPE AUSSI LES ACTEURS LOCAUX**

TURQUIE : VERS DES ÉLECTIONS SOUS HAUTE TENSION

La situation politique, déjà très tendue en Turquie, ne semble guère s'apaiser, et ce d'autant plus que concernant la question kurde, le gouvernement AKP comme le président Erdoğan ont repris à leur compte la rhétorique guerrière de leurs prédécesseurs. Ainsi, après la mort le 6 septembre de 16 soldats turcs dans la région de Hakkari, tués par deux bombes posées sur leur trajet, une attaque revendiquée par le PKK, le Premier ministre Ahmet Davutoğlu a promis d' « anéantir » les militants du PKK et de les « faire disparaître » des mon-

tagnes de l'est de la Turquie. On se croirait revenu aux sombres années 1990, lorsque les militaires promettaient de nettoyer le pays des « séparatistes » kurdes. On connaît le résultat de ces proclamations martiales : les militants en question sont toujours présents et font régulièrement depuis plusieurs semaines la preuve de leur capacité à frapper les forces de l'ordre turques.

Utilisant aussi la force dans d'autres domaines, le gouvernement frappe tous azimuts en direction de la presse, tentant de faire taire les critiques qui se font de plus en plus audibles. Là

encore, la situation évoque de manière inquiétante un passé que l'on avait pu croire révolu. Outre le durcissement de la censure face aux médias, qu'ils évoquent la question kurde, critiquent la politique du gouvernement ou encore fassent allusion aux soupçons de corruption pesant sur des dirigeants de l'AKP ou proches du président, ce sont de véritables attaques de rue qui ont été menées ce mois-ci contre des médias turcs, de même que des arrestations, inculpations et expulsions de journalistes étrangers ayant osé tenter de couvrir les événements du « Sud-Est ».

Ainsi la police a-t-elle mené le 1^{er} du mois 23 raids simultanés contre les bureaux du groupe de médias *Koza Ipek*, proche du prédicateur Fetullah Gülen, qui vit aux Etats-Unis. Vis-à-vis des journalistes étrangers, le ton s'est également durci : outre l'arrestation et l'expulsion d'une journaliste néerlandaise accusée de liens avec le PKK, la Turquie a, pour la 1^e fois depuis 15 ans, emprisonné des journalistes étrangers, en l'occurrence trois journalistes de *Vice News*. Arrêtés à Diyarbakir le jeudi 27 août, ils ont été le 1^{er} septembre inculpés par le tribunal de Diyarbakir de terrorisme en relation avec Daech – avant que deux d'entre eux, Britanniques, ne soient renvoyés au Royaume-Uni.

Beaucoup plus inquiétants sont les raids violents contre les locaux du quotidien *Hürriyet* (l'équivalent turc du *Figaro*) les dimanche 6 et mardi 8 septembre. Les agresseurs ont appelé à incendier le journal « comme l'hôtel *Madimak* ». Rappelons qu'il s'agit de cet hôtel de la ville de Sivas, à l'est du pays, où en juillet 1993 une trentaine d'intellectuels, venus pour un festival culturel alévi, ont été brûlés vifs dans un incendie provoqué par une foule d'islamistes radicaux sans que la police n'intervienne. Il y a eu dans ce « Massacre de Sivas » 37 morts, incluant du personnel de l'hôtel et des touristes. Une telle référence fait inmanquablement penser que ce qui était annoncé aux émeutiers de ce mois de septembre, c'est que là encore, ils n'auraient rien à craindre de la police...

De façon générale, on a assisté à une exacerbation des sentiments nationalistes qui a mené à une montée des attaques anti-kurdes dans tout le pays. Ainsi les locaux du parti HDP, « pro-kurde » et progressiste, ont-ils subi dès le 7 septembre près de 200 attaques coordonnées (dont

128 pour la seule journée du 7), qui ont provoqué fort peu de réactions des forces de l'ordre, sensées après tout protéger ce qui était jusqu'au 22 septembre un parti de gouvernement. Mais de plus, les Kurdes vivant dans l'ouest du pays se sont sentis de plus en plus individuellement menacés, et certains ont bien été attaqués simplement en raison de leur appartenance ethnique. D'autres ont échappé de justesse au lynchage, sans aucune action de protection des forces de sécurité, qui souvent questionnaient plutôt les victimes que les agresseurs... Des témoins expliquent faire à présent très attention de ne pas parler kurde dans la rue.

Le président Erdoğan et le gouvernement AKP semblent faire le calcul que jouer la montée de la tension dans tout le pays leur rapportera en novembre les voix qu'ils avaient perdues en juin. Cependant, la majorité des sondages ne montre aucun gain significatif pour l'AKP. Il est dangereux de jouer à ainsi réveiller dans le pays les sentiments ultranationalistes, car une fois ceux-ci attisés, qui peut dire si le gouvernement, ayant joué les apprentis-sorciers, n'en sera pas lui-même la prochaine victime ?

Enfin, provoquer ou laisser advenir ainsi des violences en période pré-électorale est porteur d'un danger réel pour l'avenir démocratique du pays. Salahettin Demirtaş, le co-président du HDP, a averti que le pays risquait de sombrer dans la guerre civile, avant de déclarer le 20 que si les violences continuaient dans le sud-est, il serait extrêmement difficile d'y organiser les élections du 1^{er} novembre.

C'est que sur le terrain, les accrochages se sont multipliés et ont provoqué la mort, outre de membres des forces de l'ordre, de nombreux civils. Durant

l'opération militaire organisée dans la ville de Cizre, qui a été mise sous couvre-feu du 4 au 13 septembre, 23 civils seraient morts, en particulier sous les balles de snipers. La grande ville de Diyarbakir a également été brièvement mise sous couvre-feu. Cette situation de violence a également donné un nouvel élan au nationalisme kurde parmi les jeunes, dont certains n'hésitent plus à intégrer le YDG-H (organisation de jeunesse du PKK) ou à se lancer dans de véritables opérations de guérilla urbaine. Le gouvernement a annoncé le 19 qu'il allait recruter plusieurs milliers de miliciens kurdes pour lutter contre le PKK. Là encore, il s'agit non pas d'une nouvelle solution, mais tout simplement d'un retour à la politique de triste mémoire des « Gardes de villages », dont il y a encore 70 000 membres dans les régions kurdes du pays – une politique qui avait provoqué au cours des années 90 de nombreuses exactions, et un grave clivage dans la société kurde.

Autre retour à une vieille pratique datant des années 80 : l'action judiciaire contre les opposants politiques kurdes. Dès juillet dernier, un procureur avait lancé une procédure contre Demirtaş, accusé de troubles à l'ordre public et d'incitation à la violence...

Sur le plan international, cette ligne du gouvernement AKP, dure avec le PKK – et par extension avec les Kurdes de Turquie – et courtisant les ultra-nationalistes Turcs, contraint le pays à une position impossible dans ses relations avec la coalition anti-Daech dirigée par les Etats-Unis. Considérant les Kurdes de Syrie comme ses ennemis principaux, le pays, bien que membre de l'OTAN, a conditionné pendant près d'un an l'usage par la chasse américaine de la base aérienne d'Incirlik à la création d'une zone

de sécurité dans le nord de la Syrie. Le but officiel de cette zone est de proposer un lieu d'accueil aux Syriens déplacés, mais en fait le gouvernement turc semble surtout soucieux d'empêcher le YPG syrien, parti frère du PKK turc, d'assurer son contrôle sur la frontière nord de la Syrie. Or les Etats-Unis (et les autres membres de la coalition) n'ont pu que constater que les seules forces au sol combattant les islamistes de Daech avec quelque efficacité sont justement les Kurdes du PYD, et auraient commencé à leur apporter une assistance.

D'autre part, l'absence de soutien apporté par la Turquie au Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak (GRK) lors de l'attaque de Daech durant l'été dernier a sérieusement ébranlé la confiance des dirigeants kurdes d'Irak en leur voisin du nord. Les bombardements turcs du mois dernier sur les implantations du PKK dans les montagnes de la Région du Kurdistan d'Irak ont un peu plus distendu les relations, malgré la fraîcheur des relations entre PKK et PDK, le partenaire dominant du gouvernement régional. Une

rupture entre le GRK et Turquie n'est certes pas envisageable, la Turquie ayant besoin du pétrole kurde autant que le GRK, géographiquement enclavé, a besoin d'un débouché pour sa production, mais l'avertissement ne sera pas oublié...

Quel que soit le résultat des élections de novembre, les paris électoraux de M. Erdoğan emmènent la Turquie dans de nouvelles zones de turbulences politiques aux conséquences imprévisibles.

KURDISTAN : GUERRE SANS RÉPIT CONTRE DAECH



u'il s'agisse des peshmergas du Kurdistan d'Irak ou des militants des YPG et YPJ dépendant du Parti de l'Unité Démocratique (PYD) de Syrie, les combattants Kurdes, en l'absence de troupes au sol de la coalition anti-Daech, continuent à être en première ligne dans la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique, ou Daech. Et ce sont eux qui font montre sur le terrain de la plus grande efficacité contre les islamistes.

Un nouveau Centre de coordination militaire entre les forces américaines, irakiennes et kurdes d'Irak a été établi en début de mois près d'Erbil. Il devrait permettre de faciliter la coordination entre les centres de commandement de Bagdad et d'Erbil. En parallèle, le centre de commandement « Ninawa » établi l'an dernier à Bagdad pour entraîner des Irakiens sunnites en prévision de l'opération sur Mossoul devrait être déplacé au Kurdistan et intégré à ce nouvel organe de coordination, qui comprendra à parts égales des représentants des gouvernements irakien et kurde et de la coalition.

Le 8 septembre, le Ministère des Peshmergas a annoncé avoir lancé le recrutement de trois nouvelles brigades de 3 000 peshmergas chacune, un recrutement soutenu par l'armée américaine, qui fournira aux nouveaux combattants équipement, armes et entraînement.

Face aux Kurdes, Daech utilise de nouveaux armements : les peshmergas ont ainsi abattu début septembre un drone envoyé par les islamistes pour examiner leurs lignes, et ont déclaré avoir subi plusieurs attaques au gaz, contre lesquelles ils ont obtenu de l'Allemagne l'envoi d'un millier de masques de protection. Mais la méthode favorite des islamistes demeure l'usage de mines artisanales pour piéger les zones dont ils sont obligés de se retirer. Ainsi, lors d'une offensive des peshmergas lancée le 11 et qui a permis de sécuriser la route entre Bagdad et Kirkouk et le centre du bourg de Daqouq, la majorité des pertes subies (treize peshmergas tués) a été précisément du fait de ces mines.

Le 16 du mois (selon un twit du représentant spécial adjoint du

Président américain pour la coalition anti-Daech, Brett McGurk), Massoud Barzani a rencontré le Lieutenant Général James L. Terry pour discuter des opérations des peshmergas en cours. Quatre jours plus tard, un groupe de 90 militaires américains est arrivé à la base de Makhmour, au sud-ouest d'Erbil, très probablement pour préparer l'opération contre Mossoul.

Le dernier jour du mois, une offensive terrestre impliquant 3 500 peshmergas a permis de reprendre à Daech une douzaine de villages à l'ouest de Kirkouk. L'objectif était de resserrer l'étau sur Hawija, bastion de Daech situé 230 kilomètres au nord de Bagdad, afin de mieux protéger la Région kurde contre d'éventuelles attaques. Selon le Conseil de sécurité du Kurdistan, au moins 40 jihadistes ont été tués durant l'opération.

Toujours selon Brett McGurk, Massoud Barzani et le co-président du PYD Salih Muslim ont tenu une réunion, également pour discuter la coordination de la lutte contre Daech. Selon le responsable des relations internationales du PDK, Hemin

Hawrami, il aurait été question de l'arrivée en soutien au Rojava (Kurdistan occidental, de Syrie) de peshmergas Kurdes de Syrie formés par le GRK. Il s'agirait de membres de partis proches du PDK irakien, ce qui rendait cette information assez improbable – et elle a été en effet démentie dès le lendemain par la coordination générale des « Cantons », l'administration autonome mise en place au Kurdistan Syrien par le PYD, qui a insisté sur le fait que les seules forces légales au Rojava étaient celles dépendant de cette administration : les YPG / YPJ (Unités de protection du peuple, hommes et femmes) et les Rojava Asaïsh (Sécurité du Rojava). Mais malgré ces limites, il est hors de doute que les Kurdes de Syrie et d'Irak se coordonnent dans leur lutte contre leur ennemi commun.

donnent dans leur lutte contre leur ennemi commun.

Cependant, les Kurdes d'Irak se montrent extrêmement prudents quant à leur éventuelle implication dans une opération visant à reprendre à Daech la grande ville arabe et sunnite et de Mossoul. La question n'est pas seulement militaire : si d'aventure la ville était arrachée aux islamistes et à leurs alliés ex-ba'athistes, qui la tiendrait ? Certes, les quartiers orientaux de la ville, divisée en deux par le Tigre, sont majoritairement kurdes, mais il faudrait aussi assurer la sécurité de la partie occidentale de la ville, c'est-à-dire se comporter dans celle-ci comme une force d'occupation, une situation pour le moins

inconfortable dans ce haut lieu du nationalisme arabe. Les peshmergas sont essentiellement une force de défense du Kurdistan, dont les capacités sont déjà sollicitées à l'extrême par la situation présente (plus de 1 000 km de front face à des islamistes extrêmement bien équipés), et ils ont à présent la mission supplémentaire d'assurer la sécurité de l'ensemble des anciens territoires disputés, dont la Région du Kurdistan a pris le contrôle à l'été 2014, des zones de plaines ou de collines et à la population parfois non exclusivement kurde – un cauchemar pour des militaires. Par ailleurs la crise politique qui continue à se dérouler à l'arrière constitue pour les forces kurdes du GRK une raison d'inquiétude supplémentaire.

ERBIL :

LES DISSENSIONS POLITIQUES INTERNES PERSISTENT

En effet, la crise politique qui touche la Région du Kurdistan depuis la fin du mandat de Massoud Barzani, le 19 août dernier, ne donne pas de signe d'apaisement, et on ne peut pas dire que la situation ait beaucoup progressé durant le mois de septembre. Faute de consensus sur une solution entre les différents partis kurdes, et vu la situation militaire de la Région, le chef du Parti démocratique du Kurdistan continue à faire fonction de leader, mais la situation économique qui va en s'aggravant provoque de plus en plus de remous sociaux et tend chaque jour un peu plus les discussions.

Les principaux partis politiques kurdes d'Irak, Parti démocratique du Kurdistan (PDK du président sortant Massoud Barzani), Union patriotique du Kurdistan (UPK), Mouvement pour le changement (*Gorran*), Union Islamique (*Yekgirtû-î Islamî*), et Groupe Islamique (*Komal-î*

Islamî) ont tenu réunion après réunion durant tout le mois, sans pour autant parvenir à un accord. Les positions semblent irréconciliables entre le PDK, partisan d'un régime présidentiel avec élection du président au suffrage universel, et ses partenaires, qui souhaitent un régime donnant plus de pouvoirs au parlement de la Région – et notamment, justement, celui de désigner le président. Au point que des réunions séparées ont rapidement commencé à se tenir sans le PDK, une situation qui ne pouvait qu'exacerber les différences de positions. Enfin, ni les tenants d'un système parlementaire ni ceux d'un système présidentiel n'ont assez de voix au parlement kurde pour emporter la décision, d'où le blocage.

Ainsi le 3 septembre, le président du parlement kurde, Yusuf Muhammad Sadiq (*Gorran*) a déclaré que « c'était au parlement qu'il appartenait de prendre les décisions dans cette crise prési-

dentielle ». Ce à quoi Massoud Barzani a en quelque sorte répondu deux jours plus tard, lors d'un entretien avec une délégation de l'ONU, que « si les partis politiques ne pouvaient parvenir à un accord, il faudrait en référer au peuple ». Alors que *Gorran* refuse absolument l'idée d'un référendum populaire qui conforterait le PDK, majoritaire, l'UPK semble plus prêt à un compromis : Molla Bakhtyar, responsable du bureau politique de cette organisation, a déclaré le 8 que « le référendum était la meilleure solution si Massoud Barzani ne pouvait proposer de solution à la crise », puis lors d'une nouvelle réunion à 5 partis le 13, que l'UPK était « d'accord pour une élection présidentielle anticipée ».

Cependant, la Commission électorale, tout juste formée, après avoir rappelé qu'elle seule pouvait légalement appeler de nouvelles élections, a annoncé que pour des raisons logistiques (recrutement du personnel, installation des

bureaux...), il lui faudrait au minimum six mois, en collaboration avec le parlement, pour organiser un éventuel scrutin.

En milieu de mois, après 8 sessions de réunions entre les 5 principaux partis du Kurdistan, une possibilité de compromis a semblé émerger entre le PDK et les 4 autres partis : ceux-ci acceptaient une élection du président par le peuple, mais avec des pouvoirs moins importants qu'actuellement, l'autre option étant une élection par le parlement... mais avec des pouvoirs plus étendus ! En fin de mois, les 4 partis non-PDK ont proposé un choix entre deux options : soit une élection présidentielle, mais si le candidat le mieux placé n'obtenait pas 50 % des votes, la commission électorale déciderait qui l'emportait, soit une élection par les députés kurdes, mais si le candidat le mieux placé n'obtenait pas 75% des voix, ceux-ci devraient choisir entre les deux candidats les mieux placés.

Le PDK a accepté d'étudier ces propositions avant le prochain

meeting, fixé au 6 octobre, tandis que le Premier ministre Nechirvan Barzani (également PDK) les qualifiait en parallèle d'« étranges » et « ne correspondant pas aux besoins de la Région ». Suite à ces remarques, les 4 partis (non-PDK) ont menacé de rompre les négociations, alors que les députés non-PDK du parlement refusaient de voter de nouvelles lois (celles-ci doivent une fois passées être signées par le Président, dont ils n'acceptent pas la légitimité). La recherche d'une solution politique à la question de la présidence de la Région du Kurdistan a donc très largement fait du surplace au cours de ce mois de septembre...

Dans la situation tendue que connaît l'ensemble du Moyen Orient, la stabilité du Kurdistan d'Irak est un enjeu vital pour les acteurs régionaux comme internationaux. Ceux-ci ont tenté à plusieurs reprises de promouvoir un compromis. Cette crise interne leur offre aussi bien sûr la possibilité d'interférer dans les affaires de la Région du

Kurdistan, voire de soutenir telle ou telle faction – ce dont ils ne se sont jamais privés dans le passé. L'Irak, directement menacé par Daech, et dont la frontière avec le Kurdistan approche les 1000 km, est intéressé au premier chef par la situation au Kurdistan d'Irak, qui est aussi pour lui un partenaire commercial important (2 milliards de dollars par an selon la Chambre de commerce de Suleimani, et une augmentation de 40% ces deux derniers mois par rapport à la même période de l'année précédente). Ainsi le 7 septembre, dans la troisième visite au Kurdistan d'une délégation iranienne depuis le début du blocage institutionnel, une délégation de pasdaran (Gardiens de la révolution) a rencontré à Suleimani des leaders de l'UPK avant de visiter Gorran et de se rendre à Erbil pour une réunion avec Massoud Barzani. L'absence de solution à cette crise, alors que la Région du Kurdistan irakien se trouve toujours sous l'ombre de Daech et dans des problèmes économiques de plus en plus graves, a de quoi inquiéter.

SYRIE :

LA QUESTION DES RÉFUGIÉS PRÉOCCUPE AUSSI LES ACTEURS LOCAUX

Le 2 septembre dernier, la photo du jeune Alan Kurdi, un enfant kurde de Syrie âgé de trois ans, mort noyé sur une plage de Turquie, a provoqué une avalanche de réactions hautement émotionnelles des médias et du public – mais en définitive peu de décisions et de réponses politiques. Le Haut Commissariat aux Réfugiés a pourtant rappelé que le nombre de personnes déplacées dans le monde atteint maintenant 60 millions, le plus haut niveau depuis la Seconde guerre mondiale. Et c'est la Syrie – suivie par l'Afrique sub-saharienne dont des milliers de ressortissants ont

aussi péri noyés – qui est la première source mondiale de personnes « déplacées » (n'ayant pas franchi de frontière) et « réfugiées » (ayant quitté leur pays). Depuis le printemps 2011, le HCR a pris en compte 4 millions de Syriens, dont 2 millions en Turquie (pour près de 75 millions d'habitants), plus de 1 million au Liban (pour un peu plus de 4 millions d'habitants) et 400 000 en Irak, dont l'écrasante majorité se trouve dans la Région du Kurdistan, la plus sûre, et où des camps ont été installés entre autres près d'Erbil et surtout de Dohouk (camp de Domiz, avec aujourd'hui 80 000 réfugiés). La question de ces réfugiés

préoccupe donc au plus haut point tous les acteurs locaux (y compris l'organisation Daech, qui a utilisé dans sa propagande la photo du petit Alan pour rappeler qu'elle considérait pour des musulmans le fait de fuir en Europe comme un pêché...). Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) a annoncé début 2015 que vu sa propre situation économique, il aurait besoin d'aide extérieure pour continuer à assurer l'accueil des réfugiés.

Les leaders kurdes de Syrie, quant à eux, s'inquiètent depuis le début des hostilités d'une déstabilisation démographique

du Rojava (Kurdistan occidental, ou de Syrie) qui mettrait en jeu l'existence même d'une communauté kurde dans le nord de la Syrie. En effet, les zones de peuplement kurde du pays, en raison de leur configuration et de leur géographie, sont militairement bien plus vulnérables que par exemple le Kurdistan irakien. Le Rojava consiste en trois enclaves séparées adossées à la frontière turque ; de l'est à l'ouest 1- La Djéziré, autour des deux villes de Qamishli (Kamishlo) au nord et de Hassakeh au sud, 2- Celle rendue célèbre par la résistance de Kobanê l'an dernier, et enfin 3- La région d'Efrîn, au nord-ouest d'Alep, la seule à disposer d'une topographie un peu montagneuse. Ce relatif avantage stratégique est cependant en partie annulé par la proximité d'Alep, enjeu de combats féroces depuis le début de la guerre civile. La ville possède par ailleurs un certain nombre de quartiers historiquement kurdes – dont celui de Cheikh Maqsoud, repris au front Al-Nosra par les YPG le 28 de ce mois.

La difficulté à défendre militairement le Rojava est une des raisons expliquant que la politique de ses dirigeants kurdes ait été marquée dès le début de la guerre civile par une très grande prudence en termes d'engagement dans le conflit : un exode de masse des Kurdes de Syrie aurait pu (et pourrait encore) littéralement provoquer la disparition de la communauté kurde du pays et rendre impossible toute revendication ultérieure. Une autre raison à cette prudence est certainement la réaction très négative en début de conflit de l'opposition syrienne non-kurde vis-à-vis des revendications kurdes.

Le PYD a donc dû faire le choix de ne s'engager dans des luttes

frontales que s'il était menacé, tout en recherchant des alliances dans les régions non kurdes séparant ses trois enclaves afin de s'assurer une « zone de sécurité ». En particulier, des alliances avec des formations modérées de l'opposition arabe ou d'autres minorités ont été recherchées pour contrer les islamistes.

Face à la montée en puissance de Daech, probablement l'ennemi le plus dangereux et avec lequel aucune négociation n'est envisageable, le PYD a parfois choisi d'assumer une alliance ouverte avec les forces du régime lorsque le territoire concerné était sous une menace directe. C'est le cas pour la ville de Hassaké, à présent tenue en partie par les YPG et en partie par l'armée syrienne, et où Daech a le 14 septembre visé simultanément combattants kurdes et troupes gouvernementales par deux attentats à la voiture piégée qui ont tué six Kurdes et sept soldats, plus 13 civils. Les priorités ont été clairement exprimées par Saleh Muslim, co-président du PYD, qui a déclaré le 21 que « la chute du gouvernement de Damas ouvrirait les portes aux islamistes, qui sont un plus grand danger que le régime ».

Plus à l'est, la région du Sindjar est également sous la menace directe de Daech. Là, une coordination opérationnelle avec les peshmergas du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a été mise en place, et la mise sur pied d'une force commune envisagée. Le Sindjar est en Irak, mais situé à la frontière sud de la Djéziré syrienne, il est trop proche du canton oriental du PYD pour que celui-ci prenne des risques.

Par ailleurs, la balance démographique des zones kurdes a été modifiée par l'afflux de déplacés

syriens non kurdes, venus chercher refuge dans ce qui est encore la partie la plus sûre du pays. Certains Kurdes regrettent que ces déplacés soient reçus au Rojava puis autorisés à passer en Turquie, alors que l'administration du PYD a adopté des lois interdisant aux Kurdes de quitter les régions d'Efrîn et de Hassaké pour passer en Turquie. Par ailleurs, les jeunes gens du Rojava en âge de combattre doivent faire 6 mois de service militaire, ce qui pousse certains à partir. Enfin, les combats aux frontières des enclaves obligent des familles à quitter leurs lieux de vie : de nombreux habitants d'Efrîn ont récemment fui leur région d'origine en raison des combats entre les YPG et Al-Nosra. Un représentant du PYD au Kurdistan d'Irak a appelé l'Europe, confrontée à l'arrivée de réfugiés syriens, à envoyer de l'aide au Rojava, en situation simultanée d'embargo et de guerre.

Malgré ces difficultés, la lutte contre les djihadistes continue : les Kurdes de Syrie planifient la reprise du dernier poste frontière avec la Turquie encore tenu par les djihadistes, ce qui rendrait impossible à ces derniers de continuer à recevoir par cette voie des volontaires venus d'Europe. On peut comprendre que le 22 septembre, John Kirby, porte-parole du Département d'Etat US, ait déclaré dans une conférence de presse que « les USA ne considèrent pas les YPG comme une organisation terroriste. ». John Kirby a aussi ajouté, parlant de la Turquie : « Il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tous les points pour être dans une coalition ». Certes. Le désaccord entre la Turquie et les Etats-Unis (et sans doute les autres alliés de l'OTAN) à propos de l'attitude à avoir vis-à-vis du PYD ne saurait être plus total.

Turquie : le triple langage de M.Erdogan

Par Gérard Vespierre
01 septembre 2015
www.latribune.fr



La position de la Turquie à l'égard de l'Etat islamique a beaucoup fluctué, notamment en fonction du dossier kurde. Par Gérard Vespierre, Associé-fondateur de « Strategic Conseils » chercheur associé à la Fondation pour l'Etude du Moyen-Orient (FEMO).

Quand le Mouvement de l'Etat Islamique en Irak et au Levant s'est transformé le 29 Juin 2014 en État Islamique, instaurant un califat sur une partie de la Syrie et de l'Irak, qu'a fait la Turquie ? Rien.

Quand les Etats-Unis ont lancé quelques semaines après, le 8 Août, la coalition contre cet État Islamique, avec les premiers bombardements en Irak, qu'a fait la Turquie ? Rien.

Elle a même refusé de participer à cette coalition, prétextant ses difficultés avec son voisin syrien, et le flot de réfugiés... A l'appui de cette « non-ingérence » bien que membre important de l'OTAN, Ankara a même refusé à la coalition internationale la facilité de l'usage de la base aérienne d'Incirlik, située à seulement 200 kilomètres de la frontière syrienne, comme elle l'avait d'ailleurs fait en 2003, lors de la seconde guerre d'Irak.

Et puis,.... Soudain, presque un an plus tard, changement de cap.... M. Erdogan change de stratégie et rejoint la coalition... !

L'Etat Islamique a-t-il changé ? La coalition a-t-elle modifié ses actions ? Sa composition ? Non, rien de tout cela. Ce sont les intérêts de M. Erdogan qui ont changé... !

Parce que la situation extérieure et intérieure de la Turquie a changé, depuis.... les résultats des élections législatives du....7 juin 2015.

UNE MAJORITÉ PERDUE

M. Erdogan y a perdu la majorité au parlement, et la cause de cet échec est le parti pro-Kurde HDP. Un leader jeune avocat, cha-

rismatique, Selahattin Demirtas, qui a su attirer à lui le vote de minorités non kurdes, en opposition avec le conservatisme du Président Erdogan et de son parti, l'AKP.

La perte de la majorité au Parlement à cause d'un parti pro-kurde, Voilà le fait de base qui a fait basculer la position de la Turquie dans le camp de la coalition contre l'Etat Islamique.

Pourquoi ? Parce que l'entrée de 80 députés pro-kurdes au Parlement met en jeu la majorité gouvernementale et à terme la présidence de M. Erdogan. Son parti l'AKP a recueilli 41% des voix, avec 82% de participation.... Le parti du Président ne représente donc plus qu'un tiers de l'électorat.... !! Ces chiffres permettent de comprendre le haut niveau d'alerte des responsables au pouvoir... !

De fait, le premier ministre Davutoglu n'a pas réussi à former de gouvernement, et de nouvelles élections sont convoquées pour le 1er Novembre. En première phase de cette situation, avant la création de la coalition internationale, l'Etat Islamique se battait sur deux fronts, contre les chiites en Irak, et leurs alliés alaouites en Syrie, et contre les ... Kurdes... !

Vu d'Ankara, comment un mouvement se battant contre les Kurdes peut-il être considéré comme un ennemi ? Pas vraiment.

Celui qui s'attaque à mon ennemi, sans devenir mon ami, devient au moins mon « allié objectif » pour reprendre un vocable connu... Voilà donc pourquoi dans un premier temps, M. Erdogan ne s'est pas opposé à l'Etat Islamique, parce que celui-ci combattait les Kurdes, ennemis d'Ankara.

L'ÉTAT ISLAMIQUE N'EST PLUS L'ARME ABSOLUE ET PERMANENTE CONTRE LES KURDES

Dans la deuxième phase, démarré avec la création de la coalition, l'Etat Islamique a continué à affronter les forces Kurdes en Irak et en Syrie. Qui ne se souvient de la longue bataille de Kobané ?

L'Etat Islamique avait réussi à prendre jusqu'à 80% de cette ville kurde, située près de la frontière turque (sous le regard impassible des forces armées turques) jusqu'au moment où l'intervention des frappes aériennes de la coalition et les renforts des kurdes d'Irak ont renversé le cours de la bataille, jusqu'au retrait des forces de l'État Islamique.

Première alerte extérieure pour Ankara. L'État Islamique n'est plus l'arme absolue et permanente contre les Kurdes.

Deuxième alerte, intérieure cette fois, comme on vient de l'expliquer, un parti pro-

kurde fait perdre la majorité au parti du Président Erdogan.

UN TROISIÈME DISCOURS

Troisième phase, après la perte des élections, donc troisième discours, avec changement de stratégie, M. Erdogan décide de rallier la coalition. Sous prétexte de ce ralliement, il prend la décision de frapper EN IRAK, les kurdes du PKK... !

Comble de la duplicité, Ankara change d'avis et annonce qu'elle met à disposition des forces américaines sa base d'Incirlik pour faciliter les frappes des avions de l'US Air Force contre l'Etat Islamique, preuve de son complet engagement....

Or pour Ankara cet engagement revient à bombarder les positions kurdes, 3 à 4 fois plus que les positions de l'Etat Islamique, tant et si bien que le Secrétaire d'Etat américain à la défense s'est vu dans l'obligation de rappeler la Turquie à ses obligations militaires vis-à-vis de la coalition, et d'intégrer ses avions dans les « plans d'engagements » communs.

Mais ces nouvelles options extérieures et ces « offres de service » s'accompagnent en parallèle d'une nouvelle stratégie intérieure visant à repositionner les kurdes comme ennemis du pouvoir central, en vue bien sûr de faire perdre au parti HDP de M. Demirtas, les quelques pourcents de voix nécessaires à la reconquête de la majorité par l'AKP, parti du président !

FAIRE RENAITRE EN TURQUIE UN CLIMAT DE TENSION AVEC LA COMMUNAUTÉ KURDE

Dans la loi électorale turque, un parti qui n'atteint pas 10% des voix exprimées, n'est pas représenté au Parlement. Il faut donc impérativement que M. Erdogan fasse passer le parti de M. Demirtas en dessous de ce seuil, en lui faisant perdre 30% des voix qu'il a obtenu pour le ramener à moins de 10%... !

Il est donc maintenant facile de comprendre l'intérêt de M. Erdogan dans les quelques mois le séparant des élections du 1er Novembre : faire renaître en Turquie un climat de tension, voire plus, avec la communauté kurde. Il en va de sa survie politique.

Devant un tel enjeu, il a montré qu'il était prêt à pratiquer différents discours, s'opposer, rester neutre, s'allier, dans le seul but d'essayer de rester au pouvoir. Pas de langue de bois, mais 3 discours successifs et différents.

Ces revirements lui feront ils gagner les 3% nécessaires au retour d'une majorité AKP, au détriment du HDP pro-kurde ?

Réponse le 1er Novembre, mais, nous se serons pas dupes... ! ♦

The Iraqi Kurds' waning love affair with Turkey

Relations between the Turkish government and the Kurdistan Regional Government look likely to deteriorate as Turkey escalates its war against the Kurdistan Workers Party.



Author Amberin Zaman
September 1, 2015
www.al-monitor.com

On Aug. 1, Turkish air force jets rained bombs on what the Turkish government insisted was a safe house for rebels with the Kurdistan Workers Party (PKK) in the Qandil Mountain village of Zargala, near the border separating Iraqi Kurdistan from Iran. At least nine people, all civilians, perished in the strike.

The deaths provoked a barrage of protests among Kurds worldwide. On Twitter, the hashtag #BabyKillerErdogan, a reference to Turkish President Recep Tayyip Erdogan, conveyed their indignation.

Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani joined in the chorus of outrage. "We condemn this bombardment that led to the martyrdom of people from the Kurdistan Region and call on Turkey not to bombard civilians again," Barzani said in a statement.

In August 2011, a family of seven was blown to bits in a Turkish airstrike, again in Qandil. Then, too, Barzani called on Ankara not to bombard civilians again.

Such tragedies may be repeated as Turkey escalates its war against the PKK. This in turn will further test its relations with the Iraqi Kurds, already bruised when Turkey failed to intervene on their behalf over a year ago when Islamic State (IS) militants came within striking distance of Erbil.

Erdogan has vowed to expand Turkey's efforts to fight the PKK, a struggle that re-erupted after a two-year mutually observed cease-fire collapsed in July. Hiwa Osman, a political analyst and an ex-media adviser to former Iraqi President Jalal Talabani, told Al-Monitor in an interview, "When IS attacked Erbil, people were expecting Mr. Erdogan, the 'big friend,' to come to the rescue. Instead, the PKK and other Kurdish groups did, and bombing them like this will only make them more popular."

"Turkey bombing the hell out of the PKK while only lightly attacking [IS] is not going down well," concurred another analyst with close ties to Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), who asked not to be identified because of the sensitive nature of the subject.

In recent weeks, Nechirvan Barzani, the politically savvy Kurdistan Regional Government (KRG) prime minister who is among Ankara's biggest cheerleaders (and the president's nephew and son-in-law), has seen access to his widely read online news portal Rudaw blocked by the Turkish authorities together with dozens of other Kurdish-linked sites deemed to propagate "terror." These outlets also include Bas News, which belongs to Masrour Barzani, the president's son. One might conclude that friendship with the KRG's top trading partner and regional ally, Turkey, is beginning to unravel. But many seasoned observers call this an oversimplification that ignores the hard facts of geography, the Kurds' dreams of independence and the broader context of regional rivalries that have long played out among the Kurds themselves. And while the threat posed by IS may have united ordinary Kurds, it has sharpened the divisions among their leaders, who often pay lip service to unity for political gain.

The Barzani-dominated KDP controls all of Iraq's borders with Turkey, while its main political rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), controls a large chunk of the Kurdish-controlled region's frontier with Iran.

"Since 1992, the Turkey-Iraq border is in fact a Turkey-KDP border," Aydin Selcen, a prominent former Turkish diplomat who opened and headed Turkey's first consulate in Erbil in 2010, told Al-Monitor in a series of email exchanges. The seeds of now booming trade ties were sown in those days. Turkish officials, many said to be from or connected to the military, profited from contraband sales of Iraqi diesel fuel by the Kurds in violation



Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani speaks during a ceremony in Dahuk, northern Iraq, Aug. 3, 2015. (photo by REUTERS/Ari Jalal)

of UN sanctions slapped on the Iraqi regime.

Now the Kurds are selling their own oil in defiance of the central government in Baghdad. The stuff is carried to loading terminals in the Turkish port city of Ceyhan via a newly built pipeline through Iraqi Kurdistan that plugs into an existing Iraqi-Turkish line. The Financial Times reported that sales from Iraqi Kurdistan and northern Iraq have averaged 450,000 barrels a day since May, raking in some \$1.5 billion in revenue from traders over the past two months alone.

It's not enough to pay civil servants' and peshmerga fighters' salaries. But Turkey is helping to make up the shortfall with hefty cash handouts to the tune of \$1 billion so far. Al-Monitor's repeated requests for information as to how the funds are budgeted remain unanswered by Turkish officials.

Massoud Barzani has staked his goal of Kurdish statehood — and his own political fortunes — on ensuring that Kurdish oil continues to flow through Turkey. Should the Kurds manage to hang on to Kirkuk, the status of which remains contested, their state could be economically viable. "Acquiring Kirkuk without firing a single bullet as the Iraqi armed forces withdrew in response to an initial IS assault [in June 2014] was a godsend for the KRG, but especially for the KDP, which now effectively controls the entire mega 120-kilometer-long [75-mile-long] oil field," Selcen said.

But Turkish support for an independent Kurdistan "remains vital," a Western official who covers the region told Al-Monitor on strict condition of anonymity. This may help to explain the KRG leadership's generally limp reaction to Turkey's continued onslaught against the PKK.

Tensions between the KDP and the PKK have been brewing for some time, particularly over Sinjar, where Yazidi Kurds faced mass extermination by IS when spooked peshmerga abandoned them to their fate. Last-minute intervention by the PKK and its Syrian affiliate, the People's Protection Units (YPG), saved the day. The KDP now insists that the PKK and YPG are "foreign forces" and need to leave Iraqi Kurdistan, Masrour Barzani told Al-Monitor in an interview earlier this year.

It will not have helped that the PKK took credit for last month's attack on the Turkish leg of the Kurdistan-Turkish pipeline. Against this backdrop, "It would not be surprising if the KDP were pleased to see the PKK get a bit of a whacking," the official said.

But as Selcen warns, "An anti-PKK campaign will never enjoy popular support among the KRG public — only a grudging acquiescence, perhaps." Some, like the Iraqi Kurdish analyst Osman, believe that an independent Kurdish state in northern Iraq propped up by Turkey would be →

⇒ "nothing more than a banana republic."

Others point to the highly personalized relationship between Barzani and Erdogan as a further weak spot. Details of the energy deals struck between Turkey and the KRG remain sketchy amid claims that Erdogan and his close circle are financially benefiting from them. According to Tolga Tanis, the Washington correspondent for the mass circulation daily *Hurriyet* who investigated the claims, Powertrans, the company that was granted an exclusive license to carry and trade Kurdish oil by Erdogan's Cabinet in 2011, is run by his son-in-law Berat Albayrak. It didn't take long for the notoriously litigious Erdogan to file defamation charges against Tanis.

Several Iraqi Kurdish officials who refused to be identified by name confirmed that Ahmet Calik, a businessman with close ties to Erdogan, had been granted the tender to carry Kurdish oil via overland by trucks to Turkey.

Erdogan, who continues to be dogged by corruption allegations, saw his ruling Justice and Development Party (AKP) lose its ruling majority in the June 7 election after a pro-Kurdish bloc known as the Peoples' Democratic Party won seats in the parliament for the first time. He has called for new elections, now set for Nov. 1, after the AKP failed to form a coalition government. Many believe Erdogan has re-ignited the war against the PKK in hopes of shoring up the AKP's share of nationalist votes and securing enough of a majority to fulfill his dreams of boosting his executive powers as president. In an ironic twist, Massoud Barzani, who wants to retain his existing presidential powers, is facing his own bat-

ties as his competitors fight to trim them.

Then there is Iran, the other big regional power whose influence rivals Turkey's. As Selcen puts it, "The Iraqi Kurdistan Region's border with Iran is twice as long as the Turkish border. Almost all roads leading toward the Zagros Mountains cross into Iran. Hence, in addition to the three official border gates, there are more than six crossing points used daily. Sorani Kurdish is linguistically a close relative of Farsi, and almost the entire KRG leadership speaks Farsi. Iran is the single country with diplomatic representation in both Erbil and [the PUK stronghold] Sulaimaniyah." And for now, Iran squarely opposes Kurdish independence, even though its legendary Quds Force commander, Qasem Soleimani, is a frequent visitor to Erbil and is said to get on famously well with Nechirvan Barzani.

Osman insists that until Turkey solves its own problems with its Kurds, Turkish support for an independent Kurdistan carved out of Iraq is meaningless. The Barzanis are among the first to recognize this and remain the strongest advocates of resuming the now defunct peace talks in Turkey. "Iraqi Kurdistan cannot have Turkey as a strategic partner if its Kurdish problem is not resolved through a transparent process with the PKK as the interlocutor," argued Osman. "Over 100 [Turkish air raids against the PKK] in retaliation for killing two policemen does not demonstrate the will to make peace," he concluded. ♦

Amberin Zaman is an Istanbul-based writer who has covered Turkey for The Washington Post, The Los Angeles Times, The Daily Telegraph and the Voice of America. A frequent commentator on Turkish television, she is currently Turkey correspondent for The Economist, a position she has retained since 1999. She is a columnist for Al-Monitor's Turkey

Los Angeles Times

SEPTEMBER 3, 2015

Editorial : The death of Alan Kurdi and the need for a moral policy on

September 3, 2015) — www.latimes.com

The photo was heartbreaking: A toddler in shorts and a red T-shirt lay face down at the edge of the surf, waves lapping at his head, his body settled into the sand like a piece of driftwood. His name, the world would learn, was Alan Kurdi, and he and his Kurdish family were heading from Syria to Canada — from war to peace and, they hoped, safety. Instead, 3-year-old Alan, his 5-year-old brother Galip and their mother all drowned when their smuggler's boat capsized off Bodrum, Turkey.

The image won't end the wars in Syria and Iraq. Most likely, it won't even change European policies toward the migrants and refugees pouring in from the Middle East and Africa. At best it may spotlight for the public the modern world's failure to observe basic elements of humanity.

The U.N. Office of the High Commissioner for Refugees has reported that the flow of displaced people around the world, some 60 million now, is at its highest level since World War II. While attention has focused understandably on the crisis in the Mideast and Africa, with the desperate drowning at sea or suffocating in the backs of trucks as they try to reach Europe, people are on the move around the world, fleeing war, oppression, persecution and poverty.

Of course there is no easy resolution to this problem, and it is true that the United States has wrestled for years — often unsuccessfully — with the thorny moral issues arising from large-scale immigration. What's more, it is undeniable that refugee crises and immigration emergencies are best solved by ending wars and encouraging stability and development in the areas from which the migrants are fleeing.

But those truths should not become excuses. Today's crisis is real and growing, and it must be addressed.

Earlier this year, the European Union came up with a triage plan for trying to resettle 60,000 refugees around Europe, but the plan exempted Hungary and Bulgaria, and Britain opted out. Clearly, the EU plan is inadequate to the task. Germany's reception centers have received nearly 550,000 migrants, and Sweden's 230,000. Other European



Turkish police document the scene where the body of 3-year-old Alan was found Sept. 2. (Dogan News Agency / European Pressphoto Agency)

nations, such as financially troubled Spain, have taken only slivers of the population.

Meanwhile, Hungary's nationalist prime minister, Viktor Orbán, has cynically sought to frame the crisis as a battle for European identity against Muslim interlopers, introducing a repugnant layer of intolerance. "Is it not worrying in itself that European Christianity is now barely able to keep Europe Christian?" he said recently. "...We have no option but to defend our borders."

In recent days, Hungary has banned thousands of migrants from traveling out of the Keleti train station in Budapest, leaving them stranded; Australia has turned back boats packed with migrants.

These refugees and migrants are mostly innocent victims of political failures, from the war in Syria and the rise of the Islamic State to incessant insurgencies and political oppression in Africa. The world should not compound those failures with a moral one. ■

Une image, un tournant

Iconique,
la photo
insoutenable de
l'enfant échoué
renverse les
opinions, jusque-
là indifférentes.
Décryptage
d'une photo déjà
historique.



Aylan, 4 ans, enfant de Kobané

Le petit garçon est mort noyé en pleine Méditerranée en tentant de fuir l'EI, avec sa famille. Une tragédie partagée par des centaines de migrants.

Aylan Shenu, mort noyé à 4 ans, n'aura connu que la guerre et la fuite. Toute sa vie, il aura été poursuivi par les combats et les massacres à travers son pays, la Syrie, jusqu'à la tentative d'exil en Europe. Son corps a été retrouvé mercredi sur une plage de Bodrum, en Turquie. Son frère Ghaleb, 5 ans, et sa mère, Rihanna, sont morts avec lui dans le naufrage de la barque censée les amener en Grèce. Seul le père, Abdallah, a survécu.

Répression sauvage. La famille est originaire de Kobané, une enclave kurde à la frontière turco-syrienne. A la naissance d'Aylan, elle vit à Damas, la capitale, selon l'Agence France Presse. La Syrie est déjà secouée par les violences. Depuis début 2011, les manifestations

demandant le départ de Bachar al-Assad se propagent à travers tout le pays. Le régime les impute, contre l'évidence, à des «terroristes» manipulés par des pays étrangers. La répression du pouvoir est sauvage; au début de l'année 2012, la révolution se mue en guerre civile.

La famille d'Aylan fuit Damas et se réfugie à Alep, la grande ville du Nord syrien. Dans les mois qui suivent, les combats se rapprochent. Les rebelles s'emparent de villages alentour, avant de pénétrer fin juillet dans la ville. Le régime recule mais envoie ses avions de chasse bombardier les quartiers qu'il a perdus. Aylan et sa famille rejoignent Kobané.

Leur répit ne durera pas. A l'été 2014, les jihadistes de l'Etat islamique (EI) se lancent à l'assaut de l'enclave. Ils s'emparent facilement des villages des environs et pénètrent dans la ville. Comme des dizaines de milliers de familles kurdes, celle d'Aylan se réfugie en Turquie. Fin janvier, après des semaines de bombardements de la coalition, les jihadistes sont chassés. Kobané est dévasté, pollué par des milliers d'obus et de grenades non explosés, mais la famille d'Aylan rentre chez elle. Elle y restera moins de six mois. En juin, les jihadistes lancent une nouvelle offensive. Plus de 200 civils sont tués.

Aylan, son frère et leurs parents repartent en Turquie. Ils tentent de rejoindre le Canada, où vit une tante. Mais le statut de réfugié leur est refusé. Ils se décident à l'exil en Europe. Ils ne sont pas les seuls: des milliers de Syriens réfugiés en Turquie tentent alors de partir en Europe.

«Il y a eu un pic énorme cet été. Beaucoup de Syriens qui se sont exilés l'an dernier pour fuir l'EI pensaient que ça ne durerait pas, qu'ils pourraient rentrer rapidement chez eux. Ils ont compris que l'inverse se produisait et ont attendu l'été pour quitter la Turquie», explique Félix Legrand, spécialiste de la Syrie.

«**Ils m'ont glissé des mains.**» Abdallah emprunte de l'argent et emmène femme et enfants à Bodrum, sur la côte Ouest, où ils resteront durant un mois. En face, il y a l'île grecque de Kos, l'une des portes d'entrée en Europe. Mercredi, peu après avoir embarqué à bord d'un petit bateau, la mer s'est levée. Le passeur s'est jeté à l'eau, abandonnant les passagers. «Nous avions des gilets de sauvetage, mais le bateau a subitement chaviré parce que des gens se sont levés. Je tenais la main de ma femme. Mais mes enfants m'ont glissé des mains», a raconté Abdallah à l'agence de presse turque Dogan. Au moins neuf autres passagers syriens se sont noyés. «Il faisait noir et tout le monde criait. C'est pour ça que ma femme et mes enfants n'ont pas pu entendre ma voix. J'ai essayé de nager jusqu'à la côte grâce aux lumières, mais je n'ai pas pu retrouver ma femme et mes enfants une fois à terre. Je suis allé à l'hôpital, et c'est là que j'ai appris la mauvaise nouvelle», a-t-il ajouté. Les dépouilles d'Aylan, Ghaleb et Rihanna devaient être ramenées jeudi dans la ville de Kobané pour y être enterrées vendredi ou samedi.

LUC MATHIEU

Jinan, la vigie aux yeux tristes

PORTRAIT Cette jeune yazidie a été prisonnière de l'État islamique pendant trois mois. Dans un livre qui vient de paraître, elle raconte son calvaire. Et entend surtout mettre en garde le monde entier : « Daech est un danger pour tout le monde. »



FRANÇOIS BILCHON/LE FIGARO



Anne Fulda
afulda@lefigaro.fr

Jinan parle à l'économie. D'une petite voix douce. Son visage fin, fermé, et ses bras croisés devant son buste, comme si elle voulait se protéger des ombres du passé, rejeter au loin ces onze semaines qu'elle a passé en enfer. Jinan a été enlevée, puis vendue - comme des milliers de femmes de la minorité yazidie dans le nord de l'Irak - par les djihadistes de l'État islamique, avant de tomber entre les mains de geôliers qui l'ont contrainte, sous les coups et les menaces, à se convertir. Jinan a beau être parvenue à s'échapper, elle a encore peur. Et lorsqu'elle a croisé, l'autre jour, dans les rues de Paris, près de Belleville, deux salafistes barbus, vêtus de longues tuniques blanches, elle a eu alors comme un mouvement d'effroi, a été prise de panique. Comme si ses bourreaux l'avaient poursuivie. Comme si tout allait recommencer.

Jinan a 19 ans. En jean serré et petit haut blanc, elle porte l'uniforme de toutes les jeunes filles de son âge, mais elle semble écrasée par le poids des ans lorsqu'elle raconte son calvaire. Considérée par ses bourreaux comme « une mécréante », elle a été torturée, enchaînée dans une cour en plein soleil, contrainte de boire de l'eau souillée par des cadavres de souris. Elle ne peut pas oublier « ça », pas plus que les cris de ses compagnes de calvaire qui ont été violées, obligées, comme elle, à prier quatre fois par jour un Dieu qui n'était pas le sien.

Son regard infiniment triste, comme éteint, tourné vers l'intérieur, s'illumine cependant lorsqu'elle nous montre l'original de la photo d'elle et de son mari qu'elle a gardée tout au long de sa détention. On l'y voit à côté de son tout jeune époux, Walid, présent lors de l'interview. Sur le cliché, elle est apprêtée : maquillée, coiffée et habillée à l'occidentale. Elle a surtout l'air heureuse. C'est cette image de sa « vie d'avant » qui lui a permis de tenir. De supporter l'insupportable. De même que sa foi, inébranlable, et la solidarité formidable des autres femmes emprisonnées avec elle.

Un tempérament hors du commun

C'est après avoir raconté, en 2014, au journaliste du Figaro Thierry Oberlé ce qui lui était arrivé que Jinan a décidé de témoigner dans un livre (1). Victime du nettoyage ethnico-religieux de l'État islamique dans la région et de ce que l'ONU a reconnu, en mars 2015, comme un génocide à l'encontre de la minorité ira-

kienne yazidie, sa vie a depuis été bouleversée. Elle a des « séquelles physiques et mentales » de son emprisonnement, « les gens de Daech envahissent ses rêves ». Elle ne peut pas non plus rester plus de dix minutes debout sans perdre connaissance. On n'ose pas trop la bousculer. Elle a l'air encore fragile, même si on sent dans son regard une détermination de fer, un tempérament hors du commun. Un tempérament qui

l'a poussée, plus jeune, à s'opposer à ses parents pour continuer ses études, mais aussi pour refuser le mari qu'on lui avait choisi. Un tempérament qui la pousse aujourd'hui à témoigner, car « se taire, c'est être complice ». Pour ce faire, Jinan a quitté son pays pour la première fois de sa vie. Elle prend sa tâche très à cœur. Lorsqu'on l'interroge sur ses impressions en découvrant la capitale française, elle répond du tac au tac : « Je ne suis pas venue ici pour faire du tourisme mais parce que j'ai un message. » Un message simple. Jinan veut dire au monde entier que les membres de Daech « sont des monstres, des animaux ». Étonnée « de rencontrer tant de gens inconscients, qui vivent en n'ayant pas l'idée du danger », elle veut aussi « dire aux Français qui seraient tentés de partir là-bas de ne pas y aller ». Et met en garde : « Français, ouvrez les yeux, faites attention, attention à votre pays. Daech est un danger pour tout le monde; pour le combattre, il faut une force internationale, être tout le monde ensemble. »

Jinan a grandi dans un petit village non loin de la frontière syrienne, dans une famille yazidie traditionnelle. Elle s'exprime avec des mots simples, comme « une fille de la campagne », dit-elle, mais en allant droit au but. À l'essentiel. Sans manichéisme, sans mettre tous les musulmans dans le même sac : « Il y en a qui sont bien, ils ne sont pas tous Daech. » Elle vit maintenant dans un camp de réfugiés près de Dahuk, dans le Kurdistan irakien. Trouvant le réconfort auprès des siens qui ne l'ont pas rejetée alors que, selon le codé d'honneur des yazidis - cette religion antérieure à la naissance de Jésus-Christ croit en un Dieu tout-puissant et à ses sept anges -, les femmes victimes de rapt et de viol sont condamnées au déni, au bannissement, voire à l'élimination pure et simple.

Féministe ? L'air amusé, elle accepte l'étiquette, dit être « fière » des femmes qui travaillent, même si ce n'est pas sa priorité. Son seul objectif aujourd'hui est de fonder une famille. Donner la vie après avoir frôlé la mort, quoi de plus naturel ? Son mari approuve. Fier, lui aussi, d'avoir épousé une héroïne des temps modernes. Et quand on demande à Jinan comment elle se voit dans vingt ans, elle répond avec un grand sourire et un humour grinçant : « Je serai vieille et sans valeur... » ■

(1) « Jinan. Esclave de Daech », avec Thierry Oberlé. Éditions Fayard.

Bio EXPRESS

1996

Naissance à Sinjar (Irak).

Août 2014

Capturée avec sa famille par les combattants de Daech dans la région de Sinjar.

Octobre 2014

Si'evade.

Novembre 2014

Rencontre le grand reporter du Figaro, Thierry Oberlé à qui elle raconte son calvaire.

Septembre 2015

Parution du livre *Jinan. Esclave de Daech*, avec Thierry Oberlé (Fayard).

En Irak, défilés de rue et luttes de pouvoir au sommet

Les rivalités sont exacerbées par un vaste mouvement de contestation

A Bagdad et dans les grandes villes chiites d'Irak, chaque vendredi, depuis cinq semaines, on manifeste sans faiblir. Un cycle de protestations populaires, non affiliées à des partis, aux accents séculiers et nationalistes, ne cesse de monter en intensité. Cette contestation met en danger l'ensemble de la classe politique irakienne, dont les manifestants conspuent la corruption et l'inefficacité. Elle ravive également les rivalités entre les formations chiites et inquiète leur tuteur iranien.

Ces Irakiens, très jeunes pour la plupart, ont commencé à protester le 31 juillet, par plus de 50 degrés à l'ombre, contre l'approvisionnement en électricité erratique du pays, donc des climatiseurs et des ventilateurs.

« *Au nom de la religion, ils nous ont volés* », est le slogan fondateur du mouvement. Ce mot d'ordre vise les partis religieux, notamment Al-Dawa, du premier ministre, Haïder Al-Abadi, et de son prédécesseur, Nouri Al-Maliki, accusé d'avoir laissé s'écrouler l'Etat entre 2006 et 2014. Depuis peu, des manifestants crient aussi : « *Irak libre, libre ! Iran dehors, dehors !* » Fait inédit, certains ont détruit des portraits de l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême iranien.

Vendredi, le chef politico-religieux Moqtada Al-Sadr a lancé ses partisans dans les manifestations. Le parrain du mouvement Ahrar, qui recrute parmi les déshérités de la majorité chiite, attise un discours arabe nationaliste et réfractaire aux diktats de l'Iran. Ses élec-

teurs ont rejoint, souvent habillés de noir, la foule de Bagdad arborant le drapeau irakien et les partisans des milices chiites combattant actuellement l'Etat islamique (EI), qui ont tenté de se greffer sur le mouvement début août.

Profitant de la colère des manifestants contre l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki – symbolisée par le slogan « *Au revoir, Nouri Al-Maliki !* » –, M. Abadi a supprimé le poste de vice-président de son prédécesseur et rival. C'était le premier pas d'un vaste plan de réforme, de lutte contre la corruption et de déconfessionnalisation de l'Etat, validé par le Parlement, le 11 août, sous la pression de la rue.

Ces manifestations, et les encouragements que leur renouvelle chaque semaine depuis le 7 août l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite d'Irak, ont donné à M. Abadi, en poste depuis un an, un mandat inespéré pour affirmer son autorité. Mais le calendrier de sa réforme annoncée de façon spectaculaire est vague, ses exécutants et ses procédures mal définis. Dans les provinces, seuls des fonctionnaires de rang moyen ont été démis. A Bagdad, des ministères redondants ont été supprimés.

Pression iranienne

Autre handicap : le mouvement de M. Sadr, actif dans les manifestations, a participé au gouvernement Maliki, ainsi qu'à celui en place, avec un poste de vice-président, supprimé lui aussi, et visé par des accusations de corrup-



Lors d'une manifestation, à Bagdad, le 28 août. KHALID MOHAMMED/AP

tion. « *Abadi est très isolé dans son propre parti*, estime Hosham Dawod, anthropologue au CNRS.

Il sait que, s'il fait passer ses réformes en concertation avec les formations politiques, elles n'aboutiront jamais. » Dans le même temps, les partis « *ont peur de voir la rue se radicaliser* », dit-il.

Nouri Al-Maliki, secrétaire général du parti Dawa, n'a pas dit son dernier mot. Il pourrait mobiliser son appareil contre M. Abadi. Il conserve également le soutien de Téhéran, où il a été invité le 17 août. Il y a rencontré le conseiller du Guide Ali Akbar Velayati. L'ex-homme fort de l'Irak est cependant affaibli par un vote du Parlement, à la mi-août, qui demande à la justice d'évaluer sa responsabilité dans l'effondrement de la hiérarchie militaire qui a permis la prise de Mossoul par l'EI en juin. Une commission d'enquête l'a désigné comme le principal responsable de cette défaite, acte de naissance du « califat » djihadiste.

Autre signe de pression iranienne : la semaine dernière, Qassem Soleïmani, le patron de la force Al-Qods, la force d'élite extérieure des gardiens de la révolution iraniens, accusé d'agir en Irak en proconsul, se serait joint à une réunion de députés des partis religieux chiites à Bagdad, selon le quotidien *Asharq Al-Awsat*. En

L'ex-premier ministre Al-Maliki n'a pas dit son dernier mot. Il pourrait mobiliser son appareil contre son successeur

présence de Nouri Al-Maliki, le premier ministre Abadi aurait exigé le départ du gradé irakien.

Les chefs des milices chiites liées à l'Iran, que leurs combats contre l'EI ont rendu populaires, reprennent, eux, les arguments de la rue pour menacer les représentants de l'Etat. Leurs hommes se mêlent avec succès aux manifestants dans le sud du pays, notamment dans le port de Bassora, le grand débouché pétrolier de l'Irak, où ils sont plus puissants que la police. « *Les chefs des milices pourraient saisir l'occasion pour s'emparer du pouvoir. De la même façon que l'EI s'est imposé dans les zones sunnites abandonnées par l'Etat* », avertit Maria Fantappie, analyste de l'International Crisis Group à Bagdad. ■

LOUIS IMBERT

WHY SAUDI ARABIA SEEK TO ESTABLISH KURDISH STATE IN IRAQ?

September 1, 2015
<http://alwaght.com>

Alwaght- After a meeting between some officials from Saudi Arabia and the Israeli regime that analysts and the news media discuss it under the title of 'a new round of cooperation between the two countries in the nuclear deal atmosphere', the new policy of Saudi Arabia in the West Asia has been a subject of controversy, a dimension of which is Riyadh's support for establishing an independent Kurdistan state. The willingness of Saudi Arabia to establish an independent Kurdistan was first declared by General Anvar Majid Eshghi, in an unprecedented joint meeting with the Israeli officials. Analysts believe the support of Saudi Arabia for a Kurdish Republic, delivers a heavy blow to the governments of Iran, Iraq and Syria that Riyadh sees them as allies of the Shiite Iran.

Riyadh's goal of establishing such a government could be attributed to developments in Iraq since the fall of Saddam, and the Shiites' coming into power in Iraq. A process in which a Sunni but threatening and unpredictable government, was replaced by a Shiite majori-

ty. According to Saudi officials, the situation in the last decade has led to the marginalization of the Sunni minority, and Iranian influence on field developments in Iraq. In this process, what is important for the Saudis, is not to grant support to the Kurds, but to divide Iraq, overturn the Shiite majority and counter the influence of Iran in Iraq.

According to Saudi officials, when they cannot provide the conditions for a moderate Sunni government in Iraq, it is better that the Shiite structure formed in Iraq be fragmented in processes which are focused on the crisis, and become divided in the identity constructions of the Kurds, Shiites and Sunnis. Although this situation is not what Saudi Arabia favors, at a time when the West Asia developments are going to benefit rival fronts, especially in the areas of strategic importance in Tehran and Riyadh competition, this plan could partially serve the interests of Saudi Arabia in interactive spaces.

Apart from putting pressure on Tehran, analysts emphasize are of the opinion that Saudi Arabia aims to put pressure on Turkey through granting its support to the project of

an independent Kurdish state, especially now that Turkey is skeptical about the project of overthrowing Assad government that makes Riyadh feel lonely at the present time. Therefore, introducing such an objective, and to accomplish this goal as an available option and a leverage could partially serve the possible interests of the Saudi agents.

An important point that should be taken into account is the background for creating a Kurdish state in Iraq. What Saudi Arabia is seeking, and has introduced a plan for it at a meeting with Israeli officials, can not necessarily be considered as a decision made only by Saudi government. The second point to consider is the fact that the mere tendency of Saudi Arabia to support such a plan does not necessarily lead to its realization; because many required conditions for establishment of a Kurdish government have an internal and to some extent regional roots. In the regional level, Saudi Arabia compared to other influential regional actors, has not been so powerful and effective to implement such a plan. ○

Los Angeles Times September 7, 2015

Turkish army: 16 soldiers killed in attack by Kurdish militants

SEPTEMBER 7, 2015 / Associated Press
<http://www.latimes.com>

Kurdish rebels attacked two military vehicles in southeast Turkey, the president said Sunday and suggested that several Turkish soldiers were killed in the assault. The prime minister returned to the capital to chair an emergency security meeting.

President Recep Tayyip Erdogan said in a television interview that two armored military vehicles were targeted by the Kurdistan Workers' Party near the village of Daglica, in Hakkari province, bordering Iraq and Iran. He said an official statement would be made but indicated that several soldiers were killed in the attack.

"It was attack on armored vehicles with land mines," Erdogan said. "The information from our Chief of General Staff is very saddening."

He said Turkey's security forces would respond in a "different and determined" manner.

Firat news, an agency close to the rebels, quoted a rebel statement as saying 16 soldiers were killed in a "sabotage action" against a convoy of military vehicles. The claim couldn't be immediately verified.

Prime Minister Ahmet Davutoglu cut short a visit to the city of Konya, where he had watched an international soccer match, to convene a security meeting. No statement was issued at the end of the meeting.

The state-run Anadolu Agency said the military retaliated to the attack by launching an air operation, with F-4 and F-16 jets striking a



16 soldiers were killed and six wounded in an earlier attack by Kurdish militants Photo: EPA

dozen suspected PKK targets in the region.

The renewed fighting between the PKK and the security forces has killed about 200 people since July, including around 70 soldiers and police officers. The fighting has derailed a 2 1/2-year-old peace process with the Kurds. ●

Moscou réaffirme son soutien à Bachar Al-Assad

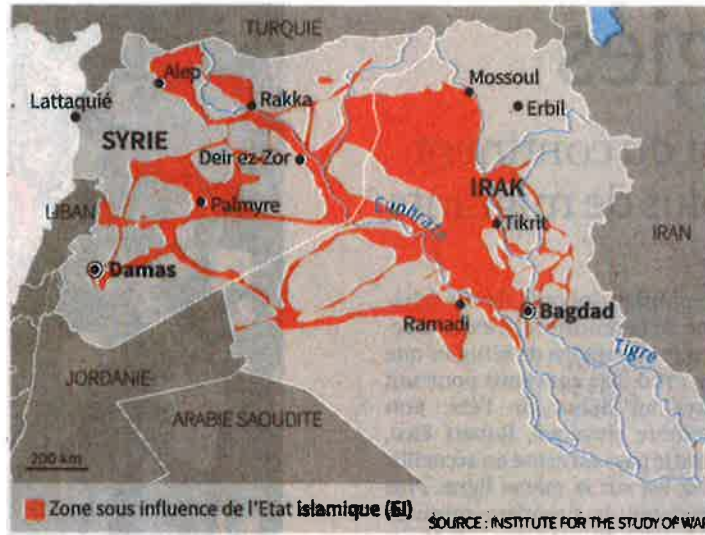
La Russie aurait entrepris d'accroître son assistance militaire au régime

BEYROUTH, MOSCOU -
correspondants

Lorsque, au printemps, les signes d'affaiblissement du pouvoir syrien se sont multipliés, le Kremlin ne paraissait pas autrement préoccupé par le sort du maître de Damas. Alors que l'armée syrienne enchaînait les défaites dans la région d'Idlib et de Palmyre, Moscou évacuait ses ressortissants de Lattaquié et discutait avec Washington de l'« après-Bachar Al-Assad ». L'impression d'un relâchement de l'alliance Damas-Moscou était telle que le président syrien, dans une interview simultanée à huit médias russes, pressa son allié de maintenir sa présence en « Méditerranée orientale ».

Mais le vent a tourné depuis cette date. Vladimir Poutine est aujourd'hui déterminé à reprendre la main sur le dossier syrien. Il a échafaudé un plan destiné à rompre le relatif isolement dans lequel l'a plongé l'ingérence militaire russe en Ukraine. Ce plan consiste à bâtir une coalition anti-Etat islamique (EI) bis, alternative à celle conduite par les Etats-Unis, à laquelle participerait Damas. Une façon de redonner une assise diplomatique à Bachar Al-Assad dans la perspective, encore très hypothétique, d'une relance des négociations avec l'opposition.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a eu la primeur de ce projet lors d'un échange avec Vladimir Poutine le 13 juin, à Bakou (Azerbaïdjan). Puis ce fut le tour du ministre de la défense saoudien, le vice-prince héritier Mohamed Ben Salman, en visite à Saint-Petersbourg. Le 29 juin, le ministre des affaires étrangères syrien, Walid Al-Mouallem, avait lui aussi quitté Moscou, où il était venu chercher quelques mots de réassurance, avec une ébauche du plan dans ses bagages. Début juillet, lors de la réunion de



quinze chefs d'Etat et de gouvernement à Oufa, dans la République russe du Bachkortostan, ce plan était enfin exposé par le président Poutine, hors de toute présence occidentale.

« Matériel russe »

Son grand dessein rencontre pour l'instant peu d'écho. Pour les pays arabes qu'il a sondés, comme l'Arabie saoudite et la Jordanie, intégrer une coalition à laquelle participe le régime syrien reste inacceptable. Quand bien même l'ascension de l'EI alimente une inquiétude croissante dans les palais d'Amman et de Riyad. Mais, le Kremlin ne semble pas se décourager. Des photos et des vidéos, apparues récemment sur Internet, incitent à penser que la Russie a entrepris d'accroître son assistance militaire à la Syrie.

L'indice le plus probant a été repéré fin août par le site d'analyse militaire Oryx. Il s'agit d'images tournées par une milice pro-Assad, au cours de combats dans la région de Lattaquié, qui font apparaître une automitrailleuse de confection russe, le BTR 82-A. Plus surprenant, on décèle dans la

bande-son des paroles en russe (« allez », « jette », « encore, refais-le »), s'adressant, selon toute vraisemblance, à l'un des occupants du blindé. S'il est peu probable qu'un mercenaire se voit confier un tel engin, il est difficile de deviner le statut du ou des militaires russes impliqués dans cet échange. S'agit-il de simples instructeurs, dont Moscou a reconnu la présence en Syrie dès 2012 ? Ou bien de troupes arrivées récemment en renfort pour stabiliser le front de Lattaquié, une ville-clé, que le régime ne peut pas se permettre de perdre ? Quelle que soit la réponse, la vidéo tend à prouver que des soldats russes, fût-ce en nombre très limité, sont présents sur le champ de bataille.

« Nous recevons de plus en plus de témoignages du terrain, faisant état d'un usage de matériel russe, qu'il s'agisse de roquettes, de drones ou même d'avions », confie Samir Al-Taqi, un analyste syrien basé à Dubaï. Des allégations similaires arrivent des milieux loyalistes. Selon le quotidien damascène *Al-Watan*, la Russie se prépare à construire une nouvelle base militaire à Jablah, sur la côte,

au sud de Lattaquié. Le correspondant militaire du quotidien israélien *Yedioth Aharonot*, Alex Fishman, annonce pour sa part le débarquement imminent de pilotes russes, dans une base des environs de Damas.

Les éléments allant dans le sens d'un accroissement du rôle de Moscou s'accumulent suffisamment pour que le département d'Etat américain se penche sur la question, ajoutant que s'ils étaient confirmés, ce serait « désstabilisant et contre-productif ».

En marge d'un sommet économique à Vladivostok, vendredi 4 septembre, Vladimir Poutine a répondu à sa manière, en écartant toute action militaire à court terme contre l'EI. « L'aviation américaine lance des frappes mais pour l'instant, elles ne sont pas très efficaces. Dire que nous sommes prêts à le faire aujourd'hui est prématuré », a-t-il affirmé. Il a en revanche réaffirmé son appui à Damas, en des termes explicites. « Nous apportons un soutien sérieux et fort à la Syrie en matière d'équipement, de formation militaire et d'armement. Nous avons déjà signé de grands contrats avec la Syrie et nous les exécutons dans leur intégralité ». Une déclaration qui laisse entendre que le Kremlin est déterminé à honorer le contrat de livraison de 6 MIG-31, signé en 2007, mais laissé en suspens.

Pendant ce temps, au conseil de sécurité de l'ONU, des diplomates accusent la Russie de retarder le lancement de l'enquête sur les récentes attaques chimiques en Syrie, qui avait pourtant été voté à l'unanimité, le 7 août. « Poutine cherche à gagner du temps, pour prolonger la vie de son allié syrien, dit Samir Al-Taqi. Il sait très bien que Bachar ne pourra jamais réunifier la Syrie. Il profite du chaos grandissant pour revenir au centre du jeu diplomatique. » ■

BENJAMIN BARTHE
ET ISABELLE MANDRAUD

24heures 6 SEPTEMBRE 2015

Le PKK aurait tué 15 soldats turcs

Turquie Une embuscade des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan aurait provoqué la mort d'une quinzaine de soldats dans le sud-est de la Turquie.

6 sept. 2015 www.24heures.ch

Les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont affirmé dimanche avoir tué quinze soldats turcs dans une attaque contre un convoi militaire. L'embuscade s'est produite dans la province

de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak. Elle a été confirmée par le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Le premier ministre turc Ahmet Davutoglu a convoqué une réunion de sécurité d'urgence à Ankara, suite à l'attaque du convoi militaire.

En revanche, le bilan n'a pu être vérifié de source indépendante. S'il se confirme, il s'agira de l'attaque la plus meurtrière commise par le PKK contre les forces de sécurité turques depuis la fin en juillet du cessez-le-feu proclamé en 2012 par les séparatistes.

De sources gouvernementales, on faisait état plus tôt dans la journée de la mort de deux policiers turcs dans des affrontements avec les séparatistes du PKK dimanche matin à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie.

Une roquette a été tirée sur les policiers qui étaient en train de combler une tranchée



creusée par les séparatistes dans le quartier de Sur. L'armée a ensuite lancé une offensive avec un appui aérien et le gouverneur local a décrété un couvre-feu.

Selon le gouvernement turc, plus de 70 membres des forces de l'ordre et plusieurs centaines de séparatistes kurdes ont été tués depuis la fin du cessez-le-feu. ○

REUTERS

Deux policiers turcs tués dans un accrochage avec le PKK

DIYARBAKIR, Turquie- dim. 6 septembre 2015 (Reuters)

DEUX POLICIERS turcs ont été tués et trois autres blessés dans des affrontements avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dimanche à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris de sources gouvernementales.

Une roquette a été tirée sur les policiers qui étaient en train de combler une tranchée creusée par les séparatistes dans le quartier de Sur.

L'armée a ensuite lancé une offensive avec un appui aérien et le gouverneur local a décrété un couvre-feu.

Plus de 70 membres des forces de l'ordre et plusieurs centaines de séparatistes kurdes ont été tués depuis la fin en juillet du cessez-le-feu proclamé en 2012 par le PKK, selon Ankara.

Une journaliste indépendante néerlandaise, Frederike Geerdink, correspondante à Diyarbakir et spécialiste de la question kurde, a par ailleurs été arrêtée dimanche, rapporte l'agence néerlandaise ANP.

Elle avait déjà été interpellée en janvier pour "propagande terroriste", puis jugée et acquittée en avril.

Sur Twitter, elle a annoncé qu'elle avait été placée en détention dans la ville de Yuksekova. La journaliste se trouvait avec un groupe de manifestants kurdes lorsqu'elle a été arrêtée.

Un responsable turc a affirmé qu'elle avait été interpellée "dans son propre intérêt", pour des raisons de sécurité, en raison des combats qui se déroulent dans la région.

Deux reporters du groupe Vice News ont également été arrêtés la semaine dernière. Ils ont été remis en liberté jeudi. ●

EuroNews 8 septembre 2015

Nouvelle attaque du PKK: 14 policiers turcs tués

8 sept. 2015 fr.euronews.com

La guerre entre l'Etat turc et les séparatistes du PKK est bel et bien déclarée. Quatorze policiers turcs ont été tués ce mardi dans une attaque du Parti des travailleurs du Kurdistan. Une bombe a explosé au passage de leur véhicule dans la région d'Igdir dans l'est du pays.

Cette nouvelle attaque intervient deux jours après une embuscade similaire tendue par les rebelles kurdes. L'opération s'est soldée par la mort de 16 soldats. Une cérémonie militaire en leur honneur s'est tenue aujourd'hui.

La situation est jugée inacceptable par le président Recep Tayyip Erdogan: "Nous n'avons pas abandonné et nous n'abandonnerons pas cette nation à des terroristes, aux membres d'une organisation traître et à ses collabora-



teurs".

En représailles, l'armée turque a pénétré ce mardi sur le sol irakien, une première en quatre ans. Depuis dimanche soir, l'aviation turque mène aussi des frappes contre les bases des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak. ●

Twelve police killed by PKK as Turkey violence spirals

Outlawed Kurdistan Workers' party (PKK) blamed for incident in which 12 people were killed in Iğdir region near Azerbaijan border



Forensic officers investigate after a roadside bomb killed 12 policemen in Iğdir in eastern Turkey on Sept. 8. Turkish jets carried out airstrikes against Kurdish rebels and their camps in northern Iraq, state media reports said.

September 08, 2015 Agence France Presse
<http://www.theguardian.com>

ANKARA: Twelve Turkish police were killed Tuesday in a new attack blamed on Kurdish militants as violence in the southeast threatened to spiral out of control and Ankara launched a massive wave of airstrikes against rebel strongholds in northern Iraq.

The 12 police were killed in the eastern region of Iğdir in a bomb attack by Kurdistan Workers' Party (PKK) militants on a minibus taking them to the Dilucu border post with neighboring Azerbaijan, the state-run Anatolia news agency reported.

The attack came two days after 16 Turkish soldiers were killed in a twin roadside bomb attack in Daglica in the southeastern region of Hakkari, according to the army, the deadliest strike in the current

phase of the conflict.

Their deaths prompted Prime Minister Ahmet Davutoglu to vow to "wipe out" PKK militants from the mountains of eastern Turkey.

The PKK, known for sometimes exaggerating the death tolls of its attacks, said 31 Turkish soldiers had been killed in Sunday's gun and bomb attack in Daglica.

Turkey has staged airstrikes and ground operations against the PKK in its strongholds of southeastern Turkey and northern Iraq in a bid to inflict a mortal blow its capacities.

But the PKK has hit back, killing dozens of Turkish police and soldiers in almost daily attacks, with the bloodier attacks marking a new intensification of the conflict.

In response to the Daglica attack, Turkish warplanes launched a massive air operation early Tuesday in northern Iraq, killing as many as 40

rebels, Anatolia said.

More than 50 Turkish jets were involved in the six hours of raids, killing "35 to 40 terrorists according to preliminary findings," it added.

"These terrorists must be wiped out from the mountains," Prime Minister Ahmet Davutoglu said Monday.

"The mountains of this country, the plains, highlands, cities, will be not abandoned to terrorists," he said.

The violence has left in tatters a 2013 cease-fire aimed at allowing a final peace deal to end the PKK's three-decade insurgency, which has claimed tens of thousands of lives.

The PKK initially took up arms in 1984 with the aim of establishing an independent state for Turkey's Kurdish minority, although lately the demands focused on greater autonomy and rights.

Commentators have expressed alarm that the current situation increasingly resembles the worst days of the PKK's insurgency in the 1990s when attacks on this scale were commonplace.

In a scene that has become familiar over the last weeks, Davutoglu will later Tuesday attend a funeral ceremony for the soldiers killed in the Daglica attack in the eastern city of Van.

The unrest comes at an explosive time in Turkey as the country prepares to hold snap elections on November 1 following June polls where President Recep Tayyip Erdogan's ruling party lost its overall majority as a pro-Kurdish party made a major breakthrough.

Davutoglu said the elections would be held under "democratic conditions" and urged the country's political forces to stand "shoulder to shoulder" in a show of unity.

The co-chair of pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), Selahattin Demirtas, called for peace between Turks and Kurds.

"I am calling on all my brothers. No matter what they do... do not harm our brotherhood," Demirtas told reporters.

"Kurds, Turks embrace each other. The best medicine against all the provocations is peace." ●

HDP official: anti-Kurd attacks a step to civil war

rudaw.net 8/9/2015

ERBIL, Kurdistan Region – An official from the People's Democratic Party's (HDP) has accused Turkey on Tuesday of waging a war against the Kurds, claiming that 128 of the pro-Kurdish party's buildings were attacked Monday.

HDP Co-chair Figen Yuksekdogan said in a press conference Tuesday that the Kurds have been subject to harassment and attacks have been carried

out on Kurdish political party buildings, homes and vehicles by groups across Turkey.

Yuksekgan said "facist" groups killed a worker on Monday for speaking Kurdish and Turkish police did not intervene.

Yuksekgan said the recent attacks are a dangerous step toward civil war.

In Turkey's Niğde province, in the southern part of Central Anatolia, a group of nearly 500 protesters attacked the HDP pro-

vincial branch in the city of Niğde building with stones, according to Today's Zaman news agency.

Similar attacks were staged in the Manavgat, Antalya, Mersin, Sakarya, Çorlu and Kayseri provinces, with protesters throwing rocks at the party's local headquarters and hanging Turkish flags on the buildings.

Tensions also ran high in the Beypazarı district of Ankara on Monday night. A group of some 200 people who marched in the



district to protest the PKK were pelted with rocks as they passed through the Zafer neighborhood where Kurdish seasonal workers reside, the news agency reported.

There were several injuries sustained in the incidents, according to police.

During the recent clashes between the PKK and Turkish Army, 100 civilians were reportedly killed during four days of heavy attacks. ■

Kurdish civilians hit by snipers as Turkey cracks down on militants

Residents of south-eastern towns say they are living under daily terror from marksmen after new law authorising use of live ammunition to quell protests

Constanze Letsch in Silopi and Cizre
8 September 2015

www.theguardian.com

Clad in traditional baggy trousers and the woolly cap of a Muslim pilgrim, Hamdi Olas was 55 when he was struck by a sniper's bullet. His shirt bloodied, he was lifted onto a blanket and carried several hundred metres by locals frantically seeking a car to get him to hospital.

"He ran out of the house after he saw smoke rising from a nearby building, worried that there might be people trapped inside. He wanted to help," said a relative. "On his way there he was hit by a sniper."

Olas was a Kurd in the small Kurdish-majority town of Silopi, close to Turkey's border with Iraq. Since the Turkish government tore up a two-year truce with the outlawed Kurdistan Workers' party (PKK) in July, it has deployed a new weapon in the towns and villages of the south-east: sharpshooters.

"Five snipers just kicked our door in and set up camp on the roof of our house, from where they shot at people in the street, at our neighbours' home," said Nahide, 19, pointing to the damaged door of her family home. "They stayed there for hours. We collected a whole pile of bullet casings after they finally left."

The use of professional marksmen follows a new law authorising security forces to use live ammunition rather than less lethal crowd-control techniques to quell protests.

"Before they used excessive amounts of teargas during raids on certain neighbourhoods, they now immediately resort to the use of firearms," said lawyer Emirhan Uysal, head of the human rights group IHD in Sirnak province. "We warned that this would happen when the law was discussed in parliament. We are very worried that more civilians will get killed."

When Olas was hit by the sniper, the town of Silopi was all but sealed off by armoured police vehicles, making it almost impossible to get him to a hospital. A car was eventually commandeered.

"There were two younger men sitting in the front," recalled one family member. "And Hamid's friend was riding in the back with him, holding him in his lap."

Eyewitnesses credibly claim that heavily armed police officers stopped the car at the hospital emergency entrance, forcing the two young men in the front of the car to get out and lie face-down on the ground.

Despite pleas to allow the group into the hospital, the police officer opened fire on the vehicle, immediately killing Olas and wounding his friend, the witnesses said. "He would have survived the sniper wound," said the relative.

"But they killed him."

The violence in the conflict has reached worrying levels, and there is no end in sight. Away from the main towns, PKK militants have since Sunday killed 16 soldiers and 12 police in a series of bomb attacks, prompting air strikes and a vow from the prime minister, Ahmet Davutoğlu, that the militants will be "wiped out from the mountains".

In Cizre, close to Silopi, security forces on Friday launched a massive operation against the YDG-H, the PKK's urban wing, with thousands of police officers deployed. All communication has been cut, according to a local lawyer, leaving residents trapped inside the town without access to electricity, mobile phones or internet connections.

Violent clashes are ongoing in Cizre and the number of those injured in the crossfire between security forces and Kurdish militants unclear. Some local residents have reported that police have surrounded the local hospital, preventing people from getting medical care.

"No peace could quell the anger of the people whose children have been left to die because they were hindered to reach the hospital," tweeted local MP Faysal Sariyildiz, who arrived in Cizre on Saturday as part of a delegation from the pro-Kurdish People's Democratic party (HDP).

According to latest reports, at least three civilians have been killed in Cizre since Friday, including a 13-year-old girl who was fatally hit by bullets in her own home.

Last month six people, including at least four civilians, were killed in Cizre and Yüksekova, according to the Turkish authorities. Four people, including one policeman, were killed in Silopi. According to a report prepared by the HDP, 78 civilians have been killed since national elections were held in June.

Coverage of the conflict is an ever-growing challenge. Many Kurdish news sites and twitter accounts were closed following the breakdown of the ceasefire and several Turkish journalists have been fired by their newspapers for repor-



Turkish security forces stop a convoy of the pro-Kurdish Peoples' Democratic party members near the town of Midyat. Photograph: Sertac



An armed Kurdish militant stands near a barricade in the Turkish town of Cizre in Sirnak province, near the border with Syria. Photograph: STRINGER/TURKEY/Reuters

ting from the south-east.

Foreign journalists are also finding it harder to operate. Two Britons, subsequently released, and a Turkish colleague working for Vice News were last week charged with "terrorist activities" after they were taken into custody while covering the clashes in Diyarbakir. On Saturday Dutch journalist Frederike Geerdink was taken into police custody in Yüksekova, together with a group of Kurdish activists she was covering.

In Cizre, mistrust is everywhere: many residents have hung up sheets and blankets in their streets to find cover from possible sniper fire.

At a neighbourhood checkpoint three young men and one young woman stood watch after dark. Sandbags provide cover in the case of a raid by security forces, a PKK flag lodged between them. Each approaching vehicle is stopped, and waved through only after inspection.

All of them are dressed like many other teenagers: in jeans, T-Shirts. Only the scarves wrapped around their faces to hide their identities mark them as members of the YDG-H, or "the youngsters", as locals often call them.

"We deliberately choose not to dress in uniform to underline that this revolution, this fight is carried out by the people, not by an army," explained Ahmet, 20, who introduced himself as a YDG-H commander.

Local residents brought pieces of melon and freshly brewed tea. Some pulled up chairs to have a chat with the militants. As some local residents passed by, they shouted a friendly greeting and joke was exchanged. One young man, his face covered by a ski mask, sat huddled behind the sandbags to scroll through his Facebook feed.

"We need to stand watch here and protect our families," said Rizgar, 20. "If the police manage to come into our neighbourhood, they would kill so many people. There would be arrests and torture." His companion

nodded. "This state simply cannot be trusted."

While many residents express solidarity with the YDG-H, others are tired of the spiraling violence. "We are caught between all fronts," Emine, a 35-year-old Cizre native and mother of three, said. "But what can we do? I am scared for my children. I don't want to see them grow up in a city at war."

"It's the reality here now that civilians are being hit. Life has come to a halt," one local lawyer said. "[The government] is trying to intimidate us, to scare us." Many accuse the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, of wanting to woo nationalist voters by attacking the PKK before elections scheduled for 1 November after his Justice and Development, or AK, party failed to reach win enough seats to

form a majority government when the country went to the polls in June.

"The HDP got almost 85% in Sirnak province," the lawyer explained. "This is punishment for trying to reclaim our rights through democratic politics, nothing else. But we want peace, we will stick to peace, we will bury their warmongering at the polls." ●

middle east online
وبدل ایست ● اوتالین

September 9, 2015

'Campaign of lynching' shakes Turkey pro-Kurdish party

Demirtas warns Turkey is being dragged into civil war after night of nationalist-tinged 'lynching' that left several of HDP offices in flames.

Middle East Online / 2015-09-09
<http://www.middle-east-online.com>

ANKARA - The leader of Turkey's main pro-Kurdish party warned on Wednesday the country was being dragged into a civil war after a night of nationalist-tinged "lynching" that left several of its offices in flames.

Commentators warned Turkey risks being plunged into a protracted internal conflict, as the government keeps up a huge military operation against Kurdistan Workers Party (PKK) militants and the rebels hit back with daily attacks against the security forces.

But the violence Tuesday night spilt over into the streets, as angry nationalist mobs who accuse the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) of collaborating with the PKK attacked its offices in several cities.

The tensions have spiked after 29 soldiers and police were killed in two separate attacks in the country's east on Sunday and Tuesday, the deadliest strikes in the current phase of the conflict.

Late Tuesday, a HDP office in the capital Ankara was attacked and torched while another branch in the southern city of Alanya was also set on fire.

A party official said that scores of attacks across the country had caused "major damage".

HDP leader Selahattin Demirtas denounced what he described as two nights of "lynching" which



Turkish nationalists attacks headquarters of pro-Kurdish party in Ankara. Photo: AFP

he said was supported by the government.

"In the last two days more than 400 attacks (on HDP) property have been carried out. We are facing a campaign of lynching."

He said that President Recep Tayyip Erdogan and Prime Minister Ahmet Davutoglu had ordered a campaign to target the HDP and said they should be brought to justice.

"It is not us (the HDP) who has taken the decision to start this war and intensify it... the decision has been taken by the president and the prime minister," he said in televised comments.

"They want to create a civil war and the last two days have been rehearsals for this," he said.

The Turkish army has intensified its relentless one and a half month campaign against the PKK after the latest attacks, sending 150 special forces troops across the border into its stronghold of northern Iraq in hot pursuit of the rebels.

The state-run Anatolia news agency said 100 suspected militants had been killed in combined land and air operations.

Demirtas was meanwhile to head later Wednesday to the town of Cizre in southeast Turkey which has been under curfew for almost a week as the army presses a military operation that the HDP says has cost several civilian lives.

The violence has upended a 2013 ceasefire aimed at allowing a final peace deal to end the PKK's three-decade insurgency, which has



claimed tens of thousands of lives.

The PKK initially took up arms in 1984 with the aim of establishing an independent state for Turkey's Kurdish minority, although lately the demands have focused on greater autonomy and rights.

With tensions soaring, Davutoglu denounced Tuesday night's violence and appealed for calm.

"The objective of terrorism is to undermine our unshakeable, brotherly ties. Attacking the press and the property of political parties is unacceptable," he wrote on Twitter.

The headquarters of the Hurriyet newspaper in Istanbul was also attacked for the second time since Sunday by pro-government demonstrators who accused the paper of misquoting Erdogan.

The HDP, which denies being a front for the PKK more than 13 percent of the vote in the June 7 election, a strong performance that effectively prevented the ruling Justice and Development Party (AKP) from retaining its overall majority.

After coalition talks failed, Turkey is due to vote again on November 1 in snap elections called by Erdogan, who saw his dream of creating a presidential system turned to dust in the last election.

Commentators have expressed alarm that the current situation increasingly resembles the worst days of the PKK's insurgency in the 1990s when attacks on this scale were commonplace.

"It is chaos and the one thing to blame is Erdogan's insistence on wanting to create a presidential system," said prominent pro-opposition commentator Cengiz Aktar, professor at Istanbul's Suleyman Shah university.

"If this continues Turkey will end up in a civil war... The danger is that there is no mediator," he said. ■





8 septembre 2015

Les bureaux du parti pro-kurde HDP attaqués dans 9 villes de Turquie

8 septembre 2015

//fr.euronews.com

126 SUCCURSALES de cette formation pro-kurde, membre du gouvernement de transition, ont été prises pour cible hier soir. Ces attaques, sans doute coordonnées par des nationalistes, ont eu lieu après que le gouvernement a confirmé la mort de 16 soldats turcs dans une embuscade des séparatistes kurdes du PKK dimanche dans la province de Hakkari, près de la frontière irakienne.

Le chef du gouvernement turc a promis de chasser les montagnes environnantes de ces séparatistes kurdes.

À deux mois des élections anticipées en Turquie, le processus de paix engagé avec le PKK en 2012 semble oublié.



“Mes amis, ces montagnes qui abritent les bases du PKK vont être nettoyées, elles seront nettoyées peu importe ce que cela implique. Un point c'est tout! Les montagnes, les plaines, les villes de ce pays ne seront pas laissées aux terroristes“ a expliqué le Premier ministre islam-conservateur Ahmet Davutoglu ●

la Croix

8 septembre 2015

Quelle est la stratégie d'Erdogan vis-à-vis des Kurdes?

Le climat est de plus en plus tendu au sud-est de la Turquie après plusieurs attaques du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), faisant au moins 30 morts parmi les forces de l'ordre en deux jours.

8 septembre 2015
www.la-croix.com

Les repréailles ne se sont pas fait attendre côté turc : mardi 8 septembre, le président Recep Tayyip Erdogan a promis de « ne pas abandonner le pays aux terroristes du PKK » et a lancé une incursion militaire en Irak, dont le nord du pays est considéré comme une base arrière des forces kurdes.

L'opposition a accusé Erdogan de souffler sur les braises du conflit kurde pour parvenir à ses ambitions politiques.

Explications de Jean Marcou, enseignant-chercheur à Sciences-Po Grenoble.



OZAN KOSE/AFP Lors d'une manifestation contre le PKK, le 16 août à Istanbul.

« ALORS que l'AKP (Parti de la justice et du développement) du président Recep Tayyip Erdogan a connu son premier revers électoral lors des élections législatives du 7 juin 2015, on constate une réactivation de la violence liée au problème kurde, qui faisait l'objet d'une négociation depuis deux ans et demi.

L'attentat-suicide du 20 juillet dernier, vraisemblablement commis par Daech contre des militants pro Kurdes, a vu le PKK reprendre la lutte armée contre Ankara, en repréailles de ce que les Kurdes considèrent comme une collusion entre le pouvoir turc et Daech. Depuis, on compte des morts

quasiment tous les jours dans les deux camps, mais aussi parmi les civils.

"LE PRÉSIDENT CHERCHE À FAIRE PEUR AUX ÉLECTEURS TURCS"

Affaibli par la perte de sa majorité au Parlement qui a mis un coup d'arrêt à sa volonté de présidentialisation du régime, Erdogan pense à sa survie politique. En tant de l'huile sur le feu dans le conflit avec les Kurdes, le président cherche à faire peur aux électeurs turcs en créant un climat de tension que l'opinion publique attribuerait au PKK.

L'homme fort de la Turquie fait ainsi pression sur les électeurs qui se sont détournés de l'AKP lors des dernières élections.

Les électeurs turcs ne sont pas dupes de ce retournement de veste de la part d'un dirigeant considéré comme le premier homme politique turc à avoir reconnu l'existence d'un « problème kurde » et lancé un véritable processus de paix. Les récents sondages montrent que les résultats des législatives anticipées qui se tiendront le 1er novembre pourraient être très semblables à ceux de juin dernier.

À l'international, l'engagement du pouvoir turc dans la coalition contre Daech laisse aussi sceptique. Sans troupes au sol, cette coalition vise à soulager des forces combattant sur le terrain qui sont de fait... majoritairement kurdes. Cela constitue pour Erdogan une impasse stratégique, puisqu'il veut mener une double guerre, à la fois contre Daech et le PKK. » □



8 Septembre 2015

ÉDITOS/

Le désastre de la stratégie de tension d'Erdogan

Par
MARC SEMO
Chef du service Monde

C'est un implacable engrenage de guerre civile. L'embuscade menée dimanche dans l'extrême sud-est du pays aurait fait 16 victimes parmi les militaires turcs selon l'armée, voire 32 selon les assaillants. C'est la plus sanglante depuis la reprise des affrontements, fin juillet, entre Ankara et la guérilla kurde. Depuis des années, aucune opération des rebelles kurdes turcs du PKK n'avait causé, en une seule fois, autant de victimes. Les accrochages sont quotidiens depuis fin juillet et ont coûté la vie à quelque 70 militaires et policiers. Les bombardements et les opérations de représailles auraient, selon les autorités turques, permis d'éliminer un millier de «terroristes». Tout le

sud-est du pays peuplé en majorité de Kurdes sombre dans la violence au point que certains observateurs s'interrogent sur la possibilité de pouvoir, dans certaines parties de la région, y mener normalement le scrutin anticipé du 1^{er} novembre. L'évidence des effets dévastateurs de la stratégie de la tension du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan est là. Son parti l'AKP, au pouvoir depuis 2002, n'avait pas réussi à remporter la majorité le 7 juin à cause du rejet par une bonne partie de l'opinion des projets d'Erdogan pour l'instauration d'un régime présidentiel. Jusque-là, le «nouveau sultan», comme l'appellent ses adversaires, avait gagné toutes les élections et avait même été élu chef de l'Etat au suffrage universel en août 2014 dès le premier tour avec 50,2%. Toujours pris dans son ubris, il a choisi l'escalade et a rallumé le conflit avec le PKK. Dans l'espoir de galvaniser encore un peu plus l'électorat nationaliste en vue d'un nouveau scrutin, rendu obligatoire par l'impossibilité de constituer un gouvernement. Entamé fin 2012 par des négociations directes entre des représentants d'Erdogan et le leader de la guérilla Abdullah Ocalan, condamné à la prison à vie, le processus destiné à trouver une

solution politique à ce conflit (40 000 morts depuis 1984) et à la question kurde en Turquie (qui représente 15% à 20% de la population) est moribond. La monnaie nationale s'effondre. Les réseaux sociaux comme la presse d'opposition sont dans le collimateur des autorités, comme en témoignait dimanche l'occupation des locaux du grand quotidien *Hurriyet* par des militants de l'AKP. Alors que la Turquie devrait et pourrait jouer un rôle clef en vue d'une solution de la crise syrienne et dans l'éradication de l'Etat islamique, la priorité du pouvoir est plus que jamais la lutte contre le PKK et son frère syrien, le PYD. La crédibilité d'Ankara est désormais au plus bas parmi ses alliés. Mais cette fuite en avant n'a même pas eu les effets électoraux escomptés. Dans les sondages, l'AKP plafonne autour de 40%, comme en juin. Le parti kurde légal HDP, dont le régime espérait l'effondrement, se maintient. Et très souvent, lors des enterrements de militaires et de policiers tués, la foule conspu les représentants du pouvoir hurlant que ces «martyrs» ne sont pas tombés pour la patrie mais pour «le palais» et les ambitions mégalomaniaques de celui qui l'occupe. ◀



LE FIGARO lundi 7 septembre 2015

La peur est de retour au Kurdistan turc

Les accrochages entre les forces de l'ordre et le PKK, la guérilla kurde, sont réguliers dans le sud-est de la Turquie. Plus de 70 policiers et militaires et des centaines de séparatistes ont été tués depuis fin juillet.

ÉMILIE Malfatto
ENVOYÉE SPÉCIALE À SILVAN (TURQUIE)

CONFLIT Les tanks ont disparu des collines qui entourent Silvan. Mais la grosse bourgade de l'Est turc, à une heure de route de Diyarbakir, vit toujours en état de siège dans l'attente d'une guerre qui, tout le monde ici en est convaincu, ne va pas tarder à éclater.

Blindés et véhicules antiémeutes patrouillent dans les rues. Les policiers, en civil et Glock à la ceinture, ou en uniforme, gilet pare-balles et kalachnikov, sont à chaque coin de rue ou presque. «Ça peut éclater n'importe quand», soupire une jeune femme.

Tensions et violences se multiplient dans l'Est de la Turquie depuis la rupture du cessez-le-feu entre Ankara et le PKK il y a un mois, et la répression gouvernementale contre les Kurdes semble toucher tous les secteurs de la société. Arrestations massives d'opposants, frappes aériennes contre la guérilla, démonstrations de force dans les rues... Une offensi-



ve qui semble servir avant tout l'AKP, le parti islamo-conservateur du président Erdogan, qui a perdu le 7 juin la majorité au Parlement, où il régnait sans partage depuis 2002. Le principal responsable de ce revers n'est autre que le parti pro-kurde HDP, qui a obtenu 13% des voix.

À Silvan, où le HDP a obtenu 90% des

suffrages, la répression frappe dur. La co-mairesse de la ville (BDP, proche du HDP) a été arrêtée dimanche et emprisonnée à Ankara pour avoir prôné l'autonomie de la région. Le co-maire a pris la fuite. Et, si le couvre-feu a été levé, si la cité n'est plus officiellement «zone spéciale de sécurité», Silvan reste une ville en état de conflit larvé. Rue Azizoglu, les façades sont criblées d'impacts de balles. Les roues des blindés ont laissé des sillons dans le sol jonché de débris carbonisés: un magasin de tissus a brûlé, dommage collatéral des violents affrontements qui ont opposé il y a une semaine armée et YDG-H, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire, considéré comme la section des jeunes du PKK. Sarhat Binen, 20 ans, a été tué dans ces heurts, une balle entre les deux yeux, explique un homme qui a vu le corps à l'hôpital.

État de guerre

«Les forces spéciales mitraillaient au hasard les maisons, les magasins», explique un quadragénaire qui habite la rue et re-

fuse de donner son nom. Il extrait des brins de tabac roux d'une boîte en fer et roule nerveusement une cigarette. Comme tous les habitants, il a peur d'être « emmené » par la police si on le voit parler à la presse. Il se raidit à l'approche d'un blindé turc, grimant poussivement la rue un peu trop raide. Jetant quelques regards sombres en coin, les habitants détournent la tête, comme pour se cacher. « Avant, ça arrivait qu'il y ait des tensions. Mais ça durait un jour ou deux.

Là, on ne sait pas », se plaint une jeune fille. « Mon magasin est fermé depuis

quinze jours, renchérit un mouistachu. De quoi suis-je censé vivre ? »

« Ils se comportent comme s'ils étaient au milieu d'une grosse guerre, avec leurs voitures blindées et leurs grosses armes, râle Narin Çapan, cheveux noirs, un pendentif en forme du "Grand Kurdistan" au creux du cou. « Beaucoup de gens ont quitté la ville. Aujourd'hui c'est relativement calme, mais il y a dix jours Silvan était en état de guerre : pas de réseau téléphonique, pas d'électricité, interdiction de sortir dans la rue... »

« Hier ma mère m'a dit qu'elle ressentait la même peur qu'il y a vingt-cinq ou trente

ans », soupire la jeune femme de 27 ans, employée municipale. Pour elle, en revanche, le sentiment est nouveau. « Le processus de paix, j'y croyais. Je n'ai pas vu la guerre venir. »

Dimanche, une dizaine de soldats turcs ont été tués et blessés à Daglica (sud-est) dans une attaque revendiquée par la branche armée du PKK. Les rebelles ont fait exploser des mines au passage d'un convoi militaire dans cette localité à la frontière avec l'Irak. L'armée turque a mené des frappes aériennes en représailles. ■

Observateur

11 septembre 2015

Erdogan ou la stratégie du chaos ?

Les attaques se multiplient contre l'opposition, les Kurdes et les médias. Une violence qui met en danger le processus électoral avant les législatives de novembre.

Olivier Bories le 11 septembre 2015
//tampsreel.nouvelobs.com

Mardi soir, pour la deuxième fois depuis dimanche, le quotidien turc "Hurriyet" a été assailli par des manifestants nationalistes et islamistes, qui ont caillassé les vitres et détruit la réception, lui reprochant de critiquer le pouvoir en place. Quotidien libéral, Hurriyet est la cible du parti islamo-conservateur au pouvoir AKP (Parti de la justice et du développement) depuis des années. Mardi, le président Recep Tayyip Erdogan l'avait à nouveau violemment dénoncé, alors que le journal avait déjà été victime d'une première attaque dimanche.

La presse n'est pas la seule cible des partisans de l'AKP, qui ont également pris pour cible le parti kurde HDP (Parti de la démocratie des peuples). Principale force d'opposition avec 80 sièges au parlement, le HDP a vu plus de 300 de ses bureaux saccagés dans tout le pays depuis lundi, comme ci-dessous son siège à Ankara, incendié par des manifestants.

Si le pouvoir appelle officiellement au calme et a condamné la violence contre le parti d'opposition, sa rhétorique guerrière fait craindre le basculement dans une véritable guerre civile.

OFFENSIVE GÉNÉRALE

Depuis fin juillet, la Turquie et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont mis fin à la trêve qui durait depuis 2012. Tout en lançant une campagne contre l'Etat islamique, les bombardements de l'Etat turc contre les rebelles kurdes ont repris. Dans un cycle de violence infernal, le PKK multiplie les attentats visant des policiers et des militaires. Depuis le début de la semaine, au



« Si un parti avait obtenu 400 sièges aux élections et atteint le nombre requis au Parlement pour changer la Constitution, la situation serait différente », avait déclaré Tayyip Erdogan. »

moins trente d'entre eux ont été tués dans le sud-est du pays, à majorité kurde.

Cette offensive contre les kurdes s'accompagne d'un durcissement de la censure contre les médias qui traitent du sujet. Trois journalistes de Vice News présents à Diyarbakir dans le sud-est, ont été arrêtés alors qu'ils travaillaient dans la région, et accusés de terrorisme. Deux d'entre eux, les Britanniques Jake Hanrahan et Philip Pendlebury ont depuis été libérés, mais leur collègue Mohammed Ismael Rasool est lui toujours détenu. La journaliste néerlandaise Frederike Geerdink, qui travaille dans la région depuis des années, a été elle aussi arrêtée et expulsée du pays.

LE SIÈGE DE CIZRE

La ville de Cizre, près de la frontière syrienne et où ont eu lieu des affrontements entre les rebelles kurdes et le pouvoir, est emblématique de cette répression. Encerclée par l'armée depuis six jours, elles est privée d'électricité et les communications sont coupées. Selon les rares témoignages disponibles, l'eau et la nourriture commenceraient à manquer.

D'après le journaliste français Matthieu

Delmas, présent sur place, au moins 20 personnes auraient été tuées dans des affrontements hier, sans que l'on ait pour le moment plus de précision sur leur identité.

Une délégation de l'HDP a tenté mardi de rejoindre la ville à pied afin de protester contre le siège de Cizre, avec à leur tête Selahaddin Demirtas, le coprésident du parti. Mais elle a été bloquée par la police avant d'atteindre la ville.

LE PARI D'ERDOGAN

Dimanche dernier, interrogé sur les violences qui se déroulent en Turquie, le président Erdogan en a rejeté la responsabilité sur la défaite de son parti aux dernières législatives. Manière de peser sur son électorat à deux mois du nouveau scrutin organisé.

En juin, l'AKP avait pour la première fois perdu sa majorité. Le parti kurde HDP avait profité du rejet de l'autoritarisme du président pour faire une percée au sein du parlement, empêchant le parti d'Erdogan de construire une coalition pour gouverner. En l'absence d'une majorité gouvernementale, de nouvelles élections doivent donc se tenir le 1er novembre.

D'ici là, la stratégie d'Erdogan semble être de relancer le conflit kurde pour mobiliser ses soutiens nationalistes. Pour l'instant, les sondages ne semblent pas donner raison à ce pari du régime turc. Non seulement le parti AKP ne progresse pas, mais l'HDP pourrait même enregistrer des scores supérieurs à ceux de juin. Alors que la livre turque s'effondre et que le pays accueille des millions de réfugiés syriens, il en faudrait peu pour que la situation devienne totalement incontrôlable pour le pouvoir.

Turkey on brink of civil war, warns leading Kurdish politician



By Ishaan Tharoor
September 10, 2015
<https://www.washingtonpost.com>

The leader of Turkey's main pro-Kurdish political party warned that the country was on the verge of full-blown civil war between state forces and militant Kurdish separatists. The remarks made by Selahattin Demirtas, co-chairman of the Peoples' Democratic Party, followed a worrying night of violence and firebombing in Turkey, with hundreds of reported attacks by nationalist mobs on offices belonging to Demirtas's party, known by the Turkish abbreviation HDP, as well as on ordinary Kurds.

The incidents were partially a reflection of simmering anti-Kurdish sentiment in a week that saw 29 Turkish security personnel get killed in the space of three days at the hands of suspected Kurdish PKK guerrillas. Since the resumption of hostilities earlier this summer between the Turkish state and the PKK, considered a terror organization by Washington and Ankara, more than 100 Turkish soldiers have reportedly died. Turkish airstrikes have pounded PKK positions in southeastern Turkey and across the border in the Kurdish areas of northern Iraq. The conflict has claimed some 40,000 lives since it started in 1984. A cease-fire in 2013 led to a fragile peace. Elections in June saw Demirtas and the HDP clinch 14 percent of the vote and thereby prevent the ruling Justice and Development Party (AKP) of President Recep Tayyip Erdogan from winning a parliamentary majority. But coalition talks failed, tensions with the PKK mounted, and Demirtas and his political allies will now have to do it all over again in elections scheduled for November.

That is, unless, things spiral further out of control.

"It is becoming impossible to hold an election given the security situation in the region," Demirtas said Wednesday, pinning the previous night of arson and violence on state forces. "We are facing a campaign of lynching." The HDP's party headquarters in Ankara, as well as hun-

dreds of other posts across the country, appeared to be targeted in coordinated attacks.

Turkish Prime Minister Ahmed Davutoglu, a key Erdogan ally, decried the chaos, which also included attacks on a number of offices belonging to newspapers that had fallen afoul of the AKP. "It is unacceptable to damage media institutions, political party buildings and the property of our civilian citizens," Davutoglu said.

Still, the embers are hot. A Turkish chief prosecutor has now opened proceedings to strip Demirtas of his political immunity on grounds that he has "incited" his supporters to retaliate against the nationalist protests.

On Thursday, Demirtas led a delegation on foot in an attempt to reach the "besieged" southeastern town of Cizre, which has been encircled and kept under curfew for the past week by the Turkish military, who have been carrying out "counter-terrorism" operations in the area for the past week. There are conflicting reports regarding casualties in the predominantly Kurdish town.

The HDP is a motley party of leftists, feminists, Kurds and other minority groups, which scored a historic electoral victory in June by appealing to both rural Kurdish voters in Turkey's southeast and urbane anti-Erdogan voters in the country's western cities. But critics of Demirtas and the HDP say it's a dressed-up version of the PKK itself -- a polarizing outfit that is reviled by most ordinary Turks yet still commands considerable sympathy among Turkey's Kurdish population, a minority that suffered decades of cultural repression at the hands of the Turkish state.

The HDP and other Erdogan opponents contend that the current political climate has been stoked by the demagogic Turkish president, who, stung by the election setback in June, is eager to put the predominantly Kurdish party back in its corner. It's unclear whether that strategy -- if it is a strategy at all -- is working. Polls do not currently indicate any gains in AKP support.

But it's also unclear whether the PKK's



Turkish nationalists demonstrate against the Kurdish Workers Party (PKK) in Istanbul on Sept. 8, 2015. (OZAN KOSE/AFP/Getty Images)

more hard-line elements, despite the entreaties of HDP politicians, will curb their violent insurgency. A PKK-affiliated issued a call on Thursday for "total resistance." Analysts point to a strong current of militant Kurdish nationalism among the region's youth, fanned in part by the success of Syrian Kurdish factions south of the border.

In the meantime, the euphoria of the HDP's election success earlier this year -- a historic moment that saw the Kurdish nationalist movement enter the Turkish political mainstream -- seems a distant memory.

In June, Ziya Pir, an HDP candidate from the southeastern city of Diyarbakir, spoke optimistically to WorldViews about the future.

"We want peace," said Pir, who grew up in exile in Germany and whose uncle had been one of the founders of the PKK. He talked of plans to reform Turkey's constitution, which was imposed by a military junta in 1982. "We want a new constitution with freedoms for all individuals, where all cultures and religions can find themselves equally." Now, rather than dreaming of a new beginning, some are waiting for the next night of violence. ♦

Ishaan Tharoor writes about foreign affairs for The Washington Post. He previously was a senior editor at TIME, based first in Hong Kong and later in New York.

Turkey's Tumult

Erdogan's Great Losing Gamble



Henri J. Barkey
September 11, 2015
www.the-american-interest.com/

Turkey is gearing up for two months of intense, no-holds-barred electioneering, in which anything could happen.

These are unusual times in Turkey. This is not just because Turkish President Recep Tayyip Erdogan called for a new round of voting after the June 7 general election, in which the ruling Justice and Development Party (AKP) lost its parliamentary majority for the first time since 2002 or because of the renewed violence with the Kurds. These are also unusual times because there is a great deal of confusion in Ankara: Who actually runs the country, the Prime Minister or the President?

If we were to judge by appearances—namely Erdogan's forceful personality—then we would conclude that it is the President who is fully in charge, whereas Prime Minister Ahmet Davutoglu seems to be just a functionary executing the former's orders. The Turkish Constitution makes the President an impartial, yet powerful, above-party leader. Executive power resides with the Prime Minister. However, because of a modification to the constitution, Erdogan in 2014 became the first President ever to be elected directly by the people instead of by Parliament. Erdogan has repeatedly said that this change is tantamount to a regime change in Turkey, because a popularly elected President is de facto imbued with greater powers.

Still, the informal control he exercises—through his influence over the AKP stalwarts, allied or fully controlled media organs, and his control over the bureaucracy through years of careful appointments of loyalists—is not enough for Erdogan. He wants to amend the constitution yet again to replace the parliamentary system with a presidential one—probably one that resembles France's.

In the run up to the June 7 elections, Erdogan threw all caution to the wind and campaigned for his former party, the AKP. At one point he even pleaded with the public to give him—or rather his party—400 seats in parliament so that he could change the system. His power grab elicited a backlash as some people rallied around the pro-Kurdish People's Democracy Party, HDP, enabling it to cross the 10 percent national threshold needed to elect members to the parliament. HDP obtained 13 percent and eighty seats, most of which were at the AKP's expense and were necessary for Erdogan to carry out his agenda.

For Erdogan, the setbacks of the June elections were not the end. He has availed himself of every tactic at hand to ensure that Davutoglu would not succeed in forming a coalition government with an opposition party, because such an outcome could open the door to corruption investigations targeting his family and close associates, as well as put a hold on his hopes to construct a presidential system. Erdogan made it clear that he preferred either an AKP-run minority government or new elections.

New elections are what he got. However, if the AKP fails to win a majority in the coming vote in November, then Erdogan's hold on the



AKP and Turkish politics will begin to erode—and erode quickly. This represents an impressive gamble for someone who doesn't believe in gambling.

Undoubtedly, Erdogan will take to the campaign trail just as he did before the June elections, especially given Davutoglu's charismatically challenged public persona. Erdogan will argue that the post-election chaos that Turkey experienced (mind you, chaos to which he contributed) could be avoided if his AKP were returned to power. Also, he will argue that the flare-up in violence between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish security forces, after a hiatus of more than two years, was the fault of the Kurdish HDP in an effort to reduce that party's appeal and perhaps push it below the 10 percent threshold.

In other words, Turkey is gearing up for two months of intense, no-holds-barred electioneering, in which anything could happen. Security forces have already arrested HDP officials at will in the countryside. Some Kurdish towns have been under siege with their inhabitants unable to leave their homes to avail themselves even of needed essentials. There is a real danger that, between the violence and the illegal campaign tactics, this election will be stripped of its legitimacy in the eyes of many, potentially leading to a prolonged period of uncertainty. Erdogan faces a lose-lose situation. If the November 1 elections do not produce results that are significantly different from the June 7 polls, Erdogan and the AKP will be humiliated. If on the other hand, he succeeds in eliminating the pro-Kurdish HDP by pushing it below the ten percent threshold, then it is quite likely that Kurds, especially the young, will react to disenfranchisement through civil and active disobedience in major cities such as Istanbul, Adana, and Mersin that is bound to turn violent. For a country that relies on tourism and foreign direct investment, nothing could be worse.

This is unfortunate. In their early days Erdogan and his party made great strides. The Turkish columnist Metin Munir summed up the public's frustration best when he wrote, "Erdogan helped get rid of the military. Who will help now to get rid of him?"

Turkey's tumult does not come at a propitious moment for Washington, which has just managed to get Ankara to open its air bases for use in a future intensive bombing campaign against ISIS. To make matters more complicated for the Obama Administration, the Americans' most effective ally on the ground in Syria against ISIS is the Syrian Kurdish group, PYD, which is a close affiliate of the PKK. The combination of the PYD fighters and the U.S. Air Force has proven to be an effective tactic for liberating chunks of territory from ISIS. The next phase of the campaign consists of further weakening ISIS to provide an opportunity for Iraqi forces to recover lost territory there.

Nothing is easy in the Middle East. □

Henri J. Barkey is director of the Middle East Program at the Woodrow Wilson Center



Meet the Kurdish fighters mobilising against Tehran

Campbell MacDiarmid - 12 September 2015
www.aljazeera.com

In recent weeks, local affiliates of Kurdish armed groups reported carrying out attacks and engaging in firefights with the Iranian army [Campbell MacDiarmid/Al Jazeera]

Near Choman, Iraq - Standing in a mountain camp just inside the Iraqi border, the burly commander gestured expansively towards a high pass beyond which lay Iran. "This is the gate to our home," he said.

Khalid Wanawasha is the commander of the armed wing of the Kurdistan Democratic Party Iran (KDP-I), a group that for 70 years has campaigned for autonomy for Iranian Kurds. Some of Wanawasha's fighters are nearly as old.

It's a struggle with which few outsiders are familiar, but 52-year-old Wanawasha and many of his comrades have devoted most of their lives to the cause.

For the last 20 years, the KDP-I and other Kurdish groups outlawed in Iran, have pursued their goals politically from exile in Iraq. They watched recently as Kurds in Turkey, Iraq, and Syria have attracted international attention, while their own struggle has stalled.

Convinced now that they will never achieve autonomy for Iranian Kurds without force, Iranian Kurdish fighters have once again taken up arms, returning to the mountains of the Iran-Iraq border.

While the newly mobilised fighters are exuberantly confident, observers question whether, despite their grievances, significant numbers of Iranian Kurds will support armed insurrection.

Alex Vatanka, an Iran analyst at the Middle East Institute in Washington, DC, told Al Jazeera: "I question very much how much support they will find for an armed struggle among the Kurdish people. They see what armed conflict in the Middle East looks like, why on earth would they want to invite that mayhem and destruction?"

Iran's Kurds have long struggled for greater autonomy. In 1946, they founded the short-lived Mahabad Republic, which foundered the next year after the Soviets withdrew support. It remains the only time Kurds have maintained an independent state.

Kurds again demanded autonomy after the 1979 Iranian revolution, which led to armed conflict with the new Islamist government, and was followed by clashes that continued into the 1990s.

The long-running revolt largely ended in 1996,



Despite their discontent, some Iranian Kurds question the ability of the fighters to achieve their goals [Campbell MacDiarmid/Al Jazeera]

when government offensives and pressure on the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq encouraged the Iranian Kurdish fighters to withdraw from bases along the Iraqi-Iranian border in the Qandil Mountains to settle in camps within Iraq's northern Kurdish region.

The KDP-I and other Iranian Kurds then reached a tacit agreement with the KRG to continue their struggle politically and not carry out military attacks against Iran from Iraqi territory.

Back in the mountains after a two decade hiatus of military activity, Wanawasha said although some of the several thousand men and women under his command are now crossing into Iran, the KDP-I is not looking for a war. He conceded, though, that their presence could provoke one.

"The Iranians have shown up in massive force since we came here three months ago. They are definitely planning a reaction," he said, adding that his forces would only act in self defence.

The KDP-I has a separate faction though, which is talking a tougher game. Loghman Ahmedi, an Iranian Kurd raised in Sweden, is head of foreign relations of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI). Ahmedi, who spends up to eight months a year travelling to promote his party's cause, explained that the original party - formed in Mahabad in 1945 - split in 2006 due to personality clashes.

The PDKI was able to mobilise several thousand fighters, he said, some of whom were now operating in Iran under new rules of engagement.

Previously, they were ordered to fire only in self-defence, but he said this has now changed: "We have a clear decision by our party leadership that we will fight this regime by any means possible."

In recent weeks, local affiliates of these groups have reported carrying out sabotage attacks in Iran and engaging in firefights with the Iranian army.

The KDP-I and other Kurdish dissident parties won't get the full support of people just by going back to the mountains and sporadic fights with some military outpost on the border.

Hemn, Iranian Kurdish university graduate from Sanandaj

Lack of economic development in Kurdish areas and the Iranian government's allegedly repressive domestic policies are a major grievance for many of the country's estimated seven million Kurds, according to these leaders.

So far in 2015, the Iranian government has executed 17 Kurdish political prisoners, the most recent on August 26 when Amnesty International reported the execution of 30-year-old Kurd Behrouz Alkhani - despite the fact that he was awaiting the outcome of a supreme court appeal.

Such executions have convinced many that the government will never truly reconcile with Kurds, said Hajir Sharifi, an Iranian Kurdish human rights activist living in Iraq. "Kurds in Iran simply lost their faith in Tehran's ability to make any positive changes in its policy towards them."

While Iran appears to have recently moved closer to Western countries by reaching a deal to limit its nuclear programme in return for sanctions relief, the Iranian Kurdish parties remain distrustful.

Ahmedi says he sees signs that Kurds in Iran may be close to the boiling point. In May, predominantly Kurdish cities across Iran erupted in protest after a Kurdish woman in the city of Mahabad died after falling from a balcony, allegedly following a sexual assault by a member of the Iranian security services.

But despite their discontent, some Iranian Kurds question the ability of the fighters to achieve their goals. Hemn, a 28-year-old unemployed Kurdish university graduate from Sanandaj, said he supported the goals of the KDP-I but doubted their current effectiveness.

Declining to give his family name, he said: "The KDP-I and other Kurdish dissident parties won't get the full support of people just by going back to the mountains and sporadic fights with some military outpost on the border."

This sentiment is echoed by some observers. Massoumeh Torfeh, an Iran specialist at the London School of Economics, told Al Jazeera: "There is no way they can exploit the internal Iranian discontent, strong as they might be." Moreover, public discontent in Iran appears to have been much reduced by the recent nuclear deal, she added.

The Iranian government did not respond to repeated requests for comment.

The KRG in Iraq, for its part, has urged Iranian Kurdish groups to avoid antagonising Iran. "We continue to say that armed conflict won't help to resolve any problems, and that the Kurdistan area of Iraq should not be an area to settle scores, as it will only lead to instability," KRG spokesman Safeen Dizayee told Al Jazeera. "Our advice is that all sides should refrain from violence and all forms of conflict."

For now, the Iranian Kurdish fighters are unperturbed. "There's a Kurdish saying: 'If you don't give up, you won't lose,'" Ahmedi said. ■



Armed groups operating in northern Iraq have recently stationed forces along the Iraqi-Iranian border.

Turkey's military rulers

Halil M. Karaveli

GOTHENBURG, SWEDEN Many commentators have interpreted the decision of Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, to restart the war against the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., as designed to undo the results of the June 7 general election. The ruling Justice and Development Party, also known as the A.K.P., was deprived of its majority in Parliament when the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P., surged at the polls.

On July 28, Mr. Erdogan broke off negotiations with Kurdish leaders. "It is not possible for us to continue the peace process," he declared on national television. Not only were talks between the government and the militants over, he said, but Turkey was now engaged in a long war against the Kurdish separatist movement.

But it is wrong to view Turkey's war against the Kurds as Mr. Erdogan's. The restart of hostilities against Kurdish militants represents a grave defeat for the Turkish president because, in reality, he has ceded political control to the Turkish military.

Mr. Erdogan's problem was that he couldn't obtain the absolute power he craved without eliminating his main political rival, the Kurdish H.D.P. This he could achieve only with the army's help in imposing de facto emergency rule in the Kurdish region. So even if this scheme works in the short term, it will ultimately be a Pyrrhic victory for the president.

However the war goes, it will undo his two major accomplishments. Mr. Erdogan used to be celebrated by supporters of democracy in Turkey for taming the military. He was also on his way to becoming the Turkish leader

Erdogan's pursuit of power has succeeded only in putting the generals back in the driver's seat.

who brought peace to the country. Now he has not only sacrificed that legacy, but has also made himself dependent on his former foes: the generals. The war against the Kurds will cement the resurgence of the military, along with its strident nationalism, and turn the relationship between Mr. Erdogan and the generals on its head.

Because the president has had to call on the Turkish armed forces to shore up his authority, he has handed back power to the military. This week, the president ratified a decree from Prime Minister Ahmet Davutoglu to all of the country's 81 provincial governors transferring responsibility for nationwide counterterrorism efforts to the armed forces.

The Turkish military is gaining ground in more than a territorial sense. Technically, the army acts on the orders of the government when it engages the Kurdish militants. Politically and ideologically, however, the chain of command is the other way around: By burying the peace process with the Kurds, the government has done the military's bidding.

The military's general staff was always unhappy about the peace talks the A.K.P. conducted with the Kurdish rebels on and off since 2009. But Mr. Erdogan had cut the military down to size, sending droves of officers to prison in 2012 after an alleged coup plot. With the army leadership demoralized, the president could afford to discount its wishes.

The power struggle that broke into the open in 2013 between Mr. Erdogan and his former Islamist allies, the followers of Fethullah Gulen (a Muslim

cleric who has lived in exile in Pennsylvania since 1999), changed the dynamic. Needing the army as a new partner, Mr. Erdogan and his circle laid the blame for the crackdown against the military on the Gulenists. Last year, the president accused Mr. Gulen's supporters of having staged a conspiracy against the armed forces.

In 2014, the life sentence against the former chief of the general staff, Ilker Basbug, the most senior of the officers jailed over the coup plot, was voided. Upon General Basbug's release, Mr. Erdogan called to congratulate him, adding that he expected to see the other officers freed, too. More than 200 were acquitted last March, after a retrial.

In August 2014, Necdet Ozel, then the chief of the general staff, for the first time publicly expressed the military's displeasure with the peace process. He said that the armed forces would "act accordingly" if its "red lines" — the unity of the nation — were challenged. General Ozel was supposed to typify the Turkish military's new subservience to civilian authority, so it was all the more remarkable to see a chief of the general staff delivering an old-style memorandum to the elected government.

It was Mr. Erdogan's action that had empowered him to speak like that. Indeed, the military never needed to carry out the veiled threat to "act accordingly," because the government voluntarily adopted the Kurdish policy prescribed by the generals.

Mr. Erdogan's declining fortunes have thus restored the power of the military. His weakness made him turn to it because, after the June election, the Kurdish movement stood in the way of his quest to rule by diktat.

From now on, Turkey's president will be beholden to the armed forces. What this means is that the military will increasingly exploit his dependence to wield power and impose its own policies. Given this collusion between Mr. Erdogan and the military, the prospects for Turkish democracy are bleak.

HALIL M. KARAVELI is a senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute and the Silk Road Studies Program.

U.S. and Iran edge onto common ground

BAGHDAD

Treaty may have laid groundwork for wider cooperation, experts say

BY TIM ARANGO AND DAVID D. KIRKPATRICK

American troops advising Iraqi security forces in the restive province of Anbar are sharing a base with odd bedfellows:

an Iranian-backed militia that once killed United States soldiers. Today the militia coordinates its movements with the American military through an intermediary in their shared fight against the militants of the Islamic State.

Here in the capital, though, Tehran and Washington still line up on opposite sides. The United States is urging Iraq to incorporate members of the Sunni minority into a new national guard to help battle the militants. Iran and its proxies are thwarting that effort, evidently seeking to ensure that Iraq will

remain a Shiite-dominated client of Iran's Shiite government.

The dichotomy illustrates the complexities of the relationship between the United States and Iran in places like Iraq, where the interests of the two rivals clash and converge. Now, after a deal to limit Iran's nuclear program cleared its biggest congressional hurdle last week, the United States will have to navigate an increasingly complicated regional maze with an Iran newly empowered by international legitimacy and relief from economic sanctions.

But there are also indications that the contacts between the two countries that accompanied the nuclear negotiations have begun to produce more areas of limited collaboration — as in Anbar — in Iraq, Afghanistan and, to a lesser extent, in Yemen.

Critics say that the deal will only embolden Iran to escalate its myriad proxy campaigns against the United States and its allies: arming Hezbollah and Hamas to fight Israel; deploying Iranian troops to defend President Bashar al-Assad of Syria; backing Houthi rebels in Yemen or more shadowy militants in other Persian Gulf states; and holding Lebanese politics hostage to its interests.

But though both countries face domestic pressures against closer relations, some analysts see a more collaborative relationship as an inevitable if uneasy consequence of years of negotiations leading up to the nuclear deal — despite the insistence of leaders on both sides that the American-brokered agreement would be limited to Iran's nuclear program.

“Both the Iranian and American governments are going to approach expanded dialogue very gingerly,” said James Dobbins, a senior fellow at the Rand Corporation and a former senior State Department official who worked directly with Iranian diplomats to establish a new government in Kabul after the United States invasion of Afghanistan in 2001. “But there will still be a gradual increase in at least communication between the two governments on areas beyond the nuclear issue.”

Afghanistan may be the place where there is the clearest alignment of interests. As the American-Iranian nuclear talks were gaining momentum last year, Iranian diplomats were also working in parallel with Secretary of State John Kerry to seal a deal in Kabul to avert an electoral deadlock and form a new government in Afghanistan, repeating a supporting role the Iranians played alongside American diplomats at the creation of an earlier Afghan government in 2001.

Both sides want to prevent the return of the Taliban and block Al Qaeda from re-establishing safe havens. And Tehran also worries intensely about the heavy flow of Afghan opium and refugees into Iran, which shares a long border with Afghanistan, said Michael Kugelman, a researcher on Southeast

Asia at the Woodrow Wilson Center in Washington. “Their interests converge more in Afghanistan than either side may care to admit,” Mr. Kugelman said.

In Yemen, the American balancing act in relations with Iran has also been evident. The United States has thrown its support behind a Saudi-led intervention against a takeover by the Houthi movement in Yemen, but has also dissented from Saudi accusations that Iran has been backing the rebels. The Saudis have said they were forced to intervene to prevent Iran from dominating their southern neighbor.

But there is little evidence that the Ira-



ABEDIN TAHERKENAREH/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

An anti-American mural in Tehran. “Both the Iranian and American governments are going to approach expanded dialogue very gingerly,” a former senior State Department official said.

nians have provided significant military support to the Houthis or exercise significant control over the group, which had its own military experience and domestic weapons, said April Alley, a researcher with the International Crisis Group.

President Obama has said that the United States believes that last fall Iran had initially discouraged rather than directed the Houthi advance toward Yemen's capital, Sanaa. “We watched as this proceeded — there were moments where Iran was actually urging potential restraint,” the president said recently during a press conference to sell the Iranian nuclear deal.

After Sanaa fell, were “they interested in getting arms to the Houthis and causing problems for the Saudis? Yes,” Mr. Obama added. “But they weren't proceeding on the basis of, come hell or high water, we're moving on a holy war here.”

Iraq has been the bloodiest arena of the American-Iranian rivalry. During the long American war, Iranian-backed militias like Kataib Hezbollah — the one that now shares a base in Anbar — killed more than a thousand American soldiers. But now the Americans communicate with the Iranians through an Iraqi military official in order to be sure that American-led air strikes against the Is-

lamic State do not hit the Iranian-backed militias fighting the same enemy.

The nuclear deal has now raised hopes among Iraqi officials of closer cooperation between the two rivals, said Mowaffak al-Rubaie, former national security adviser in Iraq and lawmaker from a Shiite faction.

“For the next phase they need to coordinate in a more formal way,” he said. “I believe the two ambassadors in Baghdad are not far from meeting.”

In practical terms, Iran will regain \$50 billion of assets from the sanctions relief, according to estimates by the United States Treasury officials.

But analysts say that money has never appeared a determining factor in Ira-

nian policies around the region; Tehran appears to have committed to its support for Mr. Assad in Syria and opposition to the Islamic State in Iraq as strategic necessities regardless of the cost, while it has managed to achieve its goals in Yemen and elsewhere on the cheap, with relatively little investment.

Konstantinos Vardakis, a Greek diplomat who is the top European Union official stationed in Baghdad, said he hoped that the nuclear deal would lead to broader talks with Iran about the future of both Iraq and Syria.

“We need the Iranians to settle the situation,” he said, suggesting that now “the door is open to address other issues.”

But Iran's proxies in Lebanon and Iraq say they see no such solutions. All applaud the deal as a victory for Iran and maintain that their hostility to the United States remains undiminished.

Asked about the deal, Naeem al-Aboudi, the spokesman for Asaib Ahl al-Haq, another Iranian-backed militia in Iraq, brought up a favorite conspiracy theory of Iranian clients in Iraq: that the United States created the Islamic State and has little real interest in defeating it.

“The nuclear agreement is a diplomatic affair that we are not involved in,” Mr. Aboudi said in an interview.

Analysts acknowledge that the United States will be in an awkward position if, as expected, Iran continues its aggressive stance toward American allies around the region.

“Will the United States scrap the nuclear deal if Iran sends weapons to Hamas or Hezbollah?” said Michael Stephens, an analyst with the Royal United Services Institute. “Absolutely not.”

Gaining new international legitimacy without abandoning their antagonistic policies, Mr. Stephens said, is why “the Iranians know this is their ticket back to the big game.” ●

Des extrémistes turcs mettent à sac des locaux du parti prokurde

L'attaque de 300 bureaux du HDP et du siège du quotidien « Hürriyet » illustre la logique de guerre civile qui gagne les esprits en Turquie

ISTANBUL - correspondance

La Turquie s'enfoncé petit à petit dans une logique de guerre civile, qui s'étend désormais à tout le pays. Plus de 300 bureaux du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde de gauche) ont été attaqués depuis lundi 7 septembre, tandis que la rédaction du quotidien *Hürriyet* a été caillassée, mardi, par des manifestants nationalistes et islamistes pour la seconde fois depuis dimanche.

Au moins trente militaires et policiers ont été tués depuis dimanche dans le sud-est du pays, à majorité kurde, lors d'attaques revendiquées par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il s'agit du bilan le plus lourd depuis la rupture du cessez-le-feu annoncée par le mouvement rebelle fin juillet. En réaction, l'armée turque a lancé des représailles, ciblant lundi des positions tenues par des combattants kurdes dans la région de Daglica, à la frontière irakienne, et dans le nord de l'Irak. Un couvre-feu est en vigueur dans une partie du sud-est du pays, notamment à Cizre, dans la région de Sîrnak, où de violents combats font rage entre militants rebelles et forces de l'ordre depuis cinq jours. La ville est désormais isolée, les communications étant difficiles, voire impossibles depuis l'extérieur.

En réaction à ces attaques, des manifestations violentes, souvent initiées sur les réseaux sociaux, ont été organisées depuis lundi « contre le terrorisme » devant les bureaux du HDP, accusé d'être la vitrine politique de la rébellion kurde. Dans la nuit de mardi à mercredi, le quartier général du parti à Ankara était en feu, sous le regard de policiers qui ne sont pas intervenus, selon Garo Paylan, député d'Istanbul du parti prokurde. Dans la ville d'Alanya, dans le sud du pays, un incendie a également été déclenché dans les locaux de la

formation politique, alors que 2 000 manifestants étaient réunis devant le bâtiment.

Rhétorique nationaliste

Mardi soir, de petits groupes de manifestants nationalistes ont défilé dans la plupart des villes du pays. Dans le quartier stambouliote de Besiktas, une centaine de personnes ont marché en criant : « *Nous ne voulons pas d'opérations [militaires contre le PKK], nous voulons un massacre.* » Alp Altinörs, vice-président du HDP, annonçait sur son compte Twitter que 306 bureaux du parti avaient été pris pour cible par des manifestants depuis lundi.

Mardi, pour la deuxième soirée en trois jours, les bureaux du quotidien *Hürriyet* à Istanbul ont également été attaqués par des manifestants accusant le journal de critiquer le gouvernement et d'avoir cité injustement le chef de l'Etat. Abdurrahim Boynukalin, le dirigeant de l'aile jeunesse du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateurs, au pouvoir) et député d'Istanbul, a pris part à la manifestation, après avoir appelé au rassemblement sur son propre compte Twitter.

Le premier ministre, Ahmet Davutoglu, a appelé au calme mardi soir. « *Les attaques contre les partis politiques sont inacceptables* », a-t-il déclaré, annonçant également des mesures de sécurité supplémentaires devant les rédactions des journaux à Istanbul. Mercredi 9 septembre au matin, l'accès à Twitter et à Facebook était difficile à Istanbul,

Des manifestants ont crié : « Nous ne voulons pas d'opérations [contre le PKK], nous voulons un massacre »



sans que le blocage de ces sites n'ait fait l'objet pour le moment d'une mesure officielle de la part des autorités turques.

Le pouvoir d'Ankara utilise une rhétorique de plus en plus nationaliste à la veille des élections législatives anticipées prévues le 1^{er} novembre prochain. L'AKP espère récupérer la majorité qu'elle a perdue lors du scrutin du 6 juin, en raison notamment de l'entrée au Parlement de 80 députés du HDP. Les derniers sondages indiquent cependant que les tendances sont sensiblement les mêmes, et que le parti prokurde pourrait obtenir un score légèrement supérieur à celui du dernier scrutin,

tandis que le parti au pouvoir stagne autour de 40 %, un résultat qui serait insuffisant pour décrocher une majorité de députés.

Mardi soir, le président, Recep Tayyip Erdogan, s'est défendu d'alimenter ces manifestations violentes. « *Je n'ai pas initié ce conflit [contre la rébellion kurde]* », affirmait-il, accusant le PKK d'être responsable des violences. Ertugrul Kürkçü, président honorifique du HDP et député de la région d'Izmir, en tire d'autres conclusions : selon lui, la Turquie a connu mardi soir la « *nuit de cristal de Recep Tayyip Erdogan* ». ■

MATHEU GODARD

Accrochage meurtrier entre Iraniens et Kurdes

Par Le Figaro.fr avec AFP le 08/09/2015

Deux Gardiens de la révolution iranienne et deux rebelles kurdes ont été tués lundi soir lors d'un accrochage armé en territoire iranien près de la frontière avec la Turquie, a rapporté mardi l'agence officielle IRNA. "L'accrochage s'est produit entre les forces des Gardiens et le groupe terroriste du parti 'Pour une vie libre au Kurdistan' (PJAK)", a déclaré à IRNA Hossein Sivani, gouverneur de la ville de Khoy (nord-ouest de l'Iran) proche de la frontière turque. Le

PJAK est un parti kurde en Iran, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK).

Selon le gouverneur, outre les quatre morts, cinq membres du PJAK et deux Gardiens de la révolution ont été blessés. L'affrontement a eu lieu au poste-frontière Razi-Kapikoy. De nombreux véhicules iraniens ont récemment été attaqués dans l'est de la Turquie après avoir passé le poste-frontière iranien de Bazargan, une zone où les rebelles kurdes du PKK sont actifs.

Les attaques se sont multipliées depuis la

rupture fin juillet d'une trêve de plus de deux ans entre Ankara et le PKK.

Le 11 août, cinq miliciens iraniens bassidjis avaient été tués dans un affrontement avec des "contre-révolutionnaires", selon Irna, dans le nord-ouest de l'Iran, cette fois près de la frontière avec le Kurdistan irakien. Des attaques sont menées périodiquement dans le nord-ouest iranien, mais aussi à l'extrême sud-est du pays, dans la province du Sistan-Balouchistan, par des rebelles sunnites contre les forces de l'ordre iraniennes. ■

FRANCE 24

10 septembre 2015

"La Turquie en guerre civile larvée" : le jeu dangereux d'Erdogan

Texte par Marc DAOU 10 septembre 2015
www.france24.com

La situation ne cesse d'empirer en Turquie, où la rupture est totale entre le président Erdogan et la minorité kurde, qui l'accuse d'attiser les tensions à deux mois des législatives. Décryptage.

Depuis fin juillet, de violents affrontements, quasi-quotidiens, opposent l'armée turque et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, faisant plusieurs dizaines de victimes. Cette région à majorité kurde est plongée en état de guerre et des villages sont en situation d'insurrection, ce qui complique considérablement l'organisation des élections législatives prévues le 1er novembre.

Un scrutin convoqué par le camp du président Recep Tayyip Erdogan, qui avait perdu sa majorité absolue lors des législatives du 7 juin. De leur côté, les leaders politiques kurdes accusent le pouvoir d'attiser le feu du conflit kurde à des fins politiques, à moins de deux mois des élections.

Pour comprendre les enjeux et les racines de cette flambée de violence dans le sud-est du pays, France 24 a interrogé Jean Marcou, professeur à Sciences-Politiques Grenoble et spécialiste de la Turquie.

France 24 : La Turquie s'enfoncé dans un cycle de violence. Pensez-vous que cette tension fasse le jeu du président Erdogan, qui espère remporter les élections législatives anticipées du 1er novembre ?

Jean Marcou : Il est indéniable que le rêve de Recep Tayyip Erdogan, de présidentialiser le pouvoir en Turquie en modifiant la Constitution, ont été contrecarrés par les résultats des législatives du 7 juin qui ont



privé son parti, l'AKP, d'une majorité absolue au Parlement. Un verdict des urnes qu'il a visiblement eu beaucoup de mal à accepter, comme le prouve son entrave au processus de formation d'un gouvernement de coalition. Stratégiquement, il pense peut-être que la flambée de violence, aussi inquiétante soit-elle pour l'avenir du pays, peut servir ses objectifs, dans le sens où il ne fait rien pour calmer la tension et joue au contraire la carte du nationalisme. Il mise peut-être sur une réaction de peur des électeurs qui se sont détournés de son camp, et qui en retour revoteront pour lui, en espérant qu'il restaurera la sécurité dans le pays. C'est un jeu très dangereux, car la Turquie se retrouve dans une situation de guerre civile larvée, puisqu'en plus des affrontements armés entre les forces de sécurité turques et le PKK, de graves incidents ont lieu quotidiennement dans les villages et les bourgs kurdes. Des permanences du Parti démocratique des peuples (HDP), le principal parti prokurde du pays, et des locaux de médias d'opposition comme le quotidien "Hürriyet" y sont attaqués et incendiés par des nationalistes d'extrême-droite et des partisans de l'AKP.

Pensez-vous que les électeurs turcs sont dupes ?

Les électeurs sont loin d'être dupes, puisque

de récents sondages montrent que les résultats des législatives anticipées donneront pratiquement les mêmes résultats que le scrutin du mois de juin. Même s'il faut rester prudent avec les chiffres, il semble que le HDP pourrait même améliorer son score, et l'AKP enregistrer un nouveau revers. En réalité, Recep Tayyip Erdogan, qui joue désormais sa survie en politique, est devenu une personnalité très clivante en Turquie. Beaucoup de Turcs ne comprennent pas la volte-face de cet homme qui, après avoir promis la paix avec les Kurdes et enclenché le processus pour y parvenir, a fini pour opter pour la carte militaire. Il n'a échappé à personne que 'la guerre contre le terrorisme' que mène aujourd'hui la Turquie se concentre surtout sur le PKK, plutôt que sur les jihadistes de Daech [autre nom de l'organisation de l'État islamique, NDLR]. Il faut souligner toutefois qu'une partie des Turcs estiment que la branche dure du PKK, qui n'est pas partisane de la solution politique, a sa part de responsabilité dans la reprise des violences.

Les élections anticipées peuvent-elles être organisées dans un tel contexte de violence ? Est-il encore possible de parler d'un processus de paix avec les Kurdes ?

En ce qui concerne la tenue du scrutin, il est vrai que le contexte est incontestablement très difficile, que des bourgs sont dans une situation de couvre-feu et que des victimes tombent chaque jours dans les deux camps. Mais le pouvoir n'a pas le choix, puisque s'il n'y a pas d'élections, le pays s'enfoncera dans l'impasse politique. Enfin, tout gouvernement qui sera formé après les nouvelles élections aura le problème de la question kurde à résoudre. Et sachant qu'il ne pourra le résoudre par la force, la reprise du processus de paix est inévitable. Mais pour ce faire, il faut que le climat s'apaise dans le pays et la région. ●

Cizre, cette ville kurde assiégée par l'armée turque depuis une semaine

par FRANCE 24 Avec AFP
10/09/2015 //m.france24.com/fr/

La police a bloqué jeudi la marche entamée par des élus kurdes pour dénoncer le couvre-feu imposé à Cizre, dans le sud-est de la Turquie, théâtre depuis une semaine de violents combats entre l'armée turque et les rebelles kurdes.

Ankara parle de "couvre-feu", les Kurdes de "blocus". Depuis le 4 septembre, Cizre, petite ville située dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde frontalière de l'Irak, est assiégée par l'armée turque. Depuis, nul ne peut en sortir, ni y rentrer. Surtout pas les élus du Parti démocratique des peuples (HDP) qui ont entamé une "longue marche" pour dénoncer l'état de siège.

Partie à pied mercredi 9 septembre de Mardin, à quelque 150 kilomètres à l'ouest de Cizre, la caravane conduite par le chef de file du parti pro-kurde de Turquie, Selahattin Demirtas, a été stoppée à une vingtaine de kilomètres de leur destination. "Pour assurer leur sécurité", a assuré le ministre turc de l'Intérieur Selami Altinok, qui a confirmé le maintien du couvre-feu jusqu'à nouvel ordre.

Depuis une semaine, la ville kurde de Cizre est coupée du reste du pays tandis que le bilan s'alourdit. Selon Selami Altinok, les affrontements entre l'armée et les rebelles kurdes ont fait entre 30 et 32 morts dans les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ainsi qu'un civil. Dix combattants rebelles y ont également été arrêtés et de nombreuses armes saisies, a-t-il ajouté.

"LA PRINCIPALE MENACE : LES SNIPERS"

De son côté, le HDP affirme que 21 civils, dont plusieurs mineurs, ont été tués dans les combats. Matthieu Delmas, un journaliste français indépendant coincé dans la ville depuis le début du siège, a de son côté estimé sur RFI que plusieurs civils, dont au moins cinq enfants "ont été tués par les snipers des forces spéciales". Le journaliste décrit une situation chaotique.



© Ilyas Akengin, AFP | Les forces de l'armée turque gardent la route menant à Cizre, dans le sud-est de la Turquie, le 9 septembre 2015.



à chaque rue sa barricade

faisant de nouvelles victimes qui n'ont pu être évacuées.



Turquie : des élus kurdes interdits d'entrée dans la ville de Cizre sous couvre-feu

LE HDP DÉNONCE UNE PRISE D'OTAGE

Le parti pro-kurde dénonce la dégradation des conditions de vie des habitants, évoquant de "sérieux problèmes d'accès à la nourriture, l'eau, les services de santé" et agité le spectre d'un "massacre de civils". "Il n'est plus possible de sortir pour acheter du pain, l'eau courante aura bientôt disparu et il n'y a plus d'électricité", a renchéri Selahattin Demirtas devant la presse. "À Cizre, 120 000 personnes sont prises en otage par l'État depuis une semaine", a-t-il résumé.

"Les habitants se barricadent dans leurs quartiers en construisant des murs de sacs de sable, en perçant des passages entre les bâtiments afin de ne pas avancer à découvert. Il faut savoir que la principale menace, c'est avant tout les snipers", témoigne le journaliste, lui-même retranché. "J'ai pu voir par moi-même des tanks qui sont positionnés à chaque entrée de la ville, totalement bouclée. Personne ne peut ni entrer, ni sortir de la ville", poursuit-il.

Selon lui, des détonations n'ont cessé de retentir dans la nuit de mercredi à jeudi dans la petite ville que l'on surnomme désormais "la Kobané de Turquie", en référence à l'enclave kurde de Syrie assiégée en janvier 2015 par l'organisation de l'État islamique. La nuit dernière, des obus ont été tirés par des tanks,

Depuis la fin juillet, les affrontements meurtriers ont repris entre l'armée et le PKK, mettant un terme aux discussions engagées en 2012 par le gouvernement d'Ankara avec les rebelles pour mettre fin à un conflit qui fait 40 000 morts depuis 1984. Le Sud-Est est, depuis, plongé dans un état de guerre. Aux embuscades du PKK, qui ont provoqué la mort de 30 soldats ou policiers depuis dimanche, succèdent les représailles de l'armée contre les bases arrière du PKK en Irak.

Par ailleurs, cette escalade a provoqué de vives tensions dans de nombreuses villes du pays, où les locaux du HDP, dont son quartier général d'Ankara, ont été mis à sac par des militants islamistes et nationalistes favorables au président islamiste-conservateur Recep Tayyip Erdogan.

■ ■ ■

Des forces de sécurité kurdes entraînées par les Occidentaux

Les États occidentaux ont partagé leur savoir-faire en matière de lutte antiterroriste avec des forces de sécurité kurdes qui combattent l'État islamique, selon leur dirigeant Ciwan

Ibrahim, ce qui témoigne du soutien de plus en plus fort dont bénéficient les Kurdes dans le nord de la Syrie. « Certains États occidentaux ont apporté un soutien et envoyé des équipes pour apporter leurs connaissances dans le Rojava », a-t-il déclaré dans l'entretien accordé à Reuters par Skype. Ces forces de sécurité kurdes - les Assayech - contrôlent une bande de territoire de 400 kilomètres de long à la frontière avec la Turquie. Elles sont une composante de l'administration kurde

qui s'est constituée dans des zones du nord de la Syrie à mesure que s'effaçait dans ces régions le pouvoir du régime de Damas. D'après Ciwan Ibrahim, plus de 450 membres de cette force ont ainsi été instruits dans le nord de la Syrie, le Rojava en kurde, à certaines techniques d'antiterrorisme, désamorçage d'engins explosifs dans des voitures ou des bâtiments piégés, par exemple. « Nous appelons tous les pouvoirs et États voisins : le Rojava a besoin de soutien en matière d'entraînements, d'équipements et de technologies », ajoute-t-il. Les

Assayech, dont les effectifs s'élèvent à plusieurs milliers de membres et qui ont été constitués en 2012, font partie de l'appareil sécuritaire kurde qui comprend également les miliciens du YPG, en première ligne dans le combat contre l'État islamique. (REUTERS)

THE DAILY STAR September 14, 2015

Turkey lifts curfew in southeast city of Diyarbakir

DIYARBAKIR, Turkey
Sep 14, 2015 REUTERS

Turkey lifted a 36-hour curfew in two districts of Diyarbakir, the largest city in the mainly Kurdish southeast, on Monday after an apparent lull in violence between militants and security forces.

The Sur and Silvan districts had been under curfew while police had imposed tight security elsewhere in the city, firing tear gas at small groups of youths protesting overnight, local witnesses said.

"As a result of the work carried out in Sur district, the curfew has been lifted as of Monday 1700. We thank our citizens for their sensitivity about the curfew," the Diyarbakir governor's office said in a statement. In a separate statement, it said a curfew in Silvan was also lifted.

It did not give details on the operations carried out.

More than 100 police and soldiers have been killed, along with hundreds of Kurdish militants, since a ceasefire collapsed in July, shattering a peace process launched in 2012. It is the worst violence NATO member Turkey has seen in two decades, coinciding with heavy fighting across the border in Syria involving government troops and Islamic State and other rebels.

The curfew had been introduced due to attacks on public buildings, roadblocks and sabotage by the

Kurdistan Workers Party (PKK), the governor said. Security sources said seven police officers were wounded in clashes there on Sunday.

ANCIENT CITY WALLS

On Sunday night, armoured vehicles guarded the entrance to the Sur district, which is surrounded



Protesters set chairs on fire as they clash with riot police in the Kurdish-dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey, September 13, 2015. REUTERS/Sertac Kayar



A woman cries while walking past a Turkish police officer blocking a street in central Diyarbakir on September 14, 2015.

by imposing Byzantine-era city walls, while some locals left the area to stay with relatives elsewhere in the city, the witnesses said.

On Sunday, the militants killed two police officers in a car bomb attack on a checkpoint in the southeast's Sirtak province, triggering a helicopter-backed military operation in which six PKK fighters were killed.

The PKK began its separatist insurgency in 1984, triggering a conflict that has killed more than 40,000 people. The group, which says it is now fighting for greater Kurdish autonomy, is designated a terrorist organisation by Turkey, the European Union and the United States.

But Washington is backing Syrian Kurdish groups in fighting Islamic State in Syria, stirring Turkish fears of the emergence of a pan-Kurdish coalition seeking to form a Kurdish state on Syrian, Iraqi and Turkish territory.

President Tayyip Erdogan has promised the fight will go on until "not one terrorist is left". The conflict has flared up as Turkey prepares for a parliamentary election on Nov. 1 following an inconclusive June vote.

The southeastern town of Cizre near Turkey's borders with Iraq and Syria - where dozens of people have been killed in clashes between Kurdish militants and security forces - has been under a round-the-clock curfew for most of the last ten days, although the curfew was lifted on Monday morning.

Turkey lifts curfew in devastated Cizre

Turkey on Saturday (Sep 12) lifted a nine-day curfew in the southeastern city of Cizre, revealing the devastating damage sustained during a massive military operation against suspected Kurdish rebels.

12 Sep 2015
<http://www.channelnewsasia.com>

CIZRE: Turkey on Saturday (Sep 12) lifted a nine-day curfew in the southeastern city of Cizre, revealing the devastating damage sustained during a massive military operation against suspected Kurdish rebels.

An AFP correspondent found several buildings had been destroyed and others pock-marked with bullet holes during the curfew, which was imposed late on September 4.

People were being allowed to move in and out of the city despite continued army checks at roadblocks, said the correspondent who entered the city after the restriction was lifted at 7am (0400 GMT).

The government had said the curfew was necessary for a military "anti-terror" operation in the city against suspected members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

But the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) has said 21 civilians were killed during the curfew, which deprived residents access to essential amenities and triggered food shortages.

Telephone and Internet communications were still severely limited as residents ventured outside for the first time to inspect the extent of the damage.

Several people were seen entering the city - largely to check up on residents inside - but very few were seen leaving. "Our children were dying of fear and their psychology was broken," said Mehmet Guler, a local official.

During the curfew, outsiders had not been allowed to enter in what Kurdish activists termed a blockade akin to Israel's actions in the Gaza Strip.

"There is no water, electricity and our provisions are running out," Guler added, saying that even the call to prayer had stopped for the duration of the curfew.

The remnants of the fighting were still apparent in Cizre, with barricades and trenches blocking streets scattered with empty shell casings and the wrecks of burned-out cars.

However the police presence was now low key, the correspondent said.

'HATE AND BITTERNESS'

The length of the curfew in Cizre - meaning that citizens were unable to move freely outside their homes for over a week - also caused international concern.

Council of Europe Commissioner for Human Rights, Nils Muiznieks, on Friday expressed alarm over the "very distressing information" from Cizre, urging that independent observers be allowed into the city.

The operation in Cizre, a city of 120,000 on the border with Syria and close to Iraq, was a key part of the government's drive to cripple the PKK in southeast Turkey and northern Iraq, which started in late July and shows no sign of abating.

Interior Minister Selami Altinok said Thursday that up to 32 PKK militants had been killed in Cizre, adding just one civilian had died in the clashes. The HDP has however challenged the government to prove if a single PKK militant has been killed in Cizre and accused the army of shooting on civilians.

"We had 10 people in our home," said Mahmut Gur, a concierge. "They shot on any heads that came out of the building. They did not ask if we were human."



People gather to see the damage after a curfew was lifted, following clashes between Turkish forces and militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Kurdish-majority city of Cizre, in southeastern Turkey, on Sep 12, 2015. (Photo: AFP/Ilyas Akengin)

Hasim Kalkan, a student, said the curfew was marked by "hate and bitterness" and repeated claims that residents had been forced to put corpses of children in the freezer as burials were not allowed.

Some streets still bear traces of blood in what activists say is proof of the extent of the bloodshed under the curfew. Residents surveyed buildings reduced to rubble by the operation and shops with their windows blown out.

With tensions flaring between locals and the authorities, the Turkish interior ministry had earlier removed the popular young female co-mayor of Cizre, Leyla Imret, over remarks made to US-based media outlet Vice News.

Prosecutors have opened an investigation against Imret, 28, on allegations of "making propaganda for a terror organisation" and "inciting insurgency".

The operation in Cizre came at a febrile time in Turkey ahead of snap November 1 elections, where the ruling party of President Recep Tayyip Erdogan will seek to eat into the HDP's votes to win back an overall majority. ♦

- AFP/ec

AP Associated Press

Islamic State suicide bombings kill 26 in Syrian Kurdish city

DAMASCUS, Syria/ SEPTEMBER 14, 2015 / By ALBERT AJI / (AP)

TWO CAR bombings have killed 26 people in a predominantly Kurdish city in north-eastern Syria, the country's state-owned media and activists reported.

Among the victims of the explosions in the city of Hassakeh were a woman and her two children and several Kurdish fighters, according to the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights.

The Islamic State group said in a statement that its two suicide bombers targeted a gathering of Kurdish fighters and pro-regime militias.

The bombers struck in two different Hassakeh neighbourhoods. State news agency SANA said at least 21 died in the bombing in the busy Mahatta neighbourhood. Bodies were pulled from under the rubble of a collapsed building, the agency said, adding that the number of victims was likely to rise.

The second bomber detonated his explosives-laden vehicle in the Khashman district on Hassakeh's northern outskirts, killing five people, including the woman and her children, SANA said.

Syrian state TV broadcast footage from the two-storey building that collapsed in the Mahatta explosion, which also left a large crater in the street. The TV later said that authorities dismantled two other car bombs in the province.

The Observatory, which has a network of activists on the ground, said those killed included 13 civilians, six Kurdish fighters from the local police force and seven pro-government militia members. The group said the first attack targeted a Kurdish police force while the second hit a base for a pro-government militia.



Members of the Kurdish asayesh security forces and onlookers inspect the site of a bomb attack targeting a Kurdish checkpoint on Monday in the Khashman district, north of the eastern Syrian city of Hassakeh, mostly Kurdish-controlled. At least 26 people including two children were killed in twin suicide car bomb attacks in the city of Hassakeh, a monitor said. The attack was later claimed by the Islamic State group, which has regularly targeted Hassakeh and briefly captured parts of the city earlier this year before being expelled.

In a statement posted on social media, IS said two of its fighters blew themselves up, one at a graduation ceremony for Kurdish cadets and the other at a base for the pro-government militia.

Hassakeh has been scene of repeated attacks by IS militants. Syrian Kurdish fighters are largely in control of the city, which has pockets of government forces. IS militants have been battling the Kurdish forces and government troops in the province for months. ■

REUTERS

Kurdish militants rule out unilateral ceasefire in Turkey

ANKARA / September 17, 2015 / By Ece Toksabay / REUTERS

A COMMANDER of the militant Kurdistan Workers' Party (PKK) ruled out a unilateral ceasefire on Thursday and accused the Turkish government of pursuing war to gain more votes.

Hundreds have been killed in almost daily bloody clashes between the PKK and security forces in the largely Kurdish southeast since a long-standing ceasefire and peace overtures fell apart in July.

With an election looming in six weeks, Ankara says the militants must put down their weapons and return to their camps in northern Iraq before it will halt operations and restart peace talks.

"A ceasefire can only be mutual," PKK field commander Murat Karayilan told the Firat news agency, which is close to the group, in an interview. "Our experience teaches us that positive outcomes cannot be achieved through unilateral ceasefire."

On Wednesday, a Kurdish militant umbrella group said it was ready for talks supervised by a third party. Karayilan is based in the remote mountains of northern Iraq, from where he directs the PKK insurgency against Turkey.

The PKK launched a separatist armed struggle in 1984 before moderating its goal to improving the rights of Turkey's roughly 12 million Kurds.

President Tayyip Erdogan, who has boosted Kurdish cultural rights during

more than a decade in power, began peace talks with jailed PKK leader Abdullah Ocalan in 2012, risking nationalist wrath.

In a June general election, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) passed the 10 percent election threshold for the first time and gained 80 seats in Turkey's 550-seat parliament, depriving the ruling AK Party of its overall majority for the first time since it came to power in 2002.



Senior PKK leader Murat Karayilan.

"Even if we stop, AKP will not," Karayilan said. "They will continue war as long as the war conditions are in their benefit. The conditions for a mutual ceasefire don't seem possible before Nov. 1."

The Union of Kurdistan Communities (KCK), the Kurdish militants' umbrella political group, had said on Wednesday it appreciated calls made by democratic groups in Turkey, the European Union and European Parliament for a mutual ceasefire and a return to negotiations.

"We emphasize once again that we are ready for a mutual and arbitrated ceasefire through negotiations, and support the efforts and struggle of peoples and pro-peace circles for a democratic political resolution and lasting peace," it said.

The group blamed Erdogan and the AKP he founded for the collapse of the peace process.

"This is the war of the palace," KCK said, referring to Erdogan. "This war makes the (Kurdish and Turkish) people confront each other and causes a de facto division of the land." ●

Fight with Kurds puts Turks on edge

ISTANBUL

Instability proves costly to economy, heightening fears ahead of election

BY CEYLAN YEGINSU

Nationalist and pro-government throngs filled the streets of Istanbul and Ankara for two nights last week, chanting "God is great" as they stormed a prominent newspaper and set fire to the offices of a Kurdish political party.

Turkey's economy, long an emerging-market darling, has cooled, and the value of the Turkish lira slips by the day. Cruise ships have stopped docking in Istanbul, and many residents avoid the subway because of bomb threats.

A sense of unease is spreading in Turkey as the decades-old conflict flares between Kurdish militants and Turkish security forces in the volatile southeast. Fears are growing that the country could return to the dark days of the 1990s, when the conflict was at its height.

The upheaval in major cities has prompted Turks, especially Kurds, to share pictures on social media comparing their own cities to ravaged areas in Syria.

In recent years, Turkey has sought to influence and shape the Middle East, portraying itself as everything the region is not: democratic, prosperous and safe. But economic and political instability are deepening, before the interim government holds a snap election in November — the country's third national vote in a little over a year.

Critics say Turkey's military campaign against the Kurds is part of President Recep Tayyip Erdogan's strategy of stoking nationalist sentiment to help his Islamist Justice and Development Party, or A.K.P., regain the parliamentary majority it lost in an election in June.

"Right now, the tracks beneath us are shaking, and the country is on the verge of being derailed," said Kudrettin Terzioğlu, 52, who sells lottery tickets outside the main courthouse here, where a prominent prosecutor was killed this year by a Marxist group that claimed responsibility for a suicide bombing at the American Embassy in Ankara in 2013.

"We're on the brink of civil war, we have no stable government, the economy is a mess and there are no jobs," he added.

In a cafe in the central Besiktas district

of Istanbul, tears trickled down Tuba Kent's face as she watched televised images of family members clinging to the coffins of soldiers killed in a bomb attack by Kurdish rebels on Sept. 6.

"For now, people in Istanbul are throwing rocks, beating their enemies with sticks and setting buildings on fire," said Ms. Kent, 36, a manicurist. "But we are one step away from holding our own funerals."

Across the street, tourists waited in line to enter the Ottoman-era Dolmabahçe Palace, where Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey, spent the last days of his life. Usually bustling with sightseers, the palace was noticeably quieter.

Attendance is down since militants set off explosives several weeks ago and shot at police officers guarding the palace.

The attackers were later identified as belonging to the Marxist group known as the Revolutionary People's Liberation Party-Front, which had its heyday during the Cold War.

"After hearing about the incident, a lot of friends canceled their entire trip to

Turkey," said Gemma Haighton, a visitor from London waiting outside the palace. "We were originally a group of 13, but only three of us ended up coming."

Just this month, the United States government issued a travel warning for Turkey, causing some cruise ship companies to cancel all overnight stops in Istanbul.

The instability has been costly for Turkey's tourism industry, with revenue sliding almost 14 percent in the second quarter from a year earlier, according to government figures.

The mounting security concerns come after the collapse in July of the two-year cease-fire between rebels of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., and the Turkish state.

Adding to that are increased threats and attacks from the Revolutionary People's Liberation Party-Front and the Islamic State, the Sunni militant group believed to be responsible for a suicide bombing that killed more than 30 young Kurdish activists in the southern city of Suruç in July.

Critics of Mr. Erdogan say the instability may well play to his advantage, and allow him to persuade the public to again vote for single-party government. In fact, he is campaigning on it: According to the pro-government newspaper Daily Sabah, the party's slogan for the election will be "Vote A.K.P. for stability."

The party's loss after more than a de-

cade in power came as the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party gained representation in Parliament, a first for any Kurdish party.

Since Mr. Erdogan called for an early election last month, at least 180 buildings belonging to the Kurdish party have been attacked by mobs that have accused the Peoples' Democratic Party of being collaborators with the rebels of the Kurdistan Workers' Party.

On Tuesday, Reuters reported that prosecutors had opened an investigation into the Dogan media group for what they called "terrorism propaganda," a move that is likely to deepen concerns about the freedom of media outlets to criticize government policy.

The investigation comes just days after the offices of one Dogan newspaper, the mass-circulation *Hürriyet*, was attacked by pro-government mobs who accused it of sympathizing with the Kurdistan Workers' Party, according to Reuters.

The semiofficial Anadolu Agency reported that the inquiry was based on a complaint from a pro-government newspaper, which cited the publication of uncensored photographs of dead Turkish soldiers and an interview with someone who later joined the outlawed party.

The escalation in violence in Turkey has left many wondering whether a credible election can be held in the southeast.

"It's becoming impossible to hold an election given the security situation in the region," Selahattin Demirtaş, the co-chairman of the Peoples' Democratic Party, said at a news conference last week in the southeastern city of Diyarbakır.

Fearing worse violence, some Istanbul residents have started to vary their routines, avoiding crowded places and public transportation at peak times.

"It feels like we've been dragged into the greater regional war, and under such circumstances a large-scale attack on Istanbul is imminent," said Menekşe Tekbaş, 48, an accountant who was riding the subway recently.

"This is all I think about when I'm in a crowded spot like this," she added. "I'm always looking out for suspicious people and packages."

In the Sultanhamet district, Istanbul's old city and home to some of its most breathtaking landmarks, many tour operators and businesses complain of a "tourism drought."

"With every bomb that goes off in the southeast comes an email or a phone call from a client asking for a refund," said Yusuf Karaca, 52, the owner of Karaca Tur, a tour operator.

On a recent day, a friend stormed into his office, lamenting the funeral of fallen soldiers he had just seen on television.

"Damn those terrorists, and damn the man who dragged this country into war for his own political agenda," said the man, Ahmet, who provided only his first name out of fear that he would be punished for insulting the president. ●



The US continues its support to Kurdistan Region Peshmerga forces

THU, 17 September 2015 | KRG Cabinet

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) - Kurdistan Region Prime Minister, Nechirvan Barzani, yesterday received, US Ambassador to Iraq Stuart E. Jones, and Deputy Special Presidential Envoy for the Global Coalition to Counter ISIS, Brett McGurk, and their accompanying delegation.

The two sides discussed the security situation in Iraq in general and Kurdistan Region in particular, and the recent developments in the war against Islamic State terrorist organisation, ISIS.

The delegation reiterated the US military support to Peshmerga forces, stressing on coordination between the United States, Kurdistan Regional Government, KRG, and Iraqi Federal Government.

Regarding the Kurdistan Region presidency issue, the US delegation expressed its support for continuation of the talks among the Kurdistan Region political parties, urging the need to put the war against ISIS as the first priority of the Region at this moment. They expressed their hope that Kurdistan Region Political parties will soon reach an agreement.

Prime Minister Barzani expressed his gratitude to Ambassador Stuart Jones, and the United States army in Iraq for their support to the Kurdistan Region. He said, however, for the next phases in the war against ISIS, with the aim to liberating the areas under ISIS control, a comprehensive plan, with coalition forces support, particularly US army's sup-



port, for Peshmerga and Iraqi forces, are needed.

On the Kurdistan Region presidency issue, Prime Minister Barzani pointed out that the talks among Kurdistan Region political parties are going on seriously to reach a suitable solution in the interest of the people and the stability of the Region. He stressed that Kurdistan Region President, Masoud Barzani and the Peshmerga forces give priority to the war against ISIS.

The talks between KRG and the Iraqi Federal Government on finding an appropriate solution for the outstanding issues, the situation in the Middle East and neighbouring countries were also discussed in the meeting. □



September 18, 2015

Assad: we do not have a veto on any Kurdish demand

September 18, 2015
<http://rudaw.net>

LONDON - Embattled President Bashar al-Assad says Kurdish demands in Syria can be discussed after uniting to defeat Islamic extremists, promising he is open to any proposal as long as the country's territorial integrity remains intact.

"We should unite in order to fight ISIS," he said in an interview with Russian reporters that was widely published and broadcast by Russian media.

"After we defeat ISIS, al-Nusra and the terrorists (Syrian opposition groups), the Kurdish demands expressed by certain parties can be discussed nationally," he said.

"There's no problem with that. We do not have a veto on any demand as long as it is within the framework of Syria's unity and the unity of the Syrian people and territory," he said, denying Damascus had any "state policy concerning the Kurds."

Syria's Kurds control a self-declared autonomous enclave in the

country's Kurdish regions, or Rojava. They favor a federal system in which different groups can co-exist. That proposal has been opposed by Turkey, which is loath to having an autonomous Syrian enclave on its border, next to its own restive Kurdish-populated areas.

"For us, the Kurds are part of the Syrian fabric," Assad stated. "So, are they our allies today? No, they are patriotic people," he said.

"There are Kurds who are integrated fully into society, and I would like to stress that they are not allies at this stage, as some people would like to show," Assad said, placing a distance with the PYD party that controls Rojava. The PYD has long denied allegations it is secretly supported by Assad's regime.

Commenting on other issues in the wide-ranging interview, Assad said Damascus was cooperating with Iran and Russia in fighting "terrorism," but blasted the US-led coalition for its work.

"Also, we are cooperating with Iraq because it faces the same type

of terrorism. As for other countries, we have no veto on any country provided that it has the will to fight terrorism and not as they are doing in what is called "the international coalition" led by the United States," he said.

The United States has opposed Russian cooperation with Assad's regime and a recent military buildup that includes Russian T-90 tanks, artillery and 200 Russian naval units positioned at an airfield in the port city of Latakia.

US officials accuse Russia of aiming to strengthen its long-time ally, Assad, instead of seeking a transition to a new political leadership.

Assad, meanwhile, accused Turkey, Qatar, Saudi Arabia, Jordan and "some Western countries" of supporting terrorism - a reference to aid or logistical support given to jihadi groups.

"Saudi Arabia, Turkey and Jordan, who pretend to be part of a coalition against terrorism in northern Syria, actually support terrorism in the south, the north and the northwest, virtually in the same



regions in which they are supposed to be fighting terrorism," Assad alleged.

"When they fight against terrorism, we will cooperate with them," he added.

He was also very critical of European governments for supporting what they see as "moderate" groups in Syria that are fighting against his regime. "All these groups in Syria are extremists," he warned.

Assad directed his harshest words for President Recep Tayyip Erdogan for "Turkish logistical support" to Islamist groups using Turkey as a springboard for "jihad" in Syria.

He also criticized Western countries for their stance on an ongoing refugee crisis in Europe, where a deluge of Syrians fleeing war has poured in.

The Syrian war, now in its fifth year, has produced the largest refugee crisis in Europe since World War II. ■



Dans Cizre assiégé: «Si je meurs, ce sera pour le Kurdistan»

10 septembre 2015

<http://www.liberation.fr>

Témoignage

Le journaliste Matthieu Delmas raconte le quotidien dans cette petite ville kurde du sud-est de la Turquie sous couvre-feu et sous blocus des forces de l'ordre depuis le 4 septembre.

Couvre-feu pour les autorités turques, blocus «identique à celui imposé par Israël sur Gaza» pour les habitants: depuis le 4 septembre, la ville kurde de Cizre, au sud-est de la Turquie, toute proche de la frontière avec la Syrie, est coupée du reste du pays. Le journaliste Matthieu Delmas, qui s'y trouve, raconte le quotidien.

«La nuit tombe sur la ville de Cizre en ce vendredi 4 septembre. Le couvre-feu vient d'être décrété. Le fracas des rideaux métalliques fermés à la hâte convainc les plus réticents de rentrer chez eux. Des tanks de l'armée se positionnent aux entrées de la ville puis des dizaines de blindés des forces de sécurité font leur entrée dans le centre-ville. Les lumières s'éteignent plongeant la cité dans l'obscurité. Chacun tente de rejoindre ses proches puis

se rend à l'évidence, les lignes téléphoniques ont été coupées. Les visages sont graves. La ville est à présent coupée du monde. Les rumeurs se répandent comme une traînée de poudre. On évoque des véhicules des forces spéciales remplis de policiers déguisés en combattants du PKK. "Une vieille technique des années 90", assure Ahmet, un chauffeur de bus qui gagne sa vie en transportant des passagers entre Cizre et le Kurdistan irakien situé à une cinquantaine de kilomètres. Le fracas des armes automatiques brise alors le silence nocturne. Quatre personnes auraient été tuées dans les premiers affrontements.

«Le bruit sourd des explosions entrecoupe les conversations. "La police est entrée dans le quartier Nur", s'exclame Ahmet. La peur se lit sur les visages. Zeynep, la voisine âgée de 80 ans garde son sang-froid. "Je n'ai pas peur. J'ai peur pour nos enfants. Je vais mourir et je n'aurai jamais eu les

mêmes droits que les Turcs. Ça fait 30 ans que nous sommes à Cizre car les Turcs ont détruit notre village. Mais ici, c'est pareil qu'avant. Rien n'a changé. Nous voulons la paix. La solution, c'est de vivre ensemble." Les lumières s'allument indiquant le retour du courant. Les habitants suivent les événements minute par minute sur la chaîne de télévision kurde IMC. Entre deux gorgées, Abdullah lance: "La vérité c'est qu'Erdogan est un dictateur, il veut se venger sur les Kurdes car nous n'avons pas voté pour lui aux élections du mois de juin. Il faut que les gens sachent ce qu'il se passe ici, nous comptons sur toi pour témoigner."

«Après une semaine de blocus, les barricades faites de sacs de sables grandissent à vue d'œil et les tranchées se font chaque jour plus profondes. Des draps sont étendus à travers les rues afin de couper la vue aux snipers. Des passages sont percés entre les bâtiments afin de ne pas se déplacer à découvert. Peu à peu, ce bastion kurde du sud-est anatolien prend des allures de Kobané. Les quartiers de la ville sont quadrillés par le YDG-H, la jeunesse patriotique du Kurdistan. Kawa, une cagoule noire posé sur le visage et une kachnikov entre les mains lance: "Je n'ai pas peur de la mort. Si je meurs, ce sera pour le Kurdistan." Du haut de ses 23 ans, le jeune homme assure avoir 200 hommes sous ses ordres: "Nous nous battons pour nos mères et nos sœurs. Si nous ne prenons pas les armes, ils contin-

ueront à tuer les Kurdes. Erdogan nous qualifie de terroriste, mais c'est lui qui terrorise la population. Nous ne tuons pas de civils, nous défendons notre peuple." Les références et les chants de guerre sont largement inspirés de la guerre en Syrie et des faits d'armes de leurs "camarades" du YPG considéré comme la branche syrienne du PKK. Plusieurs d'entre eux assurent avoir combattu au Rojava contre l'Etat islamique, le Kurdistan syrien, autonome de facto depuis 2013.

«Dans le quartier Sur qui longe la route de Nusaybin, les civils s'organisent. Le pain et le lait commencent à manquer. Les coupures d'électricité sont récurrentes plongeant le quartier dans l'obscurité pendant la nuit. Les habitants ne sortent pas du quartier par peur d'être pris pour cible. La route de Nusaybin est totalement déserte. Des snipers seraient postés sur les toits de l'hôpital qui domine la ville. Depuis le début du siège, plusieurs civils dont au moins cinq enfants ont été tués. Les blessés ne sont pas autorisés à se rendre à l'hôpital. Les victimes ne peuvent être enterrées pour le moment. Les corps sont conservés dans des frigos. Chaque soir à 20h, les habitants sortent dans la rue en tapant sur des casseroles, le slogan crié par les habitants résume la situation qui règne ici: "Les martyrs ne meurent jamais, le sang sera vengé."» ♦



Un combattant kurde à Cizre



La ville de Cizre, épice de la reprise des combats entre Ankara et les Kurdes

Le Monde.fr | 14.09.2015
Par Marie Jégo (Istanbul, correspondante)

Pendant la levée du couvre-feu sur Cizre, les familles de personnes tuées lors des combats de ces dernières semaines ont pu organiser les funérailles de leurs proches.

Trente-six heures après avoir levé le couvre-feu établi sur la ville de Cizre, un fief du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) dans le sud-est du pays, les autorités turques l'ont réimposé « jusqu'à nouvel ordre », dimanche 13 septembre.

Privés d'eau, d'électricité, de téléphone et de soins médicaux depuis le 4 septembre 2015, les habitants de Cizre ont profité d'un court répit pour se réapprovisionner et enterrer leurs morts, soit 21 personnes tuées lors des récents



Pendant la levée du couvre-feu sur Cizre, les familles de personnes tuées lors des combats de ces dernières semaines ont pu organiser les funérailles de leurs proches. ILYAS AKENGİN / AFP

combats de rue avec l'armée, avant de se barricader à nouveau chez eux.

Les combats entre l'armée et le

PKK dans les régions du Sud-Est à majorité kurde ont repris de plus belle depuis la fin du mois de juillet, une fois rompus les pourparlers de paix entre Ankara et les rebelles kurdes.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans l'annonce d'un nouvel attentat du PKK contre les forces de l'ordre. Deux policiers ont péri lors d'une attaque à la voiture piégée survenue à Sîrnak, dimanche 13 septembre. Le même jour, un autre policier a été tué à Silvan, non loin de Diyarbakir, lors d'une attaque à la roquette.

Combats et tirs de roquettes

Située près des frontières irakienne et syrienne, la ville (120 000 habitants) est un bastion du Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), un mouvement constitué de jeunes Kurdes du PKK, formés à la guérilla urbaine. Récemment, ces jeunes avaient creusé des tranchées dans certains quartiers de Cizre afin d'empêcher les soldats turcs d'y pénétrer.

Avant l'imposition du couvre-feu, le 4 septembre, des affrontements violents avaient éclaté. Suite au blocus, plusieurs quartiers de la ville ont été réduits à l'état de ruine par les combats et les tirs de roquettes, donnant à la petite ville des allures « de Beyrouth », selon les rares témoins qui ont pu se fau-

filer en ville à la faveur de la levée du couvre-feu.

La députée du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde, gauche) Sibel Yigitalp a ainsi diffusé les photographies de la dépouille d'une mère de famille de Cizre entourée de bouteilles d'eau glacée. Empêchées de transporter à la morgue ou au cimetière les corps de leurs proches tués dans les accrochages, les familles font l'impossible pour conserver les cadavres.

Situation politique paradoxale

Pendant l'opération de nettoyage menée par les forces turques du 4 au 12 septembre, aucun journaliste n'a pu entrer dans Cizre. Une trentaine de députés du HDP, dont le coprésident du parti Selahattin Demirtas ont bien tenté de marcher vers la ville dès le 9 septembre. Ils ont du rebrousser chemin après avoir été stoppés par des cordons de police. Dans le groupe de marcheurs figuraient Ali Haydar Konca, ministre de l'intégration européenne, et Muslim Dogan, ministre du développement, inclus dans le gouvernement intérimaire nommé récemment afin de mener le pays vers de nouvelles élections législatives, prévues pour le 1er novembre.

La situation est on ne peut plus paradoxale. Seul parti d'opposition ayant accepté de participer au gouvernement intérimaire dominé par les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002), le HDP détient deux portefeuilles mais il est régulièrement vilipendé par le président turc Recep Tayyip Erdogan pour sa collusion avec le PKK, tandis que son coprésident Selahattin Demirtas est sous le coup d'une double accusation de « terrorisme » et d'« insulte » au chef de l'Etat.

Tout récemment, une nouvelle organisation pro gouvernementale baptisée « foyer ottoman » s'est livrée à des attaques sur les bureaux du HDP et sur des commerces tenus par des Kurdes dans plusieurs villes de Turquie. A Istanbul, à Ankara, à Alanya et à Kirsehir, des hordes de nervis ont lancé des opérations punitives tout en brandissant des drapeaux turcs et en chantant des slogans favorables à Recep Tayyip ■

ERDOGAN RENFORCÉ AU SEIN DE L'AKP

La semaine dernière, les bureaux du quotidien Hürriyet à Istanbul ont été caillassés à deux reprises par une foule hostile chantant « Dieu est grand » et « Vive le président Erdogan ». Sur les réseaux sociaux, des partisans de l'AKP avaient appelé à brûler les locaux du journal d'opposition « tout comme le Madimak », un hôtel incendié en 1993 par des islamistes radicaux à Sivas (Anatolie) où 35 intellectuels laïcs réunis pour réciter des poèmes perdirent la vie.

La rédaction d'Hürriyet était accusée d'avoir déformé les propos de M. Erdogan, prompt à déclarer à la télévision que la situation serait différente si les législatives du 7 juin avaient donné à l'AKP 400 députés au lieu de 258. « Si un parti avait obtenu 400 sièges aux élections et atteint le nombre requis au Parlement pour changer la Constitution, la situation serait différente », avait déclaré M. Erdogan.

A la tête du groupe qui a attaqué Hürriyet se trouvait Abdurrahim Boynukalin, député de l'AKP et chef de son mouvement de jeunesse. Une initiative payante puisqu'il a été élu membre du comité exécutif du parti lors du congrès annuel de l'AKP à Ankara samedi 12 septembre. Intitulé « L'amour comme au premier jour », le 5e congrès de l'AKP a vu l'emprise du président Recep Tayyip Erdogan se renforcer. La majorité des 50 membres du comité exécutif du parti sont des fidèles du chef de l'Etat, parmi lesquels son beau-fils Berat Albayrak ainsi que son avocat Hayati Yazici. Les « pères » historiques de l'AKP, à l'instar de l'ancien président Abdullah Gül, qui s'est fait porter pâle le 12 septembre, ou de l'ex-vice premier ministre Bülent Arinc, apparaissent totalement marginalisés. « Au moment de sa fondation, l'AKP était le parti du "nous". Il est désormais le parti du "moi" », a déclaré M. Arinc à la presse une fois le congrès achevé.

Syrie: un double attentat de l'EI fait au moins 26 tués à Hassaké

14.09.2015 ats, reuters, afp
www.laliberte.ch

At least 26 people were killed Monday in a double attack on the car bomb in the city of Hassaké in Syria, said a NGO and the television of the Syrian state. It was claimed by the jihadist group of the Islamic State (EI).

A bomb hit the Kurdish fighters in a sector of the city, the other attack targeted the government troops. Six Kurds, seven soldiers and 13 civilians were killed.

dead in total, said the Syrian Observatory for Human Rights (OSDH), close to the opponents of the regime of Bashar al-Assad.

The jihadists of the EI, who control a large part of the surrounding territories, on the one hand and of the Syrian-Iraqi border, tried unsuccessfully to take Hassaké this week. In a statement online, the EI claimed the two suicide attacks of Monday.

On their side, two US officials of the administration indicated to Reuters that Russia has deployed seven T-90 tanks on a



air strike near Lattaquié (north-west). And Washington had already said on Friday that some 200 soldiers of the marine corps were stationed in the same sector. ♦

A la veille des élections, l'AKP muscle son discours nationaliste

ALEXANDRE BILLETTE (à Istanbul)
14/9/2015 //www.la-croix.com

Cette journée marque le début de la campagne en vue des élections législatives anticipées du 1er novembre.

It was the first congress of the Party of Justice and Development (AKP) to be held without the presence of Recep Tayyip Erdogan. Having become president of the Republic, the founder of the Islamist-conservative party, in power since 2002, he has officially renounced his membership.

But the head of the state still dominates the minds of the 10,000 sympathizers gathered in a stadium in Ankara, who welcomed the founder's video appearances more than the interventions of the prime minister, Ahmet Davutoglu.

The instances named on this occasion also bear the mark of Recep Tayyip Erdogan. Ahmet Davutoglu, who wanted a renewal of the cadres, had to bow and place the faithful of the head of state at the top of the party.

The head of the youth wing, Abdurrahim Boynukalin, who launched, on September 6, a violent manifestation in front of the offices of the opposition journal *Hürriyet*, and notably named in the party council. A promotion interpreted as a white-washing for his activism.

The congress unfolded as the country knew a nationalist surge and a flare-up of violence, notably in the south-east,

to a Kurdish majority. The first images of Cizre, bastion of the Kurdistan Workers' Party (PKK), after the lifting of a curfew of nine days, showed on Saturday, September 12, a ravaged city, notably a mortuary.

On Sunday, September 13, the old city of Diyarbakir was cordoned off by the army, while clashes broke out between residents and forces of the order. At the national level, more than 300 meetings of the Party of the Democratic Peoples (HDP, pro-Kurdish and left) were also targeted by nationalist demonstrators since last week.

L'AKP SOUS L'INFLUENCE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN

During his speech, the prime minister praised the « anti-terrorist operations » of the forces of the order, evoking the memory of the « martyrs » - police and military deaths in action - for the memory of which the spectacle planned for the congress was cancelled.

Refusing the comparison with the years 1990, at the height of the conflict with the Kurdish rebels and when the use of the Kurdish language was repressed, Ahmet Davutoglu emphasized that « the current operations do not mean anything with this period, during which the people could not mourn their deaths in their mother tongue ». A statement that immediately raised the controversy, notably on the social networks.

DÉBUT DE CAMPAGNE

The congress of the AKP also marked the start of the campaign for the anticipated legislative elections of November 1st.

By addressing in this way the fringe the most



AFP PHOTO / STRINGER

A l'occasion du 5e congrès de l'AKP, 10 000 sympathisants étaient réunis dans un stade d'Ankara, samedi 12 septembre.

nationalist of his electorate, the party hopes to regain the majority that it lost in the June 7th vote, for reasons notably of the entry into parliament of 80 deputies of the pro-Kurdish party, the HDP. But the polls published since this week do not indicate any significant change in voting intentions.

If the party is still well held by the close of Recep Tayyip Erdogan, the turbulence is already perceptible in the formation.

The authority of Ahmet Davutoglu could be put in question if the majority of the Assembly must again escape to the AKP in November. □

bastion assiégé du régime Assad

Depuis 2012, la guerre fait rage dans la ville de l'Est syrien. En mai, pour la première fois, un photographe occidental de l'agence Contact Press Images a passé trois semaines, dans le réduit gouvernemental encerclé par les djihadistes de l'Etat islamique

CHRISTOPHE AYAD

A Deir ez-Zor, il n'y a habituellement pas grand-chose à faire d'autre que de se promener le long de l'Euphrate et emprunter le vieux pont suspendu. Mais le pont est cassé et le fleuve sert de ligne de front. Donc, il n'y a plus qu'à compter les heures, les jours, les mois, et se dire que chaque minute qui passe est gagnée sur la mort. Mais pour quoi faire ? Deir ez-Zor est le front oublié de la guerre de Syrie. La révolution y a commencé plus tard, la répression aussi. Mais une fois la guerre installée, elle y est devenue la seule raison de vivre. La ville est au carrefour de la Syrie et de l'Irak, des populations kurde et arabe, des champs de pétrole et de blé. C'est pour cela que l'on s'y bat avec autant d'acharnement.

Au début, en 2011-2012, le régime assiégeait les quartiers aux mains des rebelles. Mais ces derniers n'ont cessé de grignoter du terrain, malgré les bombardements sauvages de l'armée régulière et les querelles intestines, qui ont vu les modérés de l'Armée syrienne libre remplacés par le Front Al-Nosra (affilié à Al-Qaida) puis par l'Etat islamique (EI), qui a mis tout le monde d'accord par sa sauvagerie sans limite.



**LES HABITANTS
FONT SEMBLANT
DE MENER UNE VIE
NORMALE,
MÊME S'IL N'Y A
RIEN À ACHETER.
TOUT EST RATIONNÉ
À DEIR EZ-ZOR,
SAUF LE TEMPS**

Depuis décembre 2014, c'est donc le camp gouvernemental qui se retrouve presque totalement encerclé, dans une portion de Deir ez-Zor et de ses environs située sur la rive occidentale de l'Euphrate. A l'intérieur de ce réduit vivent 218 000 civils, selon les Nations unies, sous la protection de soldats (armée régulière, garde républicaine, commandos d'élite), de miliciens des forces de défense nationale (FDN) et de quatre services de renseignement (sécurité militaire, d'Etat, de l'armée de l'air et nationale). Comme les assiégés disposent d'une puissance de feu incomparable, tous les quartiers hors de la zone ont été détruits à l'arme lourde et au baril d'explosif. Malgré tout, les insurgés sont là, prêts à envahir le dernier carré.

Les habitants, qui ont longtemps redouté le régime et ne le portent toujours pas dans leur cœur, craignent encore plus les djihadistes. Pour ces derniers, Deir ez-Zor constituerait une prise de choix. Ils multiplient donc les attaques contre les barrages militaires au lance-roquettes ou au véhicule piégé, de préférence la nuit. Le jour, les obus tombent à l'aveuglette. Mais, là où l'EI a pris Mossoul et Ramadi, en Irak, en quelques jours, Deir ez-Zor résiste toujours.

L'université, l'administration et les boulangeries industrielles fonctionnent tant bien que mal, sans électricité ni eau courante mais avec des générateurs. On fait semblant de mener une vie normale même si les restaurants sont vides et qu'il n'y a rien à acheter. Tout est rationné à Deir ez-Zor, sauf le temps. Le pain constitue l'alimentation de base, les cigarettes sont vendues dès qu'elles arrivent. Le ravitaillement – et les armes – arrive par avion-cargo, car le régime contrôle encore l'aéroport, mince cordon ombilical qui relie Deir ez-Zor au reste du monde, et la route qui y mène. Les blessés les plus graves sont transportés à Damas, quand l'avion peut décoller.

Quant aux morts, ils sont enterrés dans les jardins privés et le parc public du centre-ville, faute de pouvoir accéder au cimetière, dans la ligne de mire des snipers de l'EI. Ils reposent non loin du fleuve, entourés de ceux qui attendent de les rejoindre. ■



La directrice de la banque de l'Etat, qui continue de payer les salaires des fonctionnaires de la ville.



Distribution de nourriture dans le quartier de Ghazi Ayaash, tenu par le gouvernement.

L'INFOGRAPHIE

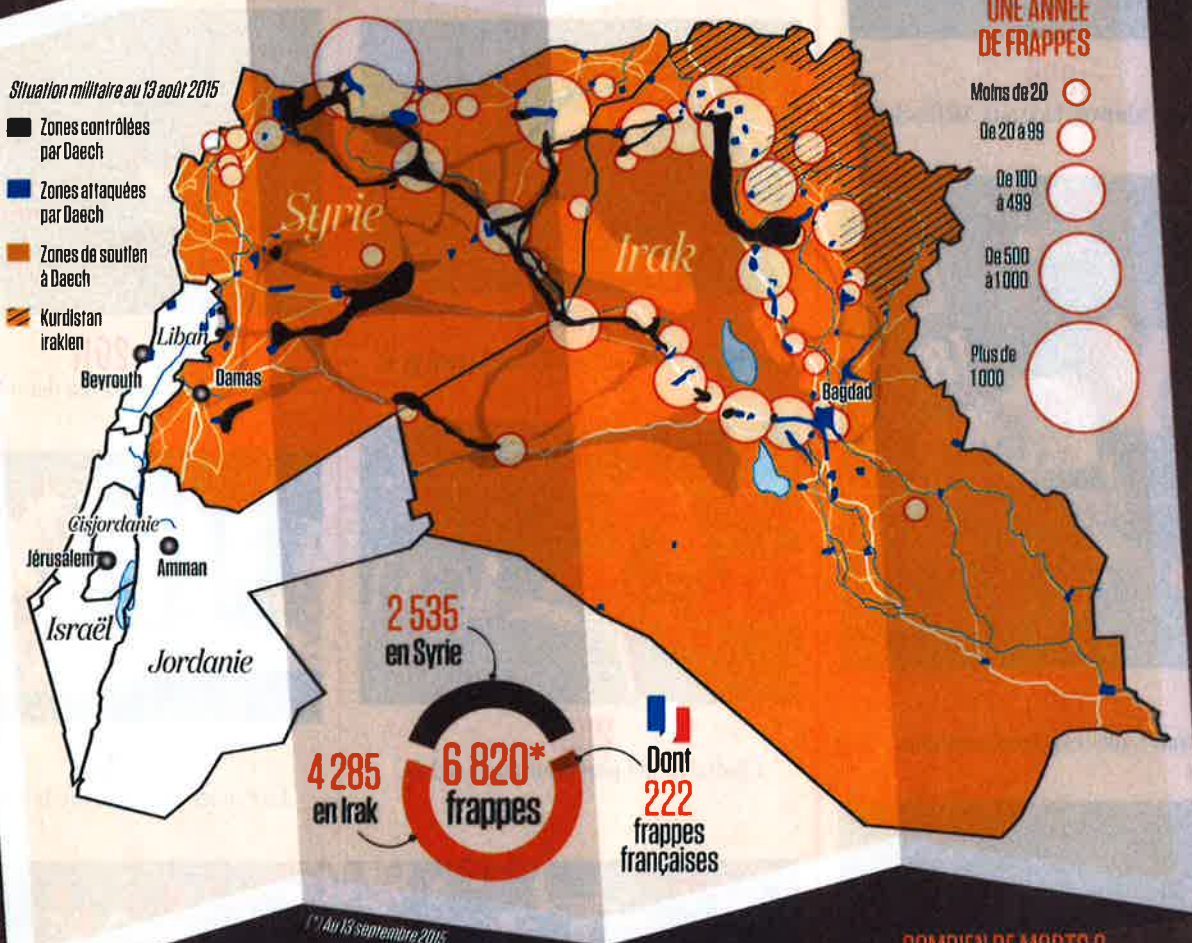
A quoi servent les frappes contre Daech?

■ Après plus de 6 800 frappes en un an sur les territoires irakien et syrien, l'organisation État islamique n'a pas reculé. Au contraire, les djihadistes fondamentalistes continuent de progresser le long des axes de communication. Les forces françaises engagées dans la coalition ont effectué leurs premiers vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie et comptent intensifier cette guerre aérienne aux résultats, pour l'heure, limités.

Situation militaire au 13 août 2015

- Zones contrôlées par Daech
- Zones attaquées par Daech
- Zones de soutien à Daech
- Kurdistan irakien

UNE ANNÉE DE FRAPPES



LES 19 MEMBRES DE LA COALITION

- | | |
|-----------------|---------------|
| Allemagne | Etats-Unis |
| Arabie saoudite | France |
| Australie | Jordanie |
| Bahreïn | Maroc |
| Belgique | Pays-Bas |
| Canada | Portugal |
| Danemark | Qatar |
| Espagne | Royaume-Uni |
| EAU | Turquie |

LES FORCES FRANÇAISES



COMBIEN DE MORTS ?



SOURCES : ETAT MAJOR DES ARMÉES FRANÇAISES, CENT COM AMERICAIN, COLLECTIF ARABIS.ORG.

With deal, possibly a 'lesser Satan' now

TEHRAN

Iranian leaders begin to consider a friendlier relationship with the U.S.

BY THOMAS ERDBRINK

Negotiating the nuclear agreement was a torturous, two-year process for Iran's leaders, but a new kind of struggle is unfolding now in the country, where the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and President Hassan Rouhani have begun to tackle a question Iranians have not thought about much since the revolution 37 years ago: How to deal with their great enemy, the United States, after having reached a compromise with it.

The two leaders are offering starkly opposing visions of Iran's post-deal future, reflecting their divergent attitudes toward the "Great Satan."

"We have announced that we will not negotiate with the Americans on any issue other than the nuclear case," Ayatollah Khamenei said this month. Speaking to a group of hard-line students recently he was even more explicit, telling them to "prepare for the continuation of the fight against America."

By contrast, Mr. Rouhani said on Sunday that the nuclear agreement was "not the end of the way," but "a beginning for creating an atmosphere of friendship and cooperation with various countries."

How the opposing visions are ultimately resolved may be uncertain, but as the nuclear pact is carried out and the sanctions are lifted, Iran's favorite scapegoat can no longer plausibly be regarded as the root of all evil in the world.

"Our Great Satan without sanctions is just not the same anymore," said Saeed Laylaz, an economist and supporter of Mr. Rouhani. "Perhaps we should use 'lesser Satan' now or something like that."

In a highly controlled society like Iran, the leaders rarely speak spontaneously, so there is a certain premeditated "good cop, bad cop" aspect to the public posturing about the United States. But the dueling perspectives also reflect the problem of fitting the new, softer image of the United States into Iran's founding ideological narrative.

Those longing for Iran to be a normal country, with normal relations with the world, believe their time has finally come, no matter what the supreme leader is saying. As they see it, change is inevitable, and Ayatollah Khamenei is just protecting his political flank against the hard-line clerics and commanders who oppose the nuclear deal.

But other analysts say that misreads the situation, putting a naïvely optimis-

tic spin on the motivations and intentions of an all-powerful supreme leader who, while cautious and calculating, remains a highly conservative force.

There are no outward indications that Ayatollah Khamenei is enthusiastic about rapprochement between Iran and the United States, these other analysts say. On the contrary, since August he has used every public speech to make clear that there will be no such thing, repeating last week that, deal or no deal, the United States remains the "Great Satan."

"This deal is a one-off agreement in our interest," said Hamidreza Taraghi, a hard-line analyst close to Ayatollah Khamenei. "Not an attempt to mend ties with America."

Iran's leader, these analysts add, is a staunch ideologue who often says that he is "not a diplomat but a revolutionary," and the flexibility he has shown on the nuclear issue was out of self-interest, a calculated tactic to get sanctions lifted, not the start of a new era for Iran. To underline his point, he predicted last week that Israel would not exist in 25 years, drawing international criticism.

There will be no such direct talks over other issues, like Iraq, Syria and Yemen. At best, some analysts say, Ayatollah Khamenei is awaiting what he calls in some speeches "positive steps" from the United States. He will "review" such actions before considering real relations.

"If they do not leave the region and keep Syrian President Bashar al-Assad in power, the leader doesn't see any future in having relations with America," said one former Revolutionary Guards official, who spoke on the condition of anonymity because of his position, adding, "For now, that does not seem likely to happen."

Whatever the effect on foreign relations, Ayatollah Khamenei's genuine distrust of the United States is casting an increasingly dark shadow over Mr. Rouhani's ambitions at home, which are always subject to a veto by the supreme leader, who retains the final word on all matters.

Over the past two years, the president, who came to power promising an end to Iran's international isolation and a more "normal" life, has raised expectations among Iran's middle class. He has done so while tiptoeing around the

So far, there are no real signs of a rapprochement.

sensitive subject of establishing relations with the United States, which has become a symbol of the changes many people would like to see, such as more personal freedom and overhauling the archaic justice system.

Right after the nuclear agreement was signed, for example, some in Tehran

called for abolishing the "death to America" slogan and predicted the reopening of the United States Embassy. Neither suggestion gained traction.

Now, in line with Ayatollah Khamenei's recent remarks, the winds seem to be shifting. Night after night, state television features remarks by American politicians and Republican presidential candidates bashing the deal. Often, these are followed by I-told-you-so clips from Ayatollah Khamenei, saying that "America cannot be trusted."

Mr. Rouhani's supporters are taking note.

"First, I predicted that direct flights between Tehran and New York would start in some weeks," said Mohammad Javad Mehregan, a financial expert. "We were overwhelmed with joy. Now, I

realize it will take years. This country won't change overnight."

Many say Mr. Rouhani should be content with having prevented war over Iran's nuclear program, unfrozen the country's assets and opened the door to foreign investment.

"That has all along been the real mandate given to the president," said Nader Karimi Joni, a pro-government journalist. "People who thought otherwise have been fooling themselves."

But the president is persevering, promising better relations with the West, a better economy and more personal freedom. To the trained Iranian ear, when Mr. Rouhani talks about more cooperation with "various countries," he means the United States.

Despite Ayatollah Khamenei's hard line in public, however, most Iranians and some well-connected analysts say that he is more on Mr. Rouhani's side than he lets on, and is merely hedging his bets in case something goes wrong. Otherwise, they say, why would he agree to a nuclear deal at all?

"In the end even the supreme leader wants to have better relations with America," said Farshad Ghorbanpour, a political analyst close to the government. "But he is angry over the bad remarks coming out of the United States, so he wants to wait if the deal works before he allows relations to get better."

It was Ayatollah Khamenei himself who drew up the framework for talking to the United States on the nuclear issue. He allowed direct negotiations to take place only through a trusted foreign minister, Mohammad Javad Zarif. Iran's original goal for the talks was not to solve problems with the United States, but to get sanctions lifted.

There was only one glitch in Ayatollah Khamenei's carefully planned strategy, when in 2013 an overly enthusiastic Mr. Rouhani accepted a phone call from President Obama. While the conversation created considerable excitement in the West, it did not go over well in Iran.

Upon arrival in Tehran, Mr. Rouhani was pelted with eggs and a shoe by hard-liners.

Some Iranian reformist newspapers are predicting hopefully that Mr. Rouhani will meet Mr. Obama at the United Nations General Assembly this month. In contrast, last week a Friday Prayer leader said that Mr. Zarif had been told — for the time being, at least — to cease any direct negotiations with the United States, though people close to Mr. Zarif

deny this.

Many, perhaps most, Iranians — having had their hopes for change dashed numerous times in the past, most recently in 2009 — have few expectations that the nuclear agreement will fundamentally change anything.

“The deal will absolutely happen,” said Mr. Karimi Joni, the journalist. But there will be no opening of embassies, direct flights to New York or American investments here, he predicted. “Unless

the supreme leader thinks this is necessary for the continuation of the system. In that case it will happen immediately.”

Others are not so sure, convinced that relations with the United States have been permanently altered, despite the supreme leader’s pronouncements.

“Whatever anybody says, America is less of an enemy and less hostile than it was before,” said Ghasem Golbaf, the owner and publisher of several magazines. “The relation will change for the better. It’s just inevitable.”

International New York Times SEPTEMBER 18, 2015

In Syria, Putin sees a chance to repair rift with the West

LIVIV, UKRAINE

BY NEIL MACFARQUHAR
AND ANDREW E. KRAMER

To much of the world, Syria is a scene of unending tragedy, but to President Vladimir V. Putin of Russia it is a golden opportunity, a way out of the isolation he and Russia have endured since the West imposed sanctions over Ukraine — with the added bonus of wagging an “I told you so” finger at the White House.

His opening gambit to ingratiate himself with the West after a year of ostracism began with a singular gesture that Washington could hardly miss: dispatching a pronounced new flow of military hardware to Syria.

This week, Mr. Putin unleashed a diplomatic offensive, pushing to meet with President Obama, offering to hold military-to-military talks on Syria, and planning a big rollout for a Syrian peace plan when he speaks at the United Nations later this month.

The stakes for Mr. Putin are high — perhaps the highest in his career. The Kremlin has been on the defensive, diplomatically isolated after its adventures in Ukraine and battered economically by sanctions, low oil prices and a weak ruble that is cutting into living standards. Rapidly depleting the rainy-day funds that have staved off financial disaster so far, Mr. Putin knows he needs to get back in the West’s good graces in a hurry, or at least change the conversation.

Syria provides an ideal vehicle for that, while also giving Moscow a significant role in the Middle East and promoting Mr. Putin’s long-term ambitions of re-establishing Russia as a player on the world stage.

“Putin dreams of the restoration of Russian power everywhere, not just in the former Soviet space,” Aleksei Malashenko, a military analyst at the Carnegie Moscow Center, said in an interview. “The activity in Syria and around Syria means Russia is able to come back to the Middle East, not as a superpower, but as something that can balance the power of the West and the United States.”

Wednesday brought a new welter of developments surrounding Mr. Putin’s plan. In Washington, Secretary of State John Kerry said that Moscow had suggested holding talks between the United States and Russian militaries on Syria and the continuing buildup of Russian forces there. Mr. Kerry said that the ad-

“Putin dreams of the restoration of Russian power everywhere, not just in the former Soviet space.”

ministration was considering the offer, adding that the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, had presented the talks as a way to coordinate with the Pentagon to avoid “unintended incidents.”

In Jerusalem, the office of Prime minister Benjamin Netanyahu issued a statement saying that he would travel to Russia next week for talks with Mr. Putin about the stationing of Russian forces in Syria and the possible transfer of weapons to Israel’s enemy, Hezbollah, the Lebanese militant group.

In Damascus, Syria’s president, Bashar al-Assad, gave a collective interview to six major Russian news organizations in which he echoed Mr. Putin’s proposals but gave them a domestic twist.

He called on insurgents fighting his government to join with his forces instead, to battle as allies against the Islamic State. Only after that group is defeated can there be a political solution to the war, Mr. Assad said in the interview broadcast on Wednesday. “The political parties, the government and the armed groups that fought against the government, we must all unite in the name of combating terrorism,” Mr. Assad said.

The Syrian leader, whose forces now control only about a quarter of the territory of Syria, did not comment on the Russian military moves, and the Russian reporters did not ask him about attacks on civilians.

He did describe Russia as an impartial intermediary, a characterization that many of his opponents would con-

sider laughable given Russia’s support for the Syrian president, an important ally and longtime arms client. Many opposition groups, as well as key Western countries like the United States, have set his removal from office as the first step toward a political solution, but Russia has rejected that as a condition.

Mr. Putin is expected to speak at the United Nations General Assembly on Sept. 28, his first such visit in a decade, and to use that global platform to emphasize the Syria strategy he has sketched out several times already.

Mr. Putin’s Syria proposal has put the West in something of a bind. While they have sought to isolate Russia over its annexation of Crimea and military meddling in Ukraine, Western capitals have been struggling to contain the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

The Obama administration has been “trying to sit on two chairs,” noted Konstantin von Eggert, an independent political analyst. It has been both slamming Russia over Crimea and eastern Ukraine, while saying it seeks to cooperate with Russia on the Iran nuclear deal, the Middle East and other issues.

If Mr. Putin manages to forge a coalition on Syria, it will be increasingly difficult for Washington to argue that the Kremlin deserves isolation. There is an inconsistency in the message, Mr. von Eggert noted, and “Putin always exploits those inconsistencies.”

Mr. Putin and his senior diplomats have said repeatedly in recent weeks that they warned the Obama administration that its policies in Syria would lead to disaster and that they were determined to shore up Mr. Assad to avoid a repeat of places like Libya and Yemen after authoritarian rulers were deposed.

“The situation was misjudged; it was allowed to deteriorate,” Vitaly I. Churkin, the Russian ambassador to the United Nations, said in an interview.

Mr. Churkin also suggested that the American policy of saying Mr. Assad had to go while trying to defeat the Islamic State using air power alone was difficult to sustain.

“This is something we share now with the U.S. government: They don’t want the Assad government to fall,” he said. “They want to fight ISIL in a way that won’t harm the Syrian government. On the other hand, they don’t want the Syrian government to take advantage of their campaign against ISIL.” ●

PKK Conflict Sparks Fears of Wider Turkey-Kurdish Clashes

September 18, 2015
<http://m.voanews.com>

Widespread anger toward a Kurdish rebel group in Turkey is widening to include that country's Kurdish minority.

As fighting escalates between Turkish security forces and the PKK, Turkish nationalists have held nationwide protests against the Kurdish rebels. More than 100 soldiers and police have been killed since the collapse of a two-year cease-fire and peace process.

The rising death toll has prompted Turkish nationalists to target their anger not only at the PKK, but at Turkey's wider Kurdish minority as well.

Kurds make up about 20 percent of Turkey's population.

LIVING IN FEAR

Ahmed, a Kurd, says he lives in fear of lynching. He and a friend once saw a big protest on the main avenue and tried to move away but were

recognized as Kurds for their darker skin, he says, adding that protesters started to insult them, asking what they were doing there and terrorized them.

Kurds in Turkey, he says, are there just to work and make money.

Like many Kurds, Ahmed left his home in the predominantly Kurdish southeast to work in construction in Istanbul. He lives on site in cramped accommodations with Turkish workers and says tensions are high, especially with nearly daily reports of PKK attacks.

Trying to keep the peace is construction foreman Cihad, a Kurd who has lived in Istanbul for more than 20 years.

TENSIONS AT WORK

Cihad says he tells his fellow Kurdish workers that they shouldn't talk about politics and to just focus on work. He says tensions at work worsen when the Turkish workers read nationalist inflammatory posts against Kurds on social media.



Thousands of demonstrators carry Turkey's national flags during a march protesting recent Kurdish militant attacks on Turkish security forces, in Ankara, Turkey, Sept. 17, 2015.

Until recently, being Kurdish was never an issue, according to Cihad. But now, fearing possible attacks, he no longer plays Kurdish music in his car and is careful not to speak Kurdish on the streets.

Recently, in the provincial city of Bolu, a group of Kurdish workers narrowly escaped being lynched by Turkish nationalists. Police had to evacuate them in an armored car.

All the Turkey's main political leaders have appealed for calm, but observers warn the escalating conflict with the PKK could also lead to a wider Kurdish-Turkish conflict. ♦

Heurts entre Turcs et Kurdes à Berne: une quinzaine de blessés

le 12 sept. 2015 ATS //www.hebdo.ch

Une manifestation de Turcs et une contre-manifestation de Kurdes ont provoqué des violences samedi après-midi à Berne. Au moins seize personnes ont été blessées, dont quatre agents, et un chien policier. Les forces de l'ordre sont intervenues avec de gros moyens.

Une manifestation turque avait été autorisée sur l'Helvetiaplatz, mais avant même qu'elle ne débute, plusieurs centaines de sympathisants kurdes s'y étaient rassemblées afin d'empêcher son déroulement. Dans un communiqué, la police cantonale indique avoir proposé aux contre-manifestants un autre endroit pour se réunir, en vain.

Les forces de l'ordre ont donc décidé d'évacuer la place. Des manifestants ont alors agressé les policiers, blessant certains d'entre eux, précise le communiqué. Quant aux Turcs, ils avaient été priés par la police de se tenir à distance, mais certains n'ont pas respecté la consigne et se sont approchés de l'Helvetiaplatz, provoquant des escarmouches.

Les deux groupes se sont rendus respon-



sables de violences, précise la police. Certains des protagonistes étaient armés d'objets contondants et il a fallu utiliser du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc.

Par ailleurs, deux incidents impliquant des voitures se sont produits. Dans une vidéo postée sur Internet, on peut voir une automobile percutant un groupe de personnes sur la Schwellenmattstrasse. Une autre voiture arrive ensuite en sens inverse, poursuivie par des personnes qui la frappent à coups de pied.

Selon la police, une voiture a effectivement

percuté un groupe de personnes et son conducteur, blessé, a été conduit à l'hôpital. Dans le second cas, un occupant d'une voiture en a été extrait. Il est également blessé.

Onze ambulances ont été mobilisées. La police a bouclé notamment l'Helvetiaplatz et le pont de Kirchenfeld pendant une bonne partie de l'après-midi.

La manifestation était mise sur pied par l'"Union des démocrates turcs européens" (UETD). Ce mouvement est proche du parti au pouvoir AKP, mais il n'est pas composé de "nationalistes turcs", a indiqué à l'ats un de ses représentants, Hakan Gokbas.

Le rassemblement entendait dénoncer le "terrorisme" dans le cadre du conflit actuel opposant Turcs et Kurdes. Il a réuni une centaine de personnes, tandis que les Kurdes auraient été plus nombreux, environ 180, selon M. Gokbas.

Selon des manifestants kurdes, leur manifestation avait effectivement commencé avant celle des Turcs. Une militante a confirmé à l'ats qu'ils avaient l'intention de perturber la manifestation turque.

En fin d'après-midi, la situation est revenue au calme et les protestataires se sont dispersés. L'intervention policière se poursuivait en début de soirée, notamment en regard des incidents impliquant des véhicules et d'éventuels blessés supplémentaires. □

U.S. agrees to discuss Syrian conflict with Russia

LONDON

Kerry says discussions will seek a 'common ground' to ending crisis

BY MICHAEL R. GORDON

Secretary of State John Kerry said on Friday that the United States was prepared to engage in military-to-military talks with Russia concerning Syria.

"The president believes that a mil-to-mil conversation is an important next step," Mr. Kerry said, "and I think, hopefully, will take place very shortly."

Shortly after Mr. Kerry spoke, the Pentagon announced that Defense Secretary Ashton B. Carter had spoken by telephone with Sergei K. Shoigu, the Russian minister of defense. It was Mr. Carter's first discussion with his Russian counterpart since he became defense secretary seven months ago. The two men agreed to continue discussions on "mechanisms for deconfliction" in Syria, Peter Cook, the Pentagon press secretary, said in a statement.

Mr. Cook described the discussion as "constructive" and said the two men had "talked about areas where the United States and Russia's perspectives overlap, and areas of divergence."

The initial purpose of the talks with Russia, Mr. Kerry said in London, will be to help "define some of the different options that are available to us as we consider next steps in Syria."

Mr. Kerry said that the Obama administration would not change its basic goals in Syria: The defeat of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, and a political solution for the conflict there.

Though the administration has long said that President Bashar al-Assad must go for there to be a durable solution to the Syrian crisis, Mr. Kerry seemed on Friday to allow for the possibility that Mr. Assad might remain in power in the short term. Mr. Assad has had Russia's backing throughout the conflict.

"Our focus remains on destroying ISIL and also on a political settlement with respect to Syria, which we believe cannot be achieved with the long-term presence of Assad," Mr. Kerry said. "But we're looking for ways in which to try to find a common ground. Clearly, if you're going to have a political settlement, which we've always argued is the best and only way to resolve Syria, you need to have conversations with people, and you need to find a common ground."

Mr. Kerry made his remarks in London at the start of a meeting with Abdullah bin Zayed, the foreign minister of the United Arab Emirates. Mr. Kerry also



Secretary of State John Kerry arriving on Friday at Stansted Airport, near London. "Our focus remains on destroying ISIL and also on a political settlement with respect to Syria," he said.

plans to meet on Saturday with the British foreign secretary, Philip Hammond, and then will travel to Germany on Sunday for discussions focused mainly on the Syria crisis and the refugee situation in Europe.

Russia has been stepping up its support for Mr. Assad in recent weeks, including deployment of weapons and personnel to an airfield near Latakia, Syria. With Mr. Kerry's comments on Friday, the Obama administration's position on the Russian steps has shifted, from objecting vociferously to trying to manage events.

On Sept. 5, Mr. Kerry warned Sergey V. Lavrov, the Russian foreign minister, that the Kremlin should not expand its military support for the Syrian government. The Russian buildup, Mr. Kerry said in a telephone conversation with Mr. Lavrov, "could further escalate the conflict" and might even "risk confrontation" with the American-led coalition that is conducting airstrikes against the Islamic State in Syria, according to a State Department account of the call.

The United States also sought to impede the Russian buildup. Bulgaria closed its airspace to Russian transport planes at the request of the United States. Iraq, however, did not take any action, which has allowed the Russians to keep delivering weapons and equipment to Syria.

Russia made the next diplomatic move. Seeking to rebut Mr. Kerry's assertion that the Russian deployment could fuel the Syrian conflict, Mr. Lavrov said recently that the Russian military was prepared to coordinate with the Pentagon to avoid "unintended incidents." He repeated the offer for military-to-military talks in a telephone conversation with Mr. Kerry on Tuesday.

In Moscow, the Foreign Ministry said it had always welcomed discussions with Washington about Syria. "We have

never refused dialogue with the U.S., and we remain open to one now on all issues of mutual interest, including Syria," Maria Zakharova, the Foreign Ministry spokeswoman, told the state-run RIA Novosti agency.

A spokesman for the Russian Defense Ministry, Igor Konashenkov, confirmed the conversation between Mr. Carter and Mr. Shoigu, and said it marked the resumption of military-to-military contacts that were broken off when Russia annexed Crimea in March 2014.

Russia has continued its buildup in Syria. Two large Hip troop-transport helicopters and two Hind helicopter gunships have been sent to the airfield near Latakia in recent days, a senior United States official in Washington said on Wednesday. The official, who spoke on the condition of anonymity to

discuss confidential intelligence reports, said that more than 20 Condor transport plane flights had landed and delivered matériel at the air base in the past 10 days.

Russia has also deployed modern T-90 tanks, howitzers and armored personnel carriers at the airfield, weapons that appear intended to defend the base rather than engage in large-scale ground combat. Russia has also sent 200 marines to the airfield, and temporary housing there for many as 1,500 personnel.

The Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, denied in an interview on Syrian state television on Friday that any Russian troops in Syria were involved in combat, but he held out the possibility that his government might ask the Russians for such help in the future. He maintained that the Syrian Army was capable of defending the country, though he said that Russia had "stepped up the pace" of deliveries of weapons and ammunition that the army needs.

Asked about Mr. Moallem's remarks, Dmitri S. Peskov, the spokesman for

President Vladimir V. Putin, told reporters in Moscow that if the Syrian government asked Russia to send combat troops, the request would be "discussed and considered."

Meanwhile, some experts said military-to-military talks between Washington and Moscow could be useful in minimizing the risk of inadvertent confrontations in Syria between the Russian forces there and the American-led coalition fighting the Islamic State. But some observers also expressed skepticism that such discussions could evolve into more far-reaching cooperation to end the conflict.

"Given coalition operations in Syria, deconfliction is necessary," said Andrew J. Tabler, an expert on Syria at the Washington Institute for Near East Policy. "But the fact is, the positions of both Moscow and Washington's proxies are worsening. The Russians are going into Syria because the regime's position in the north is deteriorating, not improving."

"Washington is unable to recruit and train a viable opposition to fight the Islamic State because it has been unwilling to commit to a military strategy that would combat ISIS and also remove Assad from power," Mr. Tabler added.

"Given the chasm between Moscow and Washington on the viability of Assad's dwindling forces and rigid political positions, it's hard to see how you turn convergence on tactical military issues into a collective and viable political strategy to stabilize Syria and end the war."

Eric Schmitt contributed reporting from Washington, and Neil MacFarquhar from Moscow.

Le Monde

25 SEPTEMBRE 2015

En Turquie, le parti prokurde règle ses comptes avec Recep Tayyip Erdogan

Les deux ministres du HDP ont démissionné en dénonçant la « logique de guerre » du président

ISTANBUL - correspondante

Entre les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) et les prokurdes du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche), la cohabitation aura été de courte durée. Mardi 22 septembre, les deux ministres prokurdes – Müslüm Dogan, ministre du développement, et Ali Haydar Konca, ministre de l'intégration européenne – ont profité d'une session du conseil des ministres pour présenter leur démission, aussitôt acceptée par le premier ministre, Ahmet Davutoglu. Ils étaient les deux seuls ministres non AKP du gouvernement intérimaire formé le 28 août pour gérer les affaires courantes d'ici aux législatives du 1^{er} novembre.

Revers de l'AKP

« L'AKP mène une logique de guerre et de coup d'Etat », a dénoncé Ali Haydar Konca dans une déclaration lue à la presse mardi soir. « Le palais et le parti aux ordres du palais ont déclenché la guerre à cause du résultat des législatives du 7 juin », a-t-il ajouté. L'AKP a subi un revers lors de ce scrutin législatif avec la perte de sa majorité absolue au Parlement, du jamais-vu en treize ans

de son règne sans partage sur le pays. Alors que les voix kurdes s'exprimaient jusque-là en faveur des islamo-conservateurs, elles sont allées cette fois-ci au HDP, qui a obtenu 13 % des suffrages et 80 députés.

Le succès du HDP a compromis le rêve du président Recep Tayyip

Erdogan de devenir l'« hyper »-président du pays, sans freins à son pouvoir. Pour ce faire, son parti doit compter 367 députés sur les bancs de l'Assemblée. Avec 258 parlementaires élus le 7 juin, il est loin du compte. M. Erdogan espère que la répétition du scrutin sera l'occasion pour les électeurs de corriger leur erreur. « Le 1^{er} novembre approche. Nous attendons de vous un dernier effort. Je vous demande non pas 400 mais 550 députés, authentiques et nationaux. Vous comprenez ce que je veux dire ? », a-t-il lancé à ses partisans, rassemblés sous la bannière de la « lutte contre le terrorisme », dimanche 20 septembre, à Yenikapi, un quartier d'Istanbul.

Le ton est insistant. Mardi soir, dans une adresse aux électeurs sur la chaîne Kanal 7, le chef de l'Etat a réitéré : « Si vous voulez la confiance, si vous voulez la prospérité, il faut réfléchir pour qui nous allons voter. Vous savez ce que nous vivons depuis cinq mois... »

Depuis la fin du mois de juillet, les hostilités ont repris entre l'armée turque et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), anéantissant l'espoir de paix né des pourparlers lancés en 2012. Dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes dans le sud-est du pays, les attentats et les représailles sont redevenus le lot quotidien. C'est comme si ces régions étaient revenues treize ans en arrière, à l'époque de la sale guerre des années 1990-2000, avec son cortège de morts (40 000 au total), d'exécutions sommaires (plus de 3 000), de villages détruits.



Les deux ministres du HDP, Müslüm Dogan (à droite) et Ali Haydar Konca, après l'annonce de leur démission du gouvernement turc, à Ankara, le 22 septembre.

Le PKK pas en reste

« A la nuit tombée, les commerçants déroulent leurs rideaux de fer et les rues se vident. Nous vivons à nouveau dans l'angoisse », confie Ekrem Kaya, professeur d'anglais à Mardin, dans le sud-est de la Turquie, contacté par téléphone. Le PKK n'est pas en reste. Régulièrement, les convois des forces de l'ordre sautent sur des mines placées sur les routes par les rebelles avant leur passage. Selon les données officielles, 90 % des attaques les plus meurtrières se déroulent de cette façon. Le 6 septembre à Daglica (près de la frontière irakienne), 17 soldats ont été tués dans l'explosion de leurs véhicules.

Les propos des deux ministres ont été désavoués par Numan Kurtulmus, le porte-parole du gouvernement, irrité par la virulence de leur charge. Les deux ministres ont ainsi accusé l'élite islamo-conservatrice de ne pas envoyer ses enfants au service mili-

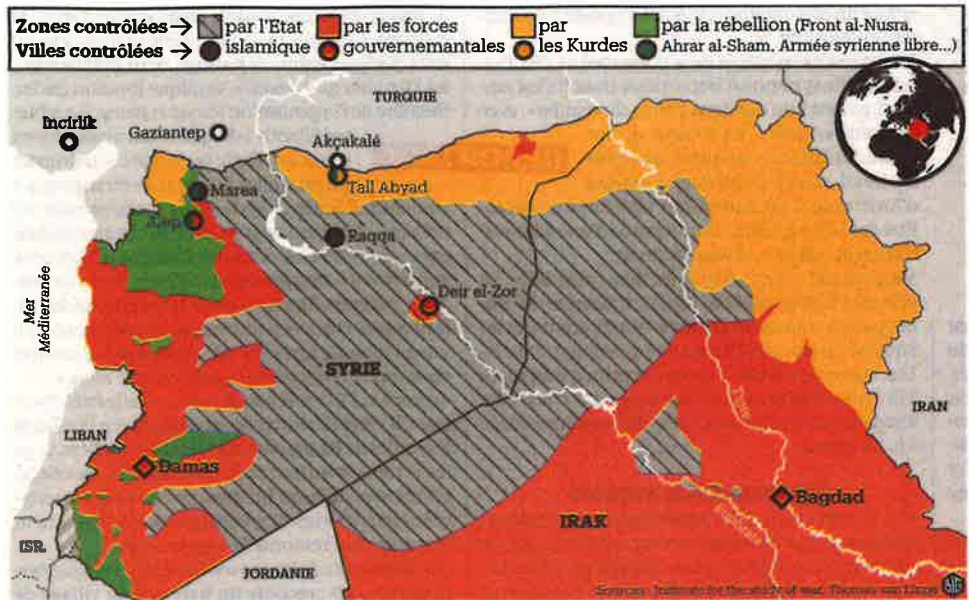
taire. Ces derniers « se font faire des dispenses médicales » ou « achètent leur défection » (une procédure légale sous certaines conditions en Turquie) alors que « les enfants des pauvres n'ont pas d'autre choix que de se sacrifier ».

Les deux démissionnaires se sont décrits comme « écartés » de la prise de décision au gouvernement. Le 9 septembre, ils faisaient partie d'une délégation du HDP en route vers la ville de Cizre, à la frontière de la Syrie et de l'Irak, soumise pendant huit jours à un blocus total de la part des forces spéciales. Vingt-trois personnes ont alors trouvé la mort, dont plusieurs civils privés de soins, les ambulances étant empêchées de circuler. Après avoir marché des dizaines de kilomètres à pied, la délégation du HDP a été stoppée par un cordon de police. Il lui a fallu plusieurs jours pour pouvoir entrer dans Cizre dévastée. ■

MARIE JÉGO



Quelle stratégie pour la Syrie?



Quatre ans et demi après le début de la guerre civile, c'est une Syrie brisée et morcelée qui se dessine tandis que le régime de Bachar al-Assad, toujours plus soutenu par l'Iran et le Hezbollah, faiblit et que l'ombre des jihadistes s'étend sur la région. La stratégie des Occidentaux s'étant révélée une impasse, la Russie devient maître du jeu. Elle vient de proposer à Washington des « discussions entre militaires ». La France, de son côté, commence à se renier. Fini le « ni Bachar ni l'Etat islamique ». « Notre ennemi, c'est l'EI. Bachar al-Assad, c'est l'ennemi de son peuple », a déclaré mercredi le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

POURQUOI L'EI PROGRESSE EN DÉPIT DES FRAPPES ?

L'Etat islamique gagne effectivement du terrain. Si Washington se garde bien de le reconnaître (lire page 6), Paris l'a ouvertement admis, via Jean-Yves Le Drian qui, s'exprimant mardi devant le Parlement, a insisté sur « sa progression très importante » en Syrie. « Sur la petite ville de Marea [près d'Alep, ndlr], il y a une offensive extrêmement forte qui, si l'EI l'emportait, réduirait à néant ce que l'on appelle encore l'Armée syrienne libre ou ce qu'il en reste », a ajouté le ministre. Comme les jihadistes menacent aussi, depuis Palmyre, l'axe Damas-Homs, le Liban pourrait être bientôt en difficulté. C'est la raison, a expliqué le ministre, du « changement d'appréciation » de Paris, qui a décidé de vols de reconnaissance, puis de frappes contre l'EI en Syrie. Reste que quelques Rafale de plus ne vont pas changer la donne, et il faut s'at-

Echec des frappes aériennes de la coalition, montée en puissance des Russes... Il faut trouver une solution pour contrecarrer l'Etat islamique et faire chuter Bachar al-Assad.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN** et **MARC SEMO**

tendre à ce que ces chasseurs fassent plutôt de la figuration – en fait, ils permettent à la France de renforcer sa situation diplomatique dans la région –, comme ceux des autres pays de la coalition : Canada, Bahreïn, Jordanie, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis. Quelque 2500 attaques aériennes (environ 5200 si l'on inclut l'Irak) ont été menées depuis le 22 septembre 2014, à 95% par les Etats-Unis. Pourtant, leur bilan est plutôt mince. Elles ont certes permis aux Kurdes de sauver la bourgade de Kobané, mais les frappes n'ont pas empêché la prise de Palmyre et d'au moins la moitié du territoire syrien. Certes elles ont freiné les opérations des jihadistes, gêné leur acheminement de renforts et d'armes, mais sans jamais permettre une stabilisation des fronts en Syrie. Les frappes ont notamment été gênées par la complexité de la géographie urbaine (dans laquelle les jihadistes sont comme des poissons dans l'eau), l'imbrication des cibles

dans la population et la complexité de la guérilla, près de 2000 groupes opérant sur le terrain. On peut donc parler d'échec, même si Washington a inscrit sa campagne aérienne dans la durée, trois ans au minimum.

QUEL EST LE JEU DE LA RUSSIE ?

Le régime de Damas reste l'ultime vestige de la puissance russe au Moyen-Orient, et Moscou compte bien utiliser cette carte comme un atout maître. Depuis le début de la crise, la Russie n'a cessé d'aider l'armée syrienne, y compris avec du matériel sophistiqué dont des systèmes de défense aérienne et des instructeurs. Ce soutien s'est ostensiblement accru ces dernières semaines. Outre sa base navale à Tartous, la Russie déploie des chars et de l'artillerie pour sécuriser un aéroport près de Lattaquié (nord), qui pourrait servir à évacuer d'urgence les 25000 citoyens russes vivant en Syrie si le régime s'effondre, comme à acheminer des hommes et du matériel dans le cadre de la grande alliance anti-Etat islamique que le Kremlin appelle de ses vœux. « Moscou était jusqu'ici dans une

stratégie défensive bloquant les résolutions au Conseil de sécurité ou offrant une porte de sortie à Al-Assad en 2013, avec une négociation sur les armes chimiques au moment où il risquait des frappes aériennes américaines et françaises. Les Russes sont passés à une stratégie offensive rappelant haut et fort qu'ils seront au centre de toute solution », analyse Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Pour la première fois depuis dix ans, Vladimir Poutine se rendra, le 28 septembre, à l'Assemblée générale des Nations unies, afin de proposer une grande alliance internationale contre les jihadistes incluant le régime syrien. « Le destin de Bachar al-Assad vire à l'obsession chez Poutine et, pour lui, il n'y aura pas de deuxième Kadhafi », note un diplomate occidental en Russie.

Habile tacticien, le président russe prend les Occidentaux à leur propre jeu puisque désormais les Américains, les Britanniques et les Français se sont résignés à ce que le départ du pouvoir du boucher de Damas soit le point final d'un processus de transition négocié et non plus un préalable, comme ils l'exigeaient il y a un an.

Désormais, la lutte contre l'Etat islamique est la priorité. C'est depuis longtemps le point de vue de la Russie, d'autant que les Caucasiens sont le contingent le plus nombreux des combattants étrangers de l'EI après les pays arabes. « Quel que soit le scénario, la Russie est au centre du jeu, elle prouve qu'elle n'abandonne pas ses protégés, et sa présence militaire lui garantit un siège à la table de négociations », note Camille Grand. Et

DECRYPTAGE

seuls les Russes sont prêts à aller sur le terrain. «Capitalisant sur l'inaction américaine, la Russie se lance dans une dangereuse escalade en Syrie», accuse le sénateur républicain américain John McCain. Mais Moscou garde la main.

UNE PARTICIPATION DE FORCES ÉTRANGÈRES AU SOL EST-ELLE ENVISAGEABLE ?

Comme l'indique la formule tant de fois répétée «no boots on the ground», une intervention terrestre des forces américaines apparaît impossible. Le souvenir de l'Afghanistan et de l'Irak restant douloureux, Barack Obama n'y songe même pas et, au-delà du tintamarre électoral, l'option n'est pas sérieusement envisagée par les candidats républicains. Reste l'hypothèse d'une intervention que conduiraient, dans le cadre d'une coalition, les pays arabes voisins (également menacés par l'Etat

islamique) et la Turquie. «Ce n'est pas envisageable pour le moment, répond le chercheur et politologue libanais Ziad Majed. L'Arabie Saoudite et ses alliés sont déjà engagés dans une guerre difficile au Yémen, et l'Egypte est dans une situation intérieure catastrophique. Même la Jordanie n'est pas prête à intervenir, si ce n'est dans le cadre d'une force arabe destinée à surveiller une zone tampon qui serait créée dans le sud du pays. Et puis, elle s'inquiète de la présence de l'EI dans certaines localités du pays.» «La seule puissance qui pourrait être un véritable acteur, ajoute-t-il, c'est la Turquie. Mais on la voit mal intervenir avant les élections et, étant membre de l'Otan, il lui faudrait l'aval des Etats-Unis. En cas d'intervention, Ankara voudrait obtenir quelque chose des Occidentaux, comme la fin de la recommandation que ceux-ci accordent aux Kurdes.» ◀



Quartier d'Al-Shaar, à Alep, ex-capitale économique de la Syrie, début août. PHOTO REUTERS

Challenge

13 septembre 2015

Les violences entre PKK et forces turques font neuf morts

par Seyhmus Cakan (Reuters)
le 13 sept. 2015 www.challenges.fr

DIYARBAKIR, Turquie - Les violences entre les séparatistes kurdes et les forces turques, qui ont repris au mois de juillet, ont fait au total neuf morts dimanche dans le sud-est de la Turquie.

Des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait exploser une voiture près d'un barrage de police au cours de la matinée, tuant deux policiers et en blessant cinq, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Les forces de sécurité turques basées non loin de là, dans la province de Sirnak, ont ensuite bombardé le secteur montagneux vers lequel les auteurs s'étaient enfuis après l'attentat, et ont tué six membres du PKK.

Le PKK a lancé d'autre part une attaque au lance-roquettes et au fusil dimanche dans le secteur de Silvan de la province de Diyarbakir, tuant un policier et en blessant un autre, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Plus de 100 policiers et soldats ont été tués, ainsi que des centaines de combattants séparatistes, depuis que le cessez-le-feu entre le PKK et Ankara a volé en éclats au mois de juillet, interrompant le processus de paix engagé en 2012. La Turquie connaît depuis lors ses violences les plus meurtrières depuis une vingtaine d'années.

A Diyarbakir, grande ville du sud-est de la Turquie, le gouvernorat a annoncé que le couvre-feu avait été décrété dans le quartier historique de Sur, où, selon des sources proches des services de sécurité, sept policiers ont été blessés au cours d'affrontements avec des séparatistes.



Dimanche, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Cizre à l'occasion des funérailles de 16 victimes tuées pendant les combats. REUTERS/Stranger

Dans d'autres quartiers du centre de Diyarbakir, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre de petits groupes qui lançaient des pierres et tentaient d'ériger des barricades pour contester le couvre-feu.

OBSÈQUES DE VICTIMES À CIZRE

S'adressant aux journalistes près de Sur, le chef de file du parti pro-kurde HDP, Selahattin Demirtas, a demandé à l'Etat turc et aux dirigeants du PKK dans les montagnes irakiennes de Kandil de cesser le feu et de reprendre les négociations de paix.

"Ankara et Kandil doivent adopter une position qui répond aux attentes de la population par un projet clair, concret", a-t-il dit.

Le couvre-feu qui durait depuis une semaine à Cizre, près de la frontière avec la Syrie et l'Irak, a été levé vendredi. Selon le HDP, 21 civils ont été tués lors des combats dans la

ville. Selon le gouvernement, en revanche, il y a eu 32 morts chez les combattants du PKK et un civil tué.

Des milliers de personnes se sont rassemblées dimanche à Cizre pour les obsèques de 16 personnes tuées durant la semaine, ont rapporté des témoins.

Au total, plus de 40.000 personnes ont trouvé la mort depuis le début de l'insurrection séparatiste menée par le PKK en 1984.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est engagé à combattre le PKK "jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul terroriste".

Le chef de la diplomatie irakienne, Ibrahim al Djaafari, a demandé dimanche à Ankara de coordonner avec Bagdad ses incursions militaires contre le PKK dans le nord de l'Irak, à la suite d'accusations de franchissements de la frontière par les forces turques ces derniers jours.

Des élections législatives sont prévues en Turquie le 1er novembre.

Le retentissant fiasco de la formation des rebelles syriens par Washington

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

C'EST L'HISTOIRE d'une débâcle qui survient au plus mauvais moment. Seuls « quatre ou cinq » insurgés syriens formés par l'armée américaine pour combattre les djihadistes de Daech sont toujours actifs en Syrie, vient de reconnaître le général Lloyd Austin, qui dirige le commandement central de l'US Army. Ils devaient pourtant être au moins 5 400 lorsque des experts de la Defense Intelligence Agency (DIA) ont entamé en mai en Turquie leur programme d'entraînement des rebelles non islamistes, des combattants « présentables » capables de lutter tout à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar el-Assad. Faute d'intervenir au sol, ce programme d'assistance « train and equip » de 500 millions de dollars était une pièce maîtresse de la stratégie américaine anti-Daech en Syrie.

Mais d'emblée, la formation a tourné au fiasco : sur les milliers d'hommes qui se sont présentés en Turquie et en Jordanie - autre centre d'entraînement des insurgés -, seule une centaine ont passé le filtre des premiers contrôles, les autres étant jugés peu fiables. Pour éviter les échecs des formations des troupes locales en Afghanistan et en Irak, les renseignements américains avaient intensifié le passage des rebelles syriens au peigne fin. Mais à peine l'instruction avait-elle démarré - comment utiliser un RPG, un mortier ou un fusil d'assaut M-16 - que les agents de la DIA s'aperçurent que certains des heureux élus avaient présenté

des fausses identités, n'avaient pas plus des 18 ans requis ou avaient tout bonnement menti sur leurs réelles intentions de lutter contre Daech. Bref, de nombreux combattants furent renvoyés chez eux, contraints de renoncer ainsi à la solde de 225 dollars pour un simple soldat et de 350 pour un officier...

Pressions turques

Mais le pire était encore à venir. En juillet, une douzaine des 54 premières recrues furent renvoyées en Syrie renforcer la Division 30, un groupe rebelle pro-occidental, actif dans le nord-ouest du pays. Profitant des fêtes de fin de ramadan, certains allèrent d'abord rendre visite à leur famille. Ils se firent repérer par les djihadistes aguerris du Front al-Nosra, la branche locale d'al-Qaida, qui les kidnappèrent. Quelques jours après, deux de leurs chefs accoururent de Turquie dans l'espoir de rassurer la direction d'al-Nosra que les bénéficiaires du programme américain n'étaient là que pour combattre Daech. Mais à peine avaient-ils posé le pied sur le sol syrien que les deux malheureux furent à leur tour enlevés. Et le lendemain, les djihadistes attaquèrent le QG de la Division 30 dans le village de Mariameen. Histoire de bien montrer que leur collaboration avec les « créateurs d'Américains » devait s'arrêter net. Quelques heures après, un drone Prédator visa d'autres rebelles d'al-Nosra qui s'approchaient de la base de la Division 30, tuant plusieurs dizaines de djihadistes... mais blessant au moins un « insurgé ami » qui disparut peu

après son transfert à l'hôpital, probablement capturé à son tour par les djihadistes.

Le Pentagone tira rapidement les leçons de ce cuisant échec : manque évident de préparation, trop petites unités infiltrées en Syrie, défaillance cruelle du renseignement, manque de soutien de la population. « Le Pentagone élabore de nouveaux plans pour réorganiser significativement cette formation », écrivait la semaine dernière le *New York Times*, qui relatait la déconfiture des rebelles syriens. On s'acheminerait en fait vers une réduction du dispositif, les bénéficiaires se contentant de fournir des informations aux avions de la coalition qui frappent Daech. Les stratégies américains reconnaissent en effet que l'objectif des 5 000 insurgés entraînés est « irréaliste ».

« Nous n'avons ni contrôle ni commandement direct sur les recrues, une fois qu'elles sont en Syrie »

LE GÉNÉRAL KEVIN J. KILLEA

Que faire ? Washington exclut toujours d'envoyer des instructeurs américains sur le sol syrien. « Nous n'avons ni contrôle ni commandement direct sur les recrues, une fois qu'elles sont en Syrie », reconnaît le général Kevin J. Killea, cité par le *New York Times*. Et puis il y a les lacunes dans le recrutement initial. Pour cette première fournée, ce sont des commandants de petits groupes rebelles implantés dans différentes régions de Syrie qui ont été sollicités pour fournir à la DIA une liste de candidats. La plupart étaient des sunnites, la confession de l'immense majorité des insurgés anti-Assad, et pourtant c'est un Turkmène qui a été choisi pour être leur leader. « Sur pression de la Turquie », se plaignent les autres insurgés.

Que ce soit en Turquie ou en Jordanie, le renseignement américain est contraint de composer avec ses alliés locaux. Le MIT turc tient à conserver un droit de regard sur les rebelles, tandis qu'en Jordanie son homologue saoudien est présent dans le camp d'entraînement des insurgés syriens. Or Turcs et Saoudiens poussent le Pentagone à former et à équiper des groupes rebelles islamistes qui leur sont proches, comme Jaich al-Islam, par exemple, bien implanté à Douma, près de Damas. De telles divergences expliquent également pourquoi Washington et Ankara s'opposent sur la création d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, chacun voulant y implanter ses propres relais et la Turquie refusant d'entendre parler d'une quelconque présence de ses ennemis kurdes dans le réduit. ■



Le groupe rebelle islamiste Jaich al-Islam en formation militaire à Idlib, en Syrie, le 15 mars 2015.

ABD DOUMANY/AFP

Les déplacés sunnites de Chor Awah, perdus dans un no man's land du Kurdistan irakien

Coincés entre les milices chiïtes, les djihadistes de l'Etat islamique et les peshmergas kurdes, les sunnites irakiens chassés par les combats vivent dans le dénuement le plus total

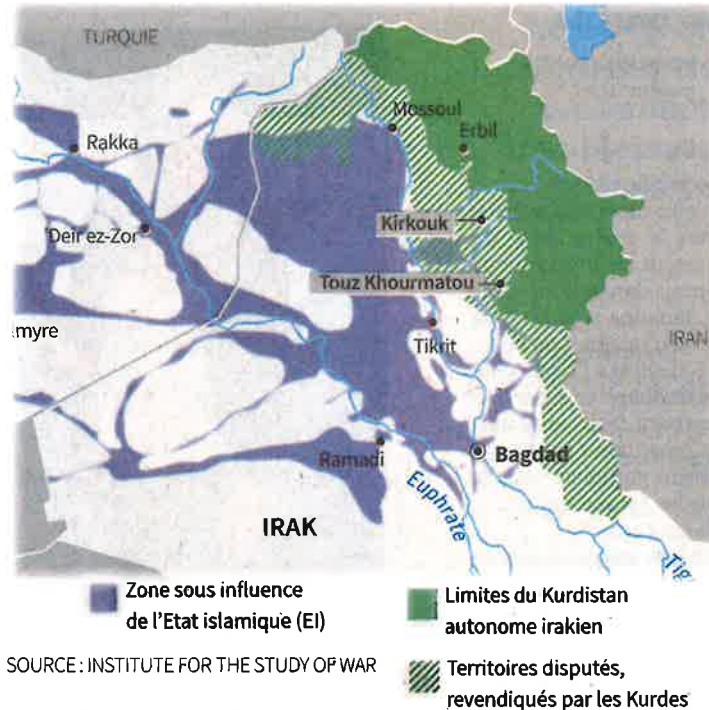
CHOR AWAH (IRAK) - envoyé spécial

Quelques dizaines de maisons inachevées chauffent sous le soleil irakien. Leurs murs de parpaing, percés d'ouvertures destinées à des fenêtres jamais posées, accueillent depuis plus d'un an une centaine de familles de déplacés. D'abord conquis par l'Etat islamique (EI), les villages que ces réfugiés sunnites ont désertés par peur des bombardements du gouvernement central sont aujourd'hui occupés par des milices chiïtes dites de la « Mobilisation populaire » qui leur interdisent tout retour. Entre Kirkouk et Touz Khourmatou, le village kurde de Chor Awah appartient à ce qu'en Irak on appelle les « territoires disputés », là où les régions de peuplement arabe se fondent dans les zones majoritairement kurdes.

Depuis que l'EI y a fait irruption, ces lieux, qui abritaient historiquement la plupart des minorités ethniques et religieuses du pays, sont traversés par de multiples lignes de front. Elles se transforment aujourd'hui en frontières et font refluer ceux que le nouvel ordre milicien qui règne dorénavant dans le pays a rendus indésirables.

Les réfugiés de Chor Awah sont bloqués dans un triple no man's land, coincés entre milices chiïtes, peshmergas kurdes et positions djihadistes. L'Etat irakien est, quant à lui, absent de cette zone pourtant stratégique, traversée par la plus directe des deux routes qui relient Bagdad au nord du pays.

Les déplacés de Chor Awah sont perdus dans les blancs de la carte : « Nous n'avons tout simplement nulle part où aller », résume Yassir, quadragénaire originaire d'un village sunnite situés des environs de Touz Khourmatou, réfugié à Chor Awah. Venues défendre, recruter et encadrer les populations chiïtes des environs, pour l'essentiel turkmènes, face à l'offensive de l'EI vers le nord de l'Irak en 2014, les milices de la Mobilisation populaire ont contribué à en déloger les djihadistes. Occupant désormais les localités sunnites, elles suscitent l'épouvante de leurs anciens habitants qui n'osent plus y revenir.



SOURCE : INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR

Pour les hommes qui combattent en première ligne en Irak, souvent issus des classes les plus pauvres, la prise de contrôle d'un territoire sert de prélude à un pillage méthodique. Dans les localités sunnites, les milices chiïtes sont connues pour l'appliquer avec un zèle particulier.

Voyage vers Bagdad périlleux

Pour les sunnites, le simple fait de prendre la route vers Bagdad peut se révéler périlleux, selon l'humeur de ceux qui tiennent les barages. Imad, 26 ans, aurait pu y laisser la vie. Ayant réussi dans un premier temps à se rendre dans la capitale irakienne au printemps, il dit avoir été arrêté par des miliciens chiïtes de son âge sur le chemin du retour. Si son frère cadet qui l'accompagnait a pu s'en tirer à bon compte en débitant quelques slogans à la gloire d'Husseïn et d'Ali, les imams chiïtes, devant des miliciens qui lui demandaient de se convertir au chiïsme et de faire l'éloge de l'imam Khomeïni, Imad n'a pas pu poursuivre sa route, « enfermé, attaché neuf jours durant dans un cabinet de toilette », torturé et accusé « d'appartenir à Daech [acronyme arabe de l'EI] ». Il a été finalement livré aux peshmergas kurdes qui, n'ayant rien trouvé à lui reprocher, l'ont libéré. Et Imad a pu retrouver sa famille.

Placés sous leur protection, les déplacés sunnites volent les forces kurdes comme les garantes de leur survie

chassant les familles arabes et finançant la reconstruction d'un nouveau village pour ses anciens habitants kurdes.

Si certains, comme Ahmed, sont revenus s'installer, la plupart ont seulement commencé des travaux pour officialiser la possession des terrains leur ayant été attribués, avant de s'en retourner vers les grandes villes kurdes, où la vie est plus aisée. Les squelettes des maisons laissés derrière eux sont aujourd'hui peuplés par les déplacés sunnites qui ont installé sur le ciment brut des clôtures de roseau pour préserver leur intimité. L'électricité fonctionne, mais l'eau est trop rare.

Ruisseau boueux

Yassir montre la principale source : un ruisseau boueux jonché de boîtes de conserve. « Regardez, dit-il en attrapant le menton d'un enfant et désignant les plaques brunes et rouges qui marquent son visage, cette mauvaise eau nous donne des maladies de peau, sur-tout chez les plus jeunes et les vieillards. » Yassir expose sa situation : « Nos réserves de nourriture s'épuisent, et aucun n'a reçu le million de dinars irakiens [774 euros] promis par le gouvernement aux déplacés. A part une organisation qui vient de temps en temps nous distribuer des bouteilles d'eau et du houmous en boîte, nous ne recevons aucune aide. »

Une fois par semaine, une clinique mobile de Médecins sans frontières s'arrête quelques heures dans le village. Mais, en dépit de l'aide apportée par le Comité international de la Croix-Rouge et de la diffusion d'ONG installées au Kurdistan irakien depuis 2014, les déplacés de Chor Awah sont livrés à eux-mêmes. Le village n'est que l'une de ces nombreuses zones de non-droit, nées le long des nouvelles frontières intérieures de l'Irak, où s'effondrent les vies de ceux qui sont passés du mauvais côté du fusil. ■

ALLAN KAVAL

Syrian Kurdish leaders planning to capture last border crossing with Turkey held by Isis

Plans to recapture a vital town on Syria's border with Turkey could transform the fight against the jihadists

PATRICK COCKBURN
Monday 21 September 2015
www.independent.co.uk

Syrian Kurdish leaders plan to capture the last border crossing point between Syria and Turkey held by Isis, making it impossible for jihadist volunteers from Europe and elsewhere to reach Isis-held territories

The seizure of the frontier town of Jarabulus on the Euphrates River is certain to anger Turkey, which is already alarmed by the rise of a Syrian-Kurdish state-let in northern Syria, aided by US air strikes and fielding strong military forces.

The loss of Jarabulus would isolate Isis, bringing to an end its ability to bring in thousands of fanatical Islamic fighters who have been crossing from Turkey into Syria without significant hindrance over the last four years. Isis has frequently used these foreign volunteers as suicide bombers driving vehicles packed with explosives as an essential element in its military strategy.

"We have plans to liberate Jarabulus," said Idris Nassan, the vice-minister for foreign affairs of Kobani, the Kurdish enclave where the YPG (People's Protection Units) defeated Isis, told The Independent. He pointed out that "Jarabulus is the last Daesh [Isis] border crossing with Turkey" since the YPG seized its only other border crossing point at Tal Abyad, east of Kobani, in June.

Mr Nassan quoted the overall commander of the YPG, General Sipan Hamo, as saying the attack on Jarabulus would "be in coordination with the US because we are part of the international coalition. They fight in coordination with us". This may present the US with a dilemma because in July it did a deal with Turkey whereby it uses Incirlik airbase in Turkey for air strikes against Isis. But the Turks want to stop the YPG advancing west of the Euphrates. The Syrian Kurds already control half of Turkey's 550 mile-long border with Syria.

The Syrian Kurds are confident they can defeat Isis, which dominates the rest of eastern Syria, after they withstood a four-and-half-month siege of Kobani by Isis that ended in January. The success of the YPG came because its fighters fought ferociously against the Islamic mili-



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) stand guard near the Tel Abyad border gate in northern Syria EPA

tants and, since October last year, its commanders have been able to call in US air strikes.

It was the support of some 700 US air strikes that helped the YPG win the battle for Kobani, though it reduced this small city to a seascape of shattered concrete where buildings have been pounded into rubble by the force of the bomb blasts. In between the ruins there are individual shops and houses that survived intact, but 70 per cent of the city is destroyed and construction workers are only slowly making an impact.

Victory at Kobani boosted the self-confidence of the YPG, which is the only ground force in Syria or Iraq that has regularly defeated Isis. After the end of the siege, the YPG won back the rest of Kobani canton, including 380 villages. And in June it captured the border town of Tal-Abyad which Isis had held for more than two years. This linked up the two main Kurdish cantons. Its capture was also important because it is only 100km (62 miles) north of Raqqa, the Isis de-facto capital in Syria.

Important though Tal Abyad was to Isis, it did not commit many fighters to holding the town, having apparently decided that it was indefensible. YPG forces were advancing from west and east towards the road linking it to Raqqa. A 21-year-old YPG fighter called Misro Munzer, hit in the knee by a machine gun bullet in a later battle and interviewed in a military hospital in Kobani, said that he had fought at Tal Abyad where "Daesh [Isis] did not fight hard".

He explained that the more battle-hardened Isis men had retreated leaving only a remnant of 25 men without much combat experience who were demoralised and confused by US air strikes.

There is no doubt that YPG light infantry backed by US air power are highly effective and

Isis cannot hold fixed positions against a combination of the two. Isis suffers heavy casualties when it tries to do so. But this does not mean that it cannot hit back as became evident on the drive east from Kobani, on what was meant to be an entirely safe road going to al-Qomishli, the capital of the largest Syrian Kurdish enclave.

There were some early signs that the road was not quite as secure as we had been told. As we entered an Arab village called Qayyil, 15km west of Tal Abyad, we were stopped by a large detachment of YPG troops who said they were conducting a search. One of them told us that "we have information that four or five Daesh [Isis] fighters have penetrated the village and we are looking for them". Other YPG fighters were guarding crossroads and entry points into Qayyil.

We drove on to Tal Abyad, a town which locals said had once had a population that was half-Arab and half-Kurdish, Turkoman and Armenian. Three months ago it had been in the hands of Isis. We wanted to look at the closed border crossing with Turkey and the police agreed to take us there.

But, as we followed a police vehicle down the street, a Kurdish woman in a black robe rushed out of a house shouting that she needed the police and our escort stopped to help her. She said that she and her daughters had been sitting in the courtyard of her house when "a man dressed in black with a beard who looked like Daesh had climbed over a wall and run past us". The police said that there were still Isis hiding in the many abandoned houses in Tal Abyad.

These two incidents were not too surprising since Tal Abyad and nearby villages had only recently been captured by the Kurds. But the next town on our route, Ras al-Ayn, had been held by the YPG for two years. But, soon after we had entered, there were two bangs that sounded like gunshots close together, but then we saw a cloud of dense smoke rising from a checkpoint just ahead. Kurdish security men blocked the road in front of us within a couple minutes, turning back vehicles and news soon spread that there had been a suicide car bomb which killed at least five people.

It also emerged that there had been a suicide bombing just behind us at a checkpoint at the entrance to Ras al-Ayn that we had just driven through. A man on a motorbike had blown himself up but had failed to kill or injure anybody.

These incidents are all probably an attempt by Isis to show that it is still to be feared despite its recent defeats. In June it sent a detachment into Kobani disguised in Kurdish and Free Syrian Army uniforms that killed over 200 men women and children.

Isis has in the past launched diversionary raids to keep its enemy's troops dispersed before the main assault on a single target. But if the YPG tries to capture Jarabulus and cut Isis's last exit to the outside world, the Islamic militants will probably have to fight. ♦

The revival of Turkey's 'lynching' culture

Nationalist and religious fervors have revived Turkey's tradition of physical and political "lynching," with the victims ever unprotected and the assailants ever untouchable.



Author Fehim Taştekin

September 22, 2015

Translator Sibel Utku Bila

<http://www.al-monitor.com>

Turkey's collective memory is heavily burdened with state-provoked, politically motivated mob violence attempts against minority groups, colloquially described as "lynching." In recent weeks, hundreds of violent incidents have heralded the resurgence of the mob violence culture as the country's climate grows more toxic by the day, with political actors fanning hatred and normalizing violence.

In Turkey's near history, mobs targeted mainly Armenians, Syrians, Jews, Greeks, Alevis and Kurds. As Tanil Bora, author of the book "Turkey's Lynching Regime," puts it, "When it comes to Alevis and Kurds, this has always been a 'free shot' area. The 'lynching' of leftists has always been permissible. Police and 'sensitive citizens' act on the basis of this knowledge."

The latest target of the mobs are the Kurds again. As of Sept. 16, a Google search with the key words "lynching attempt" in Turkish produced some 78,800 results for the period since July 24, when Ankara resumed military operations against the Kurdistan Workers Party (PKK), shattering the settlement process with the armed, outlawed group.

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) — vilified by the Justice and Development Party (AKP) since the run-up to the June 7 polls and always deemed an enemy by the Nationalist Action Party — has seen its offices vandalized, ransacked or torched. According to figures provided by the HDP media department, 128 party offices were attacked in the Sept. 6-11 period alone. Ordinary Kurds have not been spared either. Kurdish workers and bus passengers, Kurds speaking Kurdish in the street, and even tanned people mistaken for Kurds have been attacked and Kurdish-owned businesses vandalized.

Turkey's past century has seen a series of pogroms and mob violence in which the state apparatus directly took part, acted as an instigator or conductor, or simply looked the other way. The 1915 Armenian genocide, the 1914-15 massacres that wiped Syrians off this geographic area, the 1937-38 massacres of 13,000 Alevi Zazas in Dersim and the deportation of 12,000 others could be seen as planned actions of the state. But the 1934 pogroms in Thrace, which prompted the exodus of up to 15,000 Jews; the Sept. 6-7, 1955, Istanbul pogroms, which saw Greek, Jewish and Armenian properties ransacked; the 1978-80 massacres of Alevis in Maras, Sivas and Corum; and the 1993 torching of a hotel in Sivas in which 37 Alevi intellectuals perished are engraved in memory as the terrible deeds of frenzied mobs.

One can hardly argue that democratic values have now advanced and this is all left in the past. The phenomenon is recurring.

The first harbinger came with the 2013 Gezi Park protests as stick-wielding shopkeepers took to the streets, terrorizing the demonstrators who were challenging the government. Legitimizing the sticks, President Recep Tayyip Erdogan would later famously say, "When need be, shopkeepers are police, soldiers, combatants or guardians of the neighborhood." He went further last month, calling neighborhood mukhtars (elected district headmen) to duty as informers: "I know my mukhtars [are aware] what kind of people live in which house. They [need to] go to their governors or police chiefs and report this to them." This rhe-



Nationalist groups shouted slogans during a protest in Istanbul

toric has sanctioned another form of unlawfulness that opens the door to a new form of mob attacks at the hands of informers.

As military operations against the PKK resumed, the PKK stepped up its own attacks, and funerals of policemen and soldiers became a daily routine. Easily agitated "sensitive citizens" and long-established nationalist groups such as the Idealist Hearths went on the rampage against Kurds, joined by a hitherto little-known group, the AKP-linked Ottoman Hearths. Here are several examples of the mob violence that has simmered since late July:

On Sept. 8, nationalists in the Mediterranean town of Fethiye launched a manhunt for Ibrahim Cay, a Kurd who had shared a picture of himself clad in traditional Kurdish attire on Facebook. Cay received a call from the local paramilitary police commander, who told him to stay at home and that he was coming to pick him up. Soon, not the commander but two cars and four motorcycles arrived outside his home. Cay saw what was coming and ran away. A mob of about 70 people soon got hold of Cay, beat him up in the town square and forced him to kiss the Ataturk statue there. It was only then that the paramilitary police arrived to rescue the battered man. In the hospital, doctors refused to treat him, while a mob of some 300 frenzied people gathered outside, waiting to lynch him. The security forces, who did nothing to the assailants, took Cay to the police station for questioning. The paramilitary commander then attempted to send Cay out on his own, though the mob was now waiting outside the police station. Cay managed to safely leave the station and then the town thanks to relatives who came to pick him up. The five assailants he had named in his testimony walked free after questioning, while the prosecution launched a criminal investigation against Cay on charges of "praising crime and criminals" by posting a picture of himself in "peshmerga attire."

On Sept. 14, a group of men taunted Kurdish construction workers in Mudurnu, northwestern Turkey, for "looking disrespectfully" at a Turkish flag and followed them to the site where they were building a school. Soon, rumors spread that Kurds had burned a Turkish flag, drawing hundreds of people to the construction site. The mob set the building ablaze as the eight workers holed themselves up on the roof. They were barely rescued after several hours. Again, not the assailants but the victims were questioned. It turned out four of them hailed from families serving as "village guards," which are government-armed Kurdish militia that back the army against the PKK.

On July 29, rumors spread in Askale, eastern Turkey, that a Kurdish construction worker wore a ring "symbolizing the PKK." This alone was enough for 2,000 people to flock to the construction site and attack the some 50 Kurds working there.

On Sept. 8, the makeshift homes of seasonal Kurdish workers in Beypazari, near Ankara, were burned down and their families battered.

On Sept. 9, a man with a dark complexion was beaten up in the Mediterranean city of Antalya as the assailants wrongly assumed he was a Kurd. He was let go only after producing an ID card that showed he was born in western Turkey.

The attempts at physical attacks go together with political attacks and character assassinations. The Dogan Media Group, to which the mass-circulation daily Hurriyet and the CNN Turk news channel belong, has become one of the main targets of character assassinations. In →

⇒ addition to two mob attacks on the offices of Hurriyet, which, by the way, has an anti-PKK line, prosecutors have launched a probe against the Dogan Media Group on charges of supporting terrorism.

A striking example of political attacks came from the AKP mayor of Antalya's Gundogmus district, who, heeding Erdogan's portrayal of the HDP as a terror-linked party, hung a billboard that proclaimed HDP voters enemies: "Kurds who pray in the mosque and then vote for the HDP can't be my brothers. Brotherhood is a sublime rank. Dastards can't make for brothers. Those who vote unwillingly for the HDP are cowards and those who do voluntarily are dastards."

In sum, nationalist and religious fervors have resurrected the tradition of physical and political "lynching." While seemingly issuing calls for restraint, Erdogan has not hesitated to tickle the fascist mind, programmed to kill and destroy. Last week, for instance, he spoke of "fists raised up in rage looking for a place to come down."

In what remains an unchanging trait of the state, the perpetrators of violence enjoy the favor of the security forces, who are more interested in grilling the victims than the assailants. Despite hundreds of mob violence attempts, the security forces have detained only a handful of people, only to release them after questioning. And almost always, they have found a reason to investigate the victims. To use Bora's words, so-called "lynching" — used as a "governing technique and a means to mold public opinion" — is back in play in Turkey with a new format and new actors. ♦

Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divanı" on IMC TV. He is an analyst specializing in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He contributes to Al-Monitor's Turkey Pulse as a columnist. He was founding editor of Agency Caucasus. On Twitter: @fehimentastekin

Ekurd Daily
Kurdistan's Voice, World's Fresh Perspective on Syria

September 22, 2015

SALIH MUSLIM AND ASYA ABDULLAH RE-ELECTED AS CO-CHAIRS OF SYRIAN KURDISH PYD

September 22, 2015 by Editorial Staff in Kurdistan ekurd.net

QAMISHLI,— Kurdish politicians Asya Abdullah and Salih Muslim were on Monday re-elected joint leaders of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) on Monday, the second day of its sixth annual conference in Syrian Kurdistan.

PYD members unanimously voted to keep both Asya Abdullah and Salih Muslim as leaders.

The conference — "Towards A Democratic Syria" — was attended by 600 delegates from the three cantons of Syrian Kurdistan, some 300 guests representing the political parties and organizations from Europe and all parts of Kurdistan and are also attending to the congress, including Arab delegations.

Also representatives from the main Kurdish parties from Iraq's Kurdistan Region, the Kurdistan Democratic Party (KDP, Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Change (Gorran) Movement are taking part in the sixth convention of the PYD.

"Every joint step is a success for the Kurdish people. United Kurds can defeat IS," said Kamal Kerkuki, member of the Iraqi KDP party.

Karkuki also visited the office of the Kurdish National Council and the Kurdistan Democratic Party of Syria KDP-S in Qamishli. The KDP-S affiliated with Iraqi KDP leader Massoud Barzani.

In January 2014, Kurdish authorities declared the formation of three self-



PYD holds its 6th Congress in Syrian Kurdistan, September 20, 2015. Photo: ANF

ruled cantons (Cizire, Afrin and Kobane) under the Democratic Self-Rule Administration of Syrian Kurdistan (Rojava), which has been dominated by the Democratic Union party (PYD) and its People's Protection Units (YPG) militia forces.

Syrian Kurds declared their own autonomous Kurdish region (Western Kurdistan, Rojava) in November 2013.

Following Jazeera (Cizîre) and Kobanê (Ayn al-Arab) cantons, Efrin (Afrin) has officially proclaimed the establishment of its government of Democratic Autonomy in January 2014. ■

Copyright ©, respective author or news agency, basnews.com | Ekurd.net

REUTERS

Turkish jets hit Kurdish militant camps in Iraq, at least 55 killed

September 19, 2015 / DIYARBAKIR, Turkey / REUTERS

AT LEAST 55 militants were killed when Turkish warplanes hit Kurdistan Workers Party (PKK) camps in northern Iraq overnight, security sources said on Saturday, as Ankara shows no sign of easing up strikes on insurgents ahead of a Nov. 1 election.

The jets took off from a base in Diyarbakir, in Turkey's southeast, and later returned without damage, the sources said.

Turkey's largely Kurdish southeast has been hit by almost daily waves of deadly fighting between PKK militants and security forces since the collapse of a ceasefire in July.

Security forces have responded by launching frequent bombing raids into mountainous northern Iraq where the PKK has camps. It is the worst violence NATO member Turkey has seen in two decades, coinciding with fighting across the border in Syria involving government troops and Islamic State militants.

The PKK began its separatist insurgency in 1984, triggering a conflict that has killed more than 40,000 people. The group, which says it is now fighting for greater Kurdish autonomy, is designated a terrorist organisation by Turkey, the European Union and the United States.

President Tayyip Erdogan has promised the fight will go on until "not one terrorist is left". The conflict has flared up as Turkey prepares for a parliamentary election on Nov. 1 following an inconclusive June vote. ●

Syria civil war: Kurdish leader says collapse of Assad regime 'would be a disaster' despite its treatment of his people

Saleh Muslim tells Patrick Cockburn he is no supporter of President Bashar al-Assad, but is fearful of the dangers Islamist groups close to Damascus pose

Patrick Cockburn

Thursday 24 September 2015

<http://www.independent.co.uk>

The overthrow of President Bashar al-Assad by Isis and rebel groups that are affiliated to al-Qaeda would be a calamity for the world, says the Syrian Kurdish leader Saleh Muslim.

In an interview with The Independent he warned that "if the regime collapses because of the salafis [fundamentalist Islamic militants] it would be a disaster for everyone."

Mr Muslim said he was fully in favour of Mr Assad and his government being replaced by a more acceptable alternative. But he is concerned that Isis and other extreme Islamist groups are now close to Damascus on several sides, saying that "this is dangerous". During a recent Isis offensive in the north eastern city of Hasaka, the Kurdish YPG (People's Protection Units) militia and the Syrian Army both came under attack from Isis, but Mr Muslim denied that there was any collaboration between the two.

The Syrian Kurds, previously marginalised and discriminated against by the Damascus government, have become crucial players in the country's civil war over the last year. In January, they defeated Isis at Kobani with the aid of US airstrikes after a four-and-a-half month siege and their forces are still advancing. While Mr Muslim said that he wants an end to rule by Mr Assad, he makes clear that he considers Isis to be the main enemy.

"Our main goal is the defeat of Daesh [Isis]," he said. "We would not feel safe in our home so long as there is one Daesh [Isis] left alive." The threat did not come from them alone, he said, but also from al-Qaeda clones such as Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham. "They all have the same mentality."

Mr Muslim is the president of the Democratic Union Party (PYD) that rules Rojava, as Kurds call the three Kurdish enclaves just south of the Turkish border. A stocky and affable man, aged 64, he apologised before the interview in the city of Ramalan for his broken English – though it turned out to be fluent, something explained by a year spent in Britain learning English and 12 years as an oil industry engineer in Saudi Arabia, where the working language was also English.

He says he is still surprised by the speed with which the Syrian Kurds have emerged from obscurity, since the withdrawal of the Syrian army from Kurdish enclaves in 2012, to become a major force in Syria. The highly-disciplined and committed YPG fighters have won victories over Isis this year at Kobani, Tal Abyad and Hasaka, at the same time that Isis was inflicting defeats on both the Iraqi and Syrian armies.

Mr Muslim and other PYD leaders now face an important decision about the future advance of YPG forces. Having retaken Kobani and 380 villages nearby, they are currently dug in on the east bank of the Euphrates River, close to Isis's



A family in their destroyed home in Kobani, where Kurdish YPG forces helped to defeat Isis Getty

last remaining border crossing to Turkey at Jarabulus and to a larger, strategically important, area north of Aleppo. Turkey is wary of the YPG and is eager to create a so-called "safe zone" which would be held by Syrian opposition groups under its influence – ostensibly to keep Isis from its borders but thus also preventing Kurdish forces from advancing westwards.

Mr Muslim says the present situation cannot continue in this area because Kurdish civilians there are being attacked by Isis. Only the previous day, he said, 300 Kurds had been forced out of their homes in the Isis-held town of Manbij, where Kurds make up 30 per cent of the population, and seven people had been killed. Another 150 Kurdish villages are under threat.

Mr Muslim stressed the YPG was acting to defend not only Kurds, but all Syrians under attack by Isis. He said that if people living in the zone west of the Euphrates and north of Aleppo were "to ask the YPG for help" they would most likely get it. In addition, the Kurds want to open a road to a third Kurdish enclave at Afrin, which is isolated and under threat.

Noting the US wants an Isis-free zone in this area, Mr Muslim said "the perfect way to do this is ground troops and air support". It is not entirely clear that the US will go along with this



Saleh Muslim, president of the PYD, feels Isis is a bigger threat, compared to the Syrian army

and give the YPG the air cover it may need, because it does not want to offend Turkey. However, the Syrian armed opposition is almost wholly dominated by Isis and its al-Qaeda equivalents, so the US does not want to damage the successful collaboration between YPG ground troops and US air power.

How would Turkey respond to a further Kurdish advance? It is already alarmed by the rise of a Kurdish state-let in the form of Rojava on its southern frontier with Syria. It knows that the PYD is essentially the Syrian branch of the Kurdistan Workers' Party (PKK) against whom it has been fighting a guerrilla war since 1984. Mr Muslim said: "I do not think it is possible that Turkey will invade, but if it does it will be a big problem for Turkey."

Though the YPG is America's most effective military ally against Isis in both Iraq and Syria, Washington remains ambivalent about the extent of its co-operation with the Syrian Kurds. Mr Muslim says that "the Americans have not delivered any weapons or ammunition to the YPG".

They have reassured him their support for the Syrian Kurds will not be weakened by their agreement with Turkey, signed in July, for the US to use Incirlik airbase and for Turkey to join attacks against Isis.

In the event, Turkey launched few air raids against Isis and many hundreds against the PKK in south-east Turkey and northern Iraq. Mr Muslim says that since detachments of the PKK in northern Iraq are fighting Isis, the Turkish actions can only benefit the Islamic militants. He is only partially comforted by American reassurances, saying what worries him is "what has not been revealed" about the US-Turkish deal.

In the course of the interview, Mr Muslim would periodically say that the situation was confusing, but he is adept at seeking to conciliate rival powers. He had just returned from a meeting with President Masoud Barzani, who heads the Kurdistan Regional Government in northern Iraq and is himself wary of the sudden appearance of a rival Kurdish quasi-state in northern Syria. The KRG has been enforcing an intermittent embargo against Rojava, with some trucks waiting a couple of months on the frontier. Mr Muslim said the border was opening and closing "according to the mood" of KRG authorities.

He is dubious about reports of Russian troops joining the war in Syria. He had been in Moscow last month and had been assured that the Russians "would not do that. [Russian special envoy for Syria Mikhail] Bogdanov said to me that they would not be involved in the fighting."

Though he is determined to fight Isis until it is defeated, Mr Muslim believes that the Syrian civil war must end in a compromise.

"In the end there should be political solution," he says. "No side can finish off the other." ♦

TURQUIE

Une guerre risquée contre les Kurdes

Une victoire d'Ankara contre les combattants kurdes, comme dans les années 1990, est douteuse. La présence du PKK au cœur des villes turques provoquerait un conflit ethnique incontrôlable.



—Al-Monitor (extraits)
Washington

Après deux ans et demi d'une période sans affrontements, ce début de septembre 2015 a constitué une phase très meurtrière depuis que, le 24 juillet dernier, le gouvernement AKP a lancé la guerre contre le PKK. L'une des attaques les plus sanglantes menées par le PKK a eu lieu à Daglica, dans le sud-est du pays, dans une zone située à la jonction des frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran. Il s'agit, selon l'état-major, des plus grosses pertes - 16 morts et 6 blessés - subies par l'armée turque depuis les années 1990, lorsque les combats opposant l'armée turque au PKK avaient atteint leur paroxysme.

L'attaque de Daglica [suivie le lendemain par un attentat coûtant la vie à 13 policiers turcs] est un tournant. Selon certains observateurs, nous serions en train de revenir à la situation guerrière qui prévalait

au cours des années 1990. Mais cette assertion est-elle fondée ? En Turquie, les années 1990 sont synonymes d'attaques du PKK contre des garnisons et des villages, de civils kurdes tués, d'activistes kurdes assassinés par des escadrons de la mort, de milliers de villages kurdes brûlés afin qu'ils ne constituent plus un refuge pour le PKK, et de villageois forcés à l'exil. Allons-nous vivre une répétition de ce scénario ?

La guerre menée par l'Etat turc à l'époque avait affaibli le PKK dans les zones rurales et avait conduit en 1999 à la capture d'Abdullah Ocalan, qui dirigeait le PKK depuis Damas. Le PKK avait alors décrété un cessez-le-feu unilatéral et retiré une grande partie de ses guérilleros du territoire turc. Le gouvernement turc peut-il aujourd'hui, en lançant une nouvelle guerre contre le PKK, espérer vaincre cette organisation comme il l'a fait à la fin des années 1990 ? Il semble qu'il faille répondre par la négative, car il apparaît que faire durer cette

↳ Dessin de Hachfeld paru dans Neues Deutschland, Berlin.

guerre aujourd'hui est impossible. Et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce que, au cours des années 1980 et 1990, le PKK était surtout implanté dans les zones rurales, mais à partir des années 2000 le centre de gravité du PKK s'est déplacé vers les villes. L'épicentre des affrontements entre les forces de sécurité et le PKK, qui ont repris en juillet, se trouve désormais dans les villes du sud-est de l'Anatolie, à majorité kurde. C'est là que le parti prokurde HDP fait ses meilleurs scores électoraux. Dans ces villes, il est désormais devenu très compliqué de dissocier le mouvement kurde de la population kurde. Ainsi, appliquer aujourd'hui une politique de la "terre brûlée" dans les villes et gros bourgs kurdes semble tout à fait irréaliste. Les dégâts qu'occasionneraient dans ces villes les combats entre les forces de sécurité et des milliers de militants kurdes armés déboucheraient sur une instabilité qui risquerait de se propager à l'ensemble du pays.

Option guerrière. Par ailleurs, l'opinion publique en Turquie n'est pas convaincue de l'absolue nécessité de cette guerre lancée en juillet par Erdogan. L'attitude des familles et de la population, qui fréquemment, lors d'obsèques de soldats tombés au combat contre le PKK, désignent le gouvernement comme premier responsable de ces pertes humaines, illustre bien la défiance de l'opinion vis-à-vis de l'option guerrière du gouvernement. Il s'agit d'ailleurs là d'une attitude inédite.

C'est la première fois en treize années de gouvernance AKP que ce parti met fin à une période de cessation des combats contre le PKK avant une échéance électorale [prévue pour le 1^{er} novembre prochain] et qu'il fait ce choix politique précisément en vue de ces élections. Il n'est pas du tout sûr que cette option permette à l'AKP d'obtenir la majorité dont il aurait besoin pour gouverner seul. Une baisse significative des intentions de vote en faveur du parti prokurde HDP n'a pas encore été constatée.

La décision de reprendre les combats ne relève donc pas d'une stratégie à long terme, ce n'est qu'une action tactique au service d'un objectif politique à court terme.

Partenaire fiable. Abdullah Ocalan était le leader unique du PKK. Sa capture en 1999 a profondément déstabilisé l'organisation kurde. Mais aujourd'hui la direction du PKK, qui se trouve dans les monts Kandil, dans le nord de l'Irak, est collective. La capture d'un leader emblématique, comme ce fut le cas en 1999, n'aurait donc plus les mêmes effets aujourd'hui.

A travers le PYD, son pendant syrien, le PKK est devenu le partenaire le plus fiable de l'Occident contre Daech. Cette situation contribue à donner auprès de l'opinion occidentale une certaine légitimité au mouvement kurde de Turquie. Dans ces conditions, les gouvernements occidentaux peuvent difficilement faire preuve de compréhension à l'égard d'une stratégie visant à éradiquer le PKK.

La direction militaire de cette organisation, située dans les monts Kandil, semble avoir accepté cette guerre et mène des actions très dures, provoquant de grosses réactions de colère dans l'ouest de la Turquie. Même au cours des périodes les plus sanglantes des années 1990, la guerre entre l'armée turque et le PKK n'a pas débouché sur un affrontement entre Turcs et Kurdes. Or les derniers événements montrent que ce risque existe, et que ce conflit peut échapper à tout contrôle. Dans ce cas de figure, la Turquie serait confrontée à une exportation de la violence vers les grandes villes, à des affrontements ethniques entre Turcs et Kurdes, à une internationalisation de la question kurde et au retour de l'armée aux affaires. Pour épargner à la Turquie un tel scénario, il faut de toute urgence décréter un cessez-le-feu et permettre aux élections du 1^{er} novembre de se dérouler dans un environnement sécurisé.

—Kadri Gürsel

Publié le 8 septembre

Guerre en Syrie, les raisons d'en finir

La Russie espère entraîner les Occidentaux dans une coalition militaire contre Daech et mettre fin à un conflit qui a fait 240 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés

P. 2-3



Kurde syrien dans les ruines de la ville de Kobané.

► Quatre ans après le début de la guerre en Syrie, qui a fait au moins 240 000 morts, l'Occident est fatigué par un conflit qui perdure et qui provoque l'afflux de réfugiés syriens fuyant leur pays.

► La Russie, qui a amorcé un dialogue militaire avec les États-Unis afin de monter une coalition internationale contre Daech, se verrait bien en faiseur de paix en Syrie.

► En 1989, la signature de l'accord de Taëf mettait un terme à quinze ans de guerre civile au Liban et réorganisait l'équilibre des pouvoirs entre les différentes communautés religieuses.

En Syrie, le temps de la diplomatie ?

► Vladimir Poutine espère entraîner les Occidentaux dans une coalition militaire contre Daech.

► Quatre ans de conflit, 240 000 morts et des millions de déplacés et de réfugiés conduisent à rechercher une solution politique.

« En quelques mois, la Syrie peut être libérée, lançait jeudi dernier l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy. Il faut construire les conditions de la création d'une armée de libération de la Syrie, s'appuyer sur les voisins, dialoguer davantage avec la Russie et Poutine. »

Au Kremlin, Vladimir Poutine a dû se réjouir d'un soutien pour le moins inattendu.

► Daech, l'ennemi commun

Quatre ans après le début de la guerre en Syrie, et quelque 240 000 morts, l'Occident est fatigué par un conflit qui perdure et débordé par les réfugiés syriens qui fuient et le régime de Bachar et les combats dans les zones tenues par la rébellion. Pour ceux qui en ont les moyens, la destination n'est plus la Turquie, la Jordanie ou le Liban, mais l'Europe. Ses dirigeants ne savent plus comment endiguer ce flot et s'inquiètent des menaces terroristes que fait peser Daech sur leur sol.

Aussi, lorsque le 16 septembre, Moscou a proposé à Washington d'ouvrir un dialogue

« entre militaires » des deux puissances sur le conflit en Syrie, sous prétexte d'éviter en particulier tout incident entre forces armées américaines et russes sur le terrain, beaucoup ont vu plus loin et se sont imaginé que, si les Russes et les Américains pouvaient s'entendre, peut-être y aurait-il une solution pour mettre fin au conflit.

« L'idée de Moscou, c'est de concilier la lutte mondiale contre l'islamisme, dont Vladimir Poutine veut se faire le héros, avec le règlement du conflit en Syrie », explique l'opposant syrien Haytham Manna.

► Poutine en « faiseur de paix »

Vladimir Poutine s'imagine de nouveau en faiseur de paix. Tout un paradoxe pour sa diplomatie particulièrement critique à l'égard des ingérences occidentales au Moyen-Orient. Mais il y aurait urgence : Moscou s'inquiète des pertes de son allié, le président Bachar Al Assad, face à Daech et, en cas de défaite du leader syrien, redoute le retour de milliers de djihadistes provenant des républiques russes du Caucase.

« L'activisme de Moscou ne vise plus seulement à porter une assistance au régime de Damas. La Russie se prépare à mener une campagne aérienne contre Daech et met en place les infrastructures nécessaires », assure Igor Delanoë, chercheur géopolitique à l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Contre les djihadistes, le Kremlin veut créer une alliance internationale avec l'armée de Bachar Al Assad mais, au-delà, se servir de la Syrie comme d'un levier diplomatique pour faire diversion en Ukraine. « Moscou, en pleine crise économique, ne peut pas risquer en Syrie un nouvel Afghanistan. Et ne peut pas gérer deux conflits en même temps, Ukraine et Syrie », analyse Alexeï Malashenko, chercheur au centre Carnegie à Moscou.

« Mais, pour le moment, informations et propagande bien coordonnées entre Moscou et Damas font passer un message clair : la Russie montre qu'elle se donne les moyens de pouvoir agir unilatéralement en Syrie et veut ainsi forcer les Occidentaux à se mettre d'accord avec elle pour leur montrer qu'il faut faire de même pour l'Ukraine », insiste Pavel Felgenhauer, expert militaire à Moscou. « Je ne vois pas de proposition russe. Il s'agit d'une agitation politique destinée à couvrir une action militaire, objecte Thomas Pierret, maître de conférences à l'université d'Édimbourg en Écosse, spécialiste de la Syrie. La présence russe est là pour protéger le régime de Bachar al Assad. »

Les Russes qui disposaient déjà d'une base militaire dans le port de Tartous, en ont installé une autre à Lattaquié, à 80 km au nord, ville qui ouvre la porte sur la montagne alaouite, fief du régime Assad. Selon des sources américaines, elle est dotée d'armes susceptibles d'appuyer l'armée syrienne contre les combattants de Daech.

« Le renforcement de la présence russe à Lattaquié rend service aux Américains qui n'ont pas envie que les rebelles avancent sur la côte méditerranéenne », estime encore Thomas Pierret.

► Bachar, au régime affaibli

« Les Russes ont lancé une perche à un moment charnière, analyse de son côté Joseph Maïla, professeur de géopolitique à l'Essec. La situation sur le terrain est de plus en plus inquiétante. Daech fixe des jalons et met en danger l'opposition armée de la coalition nationale syrienne et menace aussi les autres formations islamistes. Le premier bilan des bombardements de la coalition dirigée par les Américains est mitigé, pour ne pas dire négatif. Les frappes ont atteint leurs limites », poursuit l'ancien directeur de la prospective au Quai d'Orsay.

Bachar Al Assad est affaibli. Tout le monde en convient. Le régime qui s'était résolu à exercer son pouvoir sur la « Syrie utile », abandonnant les zones kurdes et les bases aériennes éloignées au profit de la défense d'une zone le long de la Méditerranée et le long de la frontière avec le Liban, n'arrive plus à maintenir cette stratégie. Sa politique du tout répressif avec des bombardements aux barils d'explosifs lancés sur les habitations n'endigue en rien la détermination des forces combattantes de l'opposition.

► La diplomatie, désormais envisagée

« Ce sont les Russes qui donnent le la, mais le climat est à la reprise de la diplomatie », ajoute Joseph Maïla. Mais pourquoi avoir attendu quatre ans ? Petit retour en arrière. D'août 2012 à mai 2014, l'ONU et la Ligue arabe mandatent Lakhdar Brahimi pour mener des négociations à Genève entre régime et opposition syrienne afin de mettre fin au bain de sang en Syrie.

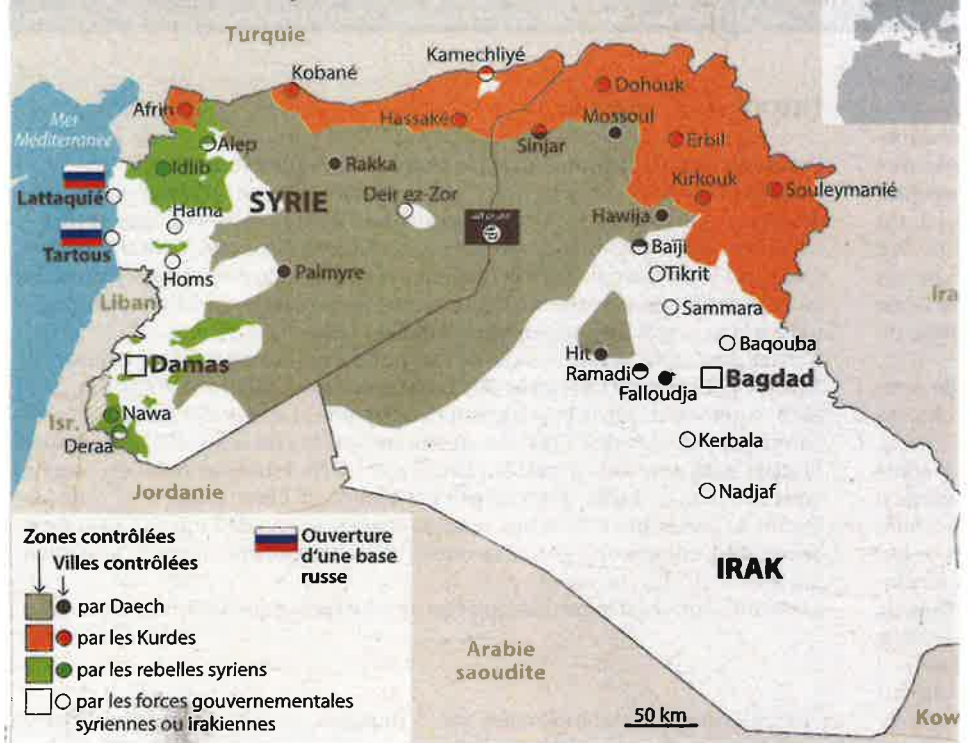
En mai 2014, à la surprise générale, le médiateur algérien qui pourtant en a vu d'autres jette l'éponge. Il confie à un ancien diplomate que les parties n'ont aucun intérêt à négocier puisqu'elles sont persuadées de pouvoir remporter la bataille militaire. « C'est quand on estime que l'on ne peut plus gagner la guerre que l'on tente la paix », rappelle Joseph Maïla.

► Téhéran, plus conciliant

« On va vite en besogne quand on place Téhéran et Moscou dans le même camp », met en garde Joseph Maïla qui estime que les deux capitales ont des intérêts convergents mais des stratégies différentes. « En Syrie, l'Iran défend la stratégie de la continuité territoriale du Golfe à la Méditerranée via les chiïtes d'Irak, alaouites syriens et chiïtes libanais du Hezbollah », souligne-t-il. ●●●

●●● Mais après quatre ans de combat et de soutien d'une armée syrienne à bout de souffle, les Iraniens se réajustent. D'où leurs positions plus conciliantes envers Moscou prêt à prendre

La situation en Syrie et en Irak



sa part du fardeau. En Syrie, il y a la place pour deux, estime Moscou.

► Un « front sunnite », lui aussi affaibli

L'Arabie saoudite, en ralliant un « front sunnite » composé des monarchies du Golfe, du Qatar et de la Turquie, espérait rapidement se débarrasser de Bachar Al Assad et infliger une défaite à l'Iran, dont il redoute l'hégémonie dans le Golfe, surtout après la signature d'un accord sur le nucléaire initié par Washington. Depuis son arrivée au pouvoir, le roi Salmane, persuadé qu'il ne pourra plus très longtemps compter sur son vieil allié américain, s'est lancé au Yémen, dans une véritable démonstration de force à la tête d'une coalition arabe contre les rebelles houthis, qu'il accuse d'être soutenus par Téhéran.

Or, après des mois de bombardements, nulle victoire ne semble se dessiner. Le Yémen pourrait se transformer en véritable borborygme pour Riyad – comme le fut le Vietnam pour les Américains –, et ses alliés, alors que les corps des premiers soldats des Émirats arabes unis ont été renvoyés à leurs familles.

► La solution politique, une option ?

Les Occidentaux ont modifié leur discours envers Bachar Al Assad. Au préalable posé par son départ, ont succédé un « calendrier et des modalités qui doivent être décidés dans le cadre du processus de Genève », selon John Kerry et son homologue britannique Philip Hammond. Même la France a mis de l'eau dans son vin et s'aligne désormais sur la position américaine.

À Damas, le diplomate de l'ONU Staffan de Mistura, qui a repris le flambeau après le départ

de Lakhdar Brahimi, est venu pousser une initiative de paix. Il n'a fait aucun commentaire après une rencontre avec le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, qui a insisté sur le fait que « la lutte contre le terrorisme » était « la priorité et le prélude à une solution politique », selon l'agence officielle syrienne Sana.

« Le chemin de la négociation sera lent et compliqué à mettre en place car on est en dans une enfilade d'impasses, militaire, diplomatique et humanitaire. C'est beaucoup pour se mettre à table et discuter », poursuit Joseph Maïla. Et de déplorer le manque d'« honest broker » (courtier honnête) qui parlerait à toutes les parties. « Je ne vois pas des négociations se tenir tant que Daech continue de marquer des points sur le terrain », souligne-t-il.

Au plan diplomatique, les Russes s'activent : ils ont accompagné le chef des services de renseignements syriens, Ali Mamilouk, dans le bureau du ministre saoudien de la défense, fils du roi Salmane... Ils ont par ailleurs reçu les représentants de la coalition nationale syrienne et d'autres groupes d'opposants peu représentatifs de la population.

« Cela n'est pas sérieux, s'offusque Thomas Pierret. Les Russes ont en tête un ravalement de façade du régime de Assad avec des réformes cosmétiques. Un gouvernement composé d'opposants à fonction décorative, ça ne marchera pas. Si on veut affaiblir les extrémistes des deux camps et mettre à table les modérés de la coalition nationale syrienne et des rebelles syriens, il faut que ce soit crédible. La question qui se pose en Syrie, poursuit-il, est comment démanteler un pouvoir qui repose depuis quarante ans sur un squelette constitué d'appareils sécuritaires dominés par les Alaouites ? »

AGNÈS ROTTIVEL avec BENJAMIN QUÉNELLE (à Moscou)



19 septembre 2015

Turquie: les opérations militaires anti-PKK s'intensifient

Par RFI 19 septembre 2015
www.rfi.fr/

La Turquie intensifie ses opérations militaires contre le mouvement rebelle kurde du PKK. De nouveaux bombardements meurtriers ont visé cette semaine plusieurs cibles situées au nord de l'Irak de l'autre côté de la frontière. Parallèlement, le gouvernement turc a fait savoir qu'il allait engager plusieurs milliers de miliciens kurdes dans le sud-est du pays.

Des combattants pro-gouvernement vont rejoindre les rangs des « gardiens de village », une organisation paramilitaire créée de toutes pièces pour lutter contre le PKK.

C'est dans les années 1980 que ces « gardiens » sont apparus dans le conflit meurtrier qui oppose les autorités d'Ankara, aux rebelles kurdes du PKK. En échange d'un

fusil automatique, et d'un salaire inférieur à 200 euros par mois, des dizaines de milliers de kurdes vont rejoindre cette organisation paramilitaire qui servira de force d'appoint pour combattre la rébellion.

A l'origine, les miliciens devaient avoir pour mission la protection de leurs villages, face au PKK. Mais très vite ils participeront activement aux opérations militaires menées par l'armée - avec le double avantage de maîtriser les dialectes du Kurdistan, et de connaître parfaitement les montagnes où se déroulent les affrontements.

Un système vivement critiqué

Dans le courant des années 1990 le système est critiqué par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, qui accusent les miliciens d'avoir procédé à des exécutions arbitraires. Selon des



Des personnes se tiennent près d'un drapeau du Parti des travailleurs Kurdes, le PKK, le 14 septembre 2015.

AFP PHOTO/ILYAS AKENGIN

chiffres officiels, plusieurs milliers de ces gardiens de village ont été impliqués dans des crimes et des délits mais seulement 900 d'entre eux ont été poursuivis.

Actuellement, on dénombre environ 70 000 « gardiens de village » dans le sud-est de la Turquie mais leur nombre devrait rapidement augmenter à mesure que s'embrase le conflit entre l'armée turque et le PKK. ♦



24 septembre 2015

Irak : d'anciens soldats français sont arrivés pour se battre contre Daech

Frédéric Gerschel | 24 Sept. 2015
http://www.leparisien.fr

Selon nos informations, 4 anciens militaires français viennent d'arriver en Irak pour rejoindre les rangs des forces kurdes engagées contre le groupe Etat islamique. Ils font partie de l'organisation chrétienne Dwekh Nashwa (ndlr futur martyr en langue araméenne) et vont rejoindre d'autres combattants étrangers, notam-

ment des américains et des britanniques déjà présents dans la région de Mossoul.

Toujours selon nos informations, cette petite avant-garde devrait se renforcer au fil des semaines : près de 200 ex-soldats français se sont portés candidats pour affronter les jihadistes de Daech en Irak ou en Syrie. D'autres organisations créées récemment et regroupant des vétérans de l'armée française comme la «Task force



Lafayette»-ou le «Bataillon Beaufort» recrutent également.

«On veut se rendre là-bas pour défendre les minorités persécutées par les islamistes, notamment les chrétiens d'orient» explique un ex sous-officier d'infanterie candidat au départ. Sur place, toutefois, l'intégration des Français se fera au compte-gouttes, les forces kurdes se montrant réservées sur l'apport réel des combattants étrangers. ■



Turquie: 2 soldats, 34 rebelles kurdes tués dans des heurts

Ankara, 25 septembre 2015 (AFP)

DEUX SOLDATS turcs et 34 rebelles kurdes ont été tués lors d'affrontements au cours des dernières 24 heures dans le sud-est de la Turquie, en proie depuis deux mois à une résurgence spectaculaire des violences, a annoncé vendredi l'armée turque.

Les militaires ont été tués dans deux attaques séparées menées par la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) près de la localité de Beytussebab, dans la province de Sirnak, a indiqué un communiqué en ligne de l'état-major des armées.

Les raids de l'aviation sur des positions rebelles dans cette zone ont permis de "neutraliser 34 terroristes", selon le texte. Ce bilan n'a pas pu être confirmé de source indépendante.

Depuis près de deux mois, des affrontements meurtriers ont repris entre l'armée et le PKK, pour l'essentiel dans le sud-est à majorité kurde du pays. Les rebelles multiplient les attentats et l'armée y répond en bombardant leurs camps, y compris dans le nord de l'Irak.

Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, près de 150 soldats et policiers et environ 1.100 rebelles du PKK ont été tués depuis la fin juillet.

Cette escalade de la violence a provoqué la suspension des discussions de paix engagées fin 2012 par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara avec les rebelles dans l'espoir de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait quelque 40.000 victimes depuis 1984. ●

AFP

Turquie: deux policiers tués dans une attaque attribuée au PKK

Istanbul, 28 septembre 2015 (AFP)

DEUX POLICIERS TURCS ont été tués lundi soir dans la ville d'Adana (sud) lors d'un attentat attribué aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont annoncé les autorités locales.

Selon les premiers témoignages cités par l'agence de presse Dogan, des hommes armés qui circulaient sur une moto ont ouvert le feu sur une voiture de police devant un hôpital de la ville.

"Cette attaque a provoqué la mort immédiate d'un +martyr+, un second policier est mort à l'hôpital après une intervention chirurgicale", a déclaré le gouverneur local, Mustafa Büyük, cité par Dogan. "Les premières informations dont nous disposons indiquent qu'il s'agit d'une attaque de l'organisation terroriste", a-t-il ajouté.

Les auteurs des coups de feu sont parvenus à prendre la fuite.

Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien.

Selon la presse favorable au gouvernement, près de 150 policiers ou soldats ont été tués et plus de 1.300 "terroristes" du PKK éliminés depuis deux mois.

Le principal parti prokurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP), et des ONG affirment que plusieurs dizaines de civils ont également été tués lors des opérations militaires menées par l'armée et la police. ■

AFP

Turquie: plus de 30 rebelles kurdes tués dans une opération en Irak (Erdogan)

Ankara, 29 septembre 2015 (AFP)

L'ARMÉE TURQUE a tué plus de 30 combattants kurdes au cours d'une opération dans le nord de l'Irak où sont retranchés des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous avons mené une opération transfrontalière au cours de la nuit. Plus de 30 terroristes ont été tués", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours télévisé.

L'aviation turque avait mené des frappes d'envergure contre des camps du PKK dans plusieurs régions du nord de l'Irak début septembre, et les forces terrestres y avaient mené une incursion à la poursuite des rebelles kurdes turcs.

Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien.

Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, ces violences ont causé la mort de près de 150 soldats ou policiers et environ 1.100 rebelles du PKK. ■

AFP

Turquie: deux soldats, un policier tués dans des attaques attribuées au PKK

Istanbul, 29 septembre 2015 (AFP)

DEUX SOLDATS TURCS ont été tués et trois blessés mardi dans le sud-est de la Turquie, par l'explosion d'une bombe qui a atteint leur véhicule, une attaque attribuée aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé l'armée.

Les soldats ont été tués par une bombe déposée sur le bord d'une route dans le district de Semdinli dans la province de Hakkari province, a précisé l'armée.

Par ailleurs mardi, une bombe déposée par des rebelles du PKK sur une route dans la province de Batman (sud-est) a explosé au passage d'un véhicule de la police, tuant un policier et en blessant huit, selon l'agence officielle Anatolie.

Le gouvernement turc a lancé fin juillet une vaste offensive contre les repaires du PKK, dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak, où sont retranchés des rebelles. L'organisation rebelle a de son côté multiplié ses attaques, tuant des dizaines de policiers et soldats à un rythme presque quotidien.

Depuis juillet, près de 150 soldats et policiers ont été tués dans des attaques attribuées au PKK, tandis que plus de 1.300 rebelles ont trouvé la mort, selon les médias pro-gouvernementaux. ■

RUDAW

September 27, 2015

Mar Gerges III consecrated as new Assyrian Patriarch in Erbil

By RUDAW.net 27/9/2015

AINKAWA, Kurdistan Region — In a live-broadcast ceremony held in the Christian township of Ainkawa near Erbil, Mar Gerges III was consecrated as the new patriarch of the Assyrian Church of the East on Sunday.

Mar Gerges III was elected to the position by an assembly of 15 cardinals on Saturday, and Pope Francis I, the head of the Roman Catholic Church, was among the first to offer his well wishes in a message sent to the new Assyrian patriarch.

Hundreds of dignitaries from



Mar Gerges III consecrated as new Assyrian Patriarch in Erbil. Photo: Rudaw

the Kurdistan region and Iraq witnessed the ceremony as the new patriarch took the oath as Holy

Father.

Government representatives, including Kurdistan region Prime

Minister Nechirvan Barzani and Iraqi Transportation Minister Hussein Shahrstani, attended the ceremony, which was held at St. John the Baptist Church.

Representatives from the Vatican and the Assyrian community in Australia were also among those present.

It is estimated that Christians in Iraq make up over 3 percent of the population. According to the 1987 Iraqi census, 1.4 million Christians, including the Assyrian community, lived in Iraq, but many have since migrated to the West after years of persecution and economic hardship.

Unofficial estimates suggest that over 60,000 Assyrians still live in the Kurdistan region, but the majority of Assyrians see the Nineveh Plains as their ancestral homeland, and would prefer more self-rule for their community. ■



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

IRAQI KURDISTAN EXPORTS AVERAGE OVER 470,000 BPD IN AUGUST

September 4, 2015

Erbil: Iraq's Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Natural Resources (MNR) released its August report on Thursday, stating the region's exports reached an average of 472,832 barrels per day (bpd). Total exports for the month were listed at 14,657,798 barrels, of which 10,958,817 barrels came from fields operated by the KRG. Fields operated by the North Oil Company (NOC) supplied the remaining 3,698,981 barrels. The MNR also announced that the KRG provided the Iraqi State Oil Marketing Organization (SOMO) with a total of 1,579,004 barrels in August, showing a continual decrease from previous months. The MNR said that it had transferred 2,201,540 barrels to SOMO in July. Independent oil sales continued in August, "to compensate the Region for the budget shortfalls from the federal government in Baghdad and to continue to pay down debts accumulated in 2014 from pre-payments for direct oil sales," the MNR statement said. MNR Minister Ashti Hawrami spoke on NRT's Tawtwe program on August 24 and said the KRG began independently selling oil in June and that it had lost \$500 million due to attacks inside Turkey on the Kurdistan-Ceyhan pipeline...nrttv.com

IRAN'S QUDS FORCE MEETS DEADLOCKED KURDISH PARTIES

September 7, 2015

Erbil: A delegation representing the Quds Force of the Iranian Revolutionary Guards arrived in Iraq's Kurdistan region on Sunday to meet with political groups deadlocked over the presidency crisis in the region. The group reportedly met with Hero Ibrahim Ahmed, wife of Jalal Talabani, in Sulaimani on Sunday to discuss the role of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The delegation held separate meetings with PUK officials Kosrat Rasul Ali and Barham Salih. Official sources from the PUK said the Iranians discussed internal problems inside the PUK and Barzani's disputed presidency term. The Iranian delegation is scheduled to meet with Gorran Movement leader Nawshirwan Mustafa and then will visit Erbil to meet the KDP party leader Masoud Barzani, the PUK source told Rudaw. The visit of the Quds Force delegation is the third time Iran has sent envoys to discuss the political stalemate. The Quds Force, which translates as "Jerusalem Force," is a special forces unit of the Iranian Revolutionary Guards that operates outside of Iran...rudaw.net | Ekurd.net

US REPORTEDLY TO TRAIN 9,000 NEW PESHMERGA

September 9, 2015

Erbil: The Peshmerga Ministry of Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) has launched a fresh recruitment drive, supported by the United States army which will provide weapons, military equipment and training. A source told Basnews that US military officials have urged Kurdish Peshmerga commanders to conclude the recruiting process and establish three fresh Peshmerga brigades soon. Member of the parliamentary committee for Peshmerga affairs, MP Qadr Watman revealed that up to 5,000 people have so far registered, but the recruiting phase will continue until the 9,000 men needed for the new brigades have been bought in. "Each brigade is made up of 3,000 Peshmerga who will receive military training later. Academic commanders will be appointed for the new brigades," Watman said. The US reportedly has delivered sufficient arms for the brigades to Erbil. A US delegation, headed by Lieutenant General John Bednarek, visited the Peshmerga minister and commanders a few months ago; he promised to support the ministry in establishing three new Peshmerga brigades. basnews.com

AT LEAST 3 PESHMERGA KILLED AND 13

WOUNDED IN KIRKUK OFFENSIVE

September 11, 2015

Kirkuk: At least three Peshmerga soldiers were killed in Kirkuk early Friday and 13 wounded, some with life-threatening injuries, after Kurdish forces launched a ground offensive to recapture areas south of Kirkuk city, military officials told Rudaw. General Yaseen Abdulla of the 9th Peshmerga Brigade said the offensive was supported by coalition airstrikes targeting positions of the Islamic State group (IS). He said the Peshmerga casualties were from IS snipers and buried landmines around the villages. "We have two mobile hospitals with us there which treat the wounded," Abdulla said, adding that US military doctors were also involved in treating wounded Peshmerga of the Kurdistan Region. The Peshmerga launched a three-pronged ground offensive to drive out IS militants from 13 villages on Friday morning. Abdullah said at least two of them, Talrabaa and Albu Muhammad, had been fully recaptured...rudaw.net

MASSOUD BARZANI: THE CURRENT SITUATION IN IRAQ IMPEDE ENSURING THE INDEPENDENCE OF KURDISTAN

September 14, 2015

Erbil: The leader of Kurdistan Democratic Party KDP Massoud Barzani, said on Saturday that the current situation in Iraq impede ensuring the independence of the Kurds. Barzani said in a statement to Russia Channel 24 today that the Region wants to resolving this issue in a peaceful manner and through dialogue with Baghdad, but Baghdad is now facing many problems, in addition to the problems with Erbil." He added that the right of the Kurdish people to step towards independence, but the current situation hinder ensuring the independence of the Kurds," describing the separation from Iraq as the normal process of democracy. He outlined that the Kurds were always with the building of a democratic federal state, adding that the current situation hinder ensuring the independence of Kurdistan, not only taking into account the current circumstances, but the security conditions experienced by the whole country. ninanews.com | Ekurd.net

IRAQI KURDISTAN GAS UNLIKELY TO ARRIVE IN TURKEY EARLIER THAN 2019

September 19, 2015

Ankara: As the future of the Turkish Stream is still uncertain due to disagreements between Russia and Turkey, natural gas resources from Iraq's autonomous Kurdistan region are considered by Turkey as another option for diversifying the energy mix and supply security. While some sources claim that Kurdistan gas is scheduled to come into operation and arrive in Turkey in 2017, current projects suggest that it is unlikely reach Turkey before 2019. Iraqi Kurdistan has 5.7 trillion cubic meters of natural gas reserves, which is around 3 percent of the world's total reserves, and the Kurdistan Regional Government KRG aims to play a prominent role in regional and global gas markets. Turkey and the KRG signed a comprehensive agreement on energy cooperation at the end of 2013, which aims to deliver up to 2 million barrels of Iraqi Kurdish oil per day to world markets and at least 10 billion cubic meters of gas to Turkey per year. dailysabah.com | Ekurd.net

90 US TROOPS ARRIVE IN KURDISTAN REGION FOR MOSUL OPERATION: LAWMAKER

September 20, 2015

Erbil: U.S. soldiers have arrived at a camp in Iraq's Kurdistan Region in preparation for an assault on the IS-held Iraqi northern city of Mosul, a member of the Iraqi parliament's security and defense committee said Saturday. Nayef al-Shammari said 90 troops arrived at the base in Makhmur, southwest of Kurdistan capital city of Erbil, and the "Iraqi government and Mosul town council will decide whether they join the Mosul operation or not." According to Anadolu the Pentagon denied the claim. "As we've long said, U.S. troops are not in a combat mission in Iraq," a spokesman said. "U.S. forces are there for train, advise and assist missions." However, Shammari told the agency that the troops would be "steered by the operation units established by the Iraqi government, Kurdish Regional Government and coalition forces." Mosul, Iraq's second city, was captured by the IS in June 2014. kurdpress.ir | Ekurd.net ⇨

⇒

ISLAMIC STATE TARGETS ABOUT 100 SUNNI ARAB FIGURES IN KIRKUK: OFFICIAL

September 21, 2015

Kirkuk: Member of Kirkuk Provincial Council, Kamran Karkuki announced on Monday that Islamic State group (IS) is preparing to target about 100 government officials, local judges and Sunni Arabs in the province. Karkuki told the Voice of America, that a number of sleeper cells affiliated with IS managed to camouflage and enter with the displaced families to Kirkuk province, explaining that evidence of this began by the assassination and organized crime operations that have increased with the growing number of displaced people. An officer in the Iraqi police had said on Sunday that a judge and three of his bodyguards were killed when they were attacked by unidentified gunmen in one of the neighborhoods in Kirkuk province. The officer said that a number of militants stormed Monday morning al-Qudos neighborhood and killed the investigation judge in Kirkuk Court, Ibrahim Khamis and three of his bodyguards then fled to an unknown destination. The officer added that the judge is of the people of Hawija city, since the IS group controlled last year that city, Judge Ibrahim changed his place of residence in order to continue to perform his work. shafaaq.com | Ekurd.net

IRAQI KURDISTAN STOPPED OIL EXPORT TO CEYHAN DUE TO ATTACK ON PIPELINE IN SOUTHEASTERN TURKEY

September 25, 2015

Erbil: The flow of crude oil from Iraq's Kurdistan Region to Ceyhan was halted on Thursday following theft from the export pipeline in Turkey, Kurdistan Regional Government (KRG) said. KRG Ministry of Natural Resources issued a statement on Friday saying that thieves struck the pipeline near Urfa on the first day of Eid al-Adha (Feast of Sacrifice). A crew was due to start work on the repairs Friday, September 25, though the exact time for flows to restart was unknown, the ministry said. The ministry added "persistent theft from the Iraq-Turkey crude oil pipeline in the southeast of Turkey continues to damage the welfare of the people of the Kurdistan Region of Iraq at a critical time for their security and stability." Revenue from crude oil export through the pipeline to Ceyhan represents the Kurdistan Region's main means of survival. Without such revenue, salaries of Peshmerga, the security forces and other key government workers cannot get paid. "These treacherous acts of theft and sabotage harm the ability of Kurds across the region to fight Islamic State terrorism," the ministry said...nrtv.com | Ekurd.net

PKK HAS ENGAGED IRAQ'S KURDISTAN REGION IN WAR AGAINST TURKEY: PUK OFFICIAL

September 26, 2015

Slemani A leading member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has accused the Kurdistan Workers' Party (PKK) of engaging Iraq's Kurdistan Region in war against Turkey. PKK and Turkey resumed, after June 7 election, a war that was halted in 2012 after Ankara launched its Kurdish peace process to end its decades-long Kurdish question. Bakhtiar Shawais told al-Malomeh News Agency that the PKK has involved the Kurdish region in the war which would bring hazardous outcomes for the autonomous government. He added that Turkey jets' bombing villages in Kurdistan Region and Iraq is violating the region and Iraq's integrity. Shawais reiterated on an agreement between the PKK and the Iraqi federal government and said Iraq's silence against Turkey aerial on villages in the Kurdish region would not benefit Baghdad. He finally expressed his hope that Turkey would halt its attacks on villages in the region on the pretext of fighting the PKK. kurdpress.ir | Ekurd.net

IRAQ TO SHARE INTELLIGENCE ON IS WITH RUSSIA, IRAN AND SYRIA

September 27, 2015

Baghdad: Iraq will begin sharing "security and intelligence" information with Russia, Syria and Iran to help combat the advances of the Islamic State group, the Iraqi military announced Sunday. A statement issued by the Iraqi Joint Operations Command said the countries will "help and

cooperate in collecting information about the terrorist Daesh group," using the Arabic acronym for the Islamic State group. Iraq has long had close ties with neighboring Iran and has coordinated with Tehran in fighting the advance of IS - which controls about a third of Iraq and Syria in a self-declared caliphate. Iranian commanders have helped lead Iraqi Shiite militiamen in combat. A U.S.-led coalition has been conducting aerial bombing campaigns against IS positions in Iraq and Syria, but U.S. officials insist they have no coordination with Tehran on the matter. The agreement with Russia comes at a time when Moscow is ramping up its involvement in Syria in defense of its ally Bashar Assad, with Russian soldiers on the ground in Syria, according to activists. The Iraqi military statement said that Moscow is increasingly concerned about "the presence of thousands of terrorists from Russia who are carrying out criminal acts with Daesh." AP

KURDISH FORCES ADVANCE AGAINST NUSRA FRONT IN SYRIA'S ALEPPO

September 28, 2015

Aleppo: Local sources said on Monday that the Syrian Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG) stormed al-Nusra Front militants and seized control over the Sheikh Maqsd district in Aleppo. The sources said that the YPG forces in heavy clashes with Nusra militants, supported by Ahrar al-Sham terrorists, retook Sheikh Maqsd district. On Sunday, sources said that the YPG forces have stormed the strongholds of the al-Qaeda-affiliated group of al-Nusra Front near Aleppo, and tightened a week-long siege on them. "Rebels of al-Nusra Front and al-Shamia Front have been besieged by the YPG forces for weeks near Sheikh Maqsd district," the sources said. "The rebels attacked two YPG checkpoints in an attempt to break the siege, then clashes broke out causing the death and injury of several fighters on both sides," the source said...farsnews.com

BARZANI VISITS PATRIARCH OF THE ASSYRIAN EAST CHURCH "AND APOLOGIZES FOR HIS SHORTCOMINGS"

September 28, 2015

Erbil: KDP leader Massoud Barzani visited on Monday, Patriarch of the Assyrian East Church Mar Gorges in St. Yohana Church in Ankawa town in Kurdistan capital city of Erbil. Barzani said during the meeting of the Patriarch, Mar Gorges that he "apologizes for any failure," as the latter thanked Barzani, stressing that he does not feel that he is in a visit but in his country. Gorges noted that the relations should be developed between the two sides, stressing that he believes that the Middle East is waiting for a bright future. The 21th Patriarch after the hundred of the Assyrians in the world has resumed his post on Sunday in a ceremony held in St. Yohana Church in Ankawa town in Erbil in the presence of Kurdistan PM, Nechirvan Barzani and representatives of the Vatican and the Assyrians in Australia, Europe, America, Iran and several other countries. shafaaq.com | Ekurd.net

ECONOMIC ADVISER: KURDISTAN OIL RESERVES, 60 BILLION BARRELS AND EXPORTS WILL RISE TO ONE MILLION BARRELS AT THE END OF 2015

September 28, 2015

Erbil: The economic security adviser in Iraq's Kurdistan Region, Bioar Khansi predicted Monday, that the region's exports of crude oil would rise to one million barrels per day, pointing out that the oil reserves of the region is 60 billion barrels, the bulk of them are sure. Khansi said in news reported by Sulaimani network, that the quantity of crude oil in the region reached 45 billion barrels, adding that due to the lack of exploration, the remaining amount has not been confirmed so far. He added that the reserve is present in 57 oil fields cities spread over the region as 35-36 foreign company work in them. He stressed that the oil production rate in the current year amounted to 700,000 barrels per day, pointing out that oil and gas companies if made more surveys than expected, the proportion rises to one million barrels by the end of this year. He said that if problems did not happen, the weakness rate will rise to double in the year after next year, pointing to the presence of 5 to 6 trillion cubic meters of certain natural gas...shafaaq.com ♦

A new generation of Kurdish militants takes fight to Turkey's cities

DIYARBAKIR, Turkey | By Humeyra Pamuk —reuters
 Sep 27, 2015 //www.todayonline.com

Young, urban-based fighters, many of them still teenagers, have taken centre-stage in the conflict between Kurdish militants and Turkish security forces that has flared anew in southeast Turkey since a two-year ceasefire fell apart in July.

The intensity of the violence recalls for some the 1990s, when the insurgency waged by the Kurdistan Workers Party (PKK) was at its peak and thousands were being killed annually, though the death toll remains for now well below those levels.

The fighters from the PKK's youth wing, known as the 'Patriotic Revolutionary Youth Movement' (YDG-H), attack security forces in cities and towns with heavy weapons, dig trenches and erect barricades down side streets.

The police retaliate by imposing curfews and launching dragnet security operations, most controversially this month in the town of Cizre near Turkey's borders with Iraq and Syria where at least 20 people were killed.

More than 150 Turkish police officers and soldiers have died in the violence since July, many of them in cities and towns, government officials say, marking a departure from the PKK's traditional focus on more rural areas.

"We are facing an effort to bring the war of armed groups in rural areas into the cities," Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu told A Haber television in an interview this month.

The escalating bloodshed in the mainly Kurdish southeast has exacerbated already sky-high political tensions in Turkey ahead of a snap Nov. 1 parliamentary election, with President Tayyip Erdogan and the ruling AK Party accusing pro-Kurdish lawmakers of being in cahoots with the PKK.

It also complicates international efforts to combat Islamic State fighters across the border in Syria: Turkey says there are links between the PKK and Kurdish groups in Syria who work with a U.S.-led alliance bombing Islamic State.

Turkey, the United States and European Union all classify the PKK as a terrorist organisation.

The Turkish military has resumed its attacks on PKK camps in northern Iraq while also joining the U.S.-led campaign of air strikes against Islamic State, the hardline Islamists who have seized territory across the Turkish border in Syria and Iraq.

Inside Turkey, the YDG-H militants, largely untrained but determined to fight what they see as an oppressive Turkish state, say they have strong support from local people in a region long blighted by violence and poverty.

"There is a large mass of people who have huge sympathy and support for us. They are not armed but they do help us," said 19-year-old Nuda, who said she had abandoned her education after high school to become a full-time insurgent.

Turkish government officials say the renewed violence in the southeast, where residents had cherished two years of calm as Erdogan's government conducted peace talks with the PKK, has actually dented local support for the militants.

TRENCHES AND BARRICADES

The PKK launched its armed campaign for a Kurdish homeland in southeast Turkey in 1984, triggering a conflict that has cost more than 40,000 lives. Its leader Abdullah Ocalan was jailed in 1999 but still has considerable influence in the PKK, whose senior commanders are based in the Qandil mountains of northern Iraq.

The YDG-H, many of whose members were born in the traumatic 1990s, was only founded in 2006. The precise nature of its relationship with the PKK leadership is unclear, though there can be no doubting its dedication to the separatist cause.



Masked members of YDG-H, youth wing of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), shout slogans as they hold a portrait of PKK's jailed leader Abdullah Ocalan in Diyarbakir, Turkey on September 1, 2015. PHOTO: REUTERS

"Police and soldiers come to your neighbourhood to detain you or intimidate you. We aim to prevent them from doing that by digging trenches and barricades," said YDG-H fighter Mawa, speaking hurriedly while his comrades nervously stood guard, looking out for security patrols.

"We have units in every street, every neighbourhood across Kurdistan," he said, his face concealed by a scarf.

Mawa, who said he had left university after a year to join the YDG-H, joked that, at 26, he was one of the oldest members of the group.

He was standing behind a community building in the Sur district of Diyarbakir, the biggest city of southeast Turkey, where authorities imposed a brief curfew this month after YDG-H militants killed two police officers.

YDG-H members say their group has grown rapidly but refuse to give a number. Mawa and other members described it as "semi-independent" of the PKK leadership, though Ankara refutes this.

"We act in line with the rules of the (PKK) leadership and its perspective against the destructive policies of the state," said 23-year-old Sorxin, another young militant in Diyarbakir.

A Turkish foreign ministry official, however, insisted the YDG-H took its orders directly from senior PKK commanders.

"They are not flash mobs, they do not tweet each other and meet up," said the official. "It is a structure and that structure is being directed from Qandil."

One PKK fighter deployed to a base near the Iraqi city of Kirkuk told Reuters the reality was more ambivalent.

"They (the YDG-H) don't have a direct relationship with the leadership because then they would be found out," said the militant, who gave his name as "Kani Kobani", sitting in a room with machine guns propped against the wall.

"The leadership gives general directions via TV. All the comrades watch TV. We know how to interpret the message."

CURFEWS

Turkey's Anadolu Agency, citing security officials, said this month the PKK had kidnapped more than 2,000 people below the age of 18 in the past two years to be used in its attacks.

Officials say as many as 70 YDG-H militants were involved in this month's clashes in Cizre, where police imposed a round-the-clock curfew for more than a week.

Lawmakers from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) say 21 civilians were killed in Cizre and that people went hungry for days and could not bury their dead.

Turkey's interior minister said only one civilian and 32 militants had been killed in the Cizre clashes.

The HDP, whose success in Turkey's inconclusive June election deprived the AKP of its single-party majority in parliament, accuses the authorities of imposing curfews in areas that support the pro-Kurdish party in order to "punish" voters and intimidate them into not participating in the Nov. 1 poll.

The government denies such suggestions, saying the curfews are aimed at facilitating its operations against the YDG-H militants holed up in urban areas.

Officials are also very aware that a heavy security crackdown could prove counterproductive by further radicalising Kurds in the countdown to the Nov. 1 election and they acknowledge that having to fight teenagers complicates the aim of defeating the PKK.

"What do you do when a 15-year-old shoots at you? You shoot back," the foreign ministry official said. "The police have to justify their actions and it's very controversial."

Suleyman Ozeren, a security analyst for the Ankara-based think-



tank Global Policy and Strategy, said he expected no swift resolution of the conflict.

"There's a very thin line between the terrorists and the (local) population ... Turkey can degrade the PKK but it will take time, especially in the cities," he said.

AP Associated Press

Iraqi Kurds drive Islamic State out of villages

IRBIL, Iraq — September 30, 2015 — The Associated Press

KURDISH FIGHTERS in northern Iraq drove the Islamic State group from more than 140 sq. kilometers (54 sq. miles) of territory near the oil-rich city of Kirkuk and cleared part of a major highway on Wednesday.

Kurdish peshmerga fighters backed by U.S.-led airstrikes pushed the militants beyond Ghara Heights and Mount Batiwa, south of Kirkuk, and secured a stretch of a highway which connects Kirkuk to the central city of Samarra, a statement from the Kurdistan Region Security Council said.

The villages of Meziriya, Gubebe, Seda, Mohammed Khalil, Qows Kurd, Tal Ward, Khalef and Mansouria — all south of Kirkuk — were purged of militants, the statement said.

At least 10 peshmerga fighters died in the operation and another 16 were wounded, according to a senior security official, who spoke on condition of anonymity because he was not authorized to brief journalists. The Kurdish government said some militants were seen fleeing toward the contested town of Hawijah.

The IS group swept across northern Iraq in the summer of 2014 and currently holds roughly a third of Iraq and neighboring Syria. Kurdish fighters made significant advances against the militant group early this year, but



Iraqi Kurdish Peshmerga fighters stand in a military vehicle after they reportedly captured several villages from ISIL jihadists in the district of Daquq, south of the northern city of Kirkuk on September 11, 2015.

their progress has stalled around areas the extremists view as strategic — particularly near the border.

The militant group has launched numerous attacks on Kirkuk in its bid to expand access to oil resources, but peshmerga fighters have managed to defend the city.

A statement from the U.S.-led coalition Wednesday noted three airstrikes near Kirkuk over the previous day, which it said had destroyed a tactical unit, 10 rocket rails, a weapons cache, five militant vehicles and a car bomb. Another eight airstrikes were conducted in the area around Hawijah over the same period, the statement said.

AFP

Turquie : 4 civils tués dans des accrochages entre armée et rebelles kurdes

Diyarbakir (Turquie), 26 septembre 2015 (AFP)

QUATRE CIVILS ont été tués après avoir été pris dans des échanges de tirs entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, a-t-on appris samedi auprès des services de sécurité.

Un conducteur d'ambulance a été tué sur le coup à Beytussebab, un district de la province de Sirnak, et trois civils blessés par des obus de mortiers ont succombé à l'hôpital, ont précisé ces sources à l'AFP.

Les heurts ont éclaté tôt vendredi lorsque des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé des attaques simultanées contre des centres de commandement de la gendarmerie et de la police à Beytussebab.

La veille, deux soldats turcs et 34 rebelles kurdes avaient été tués dans cette

région.

L'armée turque a par ailleurs indiqué samedi que son aviation avait pilonné des abris et des entrepôts du PKK dans la région de Gara, dans le nord de l'Irak.

Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes. Les attaques du PKK et les opérations militaires turques de représailles se succèdent depuis à un rythme quotidien.

Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, près de 150 soldats et policiers et environ 1.100 rebelles du PKK ont été tués depuis la fin juillet.

Le conflit kurde a fait quelque 40.000 morts depuis 1984.

Des élections législatives anticipées vont avoir lieu le 1er novembre en Turquie.

«Nous combattons Daech au Kurdistan irakien»



24 septembre 2015

L'auteur Daoud Boughezala

Daoud Boughezala est rédacteur en chef de Causeur.

<http://www.causeur.fr>

D'

Daoud Boughezala. Combien êtes-vous ? Quelles sont les origines et les appartenances religieuses de vos hommes ? Avez-vous reçu le soutien d'institutions ou de croyants musulmans ?

Task Force Lafayette. Nous sommes actuellement une dizaine, tous vétérans de l'armée française, originaires de corps divers et variés – armée de terre, marine nationale, forces spéciales, armée de l'air. L'appartenance religieuse de nos membres n'est pas mise en avant, mais il est certain que nous n'aurions aucune raison de refuser la candidature d'un homme sous prétexte que celui-ci serait de confession musulmane, chrétienne, juive ou autres. Nous n'avons reçu le soutien d'aucune institution, quelles soient par ailleurs politiques ou religieuses. Les messages que nous recevons d'individus comme vous et moi sur notre page Facebook nous sont cependant adressés aussi bien par des individus athées que par des croyants, qu'ils soient catholiques, protestants, juifs ou musulmans. Tous se félicitent de notre initiative et nous encouragent à la mener à bien.

Vous n'avez jusqu'ici récolté que quelques milliers d'euros . Comment expliquez-vous la relative passivité de l'opinion française, pourtant effrayée par le terrorisme ?

Notre levée de fonds, via un site de financement participatif, avoisine désormais les 9000 euros, et ce, en une seule journée d'activité – nous sommes le 23.09.2015. La « relative passivité » que vous évoquez donc est à relativiser. La plupart des dons tournent autour de 50 euros, mais certains individus nous ont déjà offert près de 300 euros, tout en promettant de nous reverser de l'argent dès que possible. Aux individus concernés par ces pratiques, nous répondons toujours la même chose : nous les remercions pour leur générosité et leur conseillons de ne pas se ruiner pour nous. La plupart de ces gens sont des gens qui ne disposent pas de salaires mirobolants ; leurs participations, même modestes, nous emplissent de fierté. Nous sommes conscient d'être redevable devant eux et devant toute la nation. Par ailleurs, vous évoquez une opinion « effrayée par le terrorisme » ; je pense qu'il s'agit d'une erreur : les Français sont décidés à voir disparaître ce terrorisme, à l'éradiquer ; ils ne vivent pas dans la terreur. Et quand bien même, quel genre d'hommes et de femmes serions-nous si nous devions jouer sur la peur des gens pour obtenir de l'argent ? Cela s'apparenterait à du racket, cela n'aurait rien de respectable ni d'honorable.

Reste que la peur du terrorisme existe. Des attentats ratés comme l'attaque du Thalys l'alimentent, mais aussi le discours alarmiste, probablement à raison, de nos gouvernants. Hollande et Valls ont déclaré la guerre à Daech mais, faute de troupes au sol, s'en donnent-ils vraiment les moyens ?

Aussi déçus que nous soyons, nous, membres de la TLF, de l'immobil-



isme qui semble dominer, nous n'oublions pas que la situation est catastrophique en Irak du fait d'une précédente intervention occidentale. Difficile – mais non pas inconcevable – de soutenir plus de dix ans plus tard une initiative similaire. Cependant, je pense pouvoir affirmer que nous nous félicitons de la participation de la France à la coalition en œuvre en Irak. Nos appareils et nos pilotes sont parmi les meilleurs du monde ; ils apportent un soutien décisif aux combattants locaux. Quant à une implication directe des armées occidentales sur le terrain, elle nuirait sans doute à Daech, mais que ferions-nous ensuite ? L'E.I, comme toute organisation violente et radicale, se nourrit de plusieurs choses : de la frustration, de la corruption et de la misère – quelle soit économique, sociale, culturelle ou humaine. C'est à ces racines-là qu'il faut s'attaquer, c'est à ces racines-là que doit s'attaquer l'Occident et c'est aussi sans doute à ces racines-là que les dirigeants locaux auraient dû s'attaquer pour éviter la situation actuelle.

Avez-vous l'aval tacite du ministère de la Défense et des autorités françaises ?

Nous n'avons reçu ni aval tacite ni soutien actif de la part de la Défense ou des autorités françaises. Nous avons cependant pris soin de nous assurer de la légalité de la notre entreprise, une légalité bien réelle, puisque le régime du mercenariat – qui la France pénalise – ne nous concerne pas. Nous ne recevons aucune rétribution de la part d'une quelconque autorité pour notre action en Irak.

Vous comptez combattre l'Etat islamique aux côtés des forces kurdes. Pourquoi ce choix ?

D'une part, et tout simplement, car les forces kurdes acceptent l'aide de ressortissants étrangers tant que ceux-ci leurs sont « avalisés ». D'autre part, car les Kurdes sont des combattants relativement bien équipés, disciplinés et formés. Par ailleurs, il existe au sein des forces kurdes une réelle tradition démocratique et progressiste à laquelle nous ne sommes pas insensibles. Enfin, les Kurdes respectent les conventions internationales, ce qui est un point important car nous refusons de manière inébranlable de soutenir une force capable de se compromettre par leur manière de mener la lutte.

Seriez-vous prêt à collaborer avec les autres forces qui luttent contre Daech : les armées syrienne et irakienne, mais aussi les milices chiites telles que le Hezbollah ?

D'une part, notre mission se limitera au Kurdistan irakien, où les seules forces réellement actives sont les Peshmergas. Nous n'aurons donc même pas à nous demander si oui ou non, nous accepterions de collaborer avec des forces liés au régime syrien ou iranien. Le choix du théâtre irakien reflète par ailleurs notre volonté de ne pas nous engager sur le dossier syrien. Je ne ressens, d'un point de vue personnel, aucune espèce de sympathie ou de respect pour le clan Assad. La seule ambition de la Task Force Lafayette est d'aider à l'éradication de Daech aux côtés de forces kurdes respectables. ♦

En Syrie, les raisons d'un exode

L'intensification de la guerre civile a poussé des millions de Syriens à l'exil, dont une petite partie vers l'Europe

BEYROUTH - correspondant

Il n'y aurait pas eu de crise des réfugiés sans crise en Syrie. Une grande partie de ceux qui ont tenté de rejoindre l'Europe par la mer Méditerranée depuis le début de l'année sont syriens. La plupart d'entre eux sont passés par la Turquie, un pays frontalier de leur patrie, avant d'entrer en Europe par la Grèce. Certains se sont contentés de transiter en Turquie, quelques jours, semaines ou mois, le temps de préparer la seconde partie de leur voyage. D'autres, en plus grand nombre, y vivaient depuis plusieurs années, quand ils ont décidé de se mettre en quête d'une nouvelle terre d'accueil.

Pour expliquer ce gigantesque exode, ils recourent à peu près tous aux mêmes mots : « On a perdu tout espoir. » Une formule qui recouvre une série de raisons, où se mêlent l'intensification du conflit, le moteur numéro un de leur fuite, mais aussi des facteurs plus conjoncturels, comme les restrictions croissantes imposées par les pays voisins de la Syrie, la campagne de conscription lancée par le régime de Bachar Al-Assad et l'épuisement de l'aide humanitaire. Revue de détails.

L'exaspération du conflit

Ils ont tenu une, deux, voire trois années en Turquie, le regard rivé sur la Syrie, souvent distante d'une poignée de kilomètres. Mais à l'entrée dans la cinquième année du conflit, les réfugiés installés à Istanbul, dans les grandes villes d'Anatolie et dans les camps dispersés le long de la frontière ont intégré l'idée qu'ils ne reviendraient pas de sitôt dans leur pays. Après la période révolutionnaire, où tous les espoirs étaient permis, en 2011-2012, puis la phase de guerre civile, douloureuse mais inévitable selon beaucoup d'observateurs, la Syrie se dirige vers un scénario à la somalienne, basé sur une atomisation du territoire et une démultiplication du nombre d'acteurs armés.

Le conflit est prisonnier d'une logique milicienne, à laquelle s'ajoute la guerre par procuration à laquelle se livrent le camp pro-

iranien et le camp proaméricain. Impossible dans ce maelström d'entrevoir la moindre solution. Les barils d'explosifs déversés par

Ils ont tenu une, deux, voire trois années en Turquie, le regard rivé sur la Syrie, souvent distante d'une poignée de kilomètres

l'armée syrienne sur la région d'Alep et les atrocités commises par l'Etat islamique (EI) dans cette zone continuent de projeter en Turquie des milliers de réfugiés, tout en dissuadant ceux qui s'y trouvent déjà de penser à une éventuelle réinstallation. Tant qu'à vivre en exil, se sont dits les Syriens, autant que ce soit dans un pays qui nous offre quelques perspectives d'avenir.

Tension croissante en Turquie

De tous les pays riverains de la Syrie qui ont ouvert leurs portes aux réfugiés, la Turquie est paradoxalement celui qui a été le plus généreux avec eux. Les Syriens y jouissent d'un accès gratuit à l'éducation et aux soins de santé. Les camps, qui abritent 15 % des 2 millions de réfugiés enregistrés dans le pays, sont unanimement loués pour leur propreté et la qualité des services qui y sont dispensés. Mais dans les villes, où résident les classes moyennes syriennes, la situation s'est nettement détériorée. La hausse exponentielle des loyers et la difficulté de plus en plus grande à trouver un emploi ont fragilisé beaucoup de familles.

Le niveau très médiocre des écoles ouvertes en Turquie par la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plate-forme de l'opposition, inquiète de nombreux parents, de même que l'influence exercée sur ces établissements par les Frères musulmans, la principale composante de la CNS. La reprise cet été des affrontements entre soldats turcs et militants kurdes a aussi alimenté le flot des départs.

« Ces violences ont effrayé beaucoup de réfugiés, qui ont eu l'impression que le danger se rapprochait à nouveau d'eux », dit Saïd Eïdo, un militant des droits de l'homme. Autre facteur explicatif : l'annonce par les autorités turques, au début de l'année, de l'imminente fermeture de la frontière avec la Syrie. « Le risque que la Turquie devienne hors d'attente a déclenché un soudain afflux de réfugiés », explique une source onusienne. En quelques mois, un demi-million de Syriens sont arrivés, notamment de la zone d'Alep, sous le contrôle du régime. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui en Europe. »

Campagne de conscription

Une partie des Syriens débarqués cet été en Europe provenaient aussi de Damas. Chaque jour, un bus rempli à ras bord relie la capitale syrienne au port de Tripoli, dans le nord du Liban. De là, les passagers embarquent sur un ferry qui les emmène sur la côte turque, marchepied vers les îles grecques. Si des Syriens choisissent de quitter Damas, le sanctuaire du régime Assad, réputé inexpugnable, c'est par lassitude face à une guerre interminable, qui les a ruinés, et par volonté d'échapper à l'abîme dans lequel le pays tout entier semble voué à glisser. Pour certains jeunes, en âge de servir dans l'armée, émigrer est aussi la meilleure façon d'échapper aux patrouilles de police qui font la chasse aux réfractaires : une grande campagne de conscription a été lancée fin 2014, dans le but de regarnir les rangs de l'armée, saignée par les pertes et les désertions.

Aide humanitaire en baisse

Il n'y a pas que les réfugiés qui sont épuisés par quatre ans et demi de guerre. Les agences humanitaires le sont aussi. Le montant des coupons alimentaires distribués chaque mois par le programme alimentaire mondial (PAM) est passé de 40 dollars au début de la crise à environ 13 dollars aujourd'hui. Alors que les besoins n'ont cessé d'augmenter, le nombre de destinataires de cette aide a dû être réduit d'un tiers cette année, de 2,1 millions à 1,4 million. En cause : le sous-fi-

nancement chronique des agences humanitaires. Au mois d'août, les Nations unies n'avaient reçu que 37 % des 4,5 milliards de dol-

Ceux qui sont restés suivent sur Facebook les tribulations de leurs amis qui sont partis, à l'affût de la filière la plus sûre

lars budgétés en 2015 pour venir en aide aux réfugiés syriens.

Les bénéficiaires de ces prestations ou ceux récemment rayés des listes de l'ONU étaient vraisemblablement minoritaires dans les bateaux gonflables qui s'échouaient cet été sur les plages grecques. Pour les plus pauvres des réfugiés, la somme de 3 000 dollars (2 700 euros) nécessaires pour entreprendre le voyage constitue un obstacle souvent rédhibitoire. Du moins pour l'instant. A force d'économiser et d'emprunter à leurs amis, ces Syriens sans le sou pourraient nourrir une deuxième vague d'émigration, au printemps 2016, une fois passés les grains de l'automne et de l'hiver, qui rendent la mer encore plus dangereuse qu'elle ne l'est aujourd'hui. Les dirigeants européens le savent : les 180 000 Syriens entrés sur le territoire de l'Union depuis janvier représentent moins de 5 % des réfugiés massés dans les pays voisins de la Syrie.

Ceux qui sont restés suivent sur Facebook les tribulations de leurs amis qui sont partis, à l'affût de la filière la plus sûre et la moins onéreuse. « Si le phénomène des migrants a fait aussi vite boue de neige, c'est grâce aux informations que les réfugiés s'échangent sur les réseaux sociaux. Il y a un effet d'imitation », dit Abdelsalam Dallal, attablé à un café de Gaziantep, dans le sud de la Turquie. Cet ex-étudiant en littérature anglaise s'est juré de grimper lui aussi dans un dinghy s'il n'obtient pas une bourse d'études au Royaume-Uni. L'exode de cet été pourrait n'être que l'avant-goût d'une crise beaucoup plus large. ●

BENJAMIN BARTHE

Dans le Kurdistan syrien, Tal Abyad veut oublier l'EI

REPORTAGE

TAL ABYAD (SYRIE) - envoyé spécial

Il s'agit d'une dizaine d'hommes en armes désœuvrés à tuer le temps autour d'une guérite surmontée du drapeau vert, blanc et noir de la révolution syrienne. Les premiers immeubles aux façades colorées de la petite ville turque d'Akçakale ne sont qu'à quelques centaines de mètres. Personne pourtant ne traversera en ce jour d'août ce point de contrôle, le dernier avant le portail fermé dont les imposantes plaques de métal interdisent l'accès au territoire turc. Ces rebelles de la Brigade révolutionnaire de Rakka ne se mêlangent pas aux combattants majoritairement kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont pris position un peu plus loin, dans les environs d'un silo à

la paroi en tôle éventrée par une explosion.

Les traces des derniers combats qui ont opposé ici il y a trois mois les forces kurdes et leurs alliés à l'Etat islamique pour le contrôle du poste frontière de Tal Abyad sont encore visibles. La bannière des djihadistes transparaît toujours sur un mur à l'entrée du point de passage. Victorieuse le 16 juin, grâce au soutien de l'aviation américaine, l'offensive des YPG et de leurs alliés, lancée depuis Kobané et les positions kurdes du nord-est syrien, a permis de couper une route stratégique entre la Turquie et Rakka.

Exemple

Située à 80 km au nord de la capitale syrienne de l'Etat islamique, Tal Abyad était par ailleurs l'un des principaux points de passage des djihadistes étrangers vers le califat. C'est notamment ici que, le 10 janvier, se serait perdue la trace de Hayat Boumedienne, la compagne d'Amedy Coulibaly qui avait fui vers les territoires syriens de l'Etat islamique en passant par le territoire turc lors des attentats de Paris.

Dernière avancée significative en date dans la lutte contre les djihadistes, la prise de Tal Abyad est présentée dans la perspective américaine comme un exemple à reproduire au moment où le front syrien fait l'objet d'une attention renouvelée liée à l'effondrement du programme d'entraînement et d'équipement des rebelles modérés, au renforcement de l'aide russe au régime de Damas et aux impasses de la lutte contre les djihadistes en Irak. Le scénario d'un déploiement des YPG kurdes, alliées à des éléments rebelles, vers d'autres bastions djihadistes, est régulièrement évoqué, sur le modèle de la bataille de Tal Abyad.

S'étant appuyé pour l'essentiel sur les forces kurdes, ce succès militaire pose cependant question d'un point de vue politique. Dominant les régions kurdes de Syrie

Passée en juin sous contrôle kurde, la ville est présentée comme un modèle par les Américains



Les forces kurdes gèrent la ville de Tal Abyad (Syrie) depuis la « maison du peuple ». ÉMILIE URBANO/MYOP POUR « LE MONDE »

depuis plus de trois ans, les alliés locaux du PKK y ont confirmé leur statut de principaux partenaires au sol de la coalition, alors même que reprenait, un mois après la chute de Tal Abyad, le conflit opposant l'organisation kurde à Ankara. Leur capacité à gouverner au-delà des zones kurdes reste par ailleurs à prouver.

En se repliant vers Rakka, les djihadistes ont laissé derrière eux une ville abandonnée par une partie de sa population. Dans les rues peu fréquentées, bordées d'échoppes dont les rideaux métalliques sont pour la plupart tirés, circulent quelques rares pick-up de la Brigade révolutionnaire de Rakka. C'est pourtant bien sous l'administration exclusive des forces kurdes que vivent désormais les habitants, majoritairement arabes, restés ou revenus à Tal Abyad.

Hausse des prix

La petite ville syrienne est passée en quelques mois du régime de l'Etat islamique à l'idéologie autogestionnaire et séculière du PKK, un parti autrefois marxiste-léniniste. « Toutes les autorisations et les règles comme le couvre-feu qui commence chaque jour à 20 heures viennent des Asayiches [la sécurité intérieure kurde] », confirme un commerçant de Tal Abyad, qui a souhaité rester anonyme. « Les prix ont augmenté, car on ne peut plus se fournir à Rakka et la frontière avec la Turquie est fermée depuis le départ de Daech

« Il y a des cellules dormantes, une partie de la population soutient toujours Daech »

AGID RECHO

officier kurde des Asayiches

[acronyme arabe de l'EI]», explique un autre habitant de la ville, pour qui l'orientation idéologique des nouvelles autorités compte moins que leur capacité à fournir des services à la population.

Comme dans les régions kurdes, ils sont assurés par la « maison du peuple », installée dans un bâtiment anciennement occupé par les djihadistes et maintenant gardé par des pères de famille kurdes armés de kalachnikovs venus de Kobané. C'est là que sont notamment délivrées les autorisations nécessaires à tout déplacement en dehors de Tal Abyad. Des hommes en armes y vaquent entre les piles de formulaires et de papiers administratifs, parmi la cohue d'une foule tendue attendant des documents signés par un employé sous un portrait d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, emprisonné en Turquie depuis 1999.

Centre du nouveau pouvoir à Tal Abyad, la maison du peuple est dirigée par le « camarade » Ferhat Dé-

LES CHIFFRES

7 000

frappes menées

En 415 jours de campagne, 7 085 frappes ont été conduites par la coalition internationale menée par les Etats-Unis, dont 4 506 en Irak et 2 579 en Syrie, selon le décompte établi par le collectif indépendant Airwars, le 24 septembre.

15 000

combattants de l'EI tués

La coalition affirme avoir tué plus de 15 000 combattants de l'Etat islamique depuis le début de la campagne aérienne. L'EI regroupe aujourd'hui entre 100 000 et 125 000 combattants en Syrie et en Irak, dont 13 000 à 15 000 étrangers. Les djihadistes français seraient au nombre de 800.

rik. Un pistolet calé entre le pantalon et la chemise, ce cadre du PKK, qui dit avoir servi vingt-trois ans dans les rangs de la guérilla kurde avant de perdre sa jambe droite au combat contre l'armée turque, est chargé d'administrer la ville.

Comme les autres cadres du parti, il veut se montrer confiant dans la capacité du modèle kurde à intégrer d'autres populations, faisant valoir le recrutement croissant de combattants arabes dans les forces kurdes, ainsi que l'existence d'un conseil des notables de Tal Abyad rassemblant des personnalités tribales pour la plupart exilées en Turquie du temps de l'Etat islamique.

Unification?

«Ce n'est pas simple pour nous, les idées islamistes apportées par Daech sont toujours présentes, admet-il, mais si nous réussissons à organiser ici de nouvelles institutions représentant toute la société, Tal Abyad sera un exemple pour d'autres villes comme Djarablus.» Située plus à l'ouest, Djarablus, une autre ville frontalière majoritairement arabe toujours contrôlée par l'Etat islamique, isole les nouvelles conquêtes des forces kurdes de leur enclave d'Afrin. Sa chute serait une nouvelle étape vers l'unification redoutée par Ankara d'un «Kurdistan de Syrie» placé sous le contrôle du PKK.

La participation des forces kurdes à une éventuelle offensive sur Rakka reste cependant incertaine:

«Tout dépend des négociations avec la coalition et les rebelles», indique-t-il. Atheem Jenoun, responsable de la Brigade révolutionnaire de Rakka à Tal Abyad, ne partage cependant pas la vision de ses alliés kurdes: «Tal Abyad dépendra de Rakka après la libération, la ville ne peut pas dépendre de l'administration kurde.» Ses compagnons d'armes qui, après avoir collaboré avec le Front Al-Nosra et d'autres formations islamistes contre le régime de Bachar Al-Assad, se sont placés sous la protection des forces kurdes à Kobané en 2014, après avoir été chassés de Rakka par l'Etat islamique, n'ont cependant pas les moyens de s'opposer à leurs alliés de circonstance.

De fait, dans les campagnes qui

entourent Tal Abyad et sur la ligne de front qui s'étend plus au sud, à une cinquantaine de kilomètres de Rakka, les forces kurdes se trouvent en milieu hostile. «Il y a des cellules dormantes, une partie de la population soutient toujours Daech», admet Agid Recho, officier kurde des Asayiches qui commande un des nombreux points de contrôle jalonnant les routes de la région. Trois jours auparavant, un véhicule des forces kurdes a été visé par une bombe artisanale à moins d'un kilomètre. «La seule garantie de la sécurité des populations de cette zone est la construction d'une frontière avec l'Etat islamique», prévient la commandante Sozda Afrin. ■

ALLAN KAVAL



September 28, 2015

Kurdish Forces Advance against Nusra Front in Syria's Aleppo

September 28, 2015
english.farsnews.com

TEHRAN (FNA)- Local sources said on Monday that the Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG) stormed al-Nusra Front militants and seized control over the Sheikh Maqsud district in Aleppo.

The sources said that the YPG forces in

heavy clashes with Nusra militants, supported by Ahrar al-Sham terrorists, retook Sheikh Maqsud district.

On Sunday, sources said that the YPG forces have stormed the strongholds of the al-Qaeda-affiliated group of al-Nusra Front near Aleppo, and tightened a week-long siege on them.

"Rebels of al-Nusra Front and al-Shamia

Front have been besieged by the YPG forces for weeks near Sheikh Maqsud district," the sources said.

"The rebels attacked two YPG checkpoints in an attempt to break the siege, then clashes broke out causing the death and injury of several fighters on both sides," the source said.

The source said that four Kurdish civilians were killed after being hit with mortar shells fired by Nusra militants.

The YPG forces seized the Castello road which links the Northern neighborhoods of Aleppo city with the Eastern districts. The road has been used by Nusra militants and allied groups as a supply line during battles against government forces in the city.

Los Angeles Times

SEPTEMBER 30, 2015

Clashes between Turkish forces, Kurdish rebels kill about 60

By SUZAN FRASER / Associated Press
September 30, 2015

ANKARA, Turkey (AP) - Clashes between Turkish security forces and autonomy-seeking Kurdish rebels have claimed nearly 60 lives in the southeast and across the border in northern Iraq, officials said Tuesday.

More than 30 Kurdish rebels were killed overnight in a cross-border military operation in northern Iraq, President Recep Tayyip Erdogan said during a meeting with dozens of district administrators.

Kurdish militants killed two police officers Monday night in the southern city of Adana. Gov. Mustafa Buyuk said assailants riding a motorcycle fired on a police vehicle outside a hospital in Adana before fleeing.

Turkey's military, meanwhile, said six rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, were killed Monday in a clash with the security forces in Hakkari province, near the border



with Iraq. At least 19 others were killed in airstrikes Friday conducted by Turkish jets against suspected PKK targets in northern Iraq's Gara region, a military statement said Tuesday, without elaborating. The reports of PKK deaths couldn't be verified independently.

Turkey's security forces are battling the rebels in the country's mainly Kurdish southeast region while Turkish jets carry out air strikes against PKK targets in northern Iraq.

The fighting with the PKK, which is considered a terror organization by Turkey and its Western allies, resumed in July and comes as Turkey prepares to hold a new parliamentary election on Nov. 1.

Critics accuse Erdogan of re-igniting the fighting, after more than two years of peace efforts, for electoral gains. Opponents say he aims to rally nationalist votes around the ruling Justice and Development Party, or AKP, and discredit a pro-Kurdish party whose electoral gains in an election in June deprived the AKP - which he founded - of its parliamentary majority.

Erdogan denies the accusation and says the violence flared because the PKK broke a ceasefire agreement and stepped up attacks.

Erdogan said about 2,000 rebels have been killed in military offensives both in northern Iraq and in Turkey in the renewed fighting. Around 150 police and soldiers have also died in PKK attacks since then.

Erdogan on Tuesday vowed to keep up the fight against the rebels.

"We won't stop. There will be no complacency. We will press ahead (with the fight) in the same way," Erdogan said.

The conflict has claimed tens of thousands of lives since it started in 1984.

Migrants fuel 'raft economy' in Turkey

IZMIR, TURKEY

Port city does brisk trade in seagoing equipment for crossing into Europe

BY BEN HUBBARD

For months, Ahmed Abdul-Hamid, a Palestinian from the Syrian city of Aleppo, tried and failed to cross the sea to start a new life in Europe. The Turkish police detained him. Smugglers

tricked him. Once, his boat stalled and he had to swim back to shore, leaving him stranded and broke.

But his fortunes changed this summer when a Turkish smuggler hired him to recruit passengers from among the refugees and migrants flooding into this port city. Soon, his phone was ringing nonstop with people trying to get to Europe, and the cash was pouring in for him — as much as \$4,000 per day.

"Some weeks I get nothing," said Mr. Abdul-Hamid, 21. "Other times, I'm so busy I can't keep up."

Mr. Abdul-Hamid's swift success is a small part of the multimillion-dollar shadow economy that has developed in Turkey to profit from the immense human tide rushing toward Europe. Much of this new economy is visible in the streets here, where smugglers solicit refugees, clothing stores display life vests and inner tubes, and tour buses and taxis shuttle passengers to remote launch sites along the coast.

Money is flowing through Izmir, the third-largest city in Turkey, now a grim hub for migrants and a boom town for residents. Hidden from view is an extensive smuggling infrastructure, with makeshift "insurance offices" that hold migrants' money, covert factories that churn out ineffective life vests and underground suppliers of cheap rubber rafts that sometimes pop or capsize during the voyage to Greece, stranding or drowning people at sea.

The vast majority of the nearly half-million migrants and refugees who have entered Europe by sea this year have arrived from Turkey, according to the United Nations. And while Europe struggles to respond to the influx, there is no sign here that the outflow will wane as long as there is so much money to be made. If anything, the numbers appear to be growing.

Turkish officials say they strive to stop illegal migration and have detained 57,000 travelers and 107 human traffickers this year. "The Turkish authorities are doing everything in their power to prevent illegal immigration and related casualties," an official said, speaking on



A men's shop in Izmir, Turkey, has begun selling life jackets, capitalizing on a multimillion-dollar shadow economy that caters to an influx of migrants from the Middle East and elsewhere.

the condition of anonymity according to government protocol. "Instead of pointing fingers, the international community must develop a comprehensive strategy to deal with the situation in Syria."

But here in Izmir, the state appears to be standing by as the daily crush of migrants makes its way through town and to the coast to catch rafts to Greece — an hourlong crossing, if all goes well. International monitors say that while migrants pump cash into the formal economy, the biggest winners are well-organized criminal networks that probably pay off the authorities to look the other way. Migrants and low-level smugglers made similar allegations that the authorities are sometimes paid to let migrants pass.

"It is a perfect storm," said Demetrios Papademetriou, the president of the Migration Policy Institute Europe, of the forces driving the market.

To get here, many of the travelers say they were forced to cash out their lives, selling land, jewelry and heirlooms, hoping that what is ahead would replace what was left behind. In dozens of recent interviews in Turkey and Greece, migrants described going to great lengths to flee — taking on debt or pooling money from relatives to fund trips. Some came from Iraq and Jordan by plane, while others endured long bus rides from Iran or across Turkey. Still others passed through Lebanon to catch passenger ferries.

Once in Turkey, they converge in Izmir, repurposing a struggling tourist infrastructure for the new raft economy.

"It is all about the future," said Mohammed Khadra, a Palestinian refugee from Damascus who deserted the Syri-

an Army and fled to Turkey with \$470 zipped into the pocket of his track pants. "There is no life left in Syria."

Thousands of migrants flock daily to the Basmane neighborhood, where they clog sidewalks with heavy bags and are often snared by smugglers on arrival.

"You have to decide now; the boats are filling up," a smuggler told a confused-looking couple with two young children, pressing them to pay as Turkish police officers strolled by. "It is all safe and secure."

Migrants gather near the Sinbad Restaurant, which overflows with modern voyagers seeking cheap meals.

Nearby hotels that once courted tourists pack in people for \$10 a night for spots on the floor. Others sleep on sidewalks or under bridges.

Shops do swift business in backpacks and hip packs. One store has men's suits in one window and a family of mannequins wearing orange life vests in another. An employee who would not give his name said he sold 80 vests a day, for \$13 each. New life jackets lined the walls of a basement storehouse next door.

"The refugees need these and we are making them available — in different sizes," said the woman working in the storehouse, who also refused to give her name.

But the abundance of life vests covers one of the city's dark secrets: Many of these items are locally made with cheap materials that leave the migrants vulnerable as they cross the sea. Some of the vests, for example, are made of foam that absorbs water.

"We tell people not to buy the life vests because they'll sink," a Syrian selling in-

ner tubes on the sidewalk said, declining to give his name for fear of retribution. "We tell them to buy inner tubes."

The largest profits, however, go to powerful Turkish smugglers on the coast who oversee the boats, according to the Syrians they employ and Greek maritime officials who track their activities.

To fill their boats while remaining out of sight, they use Syrian "agents" who earn commissions for bringing passengers. Most passengers pay \$1,200, and one person selected to pilot each raft rides free. Children go for half price.

Most rafts hold 45 passengers, earning the smugglers a total of nearly \$60,000. Even after paying commissions, the cost of the boat and motor and bribing officials, smugglers can net more than \$30,000 for each successful crossing, according to Syrians involved in the process.

To pay their way, passengers deposit their money at makeshift "insurance offices" and receive a numeric code. Once they reach Europe, they give the code to their agent so he can collect the payment. He can also get the fare if the passenger is gone for three days, meaning that even if the passenger drowned, the smuggler gets paid.

While many migrants have reclaimed their money after failed crossings (minus the \$50 transaction fee), others lost everything when their agents disappeared.

Ibrahim Ali Basha, an accountant from

"These boats cannot be used for any other purpose. Not for pleasure, nor fishing — nothing."

Syria, said he and a friend had rushed to the coast with their families after hearing a widespread rumor that Germany was sending ships to pick up refugees.

The news was false, and they ended up in Izmir with only a fraction of the \$11,000 needed to get their group to Europe.

Out of options, Mr. Basha was trying to sell a kidney to fund the trip. "Everyone is scared to buy," he said.



Migrants and refugees arrived at the Greek island of Lesbos on Sunday after crossing by rubber raft from Turkey, whose third-largest city, Izmir, is now a boomtown.

This year Mr. Abdul-Hamid, the Palestinian smugglers' agent, was also broke and stranded after failing to reach Europe. This month, he showed up in Izmir with new clothes, gelled hair, designer sunglasses and a thick silver necklace and bracelet.

Over a kebab dinner frequently interrupted by calls from potential clients, he said that besides building his wardrobe

and paying his hotel bill, he had used his profits to smuggle two of his brothers out of Syria and into Europe. He planned to send the rest of his family before going himself, he said. "Unless they stop it over there," he said, gesturing toward Greece, "the people will keep going."

Most rafts bear no markings indicating their origin and are so flimsy that many suspect they are made in Turkey specifically for smuggling.

"These boats cannot be used for any other purpose," said Antonios Sofiadellis of the Hellenic Coast Guard on Lesbos, where most migrants now land. "Not for pleasure, nor fishing — nothing."

Yavuz Savut, who owns a maritime supply store, said he sold about 20 \$4,000 rafts a month, making this year his most lucrative ever. He assumed the buyers were smugglers. "It is a legal business, so we don't ask people what

they are going to do with it," he said.

Nearby, another store had dozens of the same Chinese-made outboard motors used on the rafts stacked on the sidewalk and inside the store. Trucks continually stopped to haul them away.

At night, crowds of migrants ready to depart gather in an oceanfront park awaiting directions to launch points from their smugglers. One night, dozens of migrants boarded tour buses parked near the Izmir municipal building. Others left in taxis, vans or trucks.

As the sun rose one morning over the Greek island of Lesbos, Malik Al-Saleh, who had left Izmir the night before, stepped from a raft and kissed the sand before turning back to help others off. Mr. Saleh, 21, had fled eastern Syria after it was taken over by the Islamic State and made the trip with his brother, two sisters and their two babies. All knew that some migrants had drowned attempting the journey, but had decided the risk was worth it anyway. "We had seen the photos, but what else could we do?" he said. "We are running away from death."

Karam Shoumali contributed reporting from Izmir, and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

La Turquie tue 30 rebelles kurdes

ANKARA L'armée turque a tué plus de 30 combattants kurdes au cours d'une opération dans le nord de l'Irak, où sont retranchés des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Nous avons mené une opération transfrontalière au cours de la nuit. Plus de 30 terroristes

ont été tués », a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan. Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien. Selon un bilan établi par la presse favorable au

gouvernement, ces violences ont causé la mort de près de 150 soldats ou policiers et environ 1.100 rebelles du PKK. Le conflit kurde a fait quelque 40.000 morts depuis 1984. ■



AFP / I. Akengin

Paris revendique sa place sur le front syrien

Les frappes françaises en Syrie surviennent alors que s'ébauche une coalition anti-EI englobant la Russie

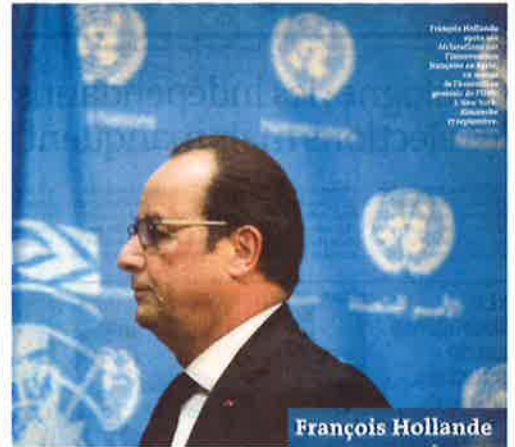
NEW YORK - envoyés spéciaux

C'est une opération qui tombe à point nommé. L'annonce des premières frappes aériennes françaises en Syrie, dimanche 27 septembre, ne doit rien au hasard. Elles sont intervenues à la veille de l'ouverture, lundi, à New York, de l'Assemblée générale de l'ONU, qui sera dominée par le retour en force de la Russie sur le devant de la scène diplomatique à la faveur de l'aggravation de la crise syrienne.

Alors que le président russe, Vladimir Poutine, monopolise l'attention depuis le renforcement de la présence militaire de Moscou, la France a voulu signifier qu'elle compte aussi peser et jouer sa partition dans les tractations en cours sur l'avenir de la Syrie. Le calendrier des frappes n'est pas « fortuit », souligne un proche du président Hollande. « C'est le moment d'envoyer un message et de montrer la volonté française d'agir en Syrie », poursuit cet interlocuteur.

Quelques heures après l'annonce de cette opération, François Hollande a précisé, dimanche, au siège de l'ONU, que l'aviation française avait frappé un camp d'entraînement de l'Etat islamique (EI) proche de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, qui menaçait « la sécurité de notre pays ». Cette intervention, conduite par sept avions dont cinq Rafale, visait à « protéger notre territoire », a indiqué M. Hollande. Ce raid a « atteint son objectif » en détruisant la « totalité du camp » d'entraînement, a-t-il affirmé, en ajoutant que « d'autres frappes pourraient avoir lieu dans les prochaines semaines si nécessaire ». Selon des informations du Monde, l'opération a été lancée en fin de semaine, et la campagne, comme l'a indiqué le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, vise également des cibles à Rakka, le fief de l'EI en Syrie.

François Hollande avait posé les



François Hollande après ses déclarations sur l'intervention française en Syrie, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, dimanche 27 septembre. POOL/REUTERS

jalons de cette opération, le 7 septembre, en dévoilant que la France comptait mener des frappes en Syrie, alors qu'elle ne participait jusque-là qu'aux raids contre l'EI en Irak, dans le cadre de la coalition internationale mise en place en septembre 2014 sous l'égide des Etats-Unis. Lorsque le président américain, Barack Obama, avait annoncé en 2014, lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, que Washington avait décidé d'étendre les frappes de la coalition à la Syrie, la France avait alors refusé d'y participer, estimant que de telles actions ne conduisent, in fine, qu'à renforcer le pouvoir du dirigeant syrien, Bachar Al-Assad.

« Légitime défense »

Si la France s'y associe désormais, a expliqué dimanche M. Hollande, c'est pour mener « des actions militaires ciblées qui doivent à chaque fois nous permettre de prévenir un certain nombre d'actes qui pourraient être commis dans notre pays ». C'est donc au nom de la « légitime défense » que la France a consenti à infléchir sa position. « On ne fait pas une révolution copernicienne, on prend acte d'une situation », décrypte un diplomate, en soulignant que l'objectif prôné par Paris demeure toujours le même: le départ de Bachar Al-Assad.

Dans la foulée de l'annonce des frappes françaises en Syrie,

François Hollande s'est entretenu pendant une demi-heure avec son homologue iranien, Hassan Rohani, dont le pays est, avec la Russie, le principal parrain du régime syrien. L'atmosphère était cordiale, mais chacun a campé sur ses positions. M. Hollande a souligné à son hôte que l'Iran pourrait jouer un rôle de « facilitateur » dans la crise syrienne, tout en rappelant que la France jugeait « impossible » de mettre autour de la même table « Assad et les opposants qui se battent contre lui ».

En fin de journée, le président Rohani a clairement fait comprendre que la priorité de l'Iran était ailleurs. « Je pense qu'aujourd'hui tout le monde a accepté que le président Assad devait rester [au pouvoir] afin de combattre les terroristes », a-t-il déclaré sur CNN. « En Syrie, notre premier objectif est de combattre les terroristes et de les défaire, et nous n'avons pas d'autre solution que de renforcer l'autorité centrale et le gouvernement comme les principaux centres de pouvoir », a-t-il insisté.

C'est aussi le message que compte adresser, lundi, le président russe à la tribune de l'ONU. A la veille de son intervention, la chaîne américaine CBS a diffusé, dimanche soir, un entretien réalisé quelques jours plus tôt avec M. Poutine dans lequel il affirme vouloir mettre en place une « plate-forme commune pour une action collective contre les terroris-

tes » de l'EI. Les prémices d'un tel projet ont été dévoilées, dimanche, avec l'annonce par les autorités irakiennes de la création d'une cellule de coordination du renseignement sur l'EI entre la Russie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. C'est un camouflet pour le président Obama, car Bagdad n'a visiblement pas prévenu Washington, qui a aussitôt déploré cette initiative. « Si la Russie veut s'appuyer sur Bachar pour lutter contre l'EI, ce n'est pas notre analyse », a, pour sa part, constaté un diplomate français.

Dans cet entretien à CBS, M. Poutine n'a d'ailleurs pas dit un mot sur un processus politique en Syrie et a qualifié le pouvoir de M. Assad de « légitime ». S'il s'en tient à cette position lors de sa rencontre avec Barack Obama, lundi à New York, il n'y a pas grand-chose à attendre d'un échange dont serait exclu le principal obstacle mis en avant par les Occidentaux à un règlement du conflit: le sort du président syrien. ●

BASTIEN BONNEFOUS ET YVES-MICHEL RIOLS

La Russie redistribue les rôles en Syrie



Poutine sort de son isolement et se place au centre du jeu

Isolé depuis plus d'un an à cause de la crise ukrainienne, enfermé dans un étai de sanctions politiques et économiques, boudé par les leaders occidentaux, Vladimir Poutine revient en force : à New York, il s'entretient avec le président Barack Obama, qui l'évitait un peu ces derniers temps, tout en échappant aux questions trop désagréables sur l'Ukraine, puisque ce n'est plus la question. C'est le conflit syrien qui est à l'ordre du jour, et le président russe en est désormais une pièce pivot.

Poutine était d'autant plus attendu à l'Assemblée générale de l'ONU que la Russie a réussi à se replacer au cœur de l'échiquier syrien en quelques semaines à peine, en renforçant ostensiblement sa présence militaire en Syrie. En envoyant hommes et matériel pour soutenir le régime de Bachar al-Assad, la Russie, dont on continue de s'interroger sur les véritables objectifs à long terme dans la région, a clairement revendiqué une place centrale dans la résolution du conflit syrien, et rappelé qu'elle comptait bien rester un acteur incontournable de tout dossier international. Samedi, Moscou confirmait la création à Bagdad d'un «centre de coordination» pour lutter contre l'Etat islamique, regroupant la Russie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Poutine a aussi proposé au Conseil de sécurité une résolution soutenant une «large coalition antiterroriste» contre l'EI, semblable à «celle contre Hitler» lors de la Seconde Guerre mondiale», a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU lundi.

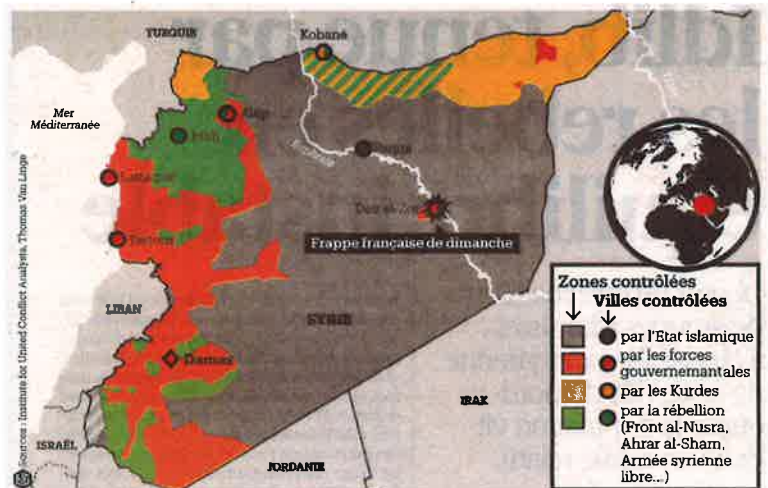
Prise de court par l'offensive diplomatique russe, la Maison Blanche affirme qu'il serait «irresponsable» de ne pas tenter la carte du dialogue avec le chef du Kremlin, et revendique avec ce dernier une approche pragmatique, au cas par cas. La Russie est bien devenue incontournable, mais c'est notamment parce qu'elle est parvenue à compliquer la situation, note le quotidien *Vedomosti*. Le déploiement accru d'armes et d'hommes dans les zones contrôlées par l'armée syrienne nécessite une plus grande coordination entre ceux qui combattent l'Etat islamique.

Profitant de la confusion occidentale, Moscou se rend incontournable et conforte Bachar al-Assad.

Le grand jeu a commencé pour une solution politique de la guerre en Syrie à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, marquée par le fracassant retour de la Russie qui veut désormais être en première ligne dans la lutte contre l'Etat islamique. Affaibli par les sanctions économiques punissant son agression en Ukraine et l'annexion de la Crimée, isolé diplomatiquement il y a encore quelques mois, Vladimir Poutine devient incontournable. Il propose «une plateforme élargie pour une action collec-

tive contre les terroristes» en y intégrant le régime. Lundi, il rencontra Barack Obama pour la première fois depuis deux ans. Les deux sont conscients de l'urgence de mettre fin à un conflit qui a fait 240 000 morts et 8 millions de réfugiés ou déplacés. Moscou et Téhéran veulent imposer Bachar Al-Assad comme rempart contre l'Etat islamique. Les Occidentaux se sont résignés à ce que son départ ne soit plus un préalable à la mise en œuvre d'une transition.

M.S.



Dans le même temps, le rôle que peut jouer Moscou aussi bien dans la lutte contre l'EI que dans la résolution du conflit syrien reste incertain, et rien ne permet d'affirmer que la Russie ait une vision plus précise que les Occidentaux sur le sujet, notent les experts. Mais Poutine semble avoir réussi au moins un tour de force : faire fléchir les chancelleries occidentales au sujet d'Al-Assad, qui commence à apparaître comme un moindre mal. S'il parvient à imposer son plan de coalition élargie en renforçant Al-Assad au passage, c'est-à-dire «faire céder Washington», Poutine remportera l'une de ces victoires qui remplissent d'orgueil les Russes. Toutefois, et même si le taux de soutien de la politique du Kremlin en Syrie est calqué sur la cote de popularité de son chef, on continue de craindre en Russie qu'un engagement autre qu'«humanitaire» n'ouvre la voie à un deuxième Afghanistan.

VERONIKA DORMAN Correspondante à Moscou



Largage de barils d'explosifs, à Maarat al-Numan, au sud d'Idlib, en juin. PHOTO

Bachar al-Assad, d'échecs militaires en victoires diplomatiques

L'encercllement de Damas est en cours. Même s'il est difficile de prévoir lorsqu'il sera terminé, force est de constater que les banlieues du nord de la capitale syrienne tombent les unes après les autres, principalement entre les mains de l'Armée islamique, un groupe soutenu par l'Arabie Saoudite. Le grand axe routier qui réunit la ville à Hama et Homs est aussi en péril, menacé cette fois par l'Etat islamique depuis Palmyre et, là encore, par l'Armée islamique. En quatre ans et demi, ce sont les deux tiers du pays que le régime a perdu. Restent sous contrôle Damas, une partie d'Alep, les grandes villes de Hama et Homs, dans le centre, et le littoral méditerranéen.

«**Fatigue**». Fin juillet déjà, le président Bachar al-Assad, qui vient de fêter ses 50 ans, reconnaissait pour la première fois qu'il renonçait à reconquérir les territoires perdus et n'avait plus assez de forces pour défendre toutes les régions encore sous son contrôle. «*Nous sommes obligés, dans certaines circonstances, d'abandonner certaines régions pour transporter nos troupes vers la*

région à laquelle nous sommes attachés», déplorait le dictateur. Dans le même discours, il reconnaissait «*la fatigue*» de son armée.

Depuis, la situation militaire s'est encore dégradée. Principal point faible: ses forces armées, qui sont le dernier pilier de son régime, comptent de moins en moins d'hommes et le renfort des milices, pour les missions de police et d'appui, ne suffit plus. «*Bachar al-Assad a mobilisé tout ce qui était mobilisable et n'a donc plus la possibilité d'élargir sa base sociale*», explique un chercheur américain. La communauté alaouite (environ 10% de la population) dans laquelle il puise ses forces vives, est-elle saignée – chaque famille a perdu au moins un membre – et apparaît aussi à bout de souffle.

ANALYSE

Mais, paradoxe syrien, plus le raïs est nu, plus il engrange de soutien diplomatique. Fin juin, quand Vladimir Poutine évoquait l'idée d'une coalition élargie contre le «*terrorisme*» en Syrie, même le chef de la diplomatie syrienne était sceptique. Il faudrait un «*grand miracle*», avait répondu Walid Mouallem. Trois mois plus tard, c'est plus de la moi-

Le soutien russe s'intensifie, y compris sur le terrain, alors que le dictateur syrien est plus affaibli que jamais. Les capitales occidentales n'osent plus poser son départ comme préalable.

tié du chemin qu'a accompli le président russe, même si sa proposition de coalition contre le groupe Etat islamique n'est pas encore acceptée.

Péril islamiste. Force est donc de constater que s'il a échoué militairement, il a gagné diplomatiquement. Désormais, Washington, Londres, Berlin, et depuis peu Paris, ne posent plus désormais son départ immédiat comme préalable à toute négociation. C'est donc sa stratégie qui a fini par payer. Elle a consisté depuis le début de la «révolution syrienne» à faire passer toute l'opposition pour des «terroristes» et des «jihadistes». Ce n'était pas vrai en mars 2011 et elle pouvait même sembler ridicule. Ce cynisme absolu s'est finalement révélé payant puisque au moins la moitié du pays est tombée entre les mains de l'Etat islamique, du Front al-Nusra (la branche syrienne d'Al-Qaeda) ou d'autres formations islamistes. Et c'est bien la peur de ce péril islamiste qui a commencé à modifier la donne diplomatique au profit d'un régime qu'Obama voulut même un temps frapper après son emploi des armes chimiques. Reste que sur le terrain, la montée en puissance du soutien russe n'est pas à même de changer la donne face à une opposition armée toujours plus nombreuse – grâce aux jihadistes –, toujours mieux armée – grâce au soutien des puissances sunnites voisines – et toujours plus motivée – grâce à ses victoires militaires.

JEAN-PIERRE PERRIN

Turkey's Middle East policy 'fiasco'

Ankara wants to set up three cities for refugees on the Syrian side of the border with EU funds, but suspicions linger about its true intentions.



Author Semih Idiz
September 29, 2015
<http://www.al-monitor.com>

Talking to reporters in New York over the weekend prior to addressing the UN General Assembly, Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu made remarks that clearly indicated Ankara is not on the verge of a major policy change on Syria, despite recent speculation to that effect. His statements also suggested that Turkey will remain at odds with Washington and Moscow over priorities in Syria and how to proceed with regard to the future of President Bashar al-Assad.

Davutoglu also admitted, in effect, why Turkey had decided to take part in US-led airstrikes against the Islamic State (IS), using words that indicate that Ankara's thinking had more to do with preventing further advances by the Syrian Kurds than with fighting IS.

Davutoglu also clarified Ankara's position on whether Assad has any role to play in a settlement. A recent remark by Turkish President Recep Tayyip Erdogan following his talks with Russian President Vladimir Putin in Moscow were taken as a sign that Ankara may be changing tack in this regard.

"We can have a process without Assad, or something like going with Assad during a transition period," Erdogan told reporters in Istanbul when asked about his discussion with Putin on Sept. 23.

Davutoglu repeated Ankara's demand that Assad be kept out of any negotiations. This was not a rare moment of disagreement between Erdogan and Davutoglu, since Erdogan had also back-paddled on this issue by then, underlining the fact that Ankara's position on the Syrian leader has not changed.

Davutoglu's overall remarks about Syria, nevertheless, showed that his government will continue chasing what many at this stage believe are pipe dreams. A case in point was his call on the European Union to finance a plan by Turkey to set up three cities in a safe zone to be declared in northern Syria, adjacent to Turkey, to house Syrian refugees.

The People's Protection Units (YPG), the armed wing of the Democratic Union Party (PYD) — which has become the umbrella organization of Syrian groups — is poised to capture the region Davutoglu referred to from IS, according to reports in the international press.

Turkey says the PYD and YPG are terrorist organizations affiliated with the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Washington has also declared the PKK a terrorist group, but has made clear it has no intention of doing the same for the PYD or YPG.

The prospects of the Kurds gaining a contiguous region in northern Syria along the Turkish border that also has access to northern Iraq is a nightmare scenario for Ankara, given its large and restive Kurdish minority. Turkey has been accused of trying to prevent this development by assisting radical Islamic groups against the Syrian Kurds.

Ankara's failure to assist the Kurds besieged by IS in Kobani last year not only agitated its own Kurds, but also cost much in terms of international sympathy for Erdogan, whose pronouncements at the time were considered anti-Kurdish.

Much to Ankara's annoyance, the PYD and YPG have become key allies of the US-led coalition, providing them with much-needed ground forces against IS and displaying their military capabilities. Few diplomats believe that Washington will give up on the Syrian Kurds at this stage in deference to Turkey, especially when doubts continue to linger about Turkey's true intentions in Syria.

The following is what Davutoglu told reporters in New York, and a brief analysis of his remarks:

"The PYD gets its arms and human resources from the PKK in the Qandil Mountains in Iraq, and there is interaction among them. It is also in competition with [Iraqi Kurdish leader] Massoud Barzani and is trying to establish a region for itself. We spoiled this game by our decision to



A Kurdish refugee woman from the Syrian town of Kobani walks with her children at a refugee camp in the border town of Suruc, Sanliurfa province, Nov. 17, 2014. (photo by REUTERS/Osman Orsal)

mount operations on July 23, and joined the coalition against [IS]. By mounting operations against [IS] and the PKK at the same time, we also prevented the PKK from legitimizing itself. Until the PYD changes its stance, we will continue to see it in the same way that we see the PKK."

These remarks by Davutoglu reinforce the belief in Turkey and abroad that Ankara joined the fight against IS not because of the massacre perpetrated by this group in July in the Turkish town of Suruc, but to use the cover of these operations to upset the PYD's plans.

Davutoglu also admitted in this way that another aim was to prevent the PKK from raising its profile in Western eyes with its contributions against IS. These remarks will increase doubts about Turkey's determination to fight IS. Such doubts are already prevalent because of the large number of airstrikes by Turkish jets against PKK targets in Iraq, contrasting sharply with the relatively few operations it has participated in against IS.

"We told Europe that Turkey will not become a concentration camp. We have the capacity to establish three container cities to house 100,000 people each, or even lasting cities in the region between Jarablus and Azaz. The EU can bear the cost while we do the building."

Davutoglu is in effect repeating Turkey's call for a safe zone to be established in the area, with the new idea of building three cities there. He is clearly trying to capitalize on the refugee pressure on Europe to recruit EU support for this project.

Western countries, while paying some lip service to Turkey's call for a safe zone, have so far made it clear they will not participate in establishing this zone or provide the boots on the ground necessary to protect it. Meanwhile, Russia remains strongly opposed to the idea, arguing that it violates Syrian sovereignty. It is not clear how Ankara hopes to succeed in this project, given Western reluctance and Russia's opposition.

Davutoglu's remarks are also likely to feed suspicions that Turkey's main aim here is to prevent the Syrian Kurds from gaining this territory. It is clear, however, that if Ankara can sell this idea to the international community, it would also alleviate Turkey's refugee problem. But the whole question remains a moot point for now.

"We will accept anything the Syrians accept, but it is not possible for the Syrians to accept a settlement that includes Assad. We have decided that a settlement with Assad will not work and are maintaining our position on this. [IS] presence is helping Assad, and Assad's presence is helping [IS]. Russia's decision to establish an air force unit to help Assad and to provide assistance in other ways is also a source of concern."

These remarks show that Turkey is not prepared at this stage to change its position on Syria and come more in line with what Moscow and Washington are saying. Turkey has already made known its ⇒

⇒ concerns about Secretary of State John Kerry's recent remarks, in which he indicated that Assad's departure was not an immediate precondition for a settlement in Syria.

The problem for Turkey, however, is that it is insisting on maintaining a policy that has not only accomplished little to date but has also failed to prevent things it does not want to see emerge in Syria. Analysts point out that Ankara is refusing to recalibrate its Syria policy even though it has no say over developments, or the necessary power to achieve the results it wants.

Soli Ozel, a lecturer in international relations at Istanbul's Kadir Has University and a columnist for Haberturk, characterizes Turkey's overall Middle East policy as a "fiasco." He believes that Ankara's failure to accept reality, continuing instead to insist on failed positions as if they had any value left, is actually a cover to shroud its helplessness in the face of developments it cannot control.

"It is clear that the Davutoglu government has lost its compass in Syria at a time when the world is searching for alternative means to solve the crisis. What is worrying is that Ankara repeats its failed positions at important international forums, even though it has no capacity to make others listen or to get them to help it alter the course of events," Ozel told Al-Monitor.

"The real aim here has more to do with domestic politics than foreign policy. Foreign policy continues to provide capital for the government in terms of domestic politics at a time when the country is heading for elections," Ozel said. ♦

Semih Idiz is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He is a journalist who has been covering diplomacy and foreign policy issues for major Turkish newspapers for 30 years, his opinion pieces can be followed in the English-language Hurriyet Daily News. His articles have also been published in The Financial Times, The Times of London, Mediterranean Quarterly and Foreign Policy magazine.

TheNational September 28, 2015

Kirkuk at the centre of Kurdish ambitions

Florian Neuhof
September 28, 2015
www.thenational.ae

Jalawla, Iraq // For many Kurds, Kirkuk symbolises the long pursuit of independence, unwelcome Arab rule and displacement.

Now in Kurdish hands, the city which gave life to Iraq's oil industry in the 1930s, has gained further in symbolism, and Kirkuk is

at the centre of a simmering dispute between the Kurdish Regional Government (KRG) and Baghdad over territories marked by a complex ethnic mix and forced resettlement.

The Peshmerga — Kurdistan's armed forces — wasted little time in moving into Kirkuk when the Iraq army fled ahead of the ISIL's advance in June last year. Apart from halting the extremist group's rampage, the Kurds seized the chance to take control of a city they consider theirs, after failing to capitalise on the weakness of the Iraqi government after the two Gulf Wars.

"The Kurdish leadership in Iraq felt that they had missed windows of opportunity in 1991 and 2003 to control Kirkuk; they were not going to pass up a third chance," says Sam Morris, research fellow at the Middle East Research Institute.

The move was part of a wider advance into the "disputed territories" that are claimed by both the central government and the KRG.

The Kurds prevented ISIL from expanding northwards, and they have been valued partners in the international coalition fighting the group. But they have also lodged themselves in the Nineveh plains around Mosul, in Kirkuk and its surroundings, and towns as far south as Jalawla, so reinforcing their claim on the disputed territories.

In this latest turn of the continuing dispute, no name rings louder than Kirkuk. The governorate's oilfields are still sizeable producers, and hold significant reserves. In July, the KRG began to independently exporting Kirkuk crude via Turkey, a major affront to the government in Baghdad.

Regardless of Kurdish boots on Kirkuk ground, the future of the city is far from certain. If the Kurds want to avoid risking a future military confrontation with the Iraqi Security Forces (ISF) and allied Shiite militias, they will need to turn to politics to resolve the status of the city. ■



Kurdish Militants Claim Responsibility for Killing 75 Turkish Soldiers

28 september 2015 / sputniknews.com

MOSCOW (Sputnik) — A total of 75 Turkish soldiers and policemen were killed in an attack on the military site on the border between Turkey and Iraq, the militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) said as quoted by the local media.

"The PKK carried out during the last few hours several operations against the Turkish army and police positions in Chernakh area near the Iraqi border, which resulted in the killing of 75 Turkish soldiers and policemen," a spokesman for the armed wing of the political group told Iraqi News portal on Sunday.

He added that militants seized Turkish soldiers' weapons and ammunition in the operation that retaliated for the "killing of a number of PKK fighters during the Turkish attacks on their positions."

Tensions in Turkey escalated in mid-summer when the country launched a military campaign against PKK in northern Iraq, after militants claimed responsibility for the murders of several Turkish police officers they insisted were allied with Islamic State.

The PKK, considered to be a terrorist organization by Ankara, began its separatist insurgency in 1984. The group seeks to create a Kurdish state in parts of Turkey and Iraq. ●



Masked members of YDG-H, youth wing of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), sit next to their weapons in Silvan, near the southeastern city of Diyarbakir, Turkey, August 17, 2015

Will Russia's move ruin Erdogan's plan for Syria?

Will Turkey's rules of engagement against Syrian planes now apply to Russian planes flying near the Turkish border?



Author Kadri Gursel
September 28, 2015
www.al-monitor.com

Turkey's July decision to finally open its air bases near Syria and Iraq, including Incirlik, to the US-led coalition fighting the Islamic State was a game changer for the region. It meant the coalition's air raids against IS would become more effective and less costly.

Only days after the first detachment of six American F-16s was deployed to Incirlik in early August, the media reported the deployment of six Russian MiG-31 Foxhound interceptor fighter jets to the Mezze air base near Damascus. Russia's military presence in Syria continued to grow thereafter, with the number of Russian warplanes said to have reached 28, including long-range Su-27 Flanker interceptor fighter jets.

The Russian military buildup, backed with air-to-ground assault aircraft, attack helicopters, drones, air defense systems, ground assets and a large number of military personnel, is said to have two aims: fighting IS and preventing the collapse of President Bashar al-Assad's regime. In this sense, the impact of the Russian intervention is much stronger. By dramatically boosting its force and weight in the Syrian equation, Russia has turned upside down the game plans of others, chief among them Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP).

Using some imagination, one could foresee the adverse impacts Russia's move will have on Ankara's policies on the ground. Ankara is now likely to be forced to end the de facto situation — virtually a no-fly zone — it has enforced casually in border areas since 2012. In June 2012, after a Turkish reconnaissance plane was shot down by an air defense system in Syria, Ankara announced new rules of engagement, including the interception of Syrian aircraft flying close to Turkish airspace. There has been no indication so far that these rules of engagement have changed. Since the summer of 2012, Turkish media have occasionally reported incidents of Turkish fighter jets taking off from their bases to chase off Syrian planes and helicopters flying "too close" to the border.

Ankara-backed Islamist groups fighting Assad's regime have emerged as the main beneficiary of these rules of engagement, which have effectively served as a Turkish air cover for their military and logistical operations in border regions.

Now, the following question arises: Will Ankara stick to its rules of engagement if airplanes approaching the border have the Russian star on their wings? My guess is that the rules of engagement will not be enforced against Russian aircraft, thus ending the de facto air cover for the rebels.

Similarly, Ankara's intention to create a safe zone along the border stretch from Jarablus to Azaz inside Syria has become completely meaningless since the Russian intervention. Preventing Syrian aircraft from flying over the designated area is the first prerequisite for such a zone, which naturally requires the use of an air force. Thus, Russia's deployment of interceptor fighter jets in Syria can be explained only with one objective: to deter Ankara as an initial step. Another explanation is hardly possible, given that jihadi groups such as IS, Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham do not have an air force.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan's problem stems from his priorities, which are different from those of the coalition. Turkey may have opened its air bases to make coalition airstrikes on IS more efficient and less costly, but this doesn't mean that fighting IS has become a top priority for Erdogan and his prime minister, Ahmet Davutoglu. IS is not and has never been a priority for the pair — this we have known for ages. Erdogan, for instance, waited until Sept. 25, 2014, to finally brand IS a terrorist group.

For the Erdogan-Davutoglu pair, the use of Turkish air bases against IS



A Sukhoi Su-27SKM multi-role fighter flies overhead at the MAKS-2005 air show in Moscow, Aug. 21, 2005. Several of these Russian Flanker interceptor jets have reportedly been stationed in Syria in recent weeks. (photo by Wikimedia Commons/Dmitriy Pichugin)

had been preconditioned on the simultaneous pursuit of a regime change in Syria, which, in turn, entailed the creation and enforcement of the safe zone they had advocated since 2012. So, what happened that they finally acquiesced to the air base deal in July after months of stubborn foot-dragging?

The decision was driven by three reasons, none of which places the IS threat in the foreground.

First, forces of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), advancing under coalition air cover, captured the border town of Tell Abyad from IS in June. The Erdogan-Davutoglu duo was alarmed that the more it deferred cooperation with the anti-IS coalition the more ground slid from under its feet, while the PYD, the sister organization of Turkey's Kurdistan Workers Party (PKK), grew stronger by the day, allied with the coalition.

Turkey is opposed to the idea of the PYD advancing from Kobani to the western bank of the Euphrates to help oust IS from Jarablus. This has been another factor in Ankara's decision to open the bases. Yet, only time will tell whether Ankara can keep the PYD in Kobani, given that the United States aims to cut all ground links between IS and Turkey, something that the Turkish government forces have failed to deliver.

Second, the supply route from the Turkish border town of Kilis to Aleppo — a vital element in sustaining Ankara's regime-change policy — came under IS threat in June. The area stretching from the Bab al-Salam border crossing down to Aleppo is controlled by rebel groups officially backed by Ankara. The AKP government needs to preserve this access to Aleppo, without which its ambitions in Syria become completely irrelevant. Thus, allowing the coalition to use Turkish air bases became imperative in light of stopping the IS advance on the eastern side of the route.

Third, the PYD — which has the PKK as its main supplier and supporter — emerged as the United States' only reliable ally fighting IS in Syria. Driven by domestic political considerations, Ankara resumed its war on the PKK, weakening the sole US ally on the ground. Keeping the bases closed to coalition aircraft in these circumstances would have been a very unwise idea. In other words, the bases were granted as a sort of "hush money" to the US-led coalition. Washington says it has not sanctioned Ankara's onslaught on the PKK, denying any explicit or implicit "bases-for-PKK" deal. Yet, Ankara's logic in this equation functions independently from the categorical US attitude.

The United States is quite content with Ankara's decision to open the bases. Turkey is said to have engaged in more serious cooperation against IS since the spring. Also, US support for the PYD is said to be limited to the fight against IS, not involving the supply of weapons and ammunition.

Stopping IS remains the No. 1 US priority. Had Turkey shared the coalition's objective to degrade and defeat IS as a top priority, it would not have been affected that much by Russia stepping in against IS and on Damascus' side. For the Erdogan-Davutoglu pair, IS represents a growing threat due to the reasons mentioned above, but is never a top priority.

Turkey's No. 1 problem and priority today is the PKK, which it has been fighting since the two-year cease-fire came to an end in July. Yet, for the United States, the PKK's Syrian extension, the PYD, is not part of the problem but part of the solution. Overthrowing Assad has ceased to be a US priority since IS emerged as a threat on a regional scale.

With Russia's military moves balancing the gains that other jihadi groups made in Idlib in the north and Daraa in the south earlier this year, Ankara's priority of toppling Assad has grown even more irrelevant. Ultimately, the Russian move means Ankara will have to settle for much less than it had hoped for by letting the anti-IS coalition use its air bases. ♦

Kadri Gursel is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He wrote a column for the Turkish daily Milliyet between 2007 and July 2015. He focuses primarily on Turkish foreign policy, international affairs and Turkey's Kurdish question, as well as Turkey's evolving political Islam. On Twitter: @KadriGursel

UNE STRATÉGIE DE LA TENSION À VISÉES ÉLECTORALISTES

L'emballement guerrier du président turc

Mécontent de ne pas avoir obtenu en juin une majorité à même de renforcer son pouvoir et ses attributions, M. Recep Tayyip Erdogan a convoqué de nouvelles élections législatives qui se tiendront le 1^{er} novembre. Pour mettre toutes les chances de son côté, le chef de file des islamo-conservateurs durcit la répression vis-à-vis de ses opposants en ciblant les forces progressistes et en bombardant les Kurdes.

PAR AKRAM BELKAÏD *

* Journaliste.

SANS lui et son parti, point de salut... Le 11 août 2015, lors d'une allocution télévisée, M. Recep Tayyip Erdogan, usant d'un ton à la fois martial et paternaliste, donne le signal implicite de la campagne pour les élections législatives anticipées, qui devraient avoir lieu le 1^{er} novembre. Evoquant successivement la fin du processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la décision de s'attaquer militairement à celui-ci, mais aussi à l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), et la nécessité pour le Parti de la justice et du développement (AKP) de gouverner seul pour continuer à mener les réformes, le président turc revendique un bilan positif. « Il agit comme s'il n'avait enregistré aucun revers depuis deux ans, observe Taha Akyol, éditorialiste à *Hürriyet*, quotidien de centre droit. Il relativise même l'incapacité de l'AKP à obtenir la majorité absolue au scrutin législatif du 7 juin dernier, disant qu'il ne lui a manqué "que" 18 députés. »

Il est vrai que l'aura de l'ancien premier ministre – il a été élu président en août 2014 – a pâli, alors qu'il avait longtemps fait figure de maître d'œuvre d'un renouveau turc, à la fois sur le plan économique et géopolitique. La répression violente des manifestants de la place Taksim, au printemps 2013, a mis au jour son inclination antidémocratique. Les poursuites deviennent quasi systématiques à l'encontre d'opposants ou de journalistes jugés trop critiques. Pour avoir dénoncé cette dérive autoritaire et

l'ambition de M. Erdogan de renforcer les pouvoirs présidentiels, les militants et sympathisants du prédicateur Fethullah Gülen – installé aux Etats-Unis – font l'objet depuis plus d'un an d'une persécution judiciaire (1). La répression touche aussi les magistrats qui, en décembre 2013, ont lancé une enquête pour corruption contre l'entourage du chef de l'Etat, dont plusieurs de ses ministres ainsi que son fils Bilal. Accusés d'appartenir à une « organisation criminelle ayant tenté de renverser le gouvernement par la force », suspendus de leurs fonctions, trois procureurs ont dû quitter précipitamment la Turquie durant l'été.

Sur le plan géopolitique, « la gestion turque de la crise syrienne est un fiasco, marqué par plusieurs erreurs stratégiques, explique Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Ayant fait de la chute d'Assad une obsession, la Turquie a financé plusieurs groupes syriens rebelles plus ou moins incontrôlables. Elle se retrouve aujourd'hui incapable de jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution diplomatique et dans la mise en place d'une transition négociée ». La décision prise en janvier 2015 par Ankara de soutenir, avec le Qatar et l'Arabie saoudite, « l'Armée de la conquête », dont l'une des composantes est le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, semblait destinée à pallier l'absence de solution pour défaire le régime de Damas ou pour l'amener à négocier.

« Enorme gâchis »

LE PRÉSIDENT Erdogan n'a pas non plus su apprécier le retour de l'Iran dans le jeu régional, comme le relève Jeremy Shapiro, politiste auprès du centre de recherche Brookings à Washington : « Le gouvernement turc n'a pas vraiment cru à la possibilité d'un accord sur le nucléaire iranien. » Résultat : il réalise bien tard que son voisin et rival iranien est en passe de redevenir un interlocuteur de poids pour les Etats-Unis. Plus que les attentats sur le sol turc imputés à l'OEI, c'est surtout la volonté de resserrer les liens qui a poussé Ankara à accepter, le 24 juillet, que les avions de la coalition menée par Washington contre l'organisation puissent utiliser la base d'Incirlik, dans le sud de l'Anatolie.

Sur le plan intérieur, les résultats du scrutin de juin ont représenté un revers majeur pour M. Erdogan, habitué aux succès électoraux depuis la première victoire de l'AKP, en 2002. Certes, la formation islamo-conservatrice demeure la première force politique du pays, mais, ayant perdu sa majorité absolue, elle se devait de former une coalition avec un autre parti pour gouverner. Et, sans le contrôle des deux tiers du Parlement, aucune révision constitutionnelle permettant le renforcement des pouvoirs présidentiels n'était possible. De nombreux observateurs ont vu dans cet échec la raison de la mise en place, depuis le 24 juillet, d'une stratégie de la tension. En engageant son pays dans une « guerre synchronisée contre le terrorisme », autrement dit contre l'OEI mais surtout contre le PKK, le pouvoir turc est d'abord motivé par des considérations électorales et par la volonté d'obtenir une majorité absolue en convoquant de nouvelles élections.

Le calcul est simple : en rompant la trêve avec le PKK, en bombardant ses bases arrière dans le Kurdistan irakien et en procédant à des milliers d'arrestations de militants ou de sympathisants de la cause kurde, le gouvernement donne des gages aux partis nationalistes réticents ou carrément hostiles à l'égard du processus de paix. Si cela ne suffit pas à convaincre le Parti républicain du peuple (CHP), kéma-

liste, ou l'ultradroite Parti d'action nationaliste (MHP) de voter la réforme constitutionnelle, voire de participer à un gouvernement de coalition – hypothèse qui n'avait pas les faveurs de M. Erdogan et que l'opposition rejetait –, cela peut néanmoins ramener certains électeurs nationalistes dans le giron de l'AKP.

De même, les poursuites judiciaires et les menaces de dissolution lancées contre le Parti démocratique des peuples (HDP), une coalition de partis de gauche et de formations prokurdes, ne peuvent s'expliquer que par la volonté du gouvernement de l'empêcher de renouveler son succès électoral du 7 juin. En dépassant le seuil (très élevé) de 10% des suffrages exprimés nécessaire pour être représenté à l'Assemblée, ce mouvement a non seulement obtenu 80 députés, mais aussi empêché l'AKP d'avoir la majorité des sièges. M. Selahattin Demirtas, le charismatique coprésident du HDP, ne s'y est pas trompé en déclarant que le seul délit de son parti était « d'avoir atteint 13% des suffrages aux dernières élections ». La justice, étroitement contrôlée par le pouvoir, a placé le chef du « Syriza turc » sous le coup d'une enquête pour « incitation à la violence » et « trouble à l'ordre public », ce qui peut lui valoir une peine de vingt ans de prison.

En s'en prenant au PKK et au HDP, M. Erdogan courtise l'électorat nationaliste, mais il règle aussi ses comptes avec cette gauche dont il déteste les idées progressistes, et qu'il a traitée de « racaille » au lendemain de la mobilisation populaire pour la défense du parc Gezi, en mai 2013 à Istanbul (2). Ardent défenseur du libéralisme économique, il exècre les propositions du HDP tant en matière de protection sociale que de défense de l'environnement. Il voit aussi d'un mauvais œil son attachement à la laïcité, et n'a pas apprécié que le parti lui reproche une ingérence dans la sphère privée après qu'il a appelé les ménages turcs à « faire au moins trois enfants ».

Surtout, estime l'économiste Emre Deliveli, « cette stratégie de la tension et la violence politique qu'elle engendre devraient profiter à l'AKP sur le plan électoral ». Ce spécialiste prétend démontrer, statistiques à l'appui, que chaque crise majeure depuis 2002 aurait permis à l'AKP d'engranger les voix de ceux qui craignent le désordre (3). Si rien ne garantit que ce soit le cas cette fois-ci, des sondages publiés à la mi-août témoignent d'une augmentation des intentions de vote pour l'AKP, qui peut espérer une majorité des sièges si le HDP est ramené en deçà de 10% des voix.

« C'est une fuite en avant incohérente et un énorme gâchis », juge de son côté un chef d'entreprise turc, membre influent de Tüsiad, une organisation patronale plutôt réservée à l'égard de l'AKP et loin de partager les

voix de ceux qui craignent le désordre (3). Si rien ne garantit que ce soit le cas cette fois-ci, des sondages publiés à la mi-août témoignent d'une augmentation des intentions de vote pour l'AKP, qui peut espérer une majorité des sièges si le HDP est ramené en deçà de 10% des voix.

« C'est une fuite en avant incohérente et un énorme gâchis », juge de son côté un chef d'entreprise turc, membre influent de Tüsiad, une organisation patronale plutôt réservée à l'égard de l'AKP et loin de partager les idées antilibérales du HDP. « Le cessez-le-feu avec le PKK était globalement respecté depuis deux ans. Il est regrettable que des considérations de politique intérieure aient provoqué un conflit qui a fait plus de 40 000 morts. Aujourd'hui, le pays, notamment le Sud-Est, s'installe dans une situation préinsurrectionnelle. » D'autres patrons évoquent les risques de déstabilisation du Kurdistan irakien, où de nombreuses entreprises turques sont installées et où la propagande du PKK accuse le président Massoud Barzani d'être à la solde d'Ankara.

Interrogé, un diplomate arabe en poste dans la capitale turque ne réfute pas le motif électoral de l'offensive contre les Kurdes, mais il avance aussi une autre explication : « Plusieurs militaires, dont certains proches de l'AKP tirent la sonnette d'alarme depuis des mois. Selon eux, le PKK et son allié syrien, le Parti de l'union démocratique [PYD], tirent avantage de la situation en Syrie. La Turquie veut empêcher qu'un deuxième Kurdistan autonome, syrien, cette fois, ne voie le jour à sa frontière. » La nomination à la tête de l'état-major des armées, le 5 août, du général Hulusi Akar, partisan d'une ligne dure à l'encontre des autonomistes kurdes, confirme cette analyse. La volonté de freiner l'influence ascendante du PKK en Syrie explique pourquoi le gouvernement turc tient tant à la création en territoire syrien d'une zone-tampon d'une centaine de kilomètres de long et de quarante kilomètres de large, d'où seraient chassés les combattants de l'OEI, mais aussi les unités de protection du peuple kurde (YPG).

« Le peuple kurde est sacrifié sur l'autel des ambitions ultraprésidentielles d'Erdogan et de son incapacité à aider la Syrie », estime M. Karer, jeune militant kurde du HDP qui ne manque pas de dénoncer l'amalgame fait entre le PKK et l'OEI. « Les autorités affirment mener une double guerre au nom de la lutte contre le terrorisme. Or c'est le PKK qui est le plus visé. Daech [acronyme arabe désignant l'OEI] reste ménagé par l'armée, et plus encore par la police. »

Le pouvoir turc continue de minimiser la capacité de nuisance de l'OEI, alors que cette dernière est responsable de l'attentat-suicide qui, le 20 juillet, a coûté la vie à 32 jeunes militants de gauche dans la ville

de Suruç. « Daech et le PKK sont deux menaces pour la sécurité nationale de la Turquie. Le PKK attaque des civils et des soldats turcs tous les jours. Il est donc normal que notre réponse soit différente », cherchait à justifier M. Cemalettin Hasimi, chef du bureau de presse du premier ministre turc, lors d'une conférence de presse à Paris le 12 août.

Pour faire pièce aux accusations de connivence avec l'OEI, les autorités turques ont annoncé avoir intercepté et expulsé plus de « 700 combattants terroristes étrangers » (contre 520 en 2014) qui cherchaient à passer en Syrie. Pour Billion, la rupture entre Ankara et l'OEI serait consommée depuis le printemps dernier : « Même si les chiffres sont invérifiables, il est évident que des cellules dormantes de Daech sont organisées en Turquie et peuvent aisément recruter parmi les deux millions de réfugiés syriens. Cela représente une menace interne réelle. » Sceptique, un ancien ministre du gouvernement de Süleyman Demirel, ne mâche pas ses mots : « Erdogan a choisi la plus mauvaise des stratégies en s'attaquant au PKK et en croisant mollement le fer avec Daech. C'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Cette organisation a tué des jeunes qui souhaitaient participer à la reconstruction de Kobané. Elle a humilié notre pays, en juin 2014, en kidnappant une cinquantaine de nos diplomates. La Turquie risque tôt ou tard d'être confrontée lourdement à la violence de Daech. A ce moment-là, qu'allons-nous faire ? Demander pardon au PKK et l'implorer de nous aider, puisque, pour l'instant, lui et ses alliés syriens sont les seuls à tenir en respect les djihadistes ? » Un raisonnement que partage Aaron Stein, chercheur au Rafik Hariri Center for the Middle East à Washington : « A terme, créer deux fronts est tout sauf clairvoyant. Sur le plan militaire, cela disperse les forces et prive Ankara d'un allié potentiel. »

Soucieuse de pouvoir utiliser les installations militaires turques dans sa lutte contre l'OEI, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a donné son aval aux opérations contre le PKK, qui, à la mi-août, auraient fait plus d'une centaine de morts, y compris des civils du Kurdistan irakien. L'appel à la mesure des Etats-Unis et des Européens n'apparaît guère convaincant alors que ces mêmes puissances rechignent à critiquer ouvertement la mansuétude turque à l'égard de l'OEI. « On attend la grande action militaire contre Daech qui prouvera que le temps de la connivence douteuse est terminé », confirme le diplomate arabe, pour qui M. Erdogan pourrait maintenir cet état de « vraie-fausse guerre » contre l'OEI jusqu'aux prochaines élections afin de ménager son électorat islamiste plus ou moins sympathisant des djihadistes. Car,

East à Washington : « A terme, créer deux fronts est tout sauf clairvoyant. Sur le plan militaire, cela disperse les forces et prive Ankara d'un allié potentiel. »

Soucieuse de pouvoir utiliser les installations militaires turques dans sa lutte contre l'OEI, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a donné son aval aux opérations contre le PKK, qui, à la mi-août, auraient fait plus d'une centaine de morts, y compris des civils du Kurdistan irakien. L'appel à la mesure des Etats-Unis et des Européens n'apparaît guère convaincant alors que ces mêmes

puissances rechignent à critiquer ouvertement la mansuétude turque à l'égard de l'OEI. « On attend la grande action militaire contre Daech qui prouvera que le temps de la connivence douteuse est terminé », confirme le diplomate arabe, pour qui M. Erdogan pourrait maintenir cet état de « vraie-fausse guerre » contre l'OEI jusqu'aux prochaines élections afin de ménager son électorat islamiste plus ou moins sympathisant des djihadistes. Car, comme le relève Yezid Sayigh, chercheur au Carnegie Middle East Center à Beyrouth, « pour comprendre le contexte actuel, on en revient toujours à la politique

interne turque ».

Regain d'autoritarisme, manœuvres électorales, isolement diplomatique croissant, aventurisme militaire : le coût des ambitions de M. Erdogan ne cesse d'augmenter, au risque d'ouvrir un nouveau chapitre périlleux dans l'histoire de la Turquie.

(1) Lire Ali Kazancigil, « Le mouvement Gülen, une énigme turque », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(2) Lire Tristan Coloma, « Pourquoi M. Erdogan espère rebondir », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(3) « Is Erdogan warmongering for political power? », *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 31 juillet 2015.

Le journal
Observateur

17 septembre 2015

CHRONIQUE

MONDOVISION PAR PIERRE HASKI

Turquie : la guerre de trop

C'est la crise dans la crise ; une guerre de plus, la guerre de trop au cœur d'une région déjà ravagée par tant de conflits. Depuis près de deux mois, la Turquie est repartie à l'offensive contre le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, ravivant un conflit que l'on pouvait croire en bonne voie de règlement après avoir fait quelque 40 000 morts. Les pages des réseaux sociaux turcs voient défiler les photos de dizaines de victimes des deux camps, de jeunes hommes pour la plupart, pleurés par des familles qui renouent avec les funérailles sans fin des années 1990. Ces derniers jours, la ville de Cizre (120 000 habitants), à la frontière syrienne, a même vécu un blocus généralisé par l'armée turque, avec bombardements et tirs de snipers. Des scènes qui évoquent Kobane, la ville kurde syrienne martyre qui était assiégée par les djihadistes de Daech. Sauf que nous sommes en Turquie, un pays de l'Alliance atlantique, candidat (l'est-il encore ?) à l'entrée dans l'Union européenne.

Pourquoi ce réveil brutal d'un conflit certes non résolu, mais dans lequel les armes s'étaient tues ? Il faut remonter, non pas à l'attentat sanglant de Suruç du 20 juillet, qui a déclenché la double offensive turque contre le PKK et contre Daech, mais aux élections législatives du 7 juin : ce scrutin a vu l'AKP, le

parti islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, rater la majorité absolue qu'il visait, et le HDP, le Parti démocratique des Peuples, dépasser la barre des 10% des voix nécessaires pour entrer au Parlement. Le HDP, dirigé par Selahattin Demirtas, un Kurde de 42 ans, a réussi le tour de force de sortir de son périmètre ethnique kurde et de ses revendications identitaires pour fédérer toutes les causes hostiles à l'AKP (femmes,

Erdogan a-t-il déclenché un conflit armé dans le seul but de gagner des élections ? C'est la vision régionale du président turc qui est en jeu dans cette offensive.

écologie, minorités ethniques et religieuses, jeunesse urbaine). Cette coalition des réfractaires à l'autoritarisme croissant du pouvoir a réussi à bloquer le rêve d'Erdogan de changer la Constitution pour établir un régime présidentiel à son profit.

« Notre seule faute est d'avoir obtenu 13% des voix », a déclaré le charismatique chef du HDP fin juillet, après la reprise des hostilités contre les forces kurdes, et l'ouverture d'une enquête

contre lui pour « incitation à la violence ». Ces 13% de voix que le président turc va essayer d'annihiler lors des élections anticipées qu'il a convoquées pour le 1^{er} novembre, faute d'avoir pu former un gouvernement.

Erdogan a-t-il, comme le lui reprochent ses détracteurs, déclenché une guerre dans le seul but de gagner des élections ? C'est sans doute une partie de l'explication, mais elle est un peu courte. C'est toute la vision régionale du président turc qui est en jeu et qui est contrariée par l'émergence kurde depuis dix-huit mois : en Irak, où les peshmergas ont été les seuls initialement à résister à la poussée de Daech ; en Syrie, où les alliés du PKK contrôlent les zones kurdes du Nord ; et en Turquie dans les urnes. Erdogan a longtemps semblé laisser monter Daech dans le seul but de contrecarrer l'émergence kurde. Aujourd'hui, il bombarde ces djihadistes-là, et soutient activement ceux du Front Al-Nosra, le groupe issu d'Al-Qaida devenu l'une des principales forces de la rébellion syrienne. Erdogan se voulait il y a peu le nouveau « sultan » de la Turquie moderne, surfant sur une économie en croissance et une influence régionale grandissante. Ce rêve s'est effondré : le président semble sans boussole, ajoutant de la guerre à la guerre dans une fuite en avant insensée, dont les Turcs eux-mêmes sont les premières victimes. □

Les combattants kurdes reprennent une douzaine de villages aux mains d'EI



Au moins 40 djihadistes de l'EI ont été tués durant l'opération.



Les combattants peshmergas s'apprêtent à attaquer des positions des djihadistes d'Etat islamique.

30 sept 2015 (AFP)
www.ledevoir.com

Kirkouk (Irak) — Une offensive terrestre conduite par 3.500 combattants kurdes a permis la reprise mercredi de plusieurs villages à l'ouest de la ville de Kirkouk jusque là aux mains du groupe jihadiste Etat islamique (EI), ont indiqué des responsables.

Appuyée par les avions de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, cette quatrième opération du genre dans la zone de Kirkouk a fait 16 morts et au moins 32 blessés dans les rangs des combattants kurdes, selon un général peshmerga qui a requis l'anonymat. Selon lui, les combattants ont

été tués par les explosifs que les jihadistes ont l'habitude de planter pour ralentir la progression de leur adversaire.

"Nous n'avons perdu personne dans des affrontements (directs) car les jihadistes de l'EI nous fuyaient au moment où nous gagnons du terrain", poursuit-il.

"L'offensive a été lancée à partir de trois fronts à l'ouest de Kirkouk avec environ 3.500 peshmerga", a indiqué le conseil de sécurité du Kurdistan irakien dans un communiqué.

Elle a débuté à l'aube et a permis une percée de 140 kms carrés, selon cette même source.

Les objectifs de l'opération étaient de resserrer l'étau sur

Hawija, bastion de l'EI situé à environ 230 kilomètres au nord de Bagdad, et de protéger ainsi la région kurde autonome de futures attaques de l'EI.

Au moins 40 jihadistes de l'EI ont été tués durant l'opération, selon le communiqué du conseil de sécurité du Kurdistan, un bilan que l'AFP n'était pas en mesure de vérifier.

Selon Jaafar Cheikh Mustafa, commandant des forces kurdes à Kirkouk, 12 villages ont été repris.

"Les avions de la coalition ont effectué plus de 50 frappes en soutien à cette opération", a indiqué l'armée américaine dans un communiqué.

"Les raids aériens contre des

positions de l'EI ont commencé plusieurs jours avant l'opération terrestre pour donner des conditions favorables aux peshmerga", selon le communiqué qui rappelle que les forces kurdes ont mené trois opérations réussies contre l'EI ces quatre dernières semaines leur permettant de reprendre plus de 400 kms carrés sous leur contrôle.

Si ces territoires ne font pas partie du Kurdistan irakien, ils sont depuis longtemps revendiqués par les kurdes.

Lorsque l'EI a entrepris son offensive fulgurante en Irak en 2014, les forces kurdes ont mis la main sur les positions perdues par l'armée irakienne, agrandissant leur territoire d'environ de 40%. ■

AFP

Turquie: plus de 30 rebelles kurdes tués dans une opération en Irak (Erdogan)

Ankara, 29 septembre 2015 (AFP)

L'ARMÉE TURQUE a tué plus de 30 combattants kurdes au cours d'une opération dans le nord de l'Irak où sont retranchés des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous avons mené une opération transfrontalière au cours de la nuit. Plus de 30 terroristes ont été tués", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours télévisé.

L'aviation turque avait mené des frappes d'envergure contre des camps du PKK dans plusieurs régions du nord de l'Irak début septembre, et les forces terrestres y avaient mené une incursion à la poursuite des rebelles kurdes turcs.

Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien.

Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, ces violences ont causé la mort de près de 150 soldats ou policiers et environ 1.100 rebelles du PKK. ●

AFP

Turquie: deux soldats, un policier tués dans des attaques attribuées au PKK

Istanbul, 29 septembre 2015 (AFP)

DEUX SOLDATS TURCS ont été tués et trois blessés mardi dans le sud-est de la Turquie, par l'explosion d'une bombe qui a atteint leur véhicule, une attaque attribuée aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé l'armée.

Les soldats ont été tués par une bombe déposée sur le bord d'une route dans le district de Semdinli dans la province de Hakkari province, a précisé l'armée.

Par ailleurs mardi, une bombe déposée par des rebelles du PKK sur une route dans la province de Batman (sud-est) a explosé au passage d'un véhicule de la police, tuant un policier et en blessant huit, selon l'agence officielle Anatolie.

Le gouvernement turc a lancé fin juillet une vaste offensive contre les repaires du PKK, dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak, où sont retranchés des rebelles. L'organisation rebelle a de son côté multiplié ses attaques, tuant des dizaines de policiers et soldats à un rythme presque quotidien.

Depuis juillet, près de 150 soldats et policiers ont été tués dans des attaques attribuées au PKK, tandis que plus de 1.300 rebelles ont trouvé la mort, selon les médias pro-gouvernementaux. ●